



Guide des Ressources pour l'Intégration des Questions de Genre dans la Gestion de l'Eau



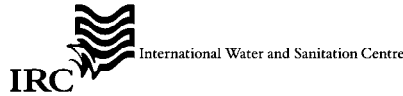


Table de Matières

Préface

Remerciements

Acronymes et Abréviations

Chapitre 1 Introduction au Guide

- 1.1. Quel est ce Guide des ressources?
- 1.2. Pourquoi le Guide a-t-il été développé?
- 1.3. Quels sont ses objectifs?
- 1.4. Comment le Guide a-t-il été développé?
- 1.5. Comment devrait-il être utilisé?

Chapitre 2 Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau

- 2.1 Présentation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
- 2.2 Présentation de l'aspect genre
- 2.3 Définition de l'aspect genre
- 2.4 Le cadre historique de l'aspect genre
- 2.5 Les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et leurs implications sur l'aspect genre¹
- 2.6 Pourquoi adopter une perspective genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en eau ?
 - 2.6.1. Un souci d'efficacité et d'efficience dans les programmes et les projets du secteur de l'eau
 - 2.6.2 Durabilité environnementale
 - 2.6.3. Le besoin d'une analyse précise de l'utilisation des ressources en eau
 - 2.6.4 Egalité, équité et renforcement des rôles
 - 2.6.5 Réalisation des engagements internationaux par les gouvernements et les partenaires
 - 2.6.6 Le processus participatif dans les initiatives de Gestion Intégrées des Ressources en Eau doivent reconnaître les inégalités et les différences entre les femmes et les hommes
 - 2.6.7 Les méthodes participatives utilisées pour présenter les problèmes d'égalité homme/femme
 - 2.6.8 Les méthodes participatives illustrent les différentes perception du bien-être

¹ Adapté de: Wijk-Sijbesma, 1998 et Thomas et al., 1997.

- 2.7 Insertion de l'aspect genre dans la gestion de l'eau**
 - 2.7.1. Adopter une initiative ou un projet de manière correcte**
 - 2.7.2. Indicateurs de surveillance et d'évaluation soucieux de l'aspect genre**
- 2.8 Ressources Additionnelles**

Chapter 3. Guide au Ressources sur le Genre et les secteurs de l'eau

- 3.1 Introduction**
- 3.2 Genre, Gouvernance et gestion des ressources en eau**
- 3.3 Genre, Eau et Pauvreté**
- 3.4 Genre, installations sanitaires et hygiène**
- 3.5. Genre, Distribution d'Eau à usage Domestique et Hygiène**
- 3.6 Genre et privatisation de l'eau**
- 3.7 Genre, eau à usage agricole et irrigation**
- 3.8 Genre, eau et environnement**
- 3.9 Genre et pêche**
- 3.10 Genre et gestion des zones côtières**
- 3.11 Genre, variation climatique et catastrophes reliés à l'eau**
- 3.12 Genre et renforcement des capacités**
- 3.13 La planification et les outils de genre dans le secteur de l'eau**
- 3.14 Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes dans les secteurs de l'eau**

Chapitre 4. L'intégration transversale du genre dans le cycle du projet

Chapitre 5. L'intégration transversale du genre dans les politiques et institutions du secteur de l'eau

Glossaire

Préface

A travers le monde développé, le scénario eau et genre est tout ce qu'il y a de plus familier: les femmes travaillent pour ramener l'eau nécessaires pour les besoins du foyer alors que les hommes prennent les décisions concernant la gestion des ressources en eau aux niveaux local et national. Nous pensons que les projets, les programmes et les politiques qui abordent les inégalités entre les deux sexes accroîtront la gestion des ressources en eau et les opportunités de développement humain pour les hommes et les femmes.

Dans plusieurs cas, l'analyse des perspectives genre en relation avec les ressources en eau doit être spécifique au contexte. L'usage productive de l'eau contre l'usage domestique, l'accès des femmes et des hommes à l'eau et le contrôle de l'eau et de la terre, les crédits et les services de vulgarisation sont des exemples de problèmes qui doivent être traités. La documentation abondante sur les relations entre les hommes et les femmes dans la gestion de l'eau a été inventoriée pour que les utilisateurs puissent y accéder facilement. Plusieurs références de valeur ont été alors identifiées et compilées. Mais des écarts en matière d'information se sont dégagés montrant le besoin d'approfondir la recherche dans ce secteur.

Le Guide initial du PNUD sur les ressources relatives à l'intégration des questions de genre dans la gestion de l'eau a été lancé durant le 3ème Forum Mondial de l'Eau à Kyoto en 2003. Le retour d'information obtenu depuis a façonné cette deuxième version complètement révisée et présentée en mars 2006 durant le 4ème Forum au Mexique. La nouvelle édition est disponible en 4 langues: Anglais, Français, Espagnol et Arabe. La plupart des sections des trois dernières versions sont des traductions de l'Anglais mais quelques textes sont des originaux spécifiques à la région de la langue en question. Une telle approche donne des perspectives plus larges pour la distribution et l'utilisation du Guide.

Cette édition du Guide des ressources partage les ressources en 13 sous-secteurs de l'eau pour faciliter l'accès aux usages spécifiques de l'eau. Les introductions aux secteurs décrivent les débats actuels et les questions de genre. Les références, les ressources (y compris les manuels et les guides), les études de cas et les sites webs sont groupés par sous-secteur. Les auteurs de 'Alliance Genre et Eau' qui ont élaboré ce document ont essayé, tout au long de leur travail, de garder en tête la lecture facile et la catégorisation claire. Toutefois, les lecteurs sont appelés à passer en revue la totalité du Guide lorsqu'ils sont en train de chercher de documents utiles et intéressants.

Avec ce Guide des ressources, le PNUD, GWA, IRC, Cap-Net et GWP visent à aider les professionnels de l'eau, les politiciens, les spécialistes du genre et autres parties concernées dans leurs efforts pour fournir un meilleur accès à l'eau au profit des femmes, enfants et hommes pauvres à travers le monde. Les commentaires, ajouts, études de cas et retour d'informations de la part des utilisateurs du Guide sont les bienvenus pour les éditions futures et pour la mise à jour de la version électronique (site web) du Guide des ressources au www.genderandwater.org/

Olav Kjørven
Directeur
Groupe Energie et Environnement
Bureau de la politique de développeme
Programme des Nations Unies pour le Développement
(PNUD)

Ethne Davey
Président du Comité de pilotage

Alliance Genre et Eau
(GWA)

Remerciements

Nous sommes très fiers des résultats de l'excellente collaboration qui a permis la publication de cette deuxième édition du Guide Ressource pour l'Intégration des Questions du genre dans la Gestion de l'Eau. Cette deuxième édition a été considérablement agrandie et améliorée. Elle comporte des aperçus sur les sous-secteurs, des ressources et des études de cas supplémentaires, le tout en quatre langues, et certaines des ressources le sont même en cinq langues. La plupart des textes sont traduites de l'anglais, certains de l'espagnol et du français.

Beaucoup de personnes, des femmes et des hommes, ainsi que des organisations ont considérablement contribué à la réalisation de ce travail, et nous sommes reconnaissants à tout ceux qui ont travaillé dur pour le compléter. Nous remercions tout ceux qui ont consolidé le nouveau contenu en faisant part de leurs avis et suggestions pour introduire des améliorations, à chaque fois qu'ils ont été sollicités pour le faire par le biais des emails sur listservs ou à travers les sites web. L'Alliance Genre et Eau se sent honorée d'avoir été chargée de la mise à jour du Guide Ressources par les organisations offrant les fonds nécessaires : l'Agence Suédoise de Développement International (SIDA) et le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD).

Des remerciements bien particuliers s'adressent aux nombreux auteurs, nos partenaires de GWA Prabha Khosla et Sara Ahmed, et leur équipe d'auteurs associés dont Maria Angelica Alegria, Khadouja Mellouli, Mame Dagou Diop, Pauline Ikumi, Noma Nesen et Betty Soto qui ont navigué sur Internet pour trouver de nouvelles ressources se rapportant au sujet, qui ont rédigé, réécrit, lu, et révisé des textes, qui ont analysé et adapté des études de cas. Un Merci exceptionnel s'adresse aussi à Marcia Brewster, Responsable du Groupe de Travail inter agences au sein de l'ONU chargé de l'aspect Genre et Eau, pour son professionnalisme lors de la révision et de la réédition du présent guide. Les traducteurs Susana Carrera, Faouzi Chaouch, Hela Gharbi, Nizar Dridi, ont assumé la lourde tâche d'être au bout de la chaîne, en essayant d'achever leurs traductions à temps quand tout le reste est fini. Leur travail est ainsi fortement apprécié.

Plusieurs essais ont été menés pour reconnaître tous les auteurs des études de cas qui ont été sélectionnés pour être introduits en entier dans le Guide Ressource. Si cela n'a parfois pas été approprié, nous demandons auxdits auteurs d'aviser le GWA pour qu'on puisse faire les corrections nécessaires au niveau du site web et de la prochaine version.

Nous remercions les organisations partenaires dans cette tâche pour leurs valeureuses contributions : PNUD, IRC, Cap-Net et GWP. L'IRC s'est chargé de l'aspect technique de production des pages web et du CD-Rom, sans lesquels toutes les contributions n'auraient pas été accessibles. Cap-Net a prodigué les conseils utiles et a pris en main la reproduction.

Le Guide Ressource sera régulièrement mis à jour et sera disponible sur le site web du GWA www.genderandwater.org ainsi que sur les liens des sites web de nos partenaires. Tous les commentaires et tous les ajouts sont les bienvenus.

Joke Muylwijk
Directeur Exécutif
Alliance Genre et Eau

Acronymes et Abréviations

| | |
|----------------|--|
| PNUD | Programme des Nations Unis pour le Développement |
| ONGs | Organisations Non Gouvernementales |
| ITGGIRE Eau | Intégration Transversale du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau |
| IBG | Les Initiatives en matière de Budgétisation prenant en compte le Genre |
| CIEA | Centre International pour l'Eau et l'Assainissement |
| AEG | Alliance pour l'Eau et le Genre |
| PME | Partenariat Mondial pour l'Eau |
| CAPnet | |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| CBO | Organisation base a la communauté |
| O&M | opération et entretien |

Chapitre 1 Introduction au Guide

1.1. Quel est le Guide des ressources?

C'est la deuxième édition du Guide des ressources pour l'insertion de l'aspect genre dans la gestion de l'eau qui a été publié pour la première fois en 2003 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le guide est un document de référence pour assister les praticiens et les professionnels de l'eau et de la diversité sociale ainsi que les responsables de l'insertion de l'aspect genre et toute autre personne intéressée par le secteur de l'eau. C'est une compilation des plus récentes ressources: documents, articles, livres, études de cas et outils sur l'insertion de l'aspect genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Il vise à appuyer l'action, la lecture et la recherche. De nouvelles vues d'ensemble du secteur sont ajoutées et tout particulièrement celles relatives à des débats et des questions d'actualité.

1.2. Pourquoi le Guide a-t-il été développé?

Le guide a été développé en réponse à un besoin identifié en matière d'information sur l'insertion de l'aspect genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Une grande quantité d'information existe mais elle est dispersée parmi différentes institutions et organisations, ce qui rend difficile la recherche sur des ressources spécifiques sur des aspects particuliers de l'insertion de l'aspect genre dans le secteur de l'eau. Ce guide vient appuyer les efforts des personnes qui essaient d'intégrer dans leurs programmes et projets l'aspect genre et ceux qui cherchent à améliorer leurs connaissances et leurs compétences en matière de genre et de GIRE.

1.3. Quels sont ses objectifs?

Le guide des ressources vise à:

- Faciliter les ressources et la littérature disponibles portant sur l'aspect genre et la GIRE;
- Améliorer la durabilité et l'efficacité des activités relatives à l'eau à travers l'incorporation de l'égalité homme/femme et l'analyse de l'équité sociale;
- Améliorer la compréhension et la conscience des concepts genre à travers un renvoi facile aux documents existants, aux études et aux outils disponibles ;
- Améliorer les approches de planification, d'exécution, de gestion et de supervision pour la GIRE.

1.4. Comment le Guide a-t-il été développé?

Le développement du guide des ressources a été un processus interactif qui a impliqué des consultants, des praticiens du secteur de l'eau, des spécialistes de l'aspect genre et des responsables de programmes travaillant dans différents secteurs de l'eau et sur différents continents. La compilation de cette deuxième édition a été coordonnée par l'Alliance Genre et Eau (GWA) avec la contribution technique du Centre International de l'Eau et des Installations Sanitaires (IRC). La GWA, l'IRC, CapNet, le PNUD et le Partenariat Global pour l'Eau (GWP) ont pris part à cet effort et le PNUD a fourni le financement nécessaire.

1.5. Comment devrait-il être utilisé?

Le Guide des ressources n'est pas un ensemble de lignes directrices, ni un outil pas à pas pour l'insertion de l'aspect genre. C'est une référence qui devrait être utilisée en relation avec les textes et les supports auxquels il renvoie. Il donne un résumé sommaire des questions portant sur les différents sous-secteurs de la GIRE et est conçu de façon à sensibiliser ses utilisateurs et à promouvoir l'apprentissage et l'analyse en matière d'équité sociale et des questions

homme/femme. Les chapitres et sections sont présentés de façon à cerner facilement les thèmes objet de la recherche. Il serait peut plus utile de voir ces sections d'intérêt en premier lieu avant d'essayer de lire le guide en totalité. D'autres sections fournissent aux usagers des ressources supplémentaires qui constituent une matière de valeur lorsqu'on adopte une approche holistique pour la gestion des ressources en eau.

Chapitre 2 Genre et Gestion Intégrée des Ressources en Eau

2.1 Présentation de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau est un processus systématique pour le développement durable, l'allocation et la supervision des ressources en eau. Le concept et les principes de la gestion Intégrée des Ressources en Eau ont été exprimés lors de la Conférence Internationale sur l'Eau et L'Environnement en 1992 à Dublin et dans le Chapitre 18 de l'Agenda 21 qui est un document consensuel produit par la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) organisée à Rio en 1992.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau est une approche holistique trans-sectorielle en matière de gestion d'eau pour répondre aux demandes de plus en plus grandes et concurrentielles sur l'eau douce dont la quantité est limitée. C'est une approche qui vise à garantir le développement coordonné de l'eau, des terres et des ressources connexes pour optimiser le bien-être économique et social sans compromettre les systèmes environnementaux durables (Partenariat Global pour l'Eau, 2000). Les responsables des orientations politiques, les analystes, les organisations internationales et les gouvernements ont cherché un consensus sur les principes pour guider la définition des priorités, des politiques et des initiatives spécifiques en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau. Les principes clés comprennent:

- L'eau devrait être traitée comme un bien économique, social et environnemental.
- Les politiques relatives à l'eau devraient mettre l'accent sur la gestion de l'eau dans sa globalité et non pas uniquement sur l'approvisionnement en eau.
- Les gouvernements devraient faciliter et permettre le développement durable des ressources en eau en mettant en place des politiques intégrées d'eau et des cadres réglementaires.
- Les ressources en eau devraient être gérées au plus bas niveau possible.
- Les femmes devraient être reconnues en tant qu'élément central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau.

La mise en oeuvre de la Gestion Intégrée de l'Eau en tant que philosophie, politique et guide d'application peut aider à aborder:

- Le besoin d'établir une meilleure gouvernance de l'eau et une plus grande coordination et collaboration parmi les différents secteurs de l'eau comme l'approvisionnement en eau potable, les installations sanitaires, l'irrigation et le maintien des écosystèmes.
- La concurrence et les conflits potentiels parmi les différentes parties concernées dans tous les secteurs et les individus, les communautés et les gouvernements.
- La dégradation environnementale qui menace toute la vie sur notre planète.
- Les disparités sociales et genre en termes d'accès équitable aux ressources et de leur contrôle, de bénéfices, de coûts et de prise de décision entre les hommes et femmes.
- Le besoin d'un développement durable des ressources en eau qui représente la clé pour l'éradication de la pauvreté.

2.2 Présentation de l'aspect genre

L'insertion de l'aspect genre est le processus d'évaluation des implications, pour les hommes et les femmes, de toute action planifiée y compris la législation, les politiques et les

programmes dans tous les domaines et à tous les niveaux. C'est une stratégie qui veut faire des soucis et des expériences des femmes ainsi que ceux des hommes une dimension intégrée dans la conception, l'exécution, la supervision et l'évaluation des politiques et des programmes dans les sphères politiques, économiques et sociales de façon à ce que les femmes et les hommes mettent fin ensemble à l'inégalité *en transformant le courant dominant* (ECOSOC, 1997).

Dans le domaine de la gestion des ressources en eau, l'approche sectorielle non coordonnée a résulté en une dégradation environnementale à cause de la surexploitation des ressources en eau, les allocations inappropriées au profit des différents usagers, la distribution inéquitable des bénéfices et des charges, le fonctionnement et la maintenance de l'infrastructure. L'implication inadéquate des femmes et des hommes a entravé les programmes et les projets sur la durabilité de la gestion des ressources en eau. La participation de la communauté et les approches de gestion n'ont pas pu aborder ces questions, en grande partie, parce que les communautés sont souvent perçues comme un groupement de personnes ayant un objectif commun.

La réalité est que la communauté n'est pas un groupement de gens égaux vivant dans une région géographique donnée. Elle est souvent composée d'individus et de groupes qui possèdent différents niveaux de pouvoir, de richesse, d'influence et de capacité à exprimer leurs besoins, leurs soucis et leurs droits. Les communautés contiennent des groupes d'intérêts conflictuels. Là où les ressources sont rares, il y a une concurrence sur l'approvisionnement et ceux qui sont au plus bas de l'échelle du pouvoir, hommes et femmes pauvres, n'obtiennent rien. Les relations inégales de pouvoir placent les femmes dans une position défavorisée. Appliquer une analyse genre aidera les agences du secteur de l'eau à mieux allouer les ressources pour répondre aux différents besoins des femmes et des hommes et des groupes marginalisés.

Les approches à orientation populaire ne garantissent pas toujours la prise en considération des perspectives genre. Une stratégie spécialement conçue pour intégrer l'aspect genre peut donc être utile pour s'assurer que ces questions [quelles questions?] fassent partie de la planification des analyses, des programmes et des projets, leur exécution et leur évaluation. L'insertion de l'aspect genre peut surtout aider à provoquer le changement institutionnel et organisationnel nécessaire pour assurer l'égalité homme/femme en tant qu'engagement continu.

2.3 Définition de l'aspect genre

L'aspect genre signifie les différents rôles, droits et responsabilités des hommes et des femmes et la relation entre eux. L'aspect genre ne signifie pas simplement les femmes ou les hommes mais la façon par laquelle leurs qualités, comportements et identités sont déterminés à travers le processus de socialisation. L'aspect genre est généralement associé à l'inégalité du pouvoir et de l'accès aux choix et aux ressources. Les rôles différents des hommes et des femmes sont influencés par les réalités historiques, religieuses, économiques et culturelles. Ces rôles et responsabilités peuvent changer à travers le temps.

Dans ce guide, l'utilisation du terme genre englobe aussi l'intersection de l'expérience des femmes en matière de discrimination et de violations des droits de l'homme sur la seule base de leur sexe ainsi que d'autres relations de pouvoir résultant des facteurs race, ethnie, caste,

classe sociale, âge, capacité/incapacité, religion et plusieurs autres facteurs y compris si elles sont indigènes ou non.

Les femmes et les hommes sont définis de différentes manières dans les différentes sociétés; les relations qu'ils partagent constituent les relations entre les deux sexes. Les relations entre les deux sexes constituent et sont composées par une panoplie d'institutions comme la famille, les systèmes juridiques ou le marché. Les relations entre les deux sexes sont des relations hiérarchiques de pouvoir entre les femmes et les hommes et ont tendance à défavoriser la femme. Ces hiérarchies sont souvent « naturellement » acceptées mais sont déterminées par la société et se basent sur la culture et peuvent donc changer avec le temps. Les relations entre les deux sexes sont dynamiques, caractérisées par le conflit et la coopération ; la médiation se fait à travers d'autres axes de stratification y compris la caste, la classe sociale, l'âge et l'état civil ou la position dans la famille.

Les différences entre les sexes comme la capacité d'enfanter sont des différences biologiques tout à fait différentes des rôles prescrits par la société.

En reconnaissant cela, une analyse genre fait référence à la manière systématique de considérer les différents impacts du développement sur les femmes et les hommes. L'analyse de l'aspect genre nécessite la ventilation des données par sexe et la compréhension de la division et de l'appréciation. L'analyse de l'aspect genre doit être effectuée à tous les niveaux du processus de développement; il faut toujours se demander comment une activité donnée, une décision ou un plan vont-ils affecter les femmes de manière différente des hommes (Parker, 1993).

2.4 Le cadre historique de l'aspect genre

Les femmes et les approches genre en matière de développement ont évolué à travers les décennies écoulées.

Jusqu'au début des années 70, les politiques de développement se sont penchées sur les besoins des femmes pauvres dans le contexte de leur rôle en tant qu'épouse et mère. Connue maintenant comme l'approche du « bien-être », l'accent portait sur la santé de la mère et de l'enfant, l'assistance à l'enfance et la nutrition. L'on considérait alors que les avantages des stratégies macro-économiques orientées vers la modernisation et la croissance vont couler pour toucher les pauvres et que les femmes pauvres allaient être bénéficiaires à travers l'amélioration de la situation économique de leurs maris. Les femmes étaient des réceptionnaires passives de ces avantages. Les services sanitaires et de l'eau étaient définis dans le contexte de l'hygiène et des soins sanitaires qui faisaient partie de la responsabilité des femmes.

A partir des années 70 et 80, l'approche des Femmes dans le Développement a visé à intégrer les femmes dans le processus de développement existant en les ciblant, souvent dans des activités spécifiques aux femmes. Les femmes ont, généralement, été des réceptionnaires passives dans les projets des Femmes dans le Développement qui mettaient souvent l'accent sur l'amélioration des revenus des femmes. Mais malgré le fait que plusieurs projets ont, à court terme, amélioré la santé, les revenus ou les ressources, ces projets n'ont pas transformé les relations déséquilibrées et plusieurs de ces projets ont périclité. Un défaut commun à ces projets était le fait qu'ils ne prenaient pas en considération les multiples rôles de la femme ou qu'ils calculaient mal l'élasticité du temps et du travail de la femme.

Depuis la fin des années 80, l'approche Genre et Développement a été développée dans le but de faire disparaître les disparités sociales, économiques et politiques entre les femmes et les hommes pour pouvoir atteindre un développement global. Une grande partie de ce travail dans le secteur de l'eau est véhiculé aujourd'hui à travers cette approche. Néanmoins, plusieurs perspectives existent dans cette approche et mais sans aucun schéma directeur pour permettre l'égalité et l'équité dans la gestion des ressources en eau.

Les deux approches "Femmes dans le Développement" et "Genre et Développement" sont encore utilisées.

Récemment, une approche genre et renforcement des rôles a essayé de transformer les relations existantes entre les deux sexes en mettant l'accent sur l'auto-renforcement des rôles des femmes par les femmes elles mêmes.

2.5 Les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et leurs implications sur l'aspect genre²

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau offre une occasion pour créer un changement paradigmatique dans la gestion des ressources de l'eau. La crise environnementale mondiale, la pauvreté grandissante dans les zones rurales et urbaines et les inégalités entre les deux sexes montrent tous le besoin d'une approche différente en matière de gouvernance de l'usage et de la gestion d'eau.

Mettre en application cette approche nécessite une cohérence parmi les différentes institutions, la politique, le cadre réglementaire et les mesures réfléchies qui prennent en considération la durabilité environnementale et une analyse intersections. L'aspect genre dans cette approche n'est pas un point d'analyse suffisant sans prendre aussi en compte les considérations de race, de classe sociale, de caste, d'ethnie, d'âge, d'aptitude et d'emplacement géographique.

- **L'eau devrait être traitée comme un bien économique, social et environnemental.**
 - L'eau douce est d'une grande valeur et sa quantité est limitée. Les services et l'infrastructure d'approvisionnement en eau sont des activités économiques et l'accès à un approvisionnement de base en matière d'eau constitue aussi un droit humain. L'utilisation de l'eau pour les tâches domestiques et les besoins sanitaires, qui tend à être la responsabilité de la femme, devrait être incorporée dans les évaluations des valeurs économiques de l'usage de l'eau. Les femmes n'ont souvent aucun droit sur l'eau et la terre et les efforts de développement peuvent affecter de manière négative leurs moyens d'existence.
 - L'approvisionnement en eau doit être un service payant prenant en considération la capacité de paiement des gens. Les intérêts des femmes et les relations entre les deux sexes sont souvent négligés. Si les frais de l'approvisionnement domestique en eau doivent être réglés, les hommes aussi bien que les femmes devraient être impliqués dans la détermination des taux. Même si les femmes ne contrôlent souvent pas l'argent, elles sont comme même appelées, plus que les hommes, à payer en contre

² Adapté de: Wijk-Sijbesma, 1998 et Thomas et al., 1997.

partie de l'eau et des installations sanitaires parce que ces domaines sont considérés comme étant sa responsabilité à elle. Une analyse des demandes abordant l'aspect genre et équité sociale est nécessaire.

- L'accès à des quantités basiques d'eau en tant que bien social et droit humain devrait être inclus dans les politiques et les plans. Les frais élevés de l'eau ne devraient pas s'appliquer quand il s'agit de répondre aux besoins humains de base et ne devraient pas non plus réduire la consommation d'eau pour faire la cuisine et pour l'hygiène.
- **Les politiques en matière d'eau devraient mettre l'accent sur la gestion de l'eau et non pas uniquement sur l'approvisionnement en eau.**
 - Pour plus d'efficacité, le secteur privé peut jouer un rôle dans les services d'approvisionnement en eau. Les gouvernements doivent garder la responsabilité de contrôle de la qualité de l'eau et pour réglementer et superviser les opérateurs privés. Le gouvernement est aussi responsable de garantir la réponse à tous les besoins en eau pour toute la population. Les entreprises qui ne sont intéressées que par le gain n'ont aucun intérêt à couvrir les ménages à revenu limité, les usagers domestiques et ceux qui utilisent des sources et des captages d'eau pour les utilisations quotidiennes de base. Les femmes sont très présentes au sein de ces groupes.
 - Avec la privatisation qui prend de l'ampleur, le renforcement des compétences des communautés locales devient plus important et l'on devrait s'assurer que les femmes et les hommes profitent de manière égale de cet effort.
- **Les gouvernements devraient faciliter et permettre le développement durable des ressources en eau à travers des politiques intégrées des ressources en eau et des cadres réglementaires.**
 - La gestion holistique de l'eau est nécessaire parce que les actions entreprises dans un secteur donné de l'eau ont des impacts sur la durabilité de l'eau, sa qualité et sa quantité dans d'autres secteurs. De tels impacts sont différents pour les hommes et pour les femmes d'un ménage à un autre et même au sein des ménages, selon le sexe, l'âge et le statut civil.
 - A des niveaux plus élevés, la coordination au sein des pays et des ministères est nécessaire y compris les instances moins importantes, et les intérêts et les droits des femmes doivent être pris en compte.
- **Les ressources en eau devraient être gérées au plus bas niveau possible.**
 - La participation de toutes les parties concernées donne une meilleure gestion de l'eau. A cause de ses rôles traditionnels dans la gestion des ressources en eau, la femme possède des connaissances qui devraient être incluses dans les planifications et les pratiques.
 - Le plus bas niveau est le plus important pour garantir que les décisions ont l'appui de ceux qui exécutent les projets sur le terrain. Ce sont souvent les femmes qui sont chargées de cette tâche. Les ménages gérés par des femmes ont souvent moins de poids dans les communautés que les ménages ayant à leurs têtes des hommes. Un effort spécifique est nécessaire pour les inclure.
- **Les femmes devraient être reconnues en tant qu'élément central dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau.**
 - Des campagnes pour réduire le gaspillage de l'eau devraient cibler les hommes et les femmes et surtout les industries et les institutions qui gaspillent l'eau.

- Les connaissances et les compétences des femmes sont cruciales pour la gestion efficace et efficiente de l'eau.
- Plus d'attention devrait être portée au contrôle de la pollution et à l'amélioration de la qualité de l'eau et des installations sanitaires au profit des femmes qui collectent l'eau à usage domestique et pour améliorer la santé.

2.6 Pourquoi adopter une perspective genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en eau ?

Une perspective genre dans la gestion Intégrée des Ressources en eau est nécessaire pour une multitude de raisons comme exposé dans la section suivante.

2.6.1. Un souci d'efficacité et d'efficience dans les programmes et les projets du secteur de l'eau

Impliquer les hommes et les femmes dans les initiatives intégrées portant sur les ressources en eau peut impliquer l'efficacité et l'efficience d'un projet donné. La participation des hommes et des femmes améliore la performance du projet et sa chance de durabilité. En d'autres termes, un projet est plus apte à atteindre les objectifs escomptés à travers sa mise en œuvre si les hommes et les femmes (riches et pauvres) sont des participants actifs et des décideurs.

En plus des preuves multiples et évidentes, trois études spécifiques ont abordé cette question:

La voix et le choix des femmes – Liaisons avec la demande, l'aspect genre et la pauvreté à partir de 44 plans d'eau en Asie et en Afrique. Projet de recherche du Programme PNUD/Banque Mondiale sur l'eau et les installations sanitaires.

Les résultats préliminaires semblent valider l'hypothèse selon laquelle les services de l'eau seront mieux appuyés et utilisés par les communautés si les institutions et les politiques permettent aux communautés (hommes et femmes, riches et pauvres) d'initier le service, d'être informées sur les décisions relatives à la gestion du service et aux systèmes de financement et de renforcer les capacités pour maintenir le service et le gérer de façon à ce que ses charges et ses bénéfiques soient partagés équitablement (Voir www.wsp.org/English/index.html).

Revue de la Banque Mondiale de 121 projets d'approvisionnement rural en eau

Cette revue a trouvé que la participation des femmes constitue l'une des variables les plus associées à l'efficience et à l'efficacité du projet. En plus, la revue a mis en évidence que lorsque le projet ne réussit pas à prendre en considération les différences et les inégalités homme/femme, il risque de périr. En Inde, par exemple, des fosses de compost en dehors des villages sont inutilisées et les femmes continuent à déposer les ordures tout près de chez elles même lorsqu'elles sont condamnées à une amende parce qu'elles ne veulent pas être vues en train de transporter des ordures à la périphérie du village. S'il y a eu des consultations avec les femmes, ce problème aurait pu être évité (Narayan, 1995).

Etude IRC des projets communautaires d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires

Une étude effectuée par le Centre International de l'Eau et des Installations Sanitaires (IRC) sur des projets communautaires d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires dans

88 communautés à travers 15 pays a montré que les projets conçus et dirigés avec la participation des femmes sont plus viables et plus efficaces que ceux qui n'impliquent pas les femmes en tant que partenaire à part entière (Wijk-Sijbesma, 2001).

La recherche tend à mettre l'accent sur le secteur de l'approvisionnement en eau et des installations sanitaires, mais cette même tendance peut être remarquée aussi dans les autres secteurs de l'eau. L'impact positif de la prise en considération des questions genres peut être ressenti dans le Projet Communal pour le Développement de l'Irrigation aux Philippines. Ce projet dépasse les objectifs de développement physique et les évaluations de l'intensité de l'irrigation et des productions de riz brut. La réussite du projet a été attribuée à la participation des bénéficiaires présumés. Le projet fait partiellement appel à une tradition agricole de systèmes d'irrigation et répond à un contexte culturel dans lequel les femmes exercent des droits fonciers indépendants. La réussite du projet dans la communauté a été expliqué par le recrutement d'organiseurs au sein de la communauté, deux tiers d'entre eux sont des femmes ; la garantie de l'adhésion du mari et de la femme aux associations des utilisateurs d'eau et l'encouragement des femmes pour assumer des rôles de leadership. Il a aussi été remarqué que l'adhésion des femmes facilitait le paiement des cotisations parce que les femmes contrôlent le budget de la famille (Quisuimbing, 1994).

2.6.2 Durabilité environnementale

Les femmes et les hommes à travers le monde jouent des rôles distincts dans la gestion des plantes et des animaux, dans l'utilisation des forêts, des terres, des marécages et de l'agriculture. En plus, les rôles de l'homme et de la femme sont différenciés pour la collecte de l'eau, des combustibles et du fourrage à usage domestique et pour générer des revenus. A cause de leurs engagements distincts vis-à-vis de l'environnement naturel, l'expérience des femmes et leurs connaissances sont très importantes pour la gestion environnementale (PNUE, 2004). En adoptant une perspective genre et en permettant l'intégration de la connaissance environnementale des femmes, les chances de durabilité de l'environnement sont augmentées.

Un projet pour la gestion d'une ligne de partage d'eau a été initié dans une zone fragile tropicale à Mindanao aux Philippines. Un lac utilisé pour générer l'électricité s'ensaisait à cause de la déforestation et de l'érosion du sol. Il y avait un besoin de réduire la perte du sol et d'engager les institutions locales dans le contrôle de la perte du sol et de sa récupération. Le projet a, au début, invité les jeunes hommes à superviser l'eau pour déterminer si les techniques utilisées pour la conservation du sol sont en train de réduire l'ensaisement. Mais les hommes n'étaient pas cohérents dans la supervision. Les cultivatrices ont aussi été impliquées dans la supervision de l'eau sans grand succès. Le projet a alors conclu que les femmes étaient plus intéressées par les questions portant sur la santé que sur la perte du sol. Lorsque les femmes ont appris comment la qualité de l'eau affecte la santé de leurs familles et que le programme s'est étendu pour comprendre la supervision de la bactérie *e coli*, l'attention des femmes a pu être attirée et elles ont, ainsi, pris part à sa mise en œuvre. Ceci a permis plus d'engagement dans plusieurs autres activités environnementales. En définitive, l'engagement de la communauté a donné des résultats positifs comme l'adoption des techniques de conservation du sol par les cultivateurs et les cultivatrices (Diamond, et al., 1997).

2.6.3. Le besoin d'une analyse précise de l'utilisation des ressources en eau

Les analyses économiques et sociales ne sont pas complètes sans comprendre les différences et les inégalités sociales homme/femme. Avec une analyse de l'aspect genre, les planificateurs arrivent à une image plus fidèle des communautés, des usages des ressources naturelles, des ménages et des usagers de l'eau. Comprendre les différences entre les femmes et les hommes (qui fait quel travail, qui prend quelle décision, qui utilise l'eau et pour quel usage, qui contrôle quelles ressources, qui est responsable des différentes obligations familiales, etc.) fait partie d'une bonne analyse et peut contribuer à atteindre des résultats plus efficaces.

Au Bangladesh, malgré la perception répandue selon laquelle les questions d'aspect genre ne sont pas pertinentes à l'impact des inondations et aux plans de prévention des inondations, il y a plusieurs façons pour les lier aux différences et aux inégalités entre les hommes et les femmes. Les femmes sont responsables de la production et du traitement des produits agro-alimentaires et de la préparation des aliments dans les ménages ruraux du Bangladesh. Les dangers d'origine hydrique, comme, par exemple, les crues subites, peuvent endommager non seulement les cultures mais aussi les stocks d'aliments et les équipements de traitement augmentant ainsi les prix des produits alimentaires de base. Toute rupture dans l'approvisionnement en produits alimentaires a un impact sur la capacité des femmes à vivre sur les ressources existantes. La mobilité limitée des femmes limite aussi les stratégies de remplacement pour gérer le manque des ressources familiales, particulièrement, quand la femme est à la tête de son foyer à cause de la migration de l'homme ou de sa désertion (Thomas et al, 1993).

Les différences et les inégalités entre les femmes et les hommes influencent la manière dont les individus réagissent aux changements dans la gestion des ressources en eau. Comprendre les rôles des hommes et des femmes, leurs relations et les inégalités entre eux peut aider à expliquer les choix des gens et leurs différentes options.

A Alto Piura au Pérou, les cultivatrices se plaignaient du fait qu'elles devaient toujours irriguer de nuit malgré la règle officielle qui stipulait que les quotas de nuit doivent être distribués de manière égale entre les agriculteurs. Etant donné que les agriculteurs hommes entretiennent de bonnes relations avec le Comité d'irrigation et avec le commissaire de l'eau, ils arrivent facilement à négocier les quotas de jour (Zwarteveen 1997). Si un projet vise à fournir à tous les agriculteurs et les irrigateurs un accès équitable aux ressources en eau, les stratégies doivent donc aborder cette difficulté spécifique à laquelle les femmes font face.

Les relations homme/femme et les inégalités influencent les réactions collectives aux questions relatives à la gestion des ressources en eau. Les femmes et les hommes ont tendance à s'organiser de manière différente. Les femmes font souvent face à des obstacles spécifiques pour participer à des projets, à rejoindre un comité d'utilisateurs d'eau ou à contribuer aux consultations.

Les femmes pauvres ont moins de chances d'être élues dans des comités d'eau ou des comités de développement du village. Lorsqu'on a posé aux interviewés au Zimbabwe une question relative aux critères adoptés pour l'élection des gens aux postes de responsabilité du village, ils ont mentionné deux qualifications: i) quelqu'un qu'ils peuvent respecter (pour son rang, son influence, son travail ou sa capacité à atteindre un consensus concernant des problèmes difficiles), et ii) quelqu'un qui a des ressources comme par exemple une bicyclette ou de l'argent pour pouvoir représenter le village au siège du district quand nécessaire. Les

femmes pauvres ne répondent pas à ces qualifications et ont généralement plus de contraintes de travail et de temps que les autres femmes ou les hommes. Ces femmes pauvres et leurs enfants sont souvent dans des conditions précaires de santé et pourraient donc profiter plus que d'autres des améliorations qui résulteraient de l'approvisionnement en eau tout près de chez eux. Paradoxalement, c'est eux qui ont le moins de chances à participer à la prise collective de la décision qui provoquerait ce changement (Cleaver, 1998).

2.6.4 Égalité, équité et renforcement des rôles

Sans attention particulière accordée aux questions et initiatives d'aspect genre, les projets risquent de renforcer l'inégalité entre les femmes et les hommes et même augmenter les disparités entre eux. Plusieurs initiatives semblent à première vue neutres au niveau genre, mais c'est rarement le cas. Les projets et les programmes ramènent souvent de nouvelles ressources (formation, outils, technologie, etc.). Être un homme ou une femme peut influencer le fait que l'homme ou la femme profite de ces opportunités. Les programmes doivent permettre aux femmes aussi bien qu'aux hommes de bénéficier des initiatives dans le secteur de l'eau. Les écarts entre les riches et les pauvres peuvent souvent prendre plus d'ampleur suite à des interventions de développement.

Une initiative donnée peut aussi renforcer les inégalités même s'il peut y avoir des opportunités pour appuyer les efforts des gens pour construire des sociétés et des économies équitables. L'importance de l'attention spécifique apportée à l'aspect genre et les questions de diversité est d'autant plus critique à cause du profil généralement bas de ces questions auprès de plusieurs professionnels.

2.6.5 Réalisation des engagements internationaux par les gouvernements et les partenaires

Les gouvernements et les agences de développement se sont engagés à appuyer l'égalité entre les femmes et les hommes et à adopter une perspective genre dans tous les programmes et les projets, y compris ceux relatifs à l'eau et à l'environnement. Les engagements spécifiques comprennent:

- Les résultats et le suivi de la Décennie Internationale de l'approvisionnement en eau potable et des installations sanitaires (1981-1990) ont été discutés dans les consultations de New Delhi à 1990. Bien que ces consultations soient limitées à la discussion des questions relatives au genre, il y a eu un appel clair pour rehausser la prise de décision par les femmes et la gestion des ressources en eau.
- La déclaration de *Dublin* (1992) approuvée par plus 100 pays, reconnaît que les femmes jouent un rôle central dans la prestation, la gestion et la sauvegarde des ressources en eau. Elle reconnaît le rôle crucial des femmes en tant que pourvoyeurs et utilisateurs de l'eau et gardiennes de l'environnement vital et que cette réalité doit être traduite en dispositions institutionnelles pour le développement et la gestion des ressources en eau.
- Le principe 20 de la Déclaration de Rio (1992) stipule ce qui suit, "les femmes ont un rôle vital dans la gestion et le développement environnemental. Leur participation entière est donc essentielle pour réaliser un développement durable" L'Agenda 21 (1992) contient un chapitre sur les femmes et le développement durable (chapitre 24) et un chapitre sur la gestion de l'eau (chapitre 18).
- La Plateforme d'action de Pékin (1995) a mis en exergue les questions environnementales comme secteur d'intérêt critique: "les inégalités entre les deux sexes dans la gestion et la sauvegarde des ressources naturelles et dans la sauvegarde de l'environnement". Trois objectifs stratégiques ont été approuvés: (1) impliquer activement les femmes dans la

prise de décision environnementale à tous les niveaux; (2) intégrer les aspects et les perspectives genre dans les politiques et les programmes de développement durable; et (3) renforcer ou établir des mécanismes d'évaluation de l'impact du développement et des politiques environnementales sur les femmes.

- Le plan de Johannesburg pour la mise en oeuvre du Sommet mondial sur le développement durable 2002, paragraphe 25 (a) comprend l'engagement des gouvernements à : "... appuyer le renforcement des capacités pour le développement de l'infrastructure sanitaire et les services d'eau garantissant qu'une telle infrastructure et de tels services répondent aux besoins des pauvres et soient soucieux de l'aspect genre."
- En décembre 2003, l'Assemblée Générale a proclamé (résolution 58/217), la période 2005 -2015 décade internationale pour l'action « Eau pour la vie » et a appelé à mettre l'accent sur la mise en oeuvre des programmes et projets relatifs à l'eau, "tout en oeuvrant pour la participation et l'implication des femmes dans les efforts de développement portant sur l'eau... ».
- Les objectifs de développement du Millénaire qui entrent dans le même cadre que la décade "l'eau pour la vie" comprennent 2015 objectifs portant sur l'égalité homme/femme et le renforcement du rôle de la femme ainsi que l'eau saine et les installations sanitaires.

2.6.6 Le processus participatif dans les initiatives de Gestion Intégrées des Ressources en Eau doivent reconnaître les inégalités et les différences entre les femmes et les hommes

L'expérience a démontré que les processus participatifs et les 'tentatives pour impliquer les gens pauvres' n'incluent pas automatiquement les femmes. Une attention doit être portée aux différences et aux inégalités entre les deux sexes si l'on veut que les initiatives de développement participatif impliquent les femmes aussi bien que les hommes. Les questions spécifiques comprennent :

Les relations de pouvoir dans les communautés. Les communautés ne sont pas des groupes harmonieux ayant des priorités et des intérêts communs. Il y a souvent de fortes divisions le long des lignes d'âge, de religion, de classe sociale et de genre. Ces différences de pouvoir font que certaines personnes n'arrivent pas à exprimer les opinions qui sont en contradictions avec celles des gens au pouvoir. Les différences de détention de pouvoir peuvent même affecter ceux qui participent dans des réunions spécifiques. Les responsables externes peuvent n'inviter que les « leaders des communautés » (généralement des hommes) pour les consultations.

Les relations au sein du ménage et au sein de la famille. Certaines femmes peuvent avoir des difficultés à s'exprimer devant leurs maris ou pères. Elles peuvent aussi croire que les discussions d'ordre familial (même celles portant sur les charges de travail) ne doivent pas être étalées en public.

Différentes contraintes à la participation. Les hommes et les femmes ont des responsabilités et des charges de travail différentes. Les femmes ont moins de temps à allouer à de nouvelles activités. Assister à certaines réunions peut poser des problèmes pour les femmes si l'horaire n'est pas compatible avec leurs charges domestiques et familiales. En plus, les normes d'adhésion formelle et informelle aux institutions de la communauté peuvent aussi refuser à la femme le droit de participer.

Les différentes aptitudes à la participation. Etant donné les discriminations homme/femme en matière d'éducation, les hommes et les femmes ont souvent des niveaux d'éducation différents. Les hommes peuvent aussi avoir plus d'expérience dans l'argumentation de leurs points de vue et sont plus confiants que les femmes pour s'entretenir avec les autres.

Les avantages de la participation. Les femmes et les hommes peuvent faire des calculs différents concernant les coûts et les bénéfices de leur implication dans les processus participatifs. Etant donné la grande occupation des femmes par les tâches quotidiennes, elles ne trouvent pas suffisamment de temps pour participer pleinement. Les méthodes participatives ne peuvent pas donner des résultats sans l'implication réelle des gens qui y prennent part, la participation n'est pas une simple série d'exercice.

Les défis posés aux processus participatifs

| | |
|-----------------------------|---|
| Compétences | Les organisations ont besoin de développer les compétences pour faciliter les processus participatifs soucieux de l'aspect genre. Ceci nécessite de l'expérience, des compétences et la capacité de gérer les conflits s'ils ont lieu. |
| Temps | Les processus participatifs peuvent prendre beaucoup de temps et peuvent nécessiter un appui sur plusieurs années. |
| Flexibilité et adaptabilité | La sélection et le classement des outils pour les processus participatifs devraient être basés sur des circonstances spécifiques. Répondre de manière adéquate à des contextes spécifiques nécessite une flexibilité. |
| Appui | Les participants, hommes et femmes, ont besoin d'un appui lorsqu'ils sont en train d'explorer de nouveaux sujets. Il serait irresponsable de la part des organisations externes de faire remonter à la surface des problèmes d'inégalités homme/femme et de ne pas continuer à assumer les conséquences d'un tel débat. |
| Suivi | L'organisation peut-elle répondre aux questions remontées à la surface? Si les organisations de coopération en matière de développement sont sérieuses dans leurs processus participatifs, elles doivent être préparées à agir sur les priorités identifiées et les problèmes qui apparaissent. |

2.6.7 Les méthodes participatives utilisées pour présenter les problèmes d'égalité homme/femme

A son début en 1992, l'agence allemande de coopération en matière de développement GTZ a assisté le Ministère Zambien de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche pour intégrer une approche participative dans son service de vulgarisation. Les responsables utilisaient des méthodes participatives pour évaluer les priorités des agriculteurs, chose qui a mené à l'adoption d'une approche multisectorielle pour le programme. Ils ont utilisé des calendriers saisonniers pour planifier les activités de vulgarisation dans des périodes qui conviennent aux agriculteurs. Ils ont commencé par impliquer les agriculteurs dans la supervision et l'évaluation des résultats des efforts de vulgarisation. Toutefois, une évaluation a révélé que les femmes ne bénéficiaient pas de l'approche participative dans les prestations des services de vulgarisation. L'équipe a commencé à faire des efforts pour aborder ce problème et impliquer les femmes dans le programme. Avec la prise de conscience, 2 ateliers de 3 jours ont aidé les couples à analyser les relations homme/femme au sein de leurs ménages. L'étude de cas relève plusieurs points clés:

- Le genre n'est pas toujours un sujet sensible comme certains le croient et le disent. Avec les bonnes méthodes, attitudes et approches, les populations locales et le personnel chargé du projet ont très bien accepté d'en parler.
- Le genre n'est pas un concept étranger et théorique ; les hommes et les femmes sont en mesure d'en discuter.
- Le genre devrait être inhérents aux approches participatives mais il n'est pas automatiquement abordé sans des efforts spécifiques (Frischmuth, 1998).

2.6.8 Les méthodes participatives illustrent les différentes perceptions du bien-être

Le recours à des méthodes participatives soucieuses de l'aspect genre à Darko au Ghana a identifié des différences entre les femmes et les hommes dans leur compréhension de la notion de pauvreté. Ces méthodes ont relevé les perceptions des gens quant aux relations au sein du ménage et ont donné une bien meilleure compréhension de la situation et des changements en cours que ce qu'aurait pu donner une collecte classique des données sur la base d'indicateurs décidés de l'extérieur de la communauté. Les hommes et les femmes ont préparé des cartes sociales séparées du village et ont effectué des classements de la richesse et du bien-être. Les différences dans les deux discussions ont été analysées et les résultats sont exposés ci-dessous.

- Les critères des hommes pour définir la richesse tournaient autour des avoirs comme la maison, la voiture, le bétail et le type de ferme. Ils prennent en considération les récoltes cultivées par les hommes mais pas celles cultivées par les femmes. A début, ils n'ont pas classé ceux qui sont dépourvus d'avoirs et de biens. Ils sont ensuite passés de la richesse à la discussion du bien-être, utilisant le critère de la piété.
- Les femmes ont commencé avec des indicateurs comme la maison, le terrain et le bétail et sont passées à l'analyse de la base de la production agricole. Elles prennent en considération les récoltes « féminines » et ne mentionnent pas le cacao ou les autres récoltes prévues pour la vente cultivées par les hommes. Contrairement aux perceptions communes, les femmes ont mis l'accent sur les récoltes commercialisées et non sur les récoltes vivrières.
- Le critère des femmes pour classer les plus pauvres avait une relation avec l'état de destitution et la privation des droits individuels et en relation avec la santé. Les hommes ont mis l'accent sur l'absence des avoirs et des biens.
- Chaque groupe avait sa propre perception du bien-être. Les femmes tendent à identifier les facteurs pour les femmes alors que les hommes mettent l'accent sur les hommes. Aucun des groupes n'a considéré le ménage comme une unité pour l'analyse du bien-être.
- Pour les femmes aussi bien que les hommes, être riche ne signifie pas toujours avoir plus. Selon l'analyse des hommes, aucun des riches n'est pieux. Quant aux femmes, les plus grands producteurs de légumes (indicateur de richesses) ne sont pas parmi les catégories les plus riches (Shah, 1998).

2.7 Insertion de l'aspect genre dans la gestion de l'eau

L'insertion de l'aspect genre est le processus d'évaluer les implications, pour les hommes et les femmes, de toute action planifiée y compris la législation, les politiques ou les programmes dans tous les domaines et à tous les niveaux (global, national, institutionnel, communauté et ménage). C'est une stratégie pour faire des soucis et des expériences des femmes et des hommes une dimension intégrale de la conception, de la mise en application, et de l'évaluation des politiques et des programmes dans toutes les sphères politiques, économiques et sociales de façon à ce que les femmes et les hommes tirent profit de manière égale et de ne plus perpétuer les inégalités. Le but ultime consiste à réaliser l'égalité homme/femme en transformant le courant (UNESCO, 1997 au GWA 2003a).

Mettre en oeuvre l'insertion de l'aspect genre implique:

- Comprendre les systèmes qui différencient les hommes et les femmes lors de l'accès aux ressources, au travail, à l'usage de l'eau, aux droits à l'eau et à la distribution des bénéfices et de la production. Les données et les documents ventilés selon le sexe sur le travail non rémunéré sont importants.

- Mettre l'accent sur les relations hommes/femmes et non pas sur les femmes uniquement. Bien que plusieurs analyses attirent l'attention sur les femmes (puisque, en général, c'est les femmes qui sont défavorisées et c'est les points de vue des femmes qui sont négligés) une analyse genre se penche sur les relations (différences, inégalités, déséquilibres de pouvoir, accès inégal aux ressources, etc) entre les femmes et les hommes et comment ces questions sont-elles négociées. La situation des femmes ne peut pas être comprise loin des relations élargies entre les femmes et les hommes.
- Comprendre que le genre constitue un facteur qui influence la réaction des gens soit individuellement ou collectivement. Les femmes et les hommes font face à différents obstacles et ont recours à différentes ressources lorsqu'ils essaient de prendre part à un comité d'eau, confrontent un responsable local ou assistent à une session de formation.
- Comprendre les dimensions genre des institutions à tous les niveaux de la société (au sein du ménage, les organisations basées dans la communauté, les associations des utilisateurs d'eau, les gouvernements locaux, les services civils nationaux, etc.). Ces institutions formelles et informelles jouent des rôles fondamentaux dans la gestion des ressources en eau, pourtant elles possèdent des dimensions genre : qui prend quelles décisions ? est-ce que la structure facilite la participation des femmes ou l'entrave-t-elle ? Contiennent-elles la capacité de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes ? Comment les différents besoins et perspectives sont-ils négociés à l'intérieur de l'institution ? Les politiques institutionnelles sont-elles développées d'une manière soucieuse de l'aspect genre?
- Confirmer ou infirmer les hypothèses dans chaque contexte spécifique utilisant, idéalement, les méthodologies participatives. Les hypothèses d'un pays ou d'un projet ne peuvent pas être utilisées pour une autre région ou initiative. En plus, les relations de pouvoir, les dispositions de travail et la disponibilité des ressources peuvent changer à travers le temps. La spécificité de chaque situation doit être examinée.

2.7.1. Adopter une initiative ou un projet de manière correcte

Pour garantir que l'analyse rehausse les impacts positifs des programmes de l'eau et que l'objectif global d'appui aux femmes soit traduit dans toutes les initiatives de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, les points suivants doivent être pris en considération:

- Incorporer les aperçus de l'analyse dans la conception du projet. Par exemple, il n'est pas suffisant de documenter les priorités des femmes. Leurs points de vue devraient influencer les priorités et les objectifs de l'initiative.
- Accorder de l'importance et reconnaître les responsabilités et les points de vue des femmes. Par exemple, les utilisations de l'eau par les femmes sont souvent reléguées à un second plan par rapport aux utilisations des hommes (ces utilisations ne sont pas documentées, ne sont pas prioritaires, ne sont pas visibles aux planificateurs, etc.).
- Faire des liens avec les résultats escomptés de l'initiative. Il doit y avoir une analyse genre qui lie l'analyse genre avec les objectifs globaux. Si le projet met l'accent sur le contrôle des inondations, la dimension genre devrait examiner comment les femmes sont-elles consultées, impliquées et affectées par les différentes options pour le contrôle des inondations (plutôt qu'une initiative parallèle sur les crédits de petite taille pour les femmes).
- Identifier des objectifs concrets. Durant la phase de conception du projet, les objectifs relatifs à l'égalité entre les deux sexes devraient être spécifiés clairement (plutôt que de les formuler de manière générale comme par exemple 'incorporer les questions d'égalité entre les deux sexes dans le projet').

- Développer des indicateurs pour suivre la réalisation des objectifs. Les indicateurs généraux devraient être ventilés selon le sexe (au lieu du nombre total des gens consultés, il doit y avoir une ventilation hommes et femmes).

2.7.2. Indicateurs de surveillance et d'évaluation soucieux de l'aspect genre

Les interventions des programmes et des projets n'ont pas conduit à un développement soutenu et durable. Les bénéfices et les coûts d'une intervention donnée ne sont pas non plus toujours ventilés selon le sexe et la classe socio-économique. Par conséquent, il devient difficile de comprendre les effets de ces interventions sur les différents groupes. Un processus de surveillance et d'évaluation muni d'indicateurs soucieux de l'aspect genre qui implique les hommes et les femmes, en tant que participants et pas en simples informateurs, permettra de mieux cerner qui en sont les bénéficiaires, qui sont les personnes qui supportent les frais et quelles sont les motivations des différents groupes pour agir. En plus, un processus de surveillance qui implique les hommes et les femmes garantit que la surveillance devient un outil d'auto-gestion plutôt qu'un instrument de maintien de l'ordre pour aboutir à une action collective.

Si les données collectées ne sont pas ventilées selon le sexe, il serait difficile d'évaluer les impacts positifs ou négatifs du programme ou du projet sur les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres. Par exemple, si l'approvisionnement en eau dans un quartier urbain pauvre décharge les femmes et les filles de la corvée de collecte d'eau, les filles peuvent trouver le temps pour aller à l'école. Ce résultat positif ne peut être relevé et évalué si les données ne sont pas ventilées selon le sexe. L'étendue de cet impact peut aussi être mesurée, i.e. le nombre élevé d'inscriptions des filles dans les écoles. Les services d'approvisionnement d'eau dégagent du temps au profit des femmes pauvres qui peuvent, alors, se consacrer à des activités génératrices de revenus. Sans des données ventilées par sexe, l'impact positif n'aura pas de preuve empirique et restera au niveau anecdotique.

En plus, les questions suivantes ne peuvent pas être mesurées ou surveillées sans indicateurs orientés genre:

- L'impact/ efficacité des activités ciblant les besoins pratiques des femmes et des hommes i.e. nouvelles compétences, connaissances, ressources, opportunités ou services dans le cadre des rôles actuels;
- L'impact/efficacité des activités conçues pour augmenter l'égalité des opportunités, de l'influence et des bienfaits pour les deux sexes, par exemple, les actions qui ciblent le rôle de la femme en matière de prise de décision ; créer de nouvelles opportunités pour les femmes/hommes dans les domaines des compétences non conventionnelles;
- L'impact/efficacité des activités conçues pour sensibiliser les responsables politiques, le personnel chargé de la gestion et de l'exécution à l'aspect genre;
- L'impact/efficacité des activités pour promouvoir une plus grande égalité homme /femme dans la dotation en personnel et culture organisationnelle des organisations de développement, par exemple l'impact des politiques de discrimination positive (Derbyshire, 2002:28).

L'Agence Canadienne de Développement International a développé un guide approfondi sur cette question, son histoire et son évolution, ses implications et comment développer des

indicateurs soucieux de l'aspect genre pour les organisations et aussi au niveau des projets (CIDA, no date).³

Références

Agence Canadienne de Développement International (CIDA), No date. *Guide to Gender-Sensitive Indicators*. Disponible au:
http://www.acdicida.gc.ca/cida_ind.nsf/8949395286e4d3a58525641300568be1/7b5da002feaec07c8525695d0074a824?OpenDocument

Cleaver, F., 1998. 'Incentives and informal institutions: Gender and the management of water', *Agriculture and Human Values*, 15:347-360.

Diamond, N. et al, *A Working Session on Communities, Institutions and Policies: Moving from Environmental Research to Results*. WIDTECH (finance par le Bureau des femmes dans le développement, programmes internationaux, Appui sur terrain et recherché, Agence américaine pour le développement international), Washington, D.C, 1997. Cited in Working Party on Gender Equality, OECD-DAC, *Reaching the Goals I the S-21: Gender Equality and the Environment*, 1998. disponible au: www.oecd.org/dac/Gender/pdf/wid993e.pdf

Firschmuth, C., 1997. *Gender is not a Sensitive Issue: Institutionalising a gender-oriented participatory approach in Siavonga, Zambia*. ID21 Report (www.id21.org). International Institute for Environment and Development Gatekeep series no. 72.

Narayan, D., 1995. *Contribution of People's Participation: Evidence from 121 Rural Water Supply Projects*, The World Bank, Washington, D.C., 1995

Quisuimbing, A. R. *Improving Women's Agricultural Productivity as Farmers and Workers*, World Bank Discussion Paper Series No. 37, 1994. Quoted in FAO, *SEAGA Sector Guide: Irrigation*, 1998. disponible au www.fao.org/sd/seaga

Shah, M. K., 1998. "Gendered Perceptions of Well-being in Darko, Ghana," in Guijt and Shah (eds.) *The Myth of Community: Gender Issues in Participatory Development*
Thomas, H., *Building Gender Strategies for Flood Control, Drainage and Irrigation in Bangladesh*, 1993. In SIDA, *Workshop on gender and water resources management. Lessons Learned and Strategies for the Future*, 1994. Deux Volumes. (rapport d'un séminaire organisé à Stockholm, 1-3 décembre 1993).

United Nations Environment Programme (UNEP), 2004. *Women and the Environment*. Policy Series.

Wijk-Sijbesma, C.A. van, Mukherjee, N. and Gross, B., 2001. *Linking sustainability with demand, gender, and poverty: A study in community-managed water supply projects in 15*

³ Agence Canadienne de Développement International (CIDA), No date. *Guide to Gender-Sensitive Indicators*. Disponible au:
http://www.acdicida.gc.ca/cida_ind.nsf/8949395286e4d3a58525641300568be1/7b5da002feaec07c8525695d0074a824?OpenDocument

countries. International Water and Sanitation Reference Centre, Washington, D.C. and Delft, the Netherlands.

Zwarteveen, M., 1997. 'Water: From Basic Need to Commodity: A Discussion on Gender and Water Rights in the Context of Irrigation,' *World Development*, 25(8): 1335-1349.

Références

Canadian International Development Agency (CIDA), No date. *Guide to Gender-Sensitive Indicators*. Available at:
http://www.acdicida.gc.ca/cida_ind.nsf/8949395286e4d3a58525641300568be1/7b5da002feac07c8525695d0074a824?OpenDocument

Cleaver, F., 1998. 'Incentives and informal institutions: Gender and the management of water', *Agriculture and Human Values*, 15:347-360.

Diamond, N. et al, *A Working Session on Communities, Institutions and Policies: Moving from Environmental Research to Results*. WIDTECH (funded by the Office of Women in Development, Bureau for Global Programmes, Field Support and Research, U.S. Agency for International Development), Washington, D.C, 1997. Cited in Working Party on Gender Equality, OECD-DAC, *Reaching the Goals I the S-21: Gender Equality and the Environment*, 1998. Available at: www.oecd.org/dac/Gender/pdf/wid993e.pdf

Firschmuth, C., 1997. *Gender is not a Sensitive Issue: Institutionalising a gender-oriented participatory approach in Siavonga, Zambia*. ID21 Report (www.id21.org). International Institute for Environment and Development Gatekeep series no. 72.

Narayan, D., 1995. *Contribution of People's Participation: Evidence from 121 Rural Water Supply Projects*, The World Bank, Washington, D.C., 1995

Quisuimbing, A. R. *Improving Women's Agricultural Productivity as Farmers and Workers*, World Bank Discussion Paper Series No. 37, 1994. Quoted in FAO, *SEAGA Sector Guide: Irrigation*, 1998. Available at www.fao.org/sd/seaga

Shah, M. K., 1998. "Gendered Perceptions of Well-being in Darko, Ghana," in Guijt and Shah (eds.) *The Myth of Community: Gender Issues in Participatory Development*
Thomas, H., *Building Gender Strategies for Flood Control, Drainage and Irrigation in Bangladesh*, 1993. In SIDA, *Workshop on gender and water resources management. Lessons Learned and Strategies for the Future*, 1994. Two Volumes. (Report from a seminar held in Stockholm, 1-3 December 1993).

United Nations Environment Programme (UNEP), 2004. *Women and the Environment*. Policy Series.

Wijk-Sijbesma, C.A. van, Mukherjee, N. and Gross, B., 2001. *Linking sustainability with demand, gender, and poverty: A study in community-managed water supply projects in 15*

countries. International Water and Sanitation Reference Centre, Washington, D.C. and Delft, the Netherlands.

Zwarteveen, M., 1997. 'Water: From Basic Need to Commodity: A Discussion on Gender and Water Rights in the Context of Irrigation,' *World Development*, 25(8): 1335-1349.

Ressources Additionelles

Mame Dagou DIOP, 2003. « Pour un document cadre axé sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ». *Running water n 11* pp 12-15.

Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à:

http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

Maria Ace, 2003. Etablir les bases pour un plan d'action Africain. *Running water n 11*, pp 17-19 Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP). Disponible à:

http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

Joséphine Ouédraogo, 2003 : « Femmes et gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ». *Running water n 11* pp 20-23, Partenariat Ouest Africain de l'Eau (WAWP/GWP).

Disponible à: http://www.gwpforum.org/gwp/library/Maq%20Running%20N11_PDF.pdf

D. Allély, O. Drevet, J. Etienne, J. Francis, A. Morel-à-l'Huissier, G. Verdelhan Cayre, P. Chappé (1999). Eau, genre et développement durable. Expériences de la coopération française en Afrique subsaharienne

Basé sur l'expérience de la coopération française, cet ouvrage présente les évolutions majeures survenues depuis les années 1970 en matière de rencontres internationales, recherche, terminologie, d'approches spécifiques visant à intégrer les femmes aux processus de développement.

Alan Gelb, 2001. « Genre et développement : Un potentiel occulté en Afrique ». *Development Outreach, Vol. 3, N°2*, printemps 2001. Institut de la Banque Mondiale. Disponible à:

www.worldbank.org/devoutreach; www.genreenaction.net

OCDE, 1995. Le rôle des femmes en Afrique dans la gestion des ressources en eau : le regard de l'OCDE. Document de travail de l'OCDE d'après séminaire. www.guinness.net

Élizabeth Côté, Les femmes et les défis de la gestion de l'eau à Bamako, Mali. Disponible à:

<http://www.ceci.ca/fra/information/histoires/popup/eaufem.htm>

Ressources Anglaises

Abu-Ata, Nathalie., 2005. *Water, Gender and Growth in the MENA region or the Cost of Gender Exclusion*, World Bank MENA development report on water.

The purpose of this background paper is to provide an analytical framework and illustrative cases on the linkages between water, gender and poverty alleviation in the MENA region in preparation for the forthcoming flagship MENA development report on water. This paper argues that it makes economic sense to make sure that women and female farmers and small-scale entrepreneurs have the same access to water as men and male farmers both for domestic and irrigation purposes, while at the same time highlighting the challenges and limits of doing so.

Ahmed, S. (Ed.), 2005. *Flowing Upstream – Empowering Women through Water Management Initiatives in India*, Centre for Environment and Education, Ahmedabad. Foundation Books, New Delhi.

Alléy, D. Drevet-Dabbous, J. Etienne, J. Francis, A. Morel À L’Huissier, P. Chappé, G. Verdelhan Cayre, 2002. *Water, gender and sustainable development : Lessons learnt from French co-operation in sub-Saharan Africa*. pS-Eau, Ministère des Affaires étrangères, Agence française de développement and World Bank.

Aureli, A. and C. Brelet, 2004. *Women and Water: an ethical issue*. UNESCO series on Water and Ethics, Essay 4. UNESCO, Paris, France.

Examines the ethical issues arising from the special role of women in water use, including the role of women in natural resource management, and fresh water as a fundamental human right.

Available at: <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001363/136357e.pdf>

Bennett, V., Davila-Poblete, S. and M. Nieves Rico (Eds.), 2005. *Opposing Currents: The Politics of Water and Gender in Latin America*, University of Pittsburgh Press, Pittsburg.

Boelens, R. and P. Hoogendam (Eds), 2002. *Water Rights and Empowerment*, Assen (the Netherlands), Koninklijke Van Gorcum.

CapNet, No date. *Tutorial on Integrated Water Resources Management*.

This is a brief and succinct introduction of the rationale for IWRM and the key principles behind it. The on-line tutorial provides arguments and examples to make the case for IWRM and to counter those who may oppose it on institutional or sectoral grounds.

Available at: http://www.cap-net.org/iwrm_tutorial/mainmenu.htm

CEDARE, 2004. Status of Integrated Water Resources Management (IWRM) Plans in the Arab Region. Available at: <http://www.arabwatercouncil.org/firstmeet/IWRMstudy.pdf>

Cleaver, F. and D. Elson, 1995. *Women and Water Resources: Continued Marginalisation and New Policies*, London, International Institute for Environment and Development, Gatekeeper Series No. 49.

Cleaver, F., 2000. ‘Analysing gender roles in community natural resource management: Negotiation, life courses and social inclusion’, *IDS Bulletin*, vol. 31, no. 2, pp. 60-67.

Coles, Anne and Tina Wallace, 2005. *Gender, Water and Development*. Oxford, Berg.

Crow, B, 2001. *Water, gender and material inequalities in the global South*, Centre for Global, International and Regional Studies, WP No. 5, Santa Cruz, University of California. Available at: <http://www2.ucsc.edu/cgirs>

D’Cunha, J, 2002. ‘Gender and water’, *Water Resources Journal*, no. 32, pp. 75-85.

Davila-Poblete, Sonia, 2004. *Women’s Participation in Lake Basin Management from a Gender Perspective*. Available at:

<http://www.worldlakes.org/uploads/Women's%20Participation%2022Jun04.pdf>

Department for International Development (DfID), 2002. *Gender Issues in the Management of Water Projects*. Final Report, April. Available at: http://www.wateraid.org/documents/g_gender_issues.pdf

Division for the Advancement of Women (DAW), United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA), 2005. *Women 2000 and Beyond: Women and Water*. United Nations, New York. Available at: <http://www.un.org/womenwatch/daw/public/Feb05.pdf>

Eglal Rached , Rathgeber, Eva, Brooks, David, Rathgeber, Eva, 1996. *Water Management In Africa And The Middle East: Challenges And Opportunities*, IDRC.

In this book, scientists take stock of the crisis, identify key issues and trends, and map out strategies for further research and action. They take a close look at the problems that beset different regions: from drought-prone East Africa to the Middle East — where water is a major factor in regional conflicts — to tropical areas — where water quality is a concern and water-borne diseases are endemic. They examine the roles of governments, international agencies, NGOs, and community organization, and look at the costs and effects of large-scale projects for irrigation and drinking water supply. Finally, they identify means to affect closer cooperation between governments and communities, and to bring more attention to water conservation, without which strategies to manage water in Africa and the Middle East will be neither sustainable nor equitable. The contributors are, for the most part, scientists who live and work in Africa and the Middle East, and who deal on a daily basis with the water crisis in those regions of the world.

Available at: http://www.idrc.ca/en/ev-9334-201-1-DO_TOPIC.html

Fong, M.S., W. Wakeman and A. Bhushan, 1996. *Toolkit on Gender in Water and Sanitation*, Gender Toolkit Series No. 2, Gender Analysis and Policy, Poverty and Social Policy Department, UNDP-World Bank Water and Sanitation Program, TWUWS, The World Bank, Washington, D.C.

Gender and Water Alliance (GWA), 2002. *The Gender Approach to Water Management. Lessons Learnt Around the Globe*.

Findings of an electronic conference series convened by the Gender and Water Alliance. It provides very useful and insightful discussions and contributions by members on the challenges to gender mainstreaming in the water sectors as well as examples of successful and difficult experiences in doing so. Discussions were held in English, French, Spanish and Portuguese.

Available at: <http://www.genderandwater.org/page/300>

GWA, 2003. *The Gender Approach to Management: Lessons learned around the globe*. Gender and Water Alliance. Available at: <http://www.genderandwater.org/page/156>

GWA, 2003. *The Gender and Water Development Report: Gender perspectives on policies in water sector*. Published by WEDC for the GWA, Loughborough University, Leicestershire, UK.

This report is a first step in examining the development of gender-sensitive policies. It looks at how the fine rhetoric on gender mainstreaming that won favour in the Hague is being translated into policy by governments and donors two years later. GWA members have looked critically at changes in water legislation, policies and programmes around the world, to assess whether they respond to the gender messages.

Available at: <http://www.genderandwater.org/page/156>

GWA, 2003. *Tapping into Sustainability: issues and trends in gender mainstreaming in water and sanitation*. A background document for the Gender and Water Session, 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan. March.

This document gives a glimpse of the work that has taken shape in gender mainstreaming at all levels through shared knowledge and action with a range of stakeholders including governments, NGOs, research centers, universities, and community based organisations'. It also provides an analysis of the remaining gaps for enhancing gender mainstreaming. Despite some progress, there is a continued sense that not enough is being done, and that there has not been effective translation of theoretical concepts about gender into tangible action and measurable changes on the ground. How can we identify and seize opportunities both to strengthen and consolidate current work, while continuing to push and expand the gender agenda? How do we become more strategic, more powerful in linking the important issues of gender with development, and in truly integrating and mainstreaming these issues into our daily work?

Available at: http://www.generoyambiente.org/ES/articulos_estudios/docs/gwalibro.pdf

GWA. 2003. *Gender Mainstreaming in IWRM. Training of Trainers Modules*. Gender and Water Alliance.

These are six training modules. They cover the ABCs of gender, gender and IWRM, and gender mainstreaming project cycles and institutions. They are useful for a wide range of constituencies and are also adaptable for use either together or as individual training modules.

Available at: <http://www.genderandwater.org/page/766>

Global Water Partnership (GWP), 2004. 'Integrated Water Resources Management', *TAC Background Paper No. 4*. GWP, Stockholm. Available at:

[http://www.gwpforum.org/gwp/library/IWRM at a glance.pdf](http://www.gwpforum.org/gwp/library/IWRM%20at%20a%20glance.pdf)

GWP, 2003. 'Poverty Reduction and IWRM'. *TEC Background Paper No. 8*, GWP, Stockholm.

Green, Cathy with Sally Baden, 1994. *Water Resources Management: a macro-level analysis from a gender perspective*. An issues paper prepared for the Gender Office, Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). Institute of Development Studies, Brighton, UK.

Drawing on the wider body of research concerning gender and the environment, this paper suggests some ways in which the conceptual framework adopted by the World Bank is deficient in terms of gender analysis. This paper summarises the approach embodied in water resources management policy and then provides a critical look at some of the key themes and policy directions from a gender perspective.

Available at: <http://www.bridge.ids.ac.uk/cf/searchres.cfm>

Green, C. and Sally Baden, 1995. "Integrated Water Resources Management: A Gender Perspective", *IDS Bulletin*, Vol. 26, No. 1.

Hamdy, Atef, 2005. *Gender Mainstreaming in the Water Sector: Theory, Practices, Monitoring and Evaluation*. CIHEAM.

Lahiri-Dutt, Kuntala, 2006. (ed.) *Fluid Bonds: Views on Gender and Water*. Stree Publications, Kolkata, India.

Khosla, Prabha, 2002. *MAMA-86 and the Drinking Water Campaign in the Ukraine, for the Gender and Water Alliance*. Asian Development Bank, Dhaka Workshop on Water and Poverty, September.

The paper describes the water sector organising of MAMA-86 in the Ukraine. It outlines their various campaigns and successful strategies in water provision, water quality and quantity, pricing and access and control over water resources.

Available at: http://www.genderandwateralliance.org/english/mainstreaming_Dhaka.asp

Khosla, Prabha. Christine van Wijk, Joep Verhagen, and Viju James, 2004. *Gender and Water. Technical Overview Paper*. IRC International Water and Sanitation Centre.

A fundamental principle of any gender-sensitive approach is that it does not just focus on changing the role of women. It is natural that many of the advocacy messages and policy recommendations should emphasise the need to enhance women's involvement in decision making and management of water programmes. Almost always though there is an implicit change in the established role, behaviour and practices of men. Gender equality does not mean that men and women have to do the same things. It means that the strengths and attributes of both sexes should be used to full advantage. That applies at all levels, from the household to the highest levels of management. Usually it means that power structures, working practices, timings of meetings, legislation and financing systems need to be reviewed to create greater opportunities for women's talents and skills to be mobilised, but without adding to their existing heavy workloads. This paper revisits some of the arguments that have led to the international pressure for gender equity in human and social development. It provides a refresher course for those whose commitment to the gender cause has been frustrated by inaction at government or agency level, and a primer for those coming new to the topic of gender and water.

Available at: <http://www.irc.nl/page/15499>

Kunst, Sabine and Tanja Kruse, 2001. *Integrating Gender Perspectives: Realising New Options for Improved Water Management*. Cross-Cutting Thematic Background Paper. International Conference on Freshwater, Bonn, Germany.

MAMA-86, 2002. *Drinking Water in Ukraine: Communication and Empowerment for Local and International Action*. 3rd Edition. Kyiv.

Maharaj, Niala et al. 1999. *Mainstreaming gender in water resources management: Why and How*. Background Paper for the World Vision Process, Paris, France. World Water Vision Unit. Available at:

<http://www.worldwatercouncil.org/Vision/Documents/GenderBackgroundPaper.pdf>

Mehta, L, 2000. *Water for the Twenty-first Century: Challenges and Misconceptions*, Working paper no. 111, Institute of Development, Sussex.

Meinzen-Dick, R. S., Brown, L.R., Feldstein, H.S. and A.R. Quisumbing., 1997. 'Gender, Property Rights and Natural Resources', *World Development*, Vol. 25, No. 8, pp. 1303-1316.

Meinzen-Dick, R. and Zwarteveen, M, 1998. 'Gendered participation in water management: Issues and illustrations from water users' associations in South Asia', *Agriculture and Human Values*, Vol. 15, pp 337-345.

Mishra, R. and F. van Steenberg, 2001. *Legacy in Distress: Weaving Community Alliances for Integrated Water Management*. Facilitators' report on a methodological perspective. Centre for the Development of Human Initiatives (CDHI), Pandapara, Bowbazar, Jalpaiguri – 735101, West Bengal, India

Murshid, Sharmeen, 2000. *Water Discourses: Where Have All the Women Gone?* Available at: http://www.iiav.nl/nl/ic/water/water_vision.html

Naser I. Faruqi, Asit K. Biswas, and Murad J. Bino, 2001. *Water Management In Islam*, IDRC/UNU Press.

The book explores the Islamic perspective on a number of proposed water management policies, such as lifeline water tariffs, water conservation, wastewater reuse, community-based water management, fair pricing, and water markets. These measures are generally accepted, with certain provisos, to lead to more

equitable, efficient, and sustainable water management. By studying these issues in the context of Islam, workshop participants were able to derive Islamic water management principles that were in harmony with currently accepted principles of sustainable water management.

Available at: <http://www.idrc.ca/openebooks/924-0/>

NEDA, 1997. *Rights of Women to the Natural Resources Land and Water*, The Hague: Netherlands Development Assistance, Ministry of Foreign Affairs.

Rathgeber, Eva M, 1996. Women, Men, and Water-Resource Management in Africa, *Water Management In Africa And The Middle East: Challenges And Opportunities*, IDRC.

This paper examines some of the concerns that have motivated African governments and donors to become involved with water projects. Although there is general recognition of the needs of "communities" for reliable water systems, it is argued that the different attitudes, perspectives, and needs of women and men with respect to water access and use have been given little focused attention by environmental planners and water-resource managers in Africa. More specifically, it is suggested that throughout the 1970s and 1980s, although concerted efforts were being made to increase water accessibility, little effort was made to integrate the economic roles of women into water-resource planning.

Available at: http://www.idrc.ca/fr/ev-31108-201-1-DO_TOPIC.html

Schreiner, Barbara., Ndileka Mohapi, and Barbara van Koppen. *Strategies for Gender-Inclusive Integrated Water Resources Management in South Africa*. Paper presented at the 3rd WATERNET/WARFSA Symposium: Water Demand Management for Sustainable Use of Water Resources IWRM; Arusha, 30 – 31 October 2002. Available at:

<http://www.waternetonline.ihe.nl/docs/Papers2003/Warfsa-WaterNet%20Theme%203/Strategies%20for%20Gender-inclusive%20Integrated%20Water%20Resources%20M.pdf>

Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), 1997. *A Gender Perspective in the Water Resources Management Sector: Handbook for Mainstreaming*, (Helen Thomas, Johanna Schalkwyk & Beth Woroniuk prepared in close cooperation with the Department for Natural Resources and the Environment), Publications on Water Resources, No. 6.

United Nations Environment Programme (UNEP), 2003. *Empowering Women in Water Management and other Development Initiatives. A Training Manual: Focusing on Rainwater Harvesting*. EarthCare Africa Monitoring Institute, Nairobi, Kenya.

Water and Sanitation Program. *Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty. A study in community-managed water supply projects in 15 countries*. World Bank and IRC International Water and Sanitation Centre, January 2001.

Women for Water, Water for Women. 2004. *The Clash between Principles and Practices*. The Hague, Netherlands.

A short and concise paper developed for the Commission on Sustainable Development (CSD) meeting of 2004. It provides a very useful analysis that links international commitments to gender equality and IWRM to their practical application on the ground. Also see: www.womenforwater.org

World Resources Institute, 2003. *Women, water and work: The success of the Self-Employed Women's Association*. A series of short bulletins on SEWA's Water Campaign. Available at: http://pubs.wri.org/pubs_content_text.cfm

Ressources Espagnoles

Género y Agua, Informe de Desarrollo sobre Género y Agua 2003. *Perspectivas de Género en las Políticas del Sector de Agua*. Gender and Water Alliance. Publicado para la Alianza de Género y Agua.

El análisis del manejo sostenible de los recursos hídricos y la equidad de género en el campo del manejo del agua, provee de argumentos para afirmar que: i) Involucrar a hombres y mujeres en roles influyentes en los diferentes niveles de decisión puede acelerar la consecución de la sostenibilidad en el manejo de los escasos recursos hídricos, ii) La gestión del agua realizada de una manera integrada y sostenible, puede contribuir significativamente a mejorar la equidad de género porque aumenta el acceso a los recursos hídricos y a los servicios relacionados con el agua, tanto de mujeres y hombres para cubrir las necesidades básicas. Así se aborda el progreso que los gobiernos y las agencias de cooperación han logrado en la aplicación de estos argumentos.

Disponible en: www.es.genderandwater.org

IDRC - CIED PERU, 2002. *Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la gestión de los recursos Hídricos en el Altiplano*.

Presenta diferentes experiencias sobre conceptos, metodologías y actividades que permiten la implementación de los proyectos de agua y saneamiento y de riego en las zonas andinas de Latinoamérica, resaltando las experiencias exitosas en la búsqueda de incorporar la perspectiva de género. Disponible en: <http://www.ciedperu.org/Publicaciones/frapublica.htm>

UICN y HIVOS, *La Fuerza de la Corriente. Cuestión de cuencas hidrográficas con equidad de género*. Disponible en:

<http://www.aprchile.cl/pdfs/La%20Fuerza%20de%20la%20corriente.pdf>

WSP – GWA, 2005. *Construyendo una Visión para la Acción. Avances y desafíos de la transversalización del Enfoque de Género en la Gestión Integrada de los recursos Hídricos en América latina*. Bolivia.

Ofrece recomendaciones importantes para la construcción de una visión común en América Latina sobre la transversalización del enfoque de género en la gestión integrada de los recursos hídricos, visión que puede servir como un conjunto de lineamientos orientadores para las instituciones y organizaciones interesadas en contribuir a la construcción de una sociedad más justa, donde hombres y mujeres gocen del beneficio de una mejor calidad de vida.

Disponible en: <http://www.es.genderandwater.org/page/2209>
http://aprchile.cl/pdfs/lac_construyendo.pdf

Chapitre 3

3.1 Introduction

Ce chapitre se compose de treize revues sectorielles qui examinent brièvement l'aspect genre et son intersection avec l'eau dans des secteurs spécifiques. L'objectif de ces revues sectorielles est de souligner les liens et les connexions entre la diversité, l'aspect genre et l'eau dans le secteur de l'eau. Des études de cas suivent chacune des revues. Ces études corroborent la relation de l'aspect genre avec chaque thème sectoriel. A la fin de chaque revue, une liste de références est fournie pour des lectures et des recherches dans le secteur considéré

3.2. Genre, Gouvernance et gestion des ressources en eau

Introduction

Depuis les années 90, la communauté internationale a reconnu le fait que la bonne gouvernance joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des peuples. Une mauvaise gestion des ressources en eau a des impacts négatifs sur les populations pauvres à cause des services non fiables, d'un coût élevé pour des prestations non efficaces et non performantes et qui même parfois bénéficie aux riches. Une meilleure gouvernance en matière d'eau peut donner lieu à un développement équitable des ressources en eau et permettre l'accès de tout le monde à ces ressources. Des problèmes persistants de développement, ainsi que les crises d'eaux actuelles et prévues traduisent des défaillances de gouvernance (PNUD, 2002). Il semblerait donc qu'il existe une corrélation entre la mauvaise gouvernance en matière d'eau, la pauvreté persistante et l'accès inadéquat des groupes défavorisés à l'eau ce qui mène à un retard de développement.

Une bonne gouvernance peut avoir des impacts positifs sur les inégalités entre les deux sexes, ce qui permet de:

- Garantir le respect des droits et des libertés fondamentales des pauvres pour permettre à ces hommes et à ces femmes de vivre dans la dignité;
- Introduire des règles, des institutions et des pratiques justes et globales gouvernant les interactions sociales et améliorer la couverture des classes vulnérables comme les hommes et les femmes pauvres;
- Garantir que les femmes tout comme les hommes deviennent des partenaires égaux dans la prise de décision en matière de développement, d'utilisation, de choix technologique, de financement et bien d'autres aspects de la gestion de l'eau;
- Garantir que les besoins environnementaux et sociaux des générations futures sont reflétés dans les politiques et les pratiques actuelles; et
- Orienter les politiques de développement des eaux vers l'éradication de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie des femmes et des hommes.

Etant donné que l'eau représente un élément clé pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire, la solution ne se limite pas à développer de nouvelles technologies et à rehausser l'offre mais aussi à gérer les ressources disponibles de manière efficace et équitable. Cela entraîne aussi une évaluation rationnelle des demandes en eau et en répartition équitable sur la base d'une liste des priorités qui prennent en considération les besoins de toutes les parties concernées.

C'est sur la base de ces données et de cet historique que les réformes dans le secteur des eaux ont été envisagées dans le but d'améliorer la gestion des ressources en eau. Lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable qui a eu lieu à Johannesburg en 2002, les leaders mondiaux ont défini un objectif pour tous les pays qui consiste à développer pour 2005 des plans efficaces pour la gestion des ressources en eau. Les questions de l'égalité, de l'accès et de la création d'un environnement favorable peuvent, justement, être abordées à travers le processus de planification de la gestion des ressources en eau en concertation avec les différentes parties concernées. Le défi majeur étant l'implication significative des femmes et des hommes à la base.

Les défis des approches de genre dans la gouvernance en matière d'eau

La gouvernance en matière d'eau fait référence à la panoplie des systèmes politique, social, économique et administrative qui sont mis en place pour régler le développement et la gestion des ressources en eaux et les prestations de services aux différents niveaux de la société. L'implication des femmes utilisatrices d'eau dans les consultations et les forums avec les parties concernées exige une attention spéciale et des approches spécifiques. Les outils utilisés actuellement dans de telles consultations conviennent à des groupes instruits et doivent être adaptés à l'usage local. Les femmes pauvres font face à des contraintes culturelles qui les empêchent de prendre la parole en public et des contraintes économiques qui empêchent les pauvres d'exprimer leurs besoins.

L'eau est classée comme un bien économique et son prix dépend de son niveau de développement, de distribution, de fonctionnement et de maintenance. Alors que le principe de payer pour avoir l'eau est justifié, et est quelques fois nécessaire, les femmes pauvres ne peuvent souvent pas se permettre les tarifs définis pour ce bien. L'accès à une eau saine et abordable est aussi un droit de base et ce droit devrait aussi influencer les débats sur la valeur économique de l'eau. Il a été déjà reconnu que ceux qui ne peuvent pas payer devraient, au moins, payer ce bien en nature, mais pour les gens pauvres ceci implique un coût d'opportunité puisque leur temps aurait pu être consacré à gagner un peu d'argent. Souvent, quand un travail non rémunéré est demandé, ce sont les femmes qui le fournissent mais quand le travail est payé, il est normalement attribué aux hommes.

L'efficacité de la gestion des ressources en eau puise dans les cadres institutionnels qui dégagent une capacité suffisante pour gérer les ressources en eau. L'on présume que les institutions seront responsables et transparentes. Toutefois, les structures et les processus de gouvernance en matière d'eau accorde très peu d'attention aux soucis et aux questions de la variété sociale homme/femme. Ce problème doit être abordé et les entraves à l'intégration du facteur genre dans les institutions concernées par l'eau doivent être identifiées. Les institutions se fondent sur les normes, la culture, les systèmes du marché et les politiques qui perpétuent souvent les inégalités entre les deux sexes (Odgaard, 2002). La connaissance pratique et locale des hommes et femmes pauvres est rarement reconnue ou exploitée et les compétences pour prendre part aux comités font défaut à plusieurs d'entre eux. Pour la majorité de ces gens, le temps est une ressource inestimable et l'utiliser pour des réunions doit être équilibré avec les activités internes qui leur génèrent des revenus.

Les relations de pouvoir ont aussi une influence sur la façon d'affecter l'eau et le choix de la technologie. Un pipeline d'irrigation est généralement associé à un usage productif

de l'eau et les hommes sont plus influents que les femmes quand il s'agit de l'utilisation des ressources. Un puits creusé à la main est, par contre, associé à l'usage domestique de l'eau par les femmes. Aussi productif soit-il, et malgré les avantages qu'il offre aux femmes et aux hommes, un tel usage peut ne pas être considéré prioritaire. Les mécanismes de prise de décision et les politiques associées à la répartition de l'eau ont des implications différentes pour les hommes et les femmes.

L'environnement naturel détermine la manière dont les gens pauvres accèdent à l'eau et la manière par laquelle ils entretiennent des rapports avec les structures de gestion de l'eau. Les sécheresses fréquentes ou les pénuries continues d'eau signifient que les pauvres n'ont pas accès à l'eau ou qu'ils accèdent à une eau de qualité médiocre. Les hommes et les femmes qui vivent dans les zones défavorisées et marginalisées en manque d'infrastructure accèdent à l'eau à travers différents systèmes locaux plutôt que par des services organisés assurés par le gouvernement. Cette situation compromet plus leur niveau de participation à la prise de décision par rapport aux habitants des zones centrales.

Un défi qui a émergé récemment en matière de gouvernance est la question des droits de l'enfant. En Afrique Sub-Saharienne, la pandémie du VIH/SIDA a provoqué une hausse dans le nombre des ménages dirigés par des enfants. La prise de décision en matière de gouvernance a toujours supposé la présence d'un homme adulte (et quelques fois une femme) à la tête des ménages. Les enfants qui dirigent des foyers peuvent être très jeunes et peuvent être dans l'incapacité d'exprimer en public leurs choix à cause de leur statut social défavorable. La gouvernance en matière d'eau doit prendre en considération les besoins et les rôles des enfants dans les services d'approvisionnement d'eau.

La gestion communautaire a été identifiée comme étant un mécanisme pouvant assurer la bonne gouvernance de l'eau à tous les niveaux, particulièrement pour les ressources en propriété commune. On assume généralement que les institutions locales sont inclusives et assurent la distribution équitable des ressources. Cependant, en réalité, les communautés sont constituées de plusieurs catégories d'hommes et de femmes ayant des situations sociales différentes en matière d'autorité, qui cherchent tous à améliorer leurs propres situations. Une gouvernance efficace de l'eau doit incorporer une analyse différenciée de la communauté et de la gestion communautaire.

Comment progresser

Une bonne gouvernance de l'eau conçue pour assurer une gestion efficace des ressources en eau, et qui permet la prise de décision de la part de toutes les parties prenantes, dont les hommes et les femmes pauvres, doit assurer l'accès à une eau potable saine et abordable, et à une hygiène de base pour tous, et aussi à répondre aux besoins en eau pour améliorer la qualité de vie des populations. Elle devrait aussi permettre l'émergence d'un environnement favorable avec des politiques de soutien, des instruments légaux et des structures de tarification équitable.

Il y a actuellement peu d'indices pour affirmer que la gestion de l'eau a adressé en toute connaissance et conscience les aspects liés au genre. Une gestion de l'eau qui prend en considération l'aspect genre doit donc nécessiter :

- Un effort pour consulter les hommes et les femmes au cours des processus de planification; ceci peut être réalisé à travers l'utilisation d'outils participatifs impliquant l'aspect genre, conçus pour engager les hommes et les femmes à la base ;
- L'intérêt porté à l'aspect genre par dans la gestion intégrée des ressources en eau ne doit pas seulement s'adresser à la société civile, mais doit aussi s'adresser à toutes les structures et toutes les institutions concernées par la gestion de l'eau, reconnaissant les différentes contraintes auxquelles font face les hommes et les femmes, et s'assurant de l'égalité des chances ;
- Renforcer les capacités à tous les niveaux est une composante vitale pour la gouvernance de l'eau, et pour l'incorporation des sujets liés à l'aspect genre ;
- Les problèmes de l'aspect genre et de gestion de l'eau ne doivent pas être perçus comme des problèmes de femmes seulement, mais doivent être considérés comme des problèmes globaux de rapports de force, de contrôle et d'accès aux ressources par les groupes défavorisés, qui peuvent être les femmes, ou les hommes ;
- L'importance des aspects sociaux de la gestion de l'eau doit aussi être prise en considération. Les femmes jouent un rôle central dans la gestion de l'eau en terme d'utilisation liée aux besoins sociaux, à l'hygiène, à la santé et à la production.

Quatre phases clés de l'approche genre en matière de gouvernance⁴

Information

Des informations spécifiques au contexte concernant les différentes expériences, les problèmes et les priorités des hommes et des femmes, sont essentielles pour la vulgarisation de l'aspect genre. Des informations statistiques doivent régulièrement être incorporées dans les expériences des femmes et des hommes, en associant l'analyse du genre dans l'analyse de la situation. Ceci aidera à identifier les inégalités là où elles existent, et à en faire une composante dans le développement des politiques qui se préoccupent de ces inégalités.

Consultation, plaidoirie et prise de décision

Il est important que les femmes et les groupes marginalisés aient une voix forte pour s'assurer que leurs avis sont pris en compte. Ceci veut dire le renforcement de l'implication des hommes et des femmes dans la consultation et dans la prise de décision, à partir de la communauté jusqu'aux plus hauts niveaux de gestion.

Action pour promouvoir les groupes bénéficiaires sensible au genre

Une action pour promouvoir une meilleure égalité dans la prise de décision et des opportunités pour les hommes et femmes pauvres doivent être basés sur des données spécifiques au contexte et des informations analytiques de l'aspect genre, qui ne soient pas partiales.

Action pour promouvoir les organisations concernées par l'aspect genre

Les approches liées au genre en matière de gouvernance de l'eau dépendra des compétences, du savoir et de l'engagement du personnel impliqué dans la mise en place et la gestion. Le développement des compétences appropriées chez le personnel et le traitement des différences et inégalités liées au genre au sein des organisations sont des facteurs essentiels pour créer des organisations inclusives dans le secteur de gestion de l'eau.

⁴ Adapté de Derbyshire, 2002.

La gouvernance de l'eau ne peut pas être bonne s'il n'y a pas une volonté explicite d'adresser les institutions, les politiques, les cadres légaux et les instruments technologiques qui perpétuent les inégalités en matière de genre. Une approche genre en matière de gouvernance doit constituer une partie intégrante pour la mise en place de structures et de mécanismes de gouvernance.

Références

Beltrán, Elizabeth Peredo 2004. *Water, Privatisation and Conflict: The Women of Cochabamba Valley*. Heinrich Böll Foundation.

Anna Grossman A, N. Johnson, et al, 2003. *Diverting the Flow: A Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatisation*.

This publication is a resource guide for policymakers, and human rights, environmental, and economic and gender justice advocates working on global policy, to examine the impact that the privatisation of goods and services like water has on the livelihoods of women, particularly poor women.

Available at: <http://www.wedo.org/files/divertingtheflow.pdf>

Aguilar, Lorena. 2004. *Fact sheet: Gender Indicators*, IUCN - Community Conservation Coalition.

Fact sheets about the linkages of the gender equity approach and gender indicators, supported in lessons learned in international initiatives.

Available at :

http://www.iucn.org/themes/spg/portal/seminar/background_papers/iucn_documents/gender/protected_areas.pdf

Begum Shamsun Nahar et al, 2002. *Workshop Report on Pro Poor Water Governance, Gender and Water Alliance*.

This is a summary of a workshop hosted by GWA and gives an overview of the important elements of gender and governance. This report will be of particular use to practitioners, government officials and policy makers.

Available at: www.genderandwateralliance.org/page736

Cap-net (undated) *The Importance of Local Ownership, Partnership and Demand Responsiveness*.

This is a brief and succinct introduction to water governance issues giving the rationale for water management and key principles for it. It is useful for those wanting to advocate for governance and convincing those who are still opposed to the principles. There are other documents on this site that give a background to IWRM in clear simple language easily understood by all. It is useful for academics, researchers, policy makers, NGOs, Government officers, water managers and utilities.

Available at: <http://cap-net.org/captrainingmaterials>

Derbyshire, H, 2002. *Gender Manual: Practical Guidelines for Development Policy Makers*, DFID, www.dfid.go.uk/pub

A practical handbook that outlines the concepts of gender, aiming at assisting non-gender specialists with addressing gender issues. It gives key areas for gender mainstreaming. The book is useful for policy level NGO staff, government officers, researchers and academics.

Cleaver, Frances, 1998. *Moral ecological rationality, institutions and the management of communal resources*.

This thesis gives a conceptual overview of water resources management at the local level giving practical examples from working with a local community. It is useful for researchers, academics and policy makers.

Available at: www.indiana.edu/iascp

Cleaver Frances and D. Elson, 1995. *Women and Water Resources: Continued Marginalization and New Policies*, London: International Institute for Environment and Development, Gatekeeper Series No 49.

The article gives an insight into some of the gender issues that need to be considered when introducing IWRM. It is a useful publication that looks at IWRM from a gender perspective throwing caution to the commoditization of the resource. It is useful for practitioners, policy makers, researchers, academics and water managers.

Global Water Partnership (GWP), no date, *Catalyzing Change: a Handbook for Developing integrated water resources management (IWRM) and Water Efficiency Plans*, Technical Committee

This succinct booklet gives the principles of IWRM and how to carry out water efficiency plans. The document can be downloaded from the web page making it easy to access. The book is useful for water managers, utilities, government officers, NGOs and policy makers.

Available at: <http://www.gwptoolbox.org/en/content/toolcategory>

Global Water Partnership, no dated. *Sharing Knowledge for Equitable Efficient and Sustainable Water Resources Management: Tool Box*

The toolbox gives the principles of IWRM, guiding the use to the key principles as well as justification for the necessity of IWRM. It is a good way of understanding the principles and useful for convincing those who may be opposed to IWRM.

Available at: <http://www.gwptoolbox.org/en/content/toolcategory>

MAMA-86, 2002 *Drinking Water in Ukraine: Communication and Empowerment for Local and International Action*. 3rd Edition. Kyiv.

Allély, D, O. Drevet-Dabbous, J. Etienne, J. Francis, A. Morel à l'Huissier, P. Chappé, and G. Verdelhan Cayre, (2002). *Water Gender and Sustainable Development: Lessons learnt from French co-operation in sub-Saharan Africa*. Paris, France : Drevet-Dabbous Groupe de recherche et d'échanges technologique.

Schreiner, Barbara, Barbara van Koppen and Kathy Eales, 2003. '*Gender Mainstreaming in Water Policy and Legislation: the Case of South Africa*'. Paper developed for the Gender in Court Session at the 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan.

A paper that gives an overview of progress in water reforms in South Africa from a gender perspective. It is useful as a case study example.

Available at: <http://www.dwarf.org.za>

United Nations Development Programme (UNDP), 2002. *Deepening Democracy in a fragmented World*, Human Development Reports various years.

These are a series of global reports that show progress in human development. and are generally useful in understanding growth trends. The reports have growth indexes from around the world and some data may have gender-desegregated information.

Available at: <http://hdr.undp.org>

United Nations Development Programme (UNDP), 2002, *Dialogue on Effective Water Governance, Update*.

The dialogue gives an insight into the governance debate, defining key principles of water governance and helps in clear understanding of the subject. It is useful document for advocacy and assisting those who may still not be convinced on water management.

Available at: www.undp.org

Also available at: <http://www.gwp.org>

WEDO, 2003. *Diverting the Flow: A Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatisation*. Women's Environment and Development Organization, New York.

A useful resource for analysing the rights of women and vulnerable groups within the context of privatisation. The book enhances understanding of issues related to water rights, policies and legislation. It is particularly useful to government officials, water managers, utilities, academics and NGOs.

Available at: http://www.wedo.org/sus_dev/diverting1.htm

Also available at: www.trinity.edu/departments/soc_anthro/faculty.html

Murshid, Sharmeen, 2000. *Water Discourse: Where Have All the Women Gone?*

Available at: www.iiav.nl/nl/ic/water/water_vision.html

Ressources Espagnoles

Mujeres de la Alianza Social Continental, 2004. *Las Mujeres en la defensa del Agua como Derecho Fundamental*. Disponible en: REBRIP / CUT – Rua Caetano Pinto. 575 – Brás CEP 03041-000 São Paulo – SP – Brasil Tel: (55) 11 2108 9129 e-mail: secre.asc@cut.org.br

La presente publicación presenta dos estudios realizados por el Comité de Mujeres de la Alianza Social Continental, para contribuir a la elaboración de una propuesta de estrategia de acciones y políticas desde la visión de las mujeres, en defensa de uno de los recursos más importantes y preciados para la vida: el agua. Se presenta los resultados y problemáticas surgidas de los estudios de caso de Bolivia y Brasil llevadas a cabo el 2003.

El conflicto generado por la privatización del agua en Cochabamba, Bolivia en el 2000, es un caso que ejemplifica claramente los procesos de privatización del agua, muestra los grados de impacto y la diversidad de factores y tensiones en las que desarrolla la problemática. Además evidencia una contradicción que existe en torno al agua en el mundo de hoy: privatización versus bien común.

El otro estudio de caso analiza los impactos de la privatización de servicios relativos al agua sobre los derechos de las mujeres, a través de un proyecto realizado en las represas del río Xingu de la región amazónica del Brasil. El proyecto fue el motivo por el que las mujeres de Altamira y de la Transa masónica en Pará, se movilizaron durante muchos años para impedir su construcción

Las propuestas de acciones pretenden contribuir a la lucha de las organizaciones de mujeres en el mundo para evitar que las políticas neoliberales sigan trabajando con el agua, profundicen los impactos negativos, impulsen la no valoración los saberes locales para la gestión del agua y las implicaciones negativas de la privatización en los derechos de las mujeres,

Gender and water Alliance, 2003. *Género y Agua, Informe de Desarrollo sobre Género y Agua. Perspectivas de Género en las Políticas del Sector de Agua*. Gender and Water Alliance.

El contenido es un aporte al análisis de los avances en políticas de género y agua en diferentes países. Un documento que es un primer paso en el proceso central de la promoción de género que se está traduciendo en políticas por los gobiernos y donantes en los últimos años.

Comentarios:

El análisis del manejo sostenible de los recursos hídricos y la equidad de género en el campo del manejo del agua, provee de argumentos para afirmar que: i) Involucrar a hombres y mujeres en roles influyentes en los diferentes niveles de decisión puede acelerar la consecución de la sostenibilidad en el manejo de los escasos recursos hídricos, ii) La gestión del agua realizada de una manera integrada y sostenible, puede contribuir significativamente a mejorar la equidad de género porque aumenta el acceso a los recursos hídricos y a los servicios relacionados con el agua, tanto de mujeres y hombres para cubrir las necesidades básicas. Así se aborda el progreso que los gobiernos y las agencias de cooperación han logrado en la aplicación de estos argumentos.

Disponible en: www.es.genderandwater.org

Soto, Betty, María Esther Udaeta, Gloria Lizárraga, 2004. *Políticas Públicas de Género, Auditoría de Género: Sectores de Saneamiento Básico y Riego de Bolivia*.

El libro presenta una investigación que muestra los avances y el desarrollo de la incorporación de la perspectiva de género y equidad en las políticas públicas, coadyuvando a la lucha contra la pobreza, la superación de la marginalidad y el impulso al capital social.

Comentario:

Las políticas públicas según el texto son las posiciones que toma un gobierno respecto a un problema determinada y su importancia radica en que define medidas concretas que orientan las acciones y recursos para la solución del problema, para lo cual es importante la participación ciudadana, que las políticas respondan a las demandas y necesidades de la mayoría.

Los resultados de la investigación muestran a nivel bisectorial que las políticas de género en el país han desarrollado los macro lineamientos que fueron la base para la formulación de políticas sectoriales. Los enfoques de género sectoriales no dejan visualizar la integración de equidad de género en sus políticas.

Permite identificar los efectos en hombres y mujeres de la población de las políticas sectoriales, a nivel de las y los profesionales operativos a través de la ejecución de programas, proyectos que han generado diversas experiencias, que no se encuentran sistematizadas. Las y los usuarios de los sistemas de agua y riego demuestran una gran sensibilización por el tema de género y una práctica de la equidad a nivel comunal y familiar, por lo que se hace necesario tomar en cuenta esos avances en la formulación de políticas a partir de las diferencias existentes a nivel local entre hombres y mujeres ricos y pobres de ámbito rural y urbano

El instrumento metodológico ha permitido analizar y llevar adelante la auditoría con objetividad, lo que se demuestra por los resultados claros y concretos y permite concluir que existe un estancamiento de la Transversalización del género en los sectores auditados.

Disponible en: www.sias.gov.bo

BID, no date, *Plan de Acción del BID para la integración de Género*

This Gender Mainstreaming Action Plan seeks to reactivate efforts and generate new energy around the advances achieved to date. The Plan builds on accumulated experience indicating that promoting gender equality and investing in women's capabilities are fundamental for improving the impact of development interventions in Latin America and the Caribbean. Investing in women - in their access to information, resources, opportunities and spheres of political decision making - contributes to poverty reduction, economic growth and good governance at the local and national levels.

The Action Plan brings together the commitments of all operations divisions and relevant departments of the Bank in the development of actions that aim to improve equality between men and women. The likelihood of success implementing this Plan is high because it represents a collaborative agreement and shared commitment between different members of the institution, including the high levels of the Administration, professional staff and assistants involved in the design, supervision, monitoring and evaluation of operations supported by the Bank.

Disponible en:

<http://www.aprchile.cl/pdfs/Plande%20Accion%20para%20Integracion%20generoSbid.pdf>

Villalobos, Guiselle Rodríguez, Montserrat Blanco Lobo y Francisco Azofeifa Cascante. 2004. *title ?*

This book intends to highlight the importance of biodiversity in the broadest sense of the term, by making visible and illustrating the differentiated relations that women and men establish with nature and the consequences thereof in regard to development promotion. This document is basically focused on the recognition of the Convention on Biological Diversity (CBD) and the National Biodiversity Strategies (NBS), as participation and awareness-raising mechanisms of our societies to build a new form of relation between human beings and their environment.

[Download Document in Spanish](#)

[Download Document in English](#)

Berrón Sañudo, Linda, ed. 2005. *Everything Counts! Valuing Environmental Initiatives with a Gender Equity Perspective in Latin America*.

Compilation of a selection of thirty experiences from Brazil, Chile, Costa Rica, Cuba, Ecuador, El Salvador, Mexico, Peru and two international experiences about the outcomes in making the linkages between gender and environment, as people working in social sciences include ecological considerations, and the inclusion of the gender equity approach in all technical processes of conservation and management of the resources.

[Download Document in Spanish](#)

[Download Document in English](#)

UICN. 2004. *Everything Counts! Valuing environmental initiatives with a gender equity perspective in Latin America*

El objetivo de este documento es reconocer los esfuerzos que se realizan desde diversos lugares de mundo por mejorar las condiciones de vida de mujeres y hombres, y en especial, de las relaciones que establecen entre ellos, en el uso y beneficio que proporcionan los recursos naturales del medio en que viven. Muestra, este conjunto de 30 experiencias, el avance en la vinculación entre ambiente y género, tanto por la apropiación de la dimensión ecológica por parte de las personas que trabajan en los temas sociales, como también por la redimensión de los procesos técnicos de conservación y uso de los recursos

[Download Document in English](#)

R.Meinzen-Dick, M. Zwartveen. 1997. *Gendered participation in water management: issues and illustrations from water users' associations in South Asia*.

Este documento se preparó para el Taller Sobre Agua y Mujer, del Instituto Internacional del Manejo de la Irrigación 15-19 Septiembre 1997, Sri Lanka

[Download Document in English](#)

Kunst, Sabine, Tanja Kruse, 2001. *Integrating gender perspectives : realizing new options for improved water management. Cross-cutting thematic background paper*.

El llamado a un enfoque holístico y sensible al género para el manejo hídrico debe ser reiterado como punto inicial del desarrollo sostenible. Los esfuerzos deben buscar objetivos paralelos: el mejoramiento de la vida diaria y de las condiciones de vida, y el planeamiento a largo plazo para un futuro ambientalmente sostenible. La transversalidad de género en relación con el agua es definida por la Visión Mundial del Agua (World Water Vision).

[Download Document in English](#)

Green, C. and S. Baden. 1994. *Water Resources Management: A Macro-level Analysis from a Gender Perspective*.

Este reporte argumenta que la nueva política requiere urgentemente asegurar que los aspectos relacionados con el género no se sobreestimen en el manejo del agua.

[Download Document in English](#)

Ruijgh-van der Ploeg, Martinez. 2000. *Water and conflict : the role of women and men. Presentation of good practices two perspectives on the importance of decision-making and (gender) equity for sustainable water management.*

Las mujeres y los hombres pueden trabajar juntos hacia la equidad de género en la toma de decisiones sobre el manejo sostenible del recurso hídrico. Esto requiere cambios en las reglas del juego de los procesos de toma de decisiones, cambios en la forma en que se selecciona, presenta y distribuye la información sobre el manejo del agua. Si tenemos un conocimiento más amplio acerca de las contribuciones que las mujeres hacen y pueden hacer en el manejo del agua, será mucho más sencillo efectuar los cambios que se sugieren y evaluar su efectividad.

[Download Document in English](#)

Etude de cas

3.3. Genre, Eau et Pauvreté

Introduction

L'eau est essentielle aux êtres humains et à toutes les formes de vie. Mais la pollution et l'absence d'accès à une eau propre font proliférer le cycle de la pauvreté, les maladies hydriques et les inégalités de genre (Khosla and Pearl, 2003). L'eau est un point d'entrée au développement durable, de l'éradication de la pauvreté, des droits de l'homme, de la santé reproductive et maternelle, de la lutte contre le HIV/SIDA, de la production d'énergie, de l'éducation améliorée pour les filles et de la réduction de la morbidité et de la mortalité. On compte encore jusqu'à aujourd'hui 1,1 milliard d'individus n'ayant pas accès à une eau propre et potable et 2,6 milliards n'ayant pas accès à un réseau d'assainissement adéquat. Cette situation a un impact négatif énorme sur les femmes et les enfants.

La pauvreté gagne du terrain dans le monde entier, mais les groupes les plus vulnérables restent les femmes et les enfants. Les femmes perçoivent la pauvreté et la vivent d'une manière différente par rapport aux hommes, car elles sont généralement victimes d'un traitement inégalitaire. On estime que sur les 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté à travers le globe, 70% sont des femmes. Les femmes accomplissent les deux tiers des heures de travail effectuées, assurent la moitié de la production alimentaire mondiale; mais elles ne gagnent que 10% du revenu mondial et ne possèdent que moins de 1% des biens (Plan de campagne des Nations Unies pour le millénaire 2005).

Pourquoi le genre, l'eau et la pauvreté ?

En 1997, le Rapport sur le Développement Humain avait révélé que les pays ayant les indices de développement genre les plus médiocres (Sierra Leone, Niger, Burkina Faso et Mali) avaient également les taux de pauvreté les plus élevés et n'ont qu'un accès limité à l'eau, à la santé et à l'éducation. D'autres pays présentant de forts taux de pauvreté (Bolivie, Colombie, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Paraguay) sont également affligés de taux élevés en termes d'inégalités sociales, d'inégalité entre les hommes et les femmes et de disparités interethniques (Schreiner, 2001).

Liens entre le genre, l'eau et la pauvreté

- L'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante réduira l'incidence des maladies dues à l'ingestion ou à l'utilisation d'une eau contaminée pour les ablutions, améliorera la santé et la productivité pour les femmes et la présence scolaire pour les enfants.
- Lorsqu'une compétition s'établit autour des ressources en eau, les femmes et les personnes les plus vulnérables en viennent souvent à perdre leurs droits.
- Les priorités de développement des femmes en termes de ressources en eau pourraient concerner les sources proches de leur domicile de manière à pouvoir concilier leurs rôles productif et reproductif. Si elles ne sont pas consultées, ces priorités ne seront pas prises en considération.
- L'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire des femmes et des personnes défavorisées dépend également de l'accès à des ressources en eau suffisantes.
- La participation à la gestion de l'eau peut également promouvoir la dignité des femmes en leur donnant une voix et un choix. Elle améliore aussi l'efficacité et le

Les femmes sont plus vulnérables que les hommes à la pauvreté chronique due aux inégalités entre les sexes au niveau des différentes institutions sociales, économiques et politiques. Ces inégalités ont pour origine la répartition inégale des revenus, l'appropriation du revenu et des biens, l'accès aux intrants de la production (tels que le crédit), la prise des décisions concernant les ressources et notamment les ressources en eau, ainsi que les droits et les avantages. Les femmes sont également victimes de l'exclusion sociale et de préjugés tenaces au niveau du marché de l'emploi.

Selon le Programme des NU pour le Développement, cinq ans après l'engagement formel pris par les dirigeants de la planète de faire reculer la pauvreté, «le hiatus entre les ODM visant à réduire de moitié la pauvreté, et les résultats prévus va se traduire par l'équivalent d'une masse supplémentaire de 380 millions d'individus dans les pays en développement ne disposant pour vivre que moins d'un dollar par jour» (2005).

Périphrases définitionnelles

La pauvreté est un phénomène aux dimensions multiples et spécifiquement local qui varie avec l'âge, la culture, le sexe et autres paramètres socio-économiques. La perception de la pauvreté diffère aussi selon que l'on a affaire à des femmes ou à des hommes : par exemple, au Ghana, les hommes définissent la pauvreté par l'incapacité à générer des revenus, alors que les femmes l'assimilent à l'insécurité alimentaire (Narayan, 2000).

La pauvreté ne se ramène pas au seul dénuement matériel : elle englobe également l'incapacité à faire entendre sa voix ou l'absence de pouvoir, la vulnérabilité aux crises et autres situations défavorables et l'aptitude limitée à remédier à ces vulnérabilités. Si les ressources en eau se trouvent à un point éloigné du domicile, les femmes et les filles seront obligées de parcourir une plus grande distance pour aller chercher cette eau, ce qui réduit d'autant le temps disponible pour faire un travail productif. La gestion efficace de l'eau crée des réseaux sociaux en faveur des femmes par le truchement des comités de gestion, mais ces femmes se trouvent trop souvent astreintes à des tâches non qualifiées et non rémunérées en relation avec la gestion de l'eau. S'obstiner à relier la pauvreté au bien-être matériel revient à masquer d'autres dimensions de la pauvreté, comme l'impuissance et l'exclusion de la prise des décisions.

Mesurer la pauvreté : le dilemme de la question du genre

Les méthodes classiques de mesure de la pauvreté se fient exclusivement aux statistiques relatives au PIB ou au revenu des ménages, occultant et laissant ainsi dans l'ombre les différences et les disparités entre les sexes au sein d'un même foyer. Les évaluations Participatives de la Pauvreté (PPA) ont un outil qui permet d'intégrer les points de vue de la population démunie dans l'analyse de la pauvreté et dans les stratégies destinées à faire reculer cette pauvreté au moyen des interventions politiques publiques (Norton, 2001).

Genre, Pauvreté et Environnement : Une triple interaction.

Alors que l'on a assigné des Objectifs de Développement du Millénaire distincts à la pauvreté, au genre et à l'environnement (englobant l'eau et l'assainissement), il n'en demeure pas moins vrai que tous ces aspects sont interconnectés et interagissent de trois manières différentes. L'eau est essentielle au bien-être des humains, vitale pour le développement économique et constitue une exigence fondamentale pour la bonne santé des écosystèmes. L'eau propre pour les besoins domestiques est une denrée essentielle à la survie et à la bonne santé des humains. Combinée à un assainissement et à une hygiène améliorés, elle réduit la morbidité et la mortalité, notamment parmi les enfants. L'eau est tout aussi vitale pour d'autres facettes du développement durable comme la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes, l'éducation des filles et la réduction des pertes de productivité dues à la maladie. L'eau est également un puissant catalyseur pour les pays en développement dans leur lutte contre la pauvreté et la faim, de même que pour la sauvegarde de la santé humaine, la réduction de la mortalité infantile, la promotion de l'égalité entre les sexes et la protection des ressources naturelles (Groupe de Travail des Nations Unies sur l'Eau et l'Assainissement, 2005).

La pandémie HIV/SIDA, qui est à la fois la cause et la conséquence de la précarité qui caractérise la pauvreté, a poussé certains pays à opter pour des approches locales en termes de soins de santé, vu que les institutions sanitaires classiques se sont avérées incapables de répondre à la demande. L'approche locale en matière de santé implique de fournir de l'eau en qualité et en quantités suffisantes pour éviter les infections secondaires mais aussi pour alléger le fardeau qui pèse sur les épaules des prestataires de soins traditionnels, qui sont le plus souvent les femmes et les filles.

Quelques Implications Politiques

Dans la gestion Intégrée de l'eau, l'eau est appréhendée comme étant tout à la fois un bien économique et un bien social et est donc considérée à ce titre comme une matière première obéissant à la loi de l'offre et de la demande. Elle possède donc une valeur marchande bien déterminée pour certains usages particuliers (Thomas, Schalkwyk et Woroniuk, 1996). Le secteur de l'eau est souvent compartimenté et scindé en deux volets distincts, à savoir les utilisations productives et les utilisations non productives. Les utilisations non productives de l'eau (santé, corvées ménagères et assainissement) tendent à être l'apanage des femmes et ne sont pas prises en compte dans les évaluations économiques. Pourtant, ce dernier paramètre devrait être dûment pris en considération dans l'estimation des valeurs économiques relatives des ressources en eau pour nous permettre de bien comprendre le lien d'interdépendance entre eau productive et eau domestique.

En tant que matière première, l'eau implique que le développement des ressources hydriques est régi par la demande. Toutefois, les femmes pauvres sont généralement incapables d'exprimer leurs demandes de services pas plus qu'elles n'ont la possibilité de défendre leurs droits, surtout quand elles possèdent des droits sur l'eau reconnaissables et transférables. De plus, les enfants chef de foyers ont moins de capacités pour exprimer leurs demandes et pour défendre leurs droits.

Dans le but de répondre aux besoins des pauvres femmes en terme de la demande en eau, les gouvernements doivent recueillir des données décomposé par sexe et élaborer des indicateurs sensibles au genre dans tous les secteurs, y compris l'eau,

l'assainissement, l'agriculture et l'irrigation. L'utilisation d'outils participatifs est également importante pour impliquer les sans voix et les moins éduqués qui pourraient éprouver quelque difficulté à décrypter les textes écrits. C'est à ce prix et seulement à ce prix que les priorités des pauvres auront une chance d'être entendues et comprises.

Références

Schreiner, Barbara, 2001. *Key Note Address at the International Conference on Freshwater*, Bonn Available at: www.water2001.de/36days/speech8

Khosla, P. and R. Pearl, 2003. *Unexploited connections: gender, water and poverty* Available at: http://www.wedo.org/sus_dev/untapped1.htm

Chen, S. and M. Ravallion, 2004. *How the World's Poorest have Fared since 1980s?* Washington D.C.: World Bank. Available at: http://www.worldbank.org/research/povmonitor/MartinPapers/How_have_the_poorest_fared_since_the_early_1980s.pdf

Narayan, Deepa, 2000. *Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?* Available at: www.worldbank.org

Robb, C, 1998. *Can the Poor Influence Policy? Participatory Assessments in the Developing World*. Washington D.C.: World Bank. Available at: http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/1999/07/22/000094946_9904010542482/Rendered/PDF/multi_page.pdf

Norton, 2005. *A Rough Guide to PPA's*, DFID, United Nations Development Programme, 2005. *International Co-operation at a Crossroads: Aid, Trade and Security in an Uneven World*, Human Development Report. Available at: <http://hdr.undp.org/www.ids.ac.uk/ids/particip>

United Nations Development Programme, 2001. *Human Development to Eradicate Poverty*, *Human Development Report*. Available at: <http://hdr.undp.org>

SIDA, undated. *A Gender Perspective in Water Resources Management Sector*, Publications on Water Resources #6. Available at: Swedish International Development Co-operation, Department of Natural resources and the Environment S-105 25 Stockholm.

Autres Ressources

Khosla, P. and Pearl, R., 2003. *"Connections inexploitées : genre, eau et pauvreté"* Women's Environment and Development Organization (WEDO), New York.

Donnant un aperçu de la relation entre genre, eau et pauvreté, ce rapport évoque le rôle central des femmes dans la gestion et la distribution de l'eau. Il examine comment l'accès à l'eau et à l'assainissement a des implications sur la santé, les activités économiques des femmes et le développement durable dans son ensemble.

Disponible au:

www.gallup-international.com/ContentFiles/news_detail.asp?id=22

http://www.wedo.org/sus_dev/untapped1.htm [en anglais]

Ressources Anglaises

Abrama L, 1999. *Poverty, water Supply and Sanitation Services*. Paper presented in a Regional workshop on Financing Community water supply and sanitation services. Available at: <http://thewaterpage.com/poverty>

Asia Development Bank, 2004. *Water Poverty: fighting through water Managment*,
The publication outlines a framework for action linking poverty to water security and introducing related issues of governance, water quality issues, livelihood opportunities, capacity building and empowerment

Available at: <http://www.adb.org/doc/books/water>

Beall J, N. Kanji, no date. *Urban Governance, partnership and poverty: households livelihoods and urban poverty*. Available at:
[www.areu.org.af/publications/ Urban%20Livelihoods](http://www.areu.org.af/publications/Urban%20Livelihoods)

Butterworth, J.A, P.B. Moriarty and B. van Koppen, 2003. "Water, poverty, and productive uses of water at the household level: practical experiences, new research, and policy implications from innovative approaches to the provision and use of household water supplies." In: *Proceedings of an international symposium held in Pretoria, South Africa*, January 21-23, 2003.

Available at: <http://www.irc.nl/content/view/full/2715> (summary);
<http://www.irc.nl/themes/management/prodwat/> (full text)

Dayal, R, C. van Wijk and N. Mukherjee, 2001. *Methodology for participatory assessments, with communities, institutions, and policy makers*.

This publication is suitable for those wishing to carry out participatory assessments that look at gender poverty and sustainability indicators within the context of water and sanitation.

Available at : [www.schoolsanitation.org/ Resources/ReadingsMonitoring](http://www.schoolsanitation.org/Resources/ReadingsMonitoring)

Federal Ministry of economic Co-operation, 2001. *Poverty reduction- a global responsibility*. Available at: www.gtz.de/en

Kanji, N, 1995. 'Gender, poverty and economic adjustment in Harare'. Available at: www.bridge.ids.ac.uk/reports/r54urbw2.doc

Rodenberg, Birte, 2003. *Integrating gender into national poverty reduction strategies (PRSPs). The example of Ghana*. Available at: www.gtz.de/en

Stamm-Berg, Helga, Henni Heise and Christophe Kohlmeyer, 2004. Combating world hunger through sustainable agriculture. Available at: www.gtz.de/en

Kwale, G.O.K, 1999. *Participatory Learning and action: participation, gender, demand responsiveness and Poverty Focus* in: creating linkages and sustainability report. Available at: Kwale, Kenya

Short C, undated. *Tackling Water Poverty*. Available at:

<http://www.ourplanet.com/imgversn>

IRC, 2004. *Linking water supply and poverty alleviation: the impact of women's productive use of water and time on household economic and gender relations in Banaskantha District, Gujarat, India*

Available at: www.irc.nl/page

Khosla, P. and R. Pearl, 2003. *Untapped Connections: Gender, Water and Poverty: Key Issues, Governments, Commitments and Action for Sustainable Development*, Available at: www.wedo.org

IWRM TOOLBOX

the toolbox provides a framework for IWRM planning which in it gives a reference for water governance. The water governance instruments such as policy framework, institutional arrangements and legal instruments are described here.

Available at: www.gwp.org

Valfrey Bruno, Christophe Le Jallé and Pierre-Marie Grondin, undated. *Gender, Water and Poverty in West Africa: Move on to Action*.

Available at: www.afd.fr/jahia/webdav/site/myjahiasite/users/administrator/public/Documents/water-gender-development.pdf

Goyder H, R. Davies and W. Williamson, 1998. *Participatory Impact Assessment*. London: Action Aid.

This gives research methods and indicators for measuring the impact of poverty reduction. Four country studies from India, Bangladesh, Ghana, and Uganda are presented. The report describes the research process and summarises key findings. Incorporates gender perspectives and gives some interesting examples and analysis of gender differences. Raises some questions about the importance of quantitative indicators to communities and describes the use of meta-indicators.

Available at: www.epilepsy.org.uk/info/drugslist.html
www.ukbap.org.uk/UKPlans

Gross B, C. van Wijk, and N. Murkherjee, 2001. *Linking sustainability with demand, gender and Poverty: A study in community managed water supply projects in 15 countries*. Available at: www.wsp.org/03_ParticipationGender.asp

Kabeer, Naila, 2003. *Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals: A Handbook*.

The handbook is useful for policy makers and other stakeholders designing gender sensitive projects.

Available at: www.idrc.ca/en/ev-28774-201-1-DO_TOPIC.html.

Saleth R.M, M. Samad, D. Molden, 2003. "Water poverty and gender: an overview of issues and policies", In *water policy* 5, pp538-398, International Water Institute

The paper examines the methodological and policy issues and suggests strategies for using water as a key instrument to address poverty and gender concerns. PDF.

Available at: www.iwaponline.com

Abu-Ata, Natahlie, 2005. *Water, Gender and Growth in the MENA region or the Cost of Gender Exclusion*, World Bank MENA Development Report on Water.

The purpose of this background paper is to provide an analytical framework and illustrative cases on the linkages between water, gender and poverty alleviation in the MENA region in preparation for the forthcoming flagship MENA development report on water. This paper will attempt to argue that it makes economic sense to make sure that women and female farmers and small-scale entrepreneurs have the same access to water as men and male farmers both for domestic and irrigation purposes, while at the same time highlighting the challenges and limits of doing so.

Available at: [http:// www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Nunan F, and D. Satterthwaite, 1999. *Urban governance, partnership and poverty: the urban environment*.

This is a working paper and there are a series of them looking at the urban environment. They focus on the effects of diseases, vectors and chemical hazards and are meant for policy makers and practitioners.

Available at: www.ucl.ac.uk/dpu/pui/research/previous/

Roy, J. and B. Crow, 2004. "Gender Relations and Access to Water: What we want to know about social relations and women's time allocation," Centre for Global, International and Regional Studies, WP 2004-5, University of California, Santa Cruz

SIDA, 1997. *Economic Reform and Poverty: A Gender Analysis*.

The report contains discussion of the gender mainstreaming debates on economic reform and poverty. It highlights the importance of gender to economic reforms and poverty linkages. It concludes with a look at the implications for policy and practice.

Available at: www.bridge.isd.ac.uk or www.iiav.nl/nl/water_doc.pdf

UNEP, 2002. *Water for the Poor*

This report presents a road map for delivering water services to the poor. It shows how business has begun providing an enabling environment needed to accelerate progress.

Available at: www.earthprint.com

UNEP, 2002. *Where are the poor? Experience with the development and use of Poverty Maps*

This publication shows how international, national and local decision making bodies to direct investments can use road maps.

Available at: www.earthprint.com

United Nations, 2002. *A World Summit on Sustainable Development TYPE 2 PARTNERSHIPS*, UN, Johannesburg. Available at:

www.johannesburgsummit.org/html/documents/crps/a_conf199_crp5.pdf

IWMI, 2000. *Gender Poverty, Managing Rivers Basins to Alleviate water Deprivation*.

Available at: www.earthprint.com

IWMI, 2000. *Pedaling out of Poverty: social Impact of manual Irrigation Technology in Asia*

This research report offers an assessment of the social impact of the treadle pump technology for manual irrigation. The treadle pump can be a useful tool for poverty reduction.

Available at: www.earthprint.com

CTA, 1999. *Reducing poverty through agricultural sector strategies in Eastern and Southern Africa*

This is a workshop report that gives a summary of the strategies in Eastern and Southern Africa of the poverty reduction strategies.

Available at: www.earthprint.com

Upadhyay, B, 2003. *Water poverty and gender review of evidence from Nepal, India and South Africa*. Available at: www.iwaponline.com

Ressources Espagnoles

Khosla, P, y Rebecca Pearl, sin dato. *Conexiones claves. Genero, agua y pobreza.*, Organización de las Mujeres para el Medio Ambiente y Desarrollo (WEDO).

This paper presents an overview of the relationship between gender, poverty and water. The first section explores how, in every corner of the globe, women play a central role in managing water supply and distribution. It also examines how access to water and sanitation has implications for women's health and economic activities. Case studies highlight water projects and initiatives that have succeeded in elevating women's status.

Disponible en:

<http://www.aprchile.cl/pdfs/genero%20agua%20y%20pobreza%20en%20el%20mundo.pdf>

Soto, Betty y Virginia Chumacero, 2000. *Rol de la mujer en los sistemas de provisión de agua* – Potosí – Bolivia. Dirección: The World Bank.

Esta publicación revela el papel de la mujer en las actividades que realiza en forma cotidiana, haciendo hincapié su relación con un sistema de agua potable, el uso y consumo del agua, su participación en la organización que administra el servicio, el aporte de su fuerza de trabajo, el nivel de decisión y su cosmovisión. Resultados obtenidos a través de un estudio que muestra datos estadísticos y un análisis de género, como un aporte para estimular el debate en torno a la participación de la mujer en los sistemas de agua.

Espejo, Norah y Ineke van der Pol, 1994. *“Mejor, cuando es de a dos”* – Guía de campo – La Haya Holanda, IRC - CINARA. Primera Edición,

Guía de campo, orientada a promover y desarrollar la perspectiva de género en cada una de las fases del ciclo de un proyecto de agua y saneamiento. Presenta ideas, conceptos, listas de verificación, técnicas grupales, casos, cuadros, etc. Información producida en un Taller Latinoamericano.

Hermosa, Yenny Melgar, 2002. *Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la gestión de los recursos Hídricos en el Altiplano*.

Este esfuerzo editorial, cuenta con el apoyo del Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo - IDRC, y presenta las ponencias y experiencias presentadas en el Encuentro Internacional: "Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la Gestión de los Recursos Hídricos en el Altiplano Latinoamericano", realizado en marzo del 2002 en la ciudad de Chucuito - Puno en el Sur del Perú.

Disponible en: <http://www.ciedperu.org/Publicaciones/rapublica.htm>

Sites web

UNDP, Human Development Reports

This site has various human development reports with development index from around the globe. It is relevant for all levels within the development sphere and gives good reference statistics

[http:// www.hdr.undp.org](http://www.hdr.undp.org)

UNIFEM

The site provides articles on women and gives an insight into the impact of privatisation on women. It argues that privatisation has led to lack of access for women as water becomes too expensive.

http://www.unifem.org/attachments/stories/at_a_glance_water_rights.pdf.

WELL Resource Centre Network for Water and Sanitation sheets

This site provides global and regional briefing notes of gender and the relationship with all the other MDGs. Aside from these global and regional annexes, there are also country-briefing notes looking at poverty, education, hygiene and sanitation. The fact sheets provides statistical information

www.lboro.ac.uk/well/resources/fact

UNFPA

Information on food, water, gender and equity can be obtained from this site. Poverty is looked at from the perspective of food security and irrigation

www.unfpa.org/sustainableenvironment

IWMI

The site has case studies and best practices on gender poverty and irrigation. It is particularly valuable as it gives a cross section of experiences from across the globe.

<http://www.iwmi.cgiar.org/pubs>

ADB (Asia Development Bank)

This site provides information on poverty reduction strategies, poverty and development indicators and also gives resources and case studies on poverty. It also has statistical information on poverty around the Asia region.

<http://www.adb.org/poverty/default>

Development Gateway

The site is recommended for its statistical data that is tabulated by regions, by sector and by country. It gives the latest information on trends from around the globe.

<http://www.topics.developmentgatewaya.org/poverty>

IRC

This site provides resources related to gender in general and also sector specific issues. It also produces a yearly journal on water and women. It is a very useful site that has resources on gender, water and sanitation.

www.irc.nl/page

IDS Institute of Development Studies

The site provides information on participation, gender, and poverty. It covers a wide range of topics and provides statistical information on global poverty trends. The resources are suitable for practitioners largely dealing with participation in development, researchers

www.ids.ac.uk/ids/particip

INSTRAW

The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women.

www.un-instraw.org

WHO

WHO and UNICEF have jointly been monitoring access and coverage of water supplies and sanitation globally. The site provides fact sheets, figures and global statistics on the state of water and sanitation.

www.who.int/entity

UNEP

Promotes environmental understanding, and increases public knowledge about environmental factors and problems of future generations. The site has useful information and publications on gender and poverty.

www.unep.org

Save the Children (UK)

The site provides water stories and activities that are being undertaken from around the globe where save the children are operating.

www.savethechildren.org.uk/fairshares

Etude de cas

3.4. Genre, installations sanitaires et hygiène

Introduction

L'approvisionnement en eau, la promotion des installations sanitaires et de l'hygiène et l'éducation doivent être perçus comme une unité intégrée si l'on veut réaliser un vrai progrès dans l'amélioration de la santé et du bien-être des pauvres. Les installations sanitaires et la santé constituent des sujets qui ont été associés aux femmes et à l'approvisionnement en eau ou sa pénurie. En général, les gens ont plus accès à l'eau qu'aux installations sanitaires. Selon le programme de supervision commun OMS/UNICEF, vers la fin de 2002, 1.1 milliards de personnes n'avaient pas accès à une eau potable saine et 2.6 milliards de personnes, soit 40% de la population mondiale, n'ont pas accès à des installations sanitaires. Par conséquent, chaque année plus de 2.2 millions de personnes dans les pays en voie de développement meurent de maladies associées au manque d'eau potable saine, à des installations sanitaires inadéquates et à une mauvaise hygiène. Les coûts sociaux et environnementaux de la non prise en compte de la question sanitaire (y compris l'hygiène, la collecte et le traitement des eaux usées) sont beaucoup plus élevés que les coûts d'incorporation de l'éducation sanitaire et d'hygiène dans les programmes d'approvisionnement en eau.

Mettre l'accent sur les différences homme/femme s'avère très important en matière d'initiatives sanitaires et d'hygiène et les approches équilibrées au niveau du genre devraient être encouragées dans les plans et les structures de mise en application. L'accès à des latrines adéquates et sanitaires est une question de sécurité, d'intimité et de dignité humaine surtout pour les femmes. Toutefois, même dans les lieux qui offrent une couverture adéquate en latrines, la disponibilité des installations sanitaires n'est pas traduite nécessairement en un usage effectif à cause des tabous, des normes culturelles et des croyances.

La promotion de l'hygiène et l'éducation sont souvent absentes entre la construction et l'usage durable des latrines. Comme les hommes contrôlent, en général, le revenu du ménage, la promotion de l'hygiène et l'éducation doit être orientée vers eux pour qu'ils mettent à disposition les ressources pour la construction et la maintenance des installations sanitaires. Pour que les programmes soient durables, les stratégies de recouvrement des coûts engagés pour les projets sanitaires peuvent être liées à des activités génératrices de revenus pour les pauvres.

Les femmes sont profondément affectées par l'absence des latrines sanitaires:

- Lorsqu'elles doivent attendre qu'il fasse noir pour faire leurs besoins en plein air, elles ont tendance à boire moins durant la journée ce qui provoque chez elles plusieurs problèmes de santé comme les infections urinaires.
- Elles risquent d'être agressées sexuellement ou d'être attaquées par des animaux sauvages lorsqu'elles se rendent en plein air pour déféquer ou uriner.
- Les conditions d'hygiène sont souvent médiocres dans les zones publiques de défécation provoquant des vers et d'autres maladies d'origine hydrique.
- Les filles, surtout après la puberté, ne vont pas à l'école à cause de l'absence d'installations sanitaires appropriées.

Politique générale

Au niveau politique, la question sanitaire traîne loin derrière les ressources en eau et dans plusieurs interventions, les installations sanitaires et l'hygiène environnementale sont ajoutées

après coup. Toutefois, lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable tenu en 2002 à Johannesburg, la question sanitaire a été élevée à un niveau sans précédent de priorité politique. Pour la première fois, les leaders du monde ont convenu d'un objectif qui consiste à réduire de moitié, à l'horizon de 2015, la proportion des gens qui ne disposent pas d'installations sanitaires de base. Par conséquent, la question sanitaire a été ajoutée à l'approvisionnement en eau comme partie des objectifs de développement du Millennium. En réponse, le Gouvernement du Bangladesh, à titre d'exemple, a initié une campagne pour atteindre un taux de couverture de 100% à l'arrivée de 2010. Néanmoins, l'hygiène ne reçoit pas encore l'attention qui doit lui être accordée dans les politiques.

Dans le secteur sanitaire, des efforts encourageants sont faits pour intégrer la question genre dans les programmes sanitaires de l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. Les politiques sectorielles actuelles sont complétées par des stratégies spécifiques pour refléter l'aspect genre. Ces pays sont en train de mettre en œuvre des programmes pour intégrer la question genre dans le secteur de l'eau et des installations sanitaires y compris des programmes de formation pour différents types d'audiences.

Au Ghana, une politique environnementale nationale a été formulée en 1999 par le Ministère des collectivités locales. Le document a mentionné que les installations sanitaires constituent un bien public et sont donc la responsabilité de tous les citoyens, des communautés, du secteur privé, des ONG et des institutions publiques. Après le Sommet Mondial sur le Développement Durable, le Sénégal a été un des premiers pays à créer un ministère directement responsable de la promotion sanitaire et de l'hygiène (le Ministère de la Santé et de l'Hygiène actuellement). Alors que les rôles des hommes et des femmes peuvent ne pas être spécifiés dans ces politiques nationales, les responsabilités des ménages et des organisations communautaires y sont incluses.

Les principaux acteurs du secteur

Au niveau du gouvernement national, les ministères de première ligne comme les ministères de la santé, des ressources en eau et des affaires sociales sont des acteurs clés et jouent des rôles importants pour garantir que les installations sanitaires, la promotion de l'hygiène, l'éducation et l'aspect genre sont incorporés dans les politiques relatives à la santé et aux ressources en eau. Les ministères de première ligne devraient être motivés et disposés à aborder l'aspect genre dans les politiques sanitaires et les législations.

Au niveau de la communauté, l'hygiène et les installations sanitaires sont considérées comme étant des questions spécifiques aux femmes avec des impacts sur l'homme et la femme. Et pourtant, les barrières établies par la société limitent en continue l'implication des femmes dans les décisions relatives aux programmes d'amélioration des installations sanitaires. Il est donc très important de percevoir la promotion de l'hygiène et des réseaux sanitaires comme une question qui concerne les hommes, les femmes et les enfants et pas uniquement les femmes. Les canaux de communication, les supports et les approches doivent être développés de façon à atteindre les hommes et les garçons. Il est aussi important de cibler les leaders des communautés pour les sensibiliser à l'aspect genre pour faciliter son insertion dans les activités de promotion sanitaire et d'hygiène.

Les efforts et les fonds devraient se concentrer sur la promotion sanitaire et d'hygiène dans les écoles afin de réduire la transmission des maladies d'origine hydrique et mettre en œuvre l'éducation en matière d'hygiène et de santé. Les écoliers constituent des agents clés de

changement parce qu'ils peuvent influencer sur leurs parents et parce qu'ils seront les adultes de demain. Lorsqu'ils apprennent des comportements sanitaires favorables comme se laver les mains par exemple, ils peuvent apporter des changements au sein de leurs familles et leurs communautés causant des améliorations sanitaires et une meilleure présence des filles dans les écoles. Il est primordial que les programmes sanitaires à l'école s'adressent aux filles et aux garçons.

Un problème a été relevé et consiste en la forme des latrines qui sont conçues par des maçons de sexe masculin et ce, tout particulièrement dans les écoles primaires et secondaires. Il y a donc une tendance à construire des latrines qui ne répondent pas aux besoins des filles. Par conséquent, les filles restent chez elles lorsqu'elles ont leurs règles même si l'école est équipée de latrines. En plus, il est important de construire des latrines séparées pour les garçons pour les empêcher de fréquenter celles réservées aux filles.

Une étude effectuée au Sénégal dans plus de 5000 écoles a montré que 53% des écoles n'étaient pas approvisionnées en eau et 46% ne comportaient pas de sanitaires. Seule la moitié des écoles avait des installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons (République du Sénégal et UNICEF, 2002). En Inde, une enquête effectuée parmi des écoliers a révélé que la moitié des affections identifiées avaient une relation avec les conditions sanitaires et le manque d'hygiène personnelle (UNICEF et IRC, 1998).

Insertion de l'aspect genre dans le secteur

En assurant la promotion d'une approche intégrée pour la gestion des ressources en eau, des stratégies sanitaires et d'hygiène séparées devraient être conçues pour répondre aux besoins des hommes et des femmes en matière d'améliorations sanitaires et hygiéniques.

Vu l'importance des questions genre en matière d'hygiène, des dispositions institutionnelles spécifiques sont nécessaires pour garantir la prise en considération de l'aspect genre comme une partie intégrante de la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et des programmes. Le financement constitue l'une des contraintes majeures à l'expansion des services sanitaires parce que la plupart des politiques délèguent le problème du financement aux gouvernements locaux. Les gouvernements, les ONGs, les petits fournisseurs, les partenaires de développement et les leaders des communautés sont des acteurs importants qui devraient s'assurer de l'insertion de l'aspect genre lors de la formulation des politiques et de faire une revue orientée genre des législations et des arrêtés avant leur adoption.

Aussi, il est vital de prendre les besoins des femmes en considération lors de la planification et de l'exécution des projets sanitaires. En Afrique du Sud, par exemple, l'utilisation de l'Aqua Privy a laissé de côté les besoins des femmes. Les toilettes faisaient face à la rue, ce qui provoquait beaucoup de gêne et de tracas. Lorsque les réservoirs des toilettes se remplissaient c'est une femme qui devait les vider; les femmes chargées de ce travail étaient des femmes immariables.

Fournir des installations sanitaires urbaines à des habitations informelles constitue un défi unique. Les problèmes urbains sont plus complexes et impliquent plusieurs problèmes au delà des aspects traditionnels de l'approvisionnement en eau et des installations sanitaires de base. Beaucoup de gens, par exemple, dans les quartiers pauvres n'ont pas de titre de propriété pour

le terrain qu'ils occupent et n'ont aucun pouvoir politique. La plupart des habitants urbains pauvres, par opposition à ceux dans les zones rurales, doivent payer en contre partie des services d'eau et des services sanitaires et peuvent donc choisir de se contenter des quelques installations inadéquates qu'ils peuvent se permettre.

Les résultats des enquêtes et des études peuvent être très significatifs. A titre d'exemple, une recherche conduite par NETWAS International au Kenya (2003) a montré que le niveau d'éducation des femmes est lié à leurs pratiques en matière d'hygiène. Les femmes dont l'éducation est de niveau primaire ont certaines connaissances de l'hygiène mais les femmes dont le niveau d'éducation est plus élevé connaissent l'importance de se laver les mains, possèdent certaines compétences et pratiques ainsi qu'un usage régulier des latrines. On peut donc avoir recours aux femmes et filles éduquées comme agent de changement.

Il faut noter que l'amélioration des installations sanitaires est un processus qui affecte les individus et les ménages et non pas une directive de haut en bas. Les femmes et les hommes doivent être consultés et impliqués dans la planification, l'exécution et le suivi des programmes sanitaires et d'éducation en matière d'hygiène.

Références

Appleton, B. and I. Smout, (eds.), 2003. *The gender and water development report: Gender perspectives on policies in the water sector*, Gender and Water Alliance (GWA)
Available at: <http://www.generayambiente.org/ES/articulos estudios/docs/gwalibro.pdf>
<http://www.genderandwateralliance.org>

Shordt, Kathleen and Sandy Cairncross, 2004. *Sustainable hygiene behaviour and the effectiveness of change interventions: Findings of a multi-country research study and implications of water and sanitation programmes*, Booklet 2. International Water Sanitation Centre (IRC). Available at: publications@irc.nl

Wegelin-Schuringa, Madeleen and Pauline Ikumi, 1997. *Report on sanitation and communication situation analysis in per-urban and rural areas in Zambia*, IRC.
Available from: publications@irc.nl

IRC, 1994. *An African Field Guide*.

This field guide defines concepts and then works through the programme planning cycle. Concepts discussed include Gender, Gender awareness, Gender policy, Partnership, Integrated water supply projects, Environmental problems and Sustainability. The Guide looks at the general stages of a water supply and sanitation project and offers concrete suggestions to involve women and men and ensure their needs and perspectives are included. The document was produced in Africa and was developed through a process that explicitly aimed to draw on the experiences and expertise of Africans. Concrete examples from various countries are provided.

Available from: <http://irc.nl>

Wijk Sijbesma, C.A, 1998. "Cinderella and the Missing slipper: Sanitation and Gender" in *Gender in Water Resources Management, Water Supply and Sanitation: Roles and Realities Revisited*, Delft: IRC.

Autres Ressources

Coates, S, 1999. *A Gender and Development Approach to Water, Sanitation and Hygiene Programmes*, a WaterAid Briefing Paper. Available at: www.wateraid.org

Eales, Kathy, 2005. *Bringing pit emptying out of the darkness: A comparison of approaches in Durban, South Africa, and Kibera, Kenya*. London: Building Partnerships for Development (BPD), Sanitation Partnership Series.

Much attention has been focussed in recent years on partnerships in the water and sanitation sector. However, as is often the case when sanitation is bundled with water, much of the spotlight has been on water. Consequently, while we increasingly understand the circumstances in which partnerships to provide drinking water are successful, much less is really known about sanitation. One often encounters the false assumption that what applies to 'water' partnerships (or solid waste partnerships) will hold true for those catering specifically for sanitation. In order to gain a better understanding of where partnerships fit in the debates around sanitation, BPD set out in 2004 to work with a series of sanitation-specific case studies. The first challenge was to find such partnerships, less easy than first supposed; eventually Dar es Salaam, Durban, Maputo, Maseru and Nairobi were chosen.

This paper is one of a series that looks at sanitation partnerships in poor urban communities, and questions when and why partnership may be appropriate or inappropriate to the delivery of on-site sanitation services.

IRC/SEU, 1996. *The community managed sanitation programme in Kerala: Learning from experience*. Delft: IRC and Kerala: Socio-Economic Unit.

Schordt, Kathleen and Sandy Caincross, 2004. *Sustainability of hygiene behaviour and the effectiveness of change interventions*, Booklet 2, Delft: IRC.

The booklet is on findings and implications for water and sanitation programmes from a multi-country research study. The research was to see the link of sustainability of hygiene behaviour after a hygiene promotion intervention. Countries in the research included Ghana, Kenya, Sri Lanka, India, Nepal and Uganda with guidance from IRC and London School of Hygiene. The booklet describes how the study was conducted and its findings. Booklet 1 outlines the methodological lessons learnt.

Available from: publications@irc.nl

Khan, Mohammad Taimur Ali, 2005. *Livelihoods and gender in sanitation, hygiene and water services among the urban poor*, London: DFID.

Mathew, T, 1998. "New Skills, New Lives: Kerala's Women Masons", *Waterlines*, 17(1), pp. 22-24.

Simpson, Mayling, Ron Sawyer and Lucy Clark, 1997. *The PHAST initiative: Participatory Hygiene and Sanitation Transformation, a new approach to working with communities*, UNDP-World Bank Water and Sanitation Program, WHO Geneva

This is an information document to the water and sanitation sector. It is a participatory hygiene and sanitation transformation, an innovative approach designed to promote hygiene behaviours, sanitation improvements and community management of water and sanitation facilities using specifically developed participatory techniques. The document describes the underlying principles of the approach, the development of the specific participatory tools and results of the field tests done in four African countries.

NETWAS, 2003. *Iguacu Action Plan: Key findings for the rapid study for the WASH programme in Soweto & Korogocho villages in Nairobi, Kenya*. Network for Water and Sanitation, NETWAS

SIDA, 1997. *Health – Sanitation: Handbook for mainstreaming a gender perspective in the Health Sector*. Available from: www.sida.se/sida/articles/91PO - 9199/9182/gender.pdf

UASNET (Uganda Water and Sanitation NGO Network) and WaterAid Uganda, 2002. *Mainstreaming Gender in Sanitation and Hygiene*.

Paper presented at sanitation and hygiene conference held in South Africa. The theme of this paper is the mainstreaming of gender in sanitation with a purpose to facilitate incorporation of gender. The paper focuses on the concept of mainstreaming and the status of sanitation in Uganda, the progress made in this field, gaps and lessons learnt.

Available from: http://ww.wateraid.org/documents/g_uganda_cs.pdf

Voorden, Carolien Van der and Kathy Eales, 2002. *Mainstreaming Gender in South African Sanitation Programmes: A Blind Spot or Common Practice?*

Paper prepared for the AfricanSan Conference, South Africa 2002.

WHO, UNICEF, UNIHABITAT, UN/DESA, UNEP, 2004. *The sanitation challenge: Turning commitment into reality*.

This document looks at international sanitation development targets, legislation and commitments, building capacity, gender and equity issues, and progress on monitoring.

Available at: http://www.who.int/water_sanitation_health/hygiene/sanchallengecomp

Wright, Albert M, 1997. *Toward a Strategic Sanitation Approach: Improving the Sustainability of Urban Sanitation in Developing Countries*. UNDP/World Bank Water and Sanitation Programme. Available from: wsp@worldbank.org or www.wsp.org

WSSCC and WHO, 2005. *Sanitation and Hygiene Promotion: Programming Guidance*. Geneva: Water Supply and Sanitation Collaborative Council (wsscc@who.int) and the World Health Organisation (bookorders@who.int).

This document is a collaborative product, based on an earlier UNICEF Handbook, which looks at setting in place a process whereby people (women, children and men) can develop and sustain a hygienic and healthy environment for themselves. It argues that the objective of policy-makers should be to establish a consistent set of rules under which all sanitation and hygiene promotion projects and investments can be made, such that they all work towards an agreed long-term vision for improved health and dignity for the entire population, particularly women and adolescent girls.

3.5. Genre, Distribution d'Eau à usage Domestique et Hygiène

Introduction

Les femmes sont les principales utilisatrices et gestionnaires de la distribution domestique d'eau, et assurent traditionnellement le maintien des sources d'eau, en assurent l'approvisionnement, et l'utilisent à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de leurs maisons. Cependant, les hommes et plus particulièrement les chefs de familles contrôlent souvent ces sources et prennent les décisions importantes en relation avec les localisations et les structures disponibles. Les rôles différenciés de genre sont souvent accentués par les efforts officiels fournis en vue d'améliorer les distributions d'eau ; ceci se fait malgré la preuve générale selon

laquelle les systèmes d'eau fonctionnent mieux lorsque les femmes autant que les hommes sont activement impliqués dans toutes les étapes de gestion des structures d'eau et des sources : la planification, la construction, le suivi de fonctionnement et de maintenance. Seule une participation adéquate des femmes peut aider à rendre compte de leurs besoins ainsi que des solutions les plus appropriées et durables. De plus, inclure les femmes dans le processus de gestion des eaux à usage domestique a le potentiel de rendre compte des inégalités de genre dans la société.

Les approches conventionnelles de gestion de la distribution dans le secteur de l'eau ne sont généralement pas sensibles à la dimension du genre et ont sous évalué les besoins et les contributions des femmes dans le secteur. Les connaissances des femmes en terme de sources d'eau et de leurs usages multiples ne sont pas reconnues de manière significative. Lorsque les femmes ont plus de contrôle sur l'accès à l'eau, elles peuvent consacrer plus de temps à s'occuper de leurs enfants et de leurs activités économiques, ce qui pourra contribuer à améliorer la qualité de vie de leurs familles.

Une bonne hygiène est essentielle pour assurer une distribution d'eau saine et durable; la moitié des contaminations de l'eau se font après l'avoir collectée. L'eau peut être stockée dans des pots sales ou les sources d'eau peuvent être polluées car les personnes donnent à boire au bétail des mêmes sources. Cependant, tandis que la promotion de l'hygiène et de l'éducation cible en particulier les femmes et les filles, les hommes sont souvent ceux qui prennent les décisions les plus importantes du foyer. Par conséquent, et dans la mesure où les hommes et les garçons sont souvent élevés au rang de modèles, ils devraient être intégrés dans les programmes de promotion de l'hygiène et d'éducation. Afin d'être plus sensibles aux questions du genre, de tels programmes devraient cibler les hommes et les garçons à travers des canaux culturels appropriés.

Le Rôle des Femmes dans le Secteur de la Distribution d'Eau Potable

Du fait de la visibilité des femmes dans le transport d'eau sur de longues distances dans plusieurs pays, le secteur de la distribution d'eau potable a une longue histoire dans l'analyse de leur rôle. L'effort d'extension de l'accès à la distribution d'eau a aussi mené au moyen de faire évoluer les approches sensibles à la dimension de genre qui prennent en considération le changement des structures sociales, ainsi que sur comment les femmes et les hommes utilisent et gèrent les ressources en eau. Des succès considérables ont été accomplis dans l'incorporation des analyses de genre dans les programmes de distribution d'eau potable. Un grand nombre de kits d'outils ont été élaborés en conséquence.

Cependant beaucoup reste à faire :

- Le genre n'a pas été intégré dans la mise au point technique et structurelle des systèmes de distribution d'eau ni dans la gestion du secteur à tous les niveaux.
- Les employés dans les départements en ligne sont rarement sensibilisés aux besoins des femmes et préfèrent œuvrer avec leur contrepartie masculine dans les villages et les quartiers pauvres
- Une partie disproportionnée des investissements est allouée à des schémas larges de multi villages qui offrent des opportunités de participation, en particulier pour les femmes (GWA 2003)
- Les conclusions de l'analyse de genre ont rarement été intégrées dans la conception des projets et dans les pratiques de maintenance et de suivi de fonctionnement;

- Les femmes à l'échelle locale font souvent face à une concurrence féroce avec les hommes qui préfèrent utiliser les eaux distribués prioritairement pour l'agriculture et pour le bétail; et
- L'hygiène est habituellement considérée comme un domaine réservé aux femmes même si les hommes ont un rôle important à jouer en temps que décideurs et modèles.

Aussi, des relations économiques positives ayant résulté en système d'accès à l'eau pour les femmes sont souvent reconnus, lorsqu'il s'agit de considérer le développement d'infrastructures de distribution et d'eau potable. L'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement peut constituer une différence notable sur le bien être des ménages, dans la mesure où les femmes gagnent du temps et de l'énergie dans leurs activités économiques et personnelles.

Les Gains économiques de la Distribution d'Eau à usage Domestique

l'Association des Femmes Travailleuses Indépendantes en Inde (SEWA), IRC Centre International de l'Eau et de l'Assainissement et Foundation of Public Interest (FPI) ont entrepris un projet de recherche sur le genre et les bénéfices économiques de la distribution d'eau à usage domestique ; il en a découlé que l'amélioration de la distribution d'eau combinée au développement de la micro entreprise et le renforcement des capacités des programmes pour les femmes a davantage de potentiel pour contrecarrer la pauvreté dans les zones semi arides. Les calculs ont été faits en terme de réduction des coûts induits par le temps investi pour la collecte d'eau, et les gains potentiels d'une réduction de ce temps.

Un domaine où des progrès sont attendus est l'implication des hommes et des garçons dans le processus de promotion de l'hygiène ainsi que les programmes d'éducation à l'hygiène. En effet, l'hygiène est fondamentale pour assurer la sécurité et la durabilité de la distribution d'eau à usage domestique, dans la mesure où elle est directement rattachée à la façon dont les structures de distribution d'eau à usage domestique sont utilisées, ainsi que les priorités à noter suite aux suivis de fonctionnement. Pour parvenir à atteindre les hommes et les garçons, des canaux, des stratégies ainsi que des outils de communication appropriés culturellement doivent être identifiés et développés.

Aperçu Politique

Certes, de nombreuses politiques sont parvenues à communiquer le rôle des femmes, ou encore le partage des responsabilités entre femmes et hommes ; or elles sont démunies d'une orientation genre consistante et complète. Les préoccupations de genre se sont intégrées dans de nombreuses politiques dans le secteur national de l'eau ; il y a eu aussi une évolution notable des politiques en terme d'intérêt porté aux femmes dans le développement, et aussi celles qui incluent le concept d'intégration transversale du genre. Malgré tout, le genre n'est toujours pas transcrit dans la base des politiques et des législations (GWA, 2003).

Dans une perspective d'équité sociale, on peut observer que les inégalités constituent un problème majeur au sein des différents groupes, et parmi les femmes et les hommes appartenant à ces groupes. Peu de politiques formulées considèrent les deux combinaisons d'inégalité de genre et d'inégalité sociale, et ne les communiquent pas d'une manière détaillée. De nombreuses politiques font mention des approches participatives des systèmes de distribution d'eau à petite échelle gérée par les comités d'utilisateurs. Dans les domaines où les mesures adoptées donnent de la considération aux femmes, elles mettent en avant la

participation des femmes ou l'égalité entre les femmes et les hommes dans le processus de décision. Peu d'entre elles en l'occurrence font mention des groupes sociaux marginalisés ou le rôle des hommes inclus de manière tacite.

Les réformes dans le secteur de l'eau ont créés dans de nombreux pays beaucoup de nouvelles institutions, dont certaines incluent une cellule de genre, sans pour autant qu'elles aient eu un effet sur la manière dont les institutions fonctionnent. En Ouganda, une Stratégie de Genre dans le Secteur de l'Eau a été introduite en 2003 qui dresse un ensemble d'objectifs pour permettre l'intégration des femmes à tous les niveaux du processus de gestion de l'eau. Bien qu'il s'agisse d'une initiative louable, il reste difficile de mesurer les effets de cette stratégie sur le terrain. Il faut en effet accorder davantage de considération aux rôles et aux positions occupées par les hommes et savoir dans quelles mesures ils pourraient ou non soutenir les mesures pour l'amélioration de l'égalité des genres dans le secteur.

D'autres exemples positifs tels que les politiques d'actions affirmatives dans les régulations des ministères d'eau à Lesotho, Ouganda et en Afrique du Sud, spécifient le pourcentage des femmes qui devraient être employées parmi le personnel des ministères. La constitution Sud Africaine de 1996 stipule explicitement que tous les citoyens ont le droit d'avoir accès à une quantité minimum d'eau potable et à l'assainissement, et reconnaît l'égalité entre hommes et femmes. En République Dominicaine, il y a une régulation de l'Autorité Nationale pour l'Eau qui encourage la représentation des femmes dans les comités pour l'eau à hauteur de 40%.

Les Acteurs Clés dans le Secteur

Dans de nombreux pays, l'Etat s'est écarté du champ de l'approvisionnement en eau, et se concentre essentiellement sur les mesures de réduction de la pauvreté et la création d'un environnement plus favorable à d'autres acteurs pouvant fournir l'eau et l'assainissement. Les entreprises du secteur privé, et plus particulièrement les fournisseurs de petite taille de services locaux ont un rôle important à assumer. Cependant le cadre dans lequel ils opèrent devrait être clairement décrit. Cela est particulièrement le cas lorsque le secteur privé prend la relève dans les systèmes de distribution de l'eau en zone urbaine ou péri urbaine, et par conséquent là où les intérêts des communautés à faible revenu nécessitent une attention particulière.

Au sein des communautés et des ménages, les hommes, les femmes et les enfants sont responsables de différentes tâches en relation avec l'eau et l'hygiène. Les relations de pouvoir inégales façonnent les pratiques journalières. Au sein des ménages, différentes catégories de femmes détiennent des responsabilités différentes. Du fait de l'ignorance de ce qui attrait à l'hygiène dans certaines cultures, les belles-filles qui accomplissent le plus du travail de cuisine sont empêchées de se laver les mains ou d'utiliser les toilettes dans la mesure où c'est perçu comme un luxe qu'elles ne méritent pas.

L'implication des communautés locales dans le processus de planification, de mise en place, de suivi de fonctionnement et de maintenance (O&M) de la distribution d'eau potable est essentielle pour assurer la qualité et la durabilité des systèmes. Cependant, les hommes au sein des communautés ont tendance à dominer dans le système de prise de décision même si les femmes sont les principales utilisatrices d'eau. Les ONGs et les Communautés à base Communautaire (CBOs) ont à assumer des rôles clés dans la facilitation de la planification, de la mise en place, du suivi de fonctionnement et de la maintenance d'une manière équitable et sensible à la dimension du genre.

L'Intégration Transversale du Genre dans le Secteur

Le genre est un facteur critique pour garantir de la durabilité, et par conséquent le succès des projets de l'eau. L'intégration du genre est un moyen d'assurer une représentation adéquate des hommes et des femmes dans la mise en oeuvre, la maintenance et le fonctionnement ainsi que la gestion des programmes et des projets.

Certains des défis à relever pour l'intégration du genre dans le secteur de l'eau sont les suivants:

- Un besoin d'adopter une approche holiste en ce qui concerne les réformes de développement urbain et rural, afin d'autonomiser les femmes et leur ouvrir l'accès à la conception et la localisation des services en vue de répondre à leurs attentes économiques et domestiques.
- Un besoin d'associer les expériences des Organisations à base Communautaires CBOs et des ONGs à celles des communautés et gouvernements locaux pour assurer une distribution de l'eau, et pour soutenir le développement des micro entreprises dans la reformulation des politiques en vigueur.
- La promotion pour le développement du secteur privé dans le domaine des ressources naturelles devrait prendre en considération les connaissances des femmes ainsi que les activités de subsistance pour le développement économique.
- La nécessité de renforcer les capacités des secteurs professionnels dans le but d'intégrer le genre parmi les ONGs, CBOs, et les gestionnaires.
- Dans le but de faciliter la gestion d'une eau saine, les services d'eau et d'assainissement devraient être fournis moyennant un impôt juste et raisonnable. Les systèmes de paiement devraient être flexibles afin de montrer que les femmes et les hommes dans différents groupes économiques se caractérisent différemment en fonction de leurs sources de revenus et de leur mobilité.

Références

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. Gender Perspectives on Policies in the Water Sector. The Gender and Water Development Report 2003. GWA.

Introduction

Références

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. Gender Perspectives on Policies in the Water Sector. The Gender and Water Development Report 2003. GWA.

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. *The Gender and Water Development, Gender Perspectives on Policies*. Delft, Netherlands: Gender and Water Alliance. Available at: www.genderandwateralliance.org/english/annual.asp

Gender and Water Alliance, 2003. *Tapping into sustainability: Issues and trends in gender mainstreaming in water and sanitation. A background document for the Gender and Water Session, 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan*. Available at: <http://www.generayambiente.org/ES/articulosestudios/docs/gwalibro.pdf>

International Water and Sanitation Centre (IRC), 1994. Occasional Paper series. *Working with women and men on water and sanitation: An African Field Guide*.

Available from: <http://irc.nl>

Maharaj, Niala, 2003. *The Global Approach to water management: Lessons learnt around the globe*. Findings of an electronic conference series convened by the Gender and Water Alliance, Delft, Netherlands. Examines emerging lessons from 82 case studies on gender mainstreaming in the water sector. Available at: <http://www.genderandwateralliance.org/english/advocacy.asp>

WEDC, 2004. *The Gender Millennium Development Goal: What Water, Sanitation and Hygiene can do*. Briefing Note 4, London Water Engineering & Development Centre (WEDC) Available at: www.Iboro.ac.uk/well/

Wijk-Sijbesma, C. van, 1998. *Gender in water resources management: Roles and realities revisited*, Technical series 33-E, The Hague: International Reference Centre for Water and Sanitation.

Autres ressources

pS-Eau, 2003. *L'intégration du genre dans la gestion de quatre infrastructures Hydrauliques du Programme d'Appui Institutionnel au secteur Eau (PAI-Eau) dans la région de Sikasso, au Mali*. Helvetas Mali et le pS-Eau – Session « Gender in court », 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, mars 2003 <http://www.pseau.org/outils/biblio/ouvrages>

pS-Eau, 2003. *Projet hydraulique villageoise au Togo*. Helvetas Mali et le pS-Eau – Session « Gender in court », 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, Mars 2003. http://www.pseau.org/outils/biblio/ouvrages/genre_cas3_eau_togo.doc

pS-Eau, 2003. *Projet Eau et Assainissement en milieu Rural (PADEAR) au Bénin*. Helvetas Mali et le pS-Eau – Session « Gender in court », 3ème Forum mondial de l'eau, Kyoto, Mars 2003,

Le Programme d'Appui au Développement du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement en Milieu Rural PADEAR est un programme basé sur un modèle participatif. Dans le cadre de ce programme, l'implication des femmes à toutes les étapes de décision (depuis l'identification des besoins, la conception du projet jusqu'à la réalisation et à l'organisation de la gestion du projet) est une des stratégies privilégiées

http://www.pseau.org/outils/biblio/ouvrages/genre_cas4_eau_ass_benin.doc

Sidibe, M. and S. Dembele, 1990. *Collaboration au niveau du pays dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : une étude de cas République du Mali-Bamako* DNHE, CREPA, Ouagadougou.

Ressources Anglaises

ADB, *Checklist for water and sanitation*

This publication starts by discussing why gender is important in water supply and sanitation projects and goes on to list key questions and action points in the project cycle, and to explain gender analysis from project design to a policy dialogue.

Available at: http://www.adb.org/or/documents/manuals/gender_checklists/water/default.asp

Ahmed, S. 2002. "Mainstreaming gender equity in water management: institutions, policy and practice in Gujarat, India," in *Natural Resources Management and Gender: A Global Source Book*. Amsterdam: KIT (the Royal Tropical Institute) and Oxford: Oxfam.

Alter, R. C. 2001. *Water for People: Stories about People and Development in the Himalayas*, New Delhi: Orient Longman.

This is the story of a Himalayan community and their struggle for a better quality of life both for themselves and the environment which shelters them. Women in these mountain villages play a critical role in developing and maintaining community (piped) water supply schemes as well as addressing local health and education needs.

Colleen Lowe, Morna, 2000. *Mainstreaming gender in water and sanitation: Literature review for the South African Department of Water and Sanitation*, Gender Links.

This paper is a review of international, regional and national literature on mainstreaming gender in the water and sanitation, forms part of the study on gender mainstreaming. Commissioned by the South African Department of Water Affairs and Forestry (DWA).

The review is divided thematically as follows:

Key gender concepts

Key lessons of gender mainstreaming in water and sanitation

Best practices of gender mainstreaming in water and sanitation

Available at: <http://www.gdrc.org/uem/water/gender/genderingwatersanitation.pdf>

Danida, 1999. *Gender and Water Supply and Sanitation: Guiding Questions Working Paper*.

This document provides 'guiding questions' for the water supply and sanitation sector, including, health and hygiene promotion, and water resource assessment and promotion. It contains questions, actions and examples to include gender dimensions into various topics, including key areas in programme planning and implementation and in monitoring and evaluation.

Available at: UM Information Office, Ministry of Foreign affairs, Asiatisk Plads 2, 1448 Copenhagen. E-mail: info@um.dk

DFID, 2002. *Gender issues in the management of water projects*. Available at: http://www.wateraid.org/documents/g_gender_issues.pdf

DFID, WSP, India Case, Community Management field notes: *Sustainable community management of a multi-village water supply in Kolhapur, Maharashtra, India: Small Private Initiatives (SPI) in the water and sanitation in India*.

This is a series of field notes on small private initiatives in the water and sanitation sector in India. It is designed to document a few successful urban and rural experiences focusing on the poor.

DFID, 1998. *Guidance manual for water supply and sanitation programmes*.

A manual prepared by Water and Environmental Health at London and Loughborough and published by the Water Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, UK.

Available at: Water Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, UK

Diana, Makule, 1997. *Water and Sanitation for all: Partnerships and Innovations: Gender Perspective*. Ministry of Water, Tanzania.

The paper was presented in the 23rd WEDC Conference on gender issues in water and sanitation, the case of Tanzania. It provides an overview on the situation of water and sanitation to enable the reader

to comprehend the reality of what Tanzanian women are going through. The paper does not go into detail on the reason that sum up to the actual situation of water and sanitation in Tanzania.

Available at: Water Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, UK

FINNIDA, 1993. *Looking at gender, water supply and sanitation*. Finnish International Development Agency (FINNIDA), Helsinki

FINNIDA, 1994. *Looking at gender, water supply and sanitation*. Finnish International Development Agency (FINNIDA), Helsinki

IRC, International Water and Sanitation Centre, *Abstracts on women, water and sanitation*.

Annual annotated listing of new publications and resources (journal, articles, books, research publications and reports) that goes beyond sanitation issues and also gender and water. From 1998 it has become a web-based resource.

Available at: <http://www.irc.nl/products/publications/azw/index.html>.

InterAgency Taskforce on Gender and Water, The UN Commission on Sustainable Development, 12th Session. *A gender perspective on water resources and sanitation: Background Paper 12, 1996*.

Paper covers issues such as equitable access to resources, participation, resources mobilization, pricing and privatization, water resources and conflict. It also includes recommendations for actions by governments, communities and civil society as well as donors and international organizations.

Available at :

www.un.org/eas/sustdev/csd/csd12/documents/bgrounddocuments/bground2.pdf, www.Eldis.org/static

Khosla, Prabha, Christine Van Wijk, Joep Verhagen, and Viru Jmes, 2004. *Gender and Water*, Technical Overview Paper, IRC. Available at: <http://www.irc.nl/page/15499>

Rathgeber, Eva M, International Development Research Center, *Women, men, and water resource management in Africa*.

This paper examines some of the concerns that have motivated African governments and donors to become involved with water projects. Although there is a general recognition of the needs of “communities” for reliable water systems, it is argued that the different attitudes, perspectives, and the needs of women and men with respect to water access and use have been given little focussed attention by environmental planners and water resource managers in Africa. More specifically, it is suggested that throughout the 1970s and 1980s, although concerted efforts were being made to increasing water accessibility, little effort was made to integrate the economic roles of women into water resource planning.

Available at: <http://www.idrc.ca/books/focus/804/chap3.html>

Regmi, S.C and B Fawcett, 1999. “Integrating gender needs into drinking water projects in Nepal,” in C. Sweetman (ed.) *Women, Land and agriculture*, Oxford: Oxfam.

Regmi, S.C and B. Fawcett, 2001. “Men’s roles, gender relations, and sustainability in water supplies: Some lessons from Nepal”, in C. Sweetman (ed.) *Men’s involvement in gender and development policy and practice: Beyond Rhetoric*. Oxford: Oxfam working papers

Regmi, S.C. and B. Fawcett, 2001. *Gender implications of the move from supply-driven to demand-driven approaches in the drinking water sector: A developing country perspective*.

The paper was presented at the first South Asia Forum on Water, Kathmandu, November, 2001. The article argues that lack of gender in the international water policies can marginalise poor rural women

in the developing countries from the benefits of improved water services. Water supply improvements implemented under such policies neither empower women, a prerequisite for development, nor do they achieve sustainable practical benefits for women and men.

Singh, N, G. Jacks and P. Bhattacharya, 2005. "Women and community water supply programmes: An analysis from a socio-cultural perspective," *Natural Resources Forum*, Vol. 29, pp. 213-23.

Singh, N, P. Bhattacharya, G. Jacks and J. E. Gustafsson, 2004. "Women and modern domestic water supply systems: Need for a holistic perspective," *Water Resources Management*, Vol. 18, pp. 237-248.

UNICEF, 1998. *A Manual on Mainstreaming Gender in Water, Environment and Sanitation (WES) Programming*. Water, Environment and Sanitation Technical Guidelines Series, No 4. The manual represents gender policies & strategy frameworks based on UNICEF principles, details current issues in WES Programmes illustrates how gender issues relate to the sector using case studies, best practices and lessons learnt.

Available at: wesinfo@unicef.org

UN DESA, DAW, 2005. *Women 2000 and beyond: Women and Water. Gender perspective, Natural resources, Rights, Access, Sanitation, Health, Economics*. Available at: <http://www.un.org/womenwatch/daw/public/Feb05.pdf>

WEDC, 2004. *The Environmental Sustainability Millennium Development Goal, What Water, Sanitation and Hygiene Can Do: Briefing Note 6*, Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, U.K. Available at: <http://www.lboro.ac.uk/wedc/>

WEDC, 2004. *The HIV/AIDS Millennium Development Goal, What water, sanitation and hygiene can do: Briefing note 5*, Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, U.K. Available at: <http://www.lboro.ac.uk/wedc/>

WEDC, 2004. *The Child Health Millennium Development Goal, What water, sanitation and hygiene can do: Briefing note 3*, Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Loughborough University, U.K. Available at: <http://www.lboro.ac.uk/wedc/>

World Bank/Water and Sanitation Program Toolkit for Gender in WatSan Projects

This webpage provides some checklists of important gender issues to consider when developing projects and sectoral programs. It also has indicators and checklists to help address key gender issues throughout a project cycle. Additional resources including briefing notes on Gender and Development, Toolkits, GenderStats, and training material are provided as weblinks and downloadable (pdf) files.

Available at: <http://www.worldbank.org/gender/resources/checklist.htm>

White paper on Water Policy, South Africa, 1997.

Paper represents the policy of the South African Government. It focuses on important part of the review and reform of the water law in South Africa.

Available at: http://www.policy.org.za/html/govdocs/white_paper.html#contents

World Bank, 1999. *Rural Water Supply and Sanitation in India*. New Delhi: Allied Publishers.

Ressources Espagnoles

Espejo, Norah and Dr. Betty Soto, sin dato. *Género en el sector agua y saneamiento de la Región Andina: Hallazgos, Recomendaciones y Propuesta Estratégica*, Programa de Agua y Saneamiento Región Andina (PAS-AND), World Bank Office, Lima

Diagnosis of Gender in the Water Supply and Sanitation Area in Bolivia and Perú, to allow institutions and other organizations of the sector to mainstream gender effectively in WSS projects in the Region.

Disponible en:

<http://www.aprchile.cl/pdfs/Genero%20en%20el%20sector%20saneamiento%20andino.pdf>

Guzmán Esaine, Jessica Niño de, y Mercedes Zevallos Castañeda, sin dato, *Metodología e Instrumentos para su inclusión en Proyectos de Agua y Saneamiento*. Programa de Agua y Saneamiento, América Latina y el Caribe, World Bank Office, Lima. Disponible en:

http://www.aprchile.cl/pdfs/and_genero.pdf

3.6. Le Genre et la Privatisation du secteur de l'Eau

Introduction

Le contexte de la récession économique globale de la fin des années 70 et du début des années 80, a entraîné une révision des politiques de prêts par les donateurs internationaux tels que la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire Internationale (FMI), exigeant aux pays candidats aux prêts d'entreprendre des ajustements macro économiques, une stabilisation économique et de mettre en œuvre des politiques de développement par les marchés. La crise économique du début des années 80 ainsi que l'évolution mondiale du début des années 90 vers un système d'économie de marché, a entraîné une prise de conscience de l'inefficience des entreprises publiques et le rôle à considérer du secteur privé dans le développement et la croissance économique. Ceci a été le point de départ de la vague actuelle des privatisations des entreprises nationalisées, des sociétés publiques et de leurs services.

Il a été discuté le principe selon lequel les financements et investissements privés devaient être combinés aux efforts du gouvernement afin de répondre aux défis considérables que constitue la croissance durant la prochaine décennie de la demande en consommation d'eau potable et d'assainissement. Aussi, en prenant le cas d'une société traditionnelle du Sud, 40% à 60% de l'eau est perdue du fait des fuites et des 'vols' ; il était donc attendu des privatisations de venir à bout de ces pertes et d'accroître l'efficacité du système de distribution de l'eau. Dans une perspective d'accroissement rapide de la population urbaine, il est important de comprendre dans quelle mesure la privatisation peut affecter les pauvres, et plus particulièrement les femmes en situation de pauvreté, et comment les effets négatifs peuvent être communiqués.

Le Droit Fondamental d'Accès à l'Eau

En Novembre 2002, les Comité des Nations Unies pour les Droits Economiques, Sociaux, et Culturels (dans son Commentaire Général 15) a stipulé que l'accès à une quantité adéquate d'eau propre pour les usages personnels et domestiques est un droit fondamental propre à tous. Ce Commentaire statue également sur l'obligation des Etats d'œuvrer progressivement vers la proclamation de ce droit, et cela sans discrimination ; ceci doit garantir un accès physique pour tous d'une quantité minimale d'eau, qui soit à la fois suffisante et sécuritaire, dans le but d'en faire usage dans des tâches personnelles et domestiques. L'eau est à considérer comme un bien culturel et social, et non pas uniquement comme un bien économique - communément reconnu comme étant sa fonction primaire. Par conséquent, les pays ne devraient pas dépendre des marchés, du secteur privé ou encore prendre des mesures de réduction des subventions, mais devraient fournir un accès universel à des quantités minimums d'eau potable et à des structures d'assainissement.

Les coûts induits par la privatisation

Bien que la privatisation ait toujours été employée pour assurer un transfert des services en eau du secteur public vers le secteur privé, cela signifiait parallèlement que les gouvernements devaient prendre de nouvelles mesures de régulation des entreprises privées ou devaient compenser dans le domaine de la sécurité sociale - domaine qui était antérieurement considéré comme faisant partie de ses fonctions régaliennes. Par ailleurs, les entreprises du secteur privé peuvent chercher à récupérer leurs investissements, sans vision à long terme au delà de la période contractuelle, ou se retirer du marché s'ils ne parviennent pas à dégager les marges prévues. Dans ce cas, le fonctionnement et la maintenance sont susceptibles d'en être affectés, et les gouvernements factureraient cette négligence.

Malgré tout ce qui a été écrit et dit sur la privatisation des services essentiels tels que la distribution d'eau potable et l'assainissement, il y a peu d'information quantitative disponible mesurant l'impact réel des privatisations sur les femmes, à la différence des hommes. Cependant, il existe une grande disponibilité d'informations sur les capacités des femmes à résister à l'expropriation privée de leurs droits fondamentaux.

Les impacts de la privatisation sur le genre

Les expériences évoquées généralement soulignent trois impacts sur le genre :

- La privatisation peut avoir un impact plus négatif sur les femmes qui travaillent dans le secteur privé
- La privatisation signifie entre autres un accroissement du tarif lié à l'utilisation d'eau et par conséquent affecte les personnes en situation de pauvreté, et plus particulièrement les femmes pauvres et les femmes dirigeant leur foyer.
- La privatisation ne parvient pas à prendre en compte les expériences de gestion de l'eau dans les communautés, ni à adopter une perspective de genre.

Afin de maximiser les profits, les entreprises privées essaient de recouvrer leur capital de départ le plus rapidement possible en augmentant les tarifs sur l'utilisation d'eau, en réduisant les salaires et les emplois ; ces mesures touchent en premier plan les femmes et les travailleurs non qualifiés. Ceci se produit particulièrement dans les pays où les gouvernements n'ont pas renforcé les droits du travail ni entrepris d'autres régulations, et où le pouvoir de négociation des syndicats et autres associations demeure faible. Ainsi, et dans le but de prévenir l'apparition de ces situations, les gouvernements devraient entreprendre des analyses plus approfondies de l'impact de la privatisation sur les personnes qui travaillaient dans des entreprises publiques d'assainissement et d'eau

La privatisation des services de distribution d'eau peut avoir un effet fortement négatif sur le niveau des services aux ménages pauvres, et plus particulièrement sur des femmes dirigeant leur foyer :

- Afin de maximiser les retours sur investissement, les entreprises privées favoriseraient davantage les investissements dans des zones qui pourraient s'en passer, négligent les quartiers pauvres et habitats illégaux en particulier.
- Un accroissement dans les tarifs reliés à l'eau peut engendrer une interruption des services rendus aux ménages défavorisés. Les jardins potagers, qui non seulement génèrent des revenus aux femmes mais aussi servent à la consommation de leur famille, sont également affectés lorsque les tarifs liés à l'utilisation de l'eau augmentent
- Les schémas de privatisation qui accordent aux entreprises privées la possibilité de fournir les services de distribution d'eau potable peuvent gravement affecter le système d'eau potable des communautés, dans lesquels les femmes contribuent de manière significative en terme de travail. Il s'agit d'une forme d'expropriation des sources d'eau péri-urbaines et dans les communautés rurales.

Le coût réel des services de distribution d'eau et l'augmentation des tarifs sur l'utilisation de l'eau résultant de la privatisation

Au Chili, des recherches ont été menées sur la variation moyenne des tarifs d'utilisation de l'eau imposé par les entreprises d'eau et d'assainissement à travers le pays depuis que les services en eau et assainissement ont été privatisés en 1990. L'étude révèle que 68% des recettes des tarifs de l'eau, devraient être investit dans des actions d'amélioration des systèmes et/ ou des services –favorisant la réduction des pertes, l'introduction de technologies, le renouvellement des équipements, etc.- ne l'ont pas été, selon les chiffres et les résultats de ces entreprises montrés par les indicateurs et les statistiques du corps de régulation, et ce même si ces entreprises privées se sont engagées à en faire autant. L'étude a également montré que les tarifs d'utilisation de l'eau ont augmenté entre 1983 et 2003, à savoir de 314% en 14 ans. Si l'on considère qu'un foyer sur trois a sa tête une femme, l'impact est dramatique sur plus de cinq millions de personnes dans la mesure où ils comptent sur les femmes pour assurer leur subsistance.

Cette situation prend également en compte l'impact négatif d'une consommation d'eau de mauvaise qualité ou contaminée sur la santé, ce qui entraîne une augmentation des maladies en relation avec l'eau. Ceci est particulièrement crucial pour les femmes âgées et les enfants qui sont à la tête de ménages dans des zones infectées par le Sida en Afrique. Enfin, lorsque les tarifs d'utilisation de l'eau croissent, les femmes sont dans l'obligation d'allouer une forte part des revenus de leurs ménages pour payer les factures, au détriment de la nourriture, la santé, l'habillement et l'éducation. La combinaison de tous ces facteurs risque de fortement affecter les femmes en situation de pauvreté.

La Guerre pour l'Eau à Cochabamba, Bolivie, en 2000

Cette importante manifestation, au cours de laquelle les femmes ont joué un rôle majeur dans la défense des droits d'accès à l'eau, ne concernait pas uniquement les questions liées aux utilisateurs urbains d'eau qui luttait contre la hausse des tarifs liées à l'utilisation d'eau ; Le combat allait bien au-delà de cela : en effet, la privatisation du secteur de l'eau dans un pays tel que le Bolivie – qui compte approximativement 40% de sa population rurale vivant essentiellement d'une agriculture de subsistance, et près de 70% de la population indigène vivant dans des communautés pauvres ayant une notion traditionnelle de la gestion communautaire de l'eau – est allé à l'encontre des droits d'accès à l'eau pour la population indigène, et a de plus affecté leur système de gestion autonome, système alternatif qu'ils ont mis au point du fait de l'incapacité du gouvernement à leur fournir ce service. Ce qui a d'autant plus alimenté cette lutte a été le vote par le gouvernement de la loi autorisant la privatisation de ce secteur sans avoir consulté son peuple au préalable.

Telle que mentionnée dans le cas ci-dessus, la privatisation peut avoir des conséquences néfastes sur les populations indigènes, et les femmes vivant autant en milieu péri urbain que rural, qui sont d'habitude tenues de fournir l'eau et la nourriture à leurs foyers. Par conséquent, elles sont fortement affectées par la dégradation des ressources en eau causant par la suite une destruction de l'écosystème.

Conclusions :

Certes, les personnes, y compris celles vivant dans la pauvreté, sont disposées à déboursier une somme raisonnable et juste afin de pouvoir bénéficier d'un service de qualité. Cependant, des règles et des régulations claires sont nécessaires pour assurer que la privatisation n'ait pas d'impact négatif sur les ménages pauvres, et plus particulièrement sur les femmes et celles détenant une position de chef de foyer.

Références

African Women's Economic Policy Network (AWEPON), 2003. *Study on the Privatisation of Water*.

Available at: <http://www.awepon.org/Reports/water%20report.doc>

Alegria, María Angélica and Eugenio Celedón, 2004. *Analysis of the Privatization Process of the Water and Sanitation Sector in Chile*. Project: Commercialisation, Privatisation and Universal Access to Water, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).

Available at:

[http://www.unrisd.org/unrisd/website/projects.nsf/\(httpAuxPages\)/B9983741A6570E17C1256F41003D599A?OpenDocument&category=Case+Studies](http://www.unrisd.org/unrisd/website/projects.nsf/(httpAuxPages)/B9983741A6570E17C1256F41003D599A?OpenDocument&category=Case+Studies)

Alegria, María Angélica, & Celedón, Eugenio, 2005. 'Privatización de los sistemas de agua potable y saneamiento urbanos en Chile', *REGA, Revista de Gestión del Agua en América Latina*, Global Water Partnership South America, Vol. 2.

Alegria, María Angélica, 2003. 'Privatización de las Empresas Sanitarias en el Mundo: Lecciones Aprendidas', *Octavas Jornadas CONAPHI CHILE, La Serena*. Available at: <http://www.aprchile.cl/pdfs/privatizacion%20sanitarias.pdf>

Amenga-Etego, R., 2003. *Water privatisation in Ghana: women under siege*. ISODEC, Integrated Social Development Centre, Accra, Ghana, 2003.

Available at: http://www.isodec.org.gh/Papers/water_women%27srights.PDF

Comité de Mujeres de la Alianza Social Continental, 2004. *Las Mujeres en Defensa del Agua como Derecho Humano Fundamental*. Available at:

http://www.comitemujeresasc.org/publicaciones/Cartilha_del_Agua.pdf

Gender and Water Alliance, *Gender and Water Development Report 2003: Gender Perspectives on Policies in the Water Sector*, ISBN Paperback 1 84380 021 7. Pp. 10-11.

<http://www.genderandwateralliance.org/reports/GWA%20Annual%20Report.pdf>

International Labour Office (ILO), 2001. *The Impact of Decentralization and Privatization on Municipal Services*. Discussion Paper for the Joint Meeting on the Impact of Decentralization and Privatization on Municipal Services, Geneva, October 2001.

Available at:

<http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/techmeet/jmms01/jmmsr.pdf>

Kikeri, Sunita and Aishetu Fatima Kolo (2005) “*Privatization: Trends and Recent Developments*”,
World Bank Policy Research Working Paper 3765, November 2005. Available at:
http://wdsbeta.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2005/11/08/000016406_20051108153425/Rendered/PDF/wps3765.pdf

Safo, Amos, 2003. *The effects of water privatization on women*. Great Lakes Directory.
Available at: http://www.greatlakesdirectory.org/articles/0603_women.htm

Stinson, Jane, “*Privatization of Public Services: What does it Mean for Women?*”, The Canadian Union of Public Employees (CUPE), 2004.
Available at: http://www.cupe.ca/updir/Privatization_of_Public_Services_-_What_does_it_Mean_for_Women.pdf

UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 2002. *Substantive Issues Arising in the Implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. General Comment No. 15. The Right to Water (Arts. 11 and 12)*. Twenty-ninth session. Geneva, November 11-29.
Available at:
<http://correo.moptt.cl/exchweb/bin/redirect.asp?URL=http://www.unhchr.ch/html/menu2/6/gc15.doc>

White, Melissa, 2003. *Gender, Water and Trade*. International Gender and Trade Network.
Available at: http://www.igtn.org/pdfs/149_waterfs03.pdf

Autres Ressources

Bennett, Vivienne, 2005. “Gender, Class, and Water: The Role of Women in the Protests Over Water,” in *The Politics of Water: Urban Protest, Gender, and Power in Monterrey, Mexico*. University of Pittsburg Press, 1995, ISBN: 0822939088, Pub. Date: 11/1/1995
Publisher(s): Univ of Pittsburgh Pr (Tx).

Evans Barbara, Joe McMahon and Ken Caplan, 2004. *The Partnership Paperchase: Structuring Partnership Agreements in Water and Sanitation in Low-Income Communities*, publication of Building Partnerships for Development, www.bpdws.org
Available at: <http://www.bpd-waterandsanitation.org/english/docs/paperchase.pdf>

Green, Joanne, © Tearfund and WaterAid, 2003, *Advocacy Guide: private sector involvement in water services*
To inform and equip NGOs and other civil society organisations to engage with water policy reform processes that involve the private sector.
Available at:
<http://www.tearfund.org/webdocs/Website/Campaigning/Policy%20and%20research/Advocacy%20guide%20to%20private%20sector%20involvement%20in%20water%20services.pdf>

Heinrich Böll Foundation, 2003. “*Water Privatisation from a Gender Perspective*”. Heinrich Böll Foundation, Thailand and South East Asian Regional Office. Available at:
http://www.hbfasia.org/southeastasia/thailand/downloads/water_privatization.pdf

Meinzen-Dick, Ruth, et al., 1997. *Gender, Property Rights, and Natural Resources*. Food Consumption and Nutrition Division, FCND Discussion Paper No. 29.
Available at: <http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/dp29.pdf>

Ndow, Sirra, No date. *Access to Water as a Basic Human and Gender Right: The EU Position at the WTO*. Network of African Women Economists.
Available at:
<http://www.wtoconference.org/Sirra%20Ndow%20Brussels%209.11.2005.pdf>

Samson, Melanie, 2003. *Dumping on women: Gender and privatisation of waste management*. Municipal Services Project (MSP) and the South African Municipal Workers' Union (SAMWU).
Available at: http://www.queensu.ca/msp/pages/Project_Publications/Books/DOW.pdf

SAMWU, Municipal Services Project, 2002. *Privatization is a Gender Issue!* Report Back, Gender and Local Government Research and Capacity Building Project National Workshop, Durban, South Africa.
Available at: <http://www.queensu.ca/msp/pages/Conferences/Gender.htm>

Shiva, V. (2002) *Water Wars: Privatisation, Pollution and Profit*, New Delhi: India Research Press.

UNIFEM at a Glance: Women and Water (privatisation case studies):
www.unifem.org/attachments/stories/at_a_glance_water_rights.pdf

White, Marceline, 2001. *Como afectará el ALCA a la mujer?* Women's EDGE. Available at:
http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/ftaa/noticias_nl/mujer.htm

Women's Environment and Development Organization (WEDO), 2003. *Diverting the Flow: a Resource Guide to Gender, Rights and Water Privatization*.
Available at: <http://www.wedo.org/files/divertingtheflow.pdf>

World Bank, 2004. Draft book: *Approaches to private participation in water services-A toolkit*, funded by the Public-Private Infrastructure Advisory Facility, the World Bank, and the Bank-Netherlands Water Partnership. Available at:
http://www.indepen.co.uk/panda/docs/water_services_toolkit.pdf

Ressources Espagnoles

Peredo Beltrán, Elizabeth, 2003. *Mujeres del Valle de Cochabama: Agua, privatización y conflicto*. Global Sigue Papers N°4, Spanish Version.
Disponible en:
<http://www.boell.de/downloads/global/Agua,%20privatizacion%20y%20conflicto.pdf>

Rivera, Mariela Rivera, 2003. *El libre comercio y la privatización de los servicios básicos: Privatización del agua en Colombia: Impactos en mujeres, niñas, niños y familias* ponencia presentada en el Foro de las Mujeres frente a los acuerdos comerciales, Cancún. Disponible en:
http://www.radiofeminista.net/sept03/notas/priv_agua.htm

Sites web principaux

Jiyad, Ahmed M., 1996. *The social balance sheet of privatization in the Arab countries*, Centre for Developments Studies, Universitas Bergensis, Chapter: Gender Issues under Privatization. Available at: <http://www.fou.uib.no/fd/1996/f/712004/index.htm>

Ninan, Ann, 2003. "Private Water, Public Misery," India Resource Centre, e-publication. Available at: <http://www.indiaresource.org/issues/water/2003/privatewaterpublicmisery.html>

Public Citizen. *Gendered Perspectives on Water Privatization: Case Studies from around the World*. <http://www.citizen.org/cmep/Water/gender/>

Women's Human Rights Net. *Women and Water Privatisation*. <http://www.whrnet.org/docs/issue-water.html>

3.7. Genre, eau à usage agricole et irrigation

Pourquoi l'aspect genre est-il important en agriculture?

Les systèmes agricoles et les rôles, les relations et les responsabilités des hommes et femmes engagés dans l'agriculture diffèrent selon les contextes agro-écologiques et culturels. Alors que les femmes jouent un rôle critique en agriculture, dans les pays en voie de développement représentant environ 70 à 80% de la récolte vivrière en Afrique Sub-Saharienne, 65% en Asie et 45% en Amérique Latine (Banque Mondiale, 1996), gérant la terre, les ressources en eaux et le bétail, souvent seule en l'absence des hommes, elles ne sont souvent pas reconnues comme « agricultrices ».⁵ Les normes sociales, les dispositions institutionnelles et la libéralisation grandissante des marchés agricoles (Baden 1998) ont un impact sur les disparités reposant sur l'aspect genre.

Dans la plupart des pays en voie de développement, les femmes n'accèdent pas à la propriété des terres soit comme propriété privée (héritage), soit comme droits d'usufruit sur les ressources communes ou l'achat/location directe sur le marché, ce qui influe sur leurs stratégies de subsistance, sur leur sécurité alimentaire et leur statut social (Agarwal 1994). La jouissance indépendante ou jointe de la terre peut permettre aux femmes d'accéder à des crédits agricoles auprès des banques en leur propre nom ou d'accéder à des services de vulgarisation agricole et des systèmes d'information qui ciblent typiquement les hommes. Quoique importantes pour les pauvres et les gens qui ne possèdent pas des terres, les réformes agraires, dans plusieurs pays, ne ciblent que les chefs de famille de sexe masculin excluant les femmes de la propriété de la terre, ce qui affecte plus tard leurs prétentions à l'eau d'irrigation et à la participation aux institutions communautaires (Deere et Leon 1998, van Koppen 1998).

Genre et accès à l'irrigation

L'agriculture irriguée fournit environ 40% de la nourriture à travers le monde et consomme 75% des ressources mondiales renouvelables en eau (GWA 2003: 30). Toutefois, alors que la plupart des agriculteurs comptent sur les systèmes traditionnels d'irrigation, les investissements en irrigation à travers le monde ont tendance à mettre l'accent sur les projets de grande envergure (barrages, canaux) profitant aux agriculteurs riches souvent au dépend des petits agriculteurs marginaux qui sont délogés, expulsés ou expropriés (www.fao.org/sd). Ces projets associés à la micro-irrigation privée utilisée de façon intensive (sondages, puits profonds) ont provoqué des dégâts environnementaux sérieux comme l'exploitation des eaux et l'invasion d'eau salée ainsi que la compétition pour la disponibilité et la qualité de l'eau à usage domestique. La surexploitation des eaux souterraines et la pollution grandissante à cause de la filtration des engrais et des pesticides obligent les femmes (et les filles) à aller plus loin pour ramener une eau saine qu'elles utilisent dans leurs tâches domestiques.

Les plans et les politiques d'irrigation ne prennent, généralement, pas en considération les besoins et les priorités qui diffèrent entre hommes et femmes puisqu'ils mettent l'accent sur la construction et la maintenance des systèmes, la bonne distribution de l'eau et une meilleure récolte agricole plutôt que sur la nature des cultures ou l'impact de l'irrigation sur les marchés du travail ou la co-existence d'usages productif et d'autres de consommation d'eau (Clever

⁵Bien que la vue d'ensemble de ce secteur met l'accent principalement sur l'eau d'irrigation, la contribution de l'eau à l'élevage de bétail est importante (Hoeve et van Koppen 2005). Les relations homme/femme en matière de bétail varient selon les différents contextes culturels ; les femmes prennent, en général, soin du bétail et ont besoin d'accéder à l'eau pour effectuer plusieurs tâches y compris la culture du fourrage, le lavage des buffles, l'entretien de la laiterie, les mises bas et le nettoyage des abris (Upton 2004).

1998). Par exemple, les petites cultivatrices dans les zones agricoles pluvieuses d'Afrique utilisent moins d'eau pour les cultures vivrières que les systèmes agricoles mâles qui cultivent un ou quelques produits qui comprennent souvent des cultures « sèches » comme le sucre et riz. Mais de plus en plus, le choix des cultures, surtout en période de sécheresse prolongée, dépend d'autres facteurs comme l'accès à la main d'œuvre (plusieurs hommes migrent) et l'énergie des bêtes de trait qui sont affectées par la rareté de l'eau (manque de fourrage et d'eau pour faire boire et pour laver les bêtes).

Les tentatives récentes pour déléguer la gestion de l'irrigation au niveau local comme par exemple les politiques de gestion participative de l'irrigation ne ciblent que les propriétaires terriens et plus spécialement les chefs de familles de sexe masculin membres des Associations d'usage d'eau qui prennent les décisions en matière de distribution et de gestion d'eau. Le ménage rural est perçu comme une unité d'intérêts conformes plutôt que conflictuels et les femmes dans ce modèle sont considérées comme étant des bénéficiaires indirectes à travers les droits de leurs maris sur l'eau.

Néanmoins, les femmes peuvent partager avec leurs maris des besoins en eau similaires pour le lopin de terre familiale, c'est à dire suffisamment d'eau pour cultiver un ou plusieurs produits par an mais, elles peuvent avoir un avis différent quant au moment le plus favorable pour l'accès à l'eau (Zwarteveen 1997). Les femmes doivent souvent allier tâches domestiques et irrigation et elles font souvent face à des difficultés pour irriguer pendant la nuit surtout quand elles sont célibataires à cause des normes sociales définissant la mobilité et les soucis de sécurité. Les ménages dirigés par des femmes doivent souvent employer un homme pour apporter son aide en matière d'irrigation ou dépendent des réseaux sociaux de la famille ou des amis durant la haute saison. En plus, les cultivatrices qui cultivent les mêmes produits que les hommes et qui normalement ont le droit d'accéder à la même quantité d'eau ont des difficultés à revendiquer ce droit surtout en période de sécheresse.

L'irrigation peut, quelques fois, causer une insécurité alimentaire à cause du passage à des récoltes destinées à la vente accentuant la dépendance du ménage du marché et dévaluant les systèmes de connaissances indigènes. En Gambie, par exemple, les pratiques et les connaissances traditionnelles de culture du riz dans les marais sont en perte à cause de l'utilisation de plus en plus des terres pour la culture des fruits et des légumes à l'export (www.fao.org/gender). Une recherche effectuée au Malawi a montré que les enfants des fermiers cultivant des récoltes destinées à la vente sont moins bien nourris que les enfants des petites fermières.

L'irrigation a aussi un impact sur la participation de la main d'œuvre féminine offrant aux femmes des opportunités de travail sur les terres de leurs maris (travail supplémentaire et non rémunéré) ou comme ouvrières agricoles dans les terres appartenant à de grands propriétaires terriens. En même temps, l'introduction de l'irrigation dans les zones sèches ou pluvieuses peut réduire la migration, surtout féminine, puisqu'elle permet de cultiver une deuxième ou même une troisième récolte (Ahmed 1999). Les femmes ont aussi recours à l'eau d'irrigation pour d'autres utilisations, comme l'abreuvement du bétail, la lessive et le lavage des ustensiles dans les canaux ou l'arrosage des potagers.

La technologie sensible à l'aspect genre est un autre facteur important, mais souvent négligé, pour rehausser l'accès de la femme à l'irrigation. Dans une étude sur l'agriculture périurbaine à Nairobi qui est un moyen grandissant pour générer des revenus, plusieurs femmes ont trouvé

que les pompes à eau sont très coûteuses et difficiles à gérer et à manipuler (Hide et Kamani 2000). Les femmes se trouvent exclues des réseaux masculins, faisant la queue pour les réparations et les pièces de rechange (Chancellor et al. 1999). Par contre, dans les zones riches en eau à l'Est de l'Inde, l'organisation à but non lucrative « International Development Enterprise (IDE) » a changé sa stratégie marketing basée sur l'étude du marché ciblant l'acquisition et la maintenance de pompes à commande au pied au profit des petites fermières marginalisées (Prabhu 1999).

Intégrer l'aspect genre dans les institutions communales de gestion de l'irrigation

Malgré la reconnaissance grandissante des différents besoins des femmes qui pratiquent l'irrigation, leur participation aux associations de gestion de l'eau est limitée ou inférieure à celle des hommes pour plusieurs raisons sociales et institutionnelles. L'adhésion à ces associations est souvent limitée aux propriétaires de terres irriguées ou aux chefs de familles ou quelques fois, une combinaison de ces deux critères. Ces deux catégories englobent plutôt des hommes et les cultivatrices ne sont pas éligibles à l'adhésion bien qu'elles gèrent les terres et les cultivent en l'absence des hommes qui ont immigré. Les changements des politiques indiennes de délégation en matière d'irrigation stipulent, de plus en plus, des quotas réservés à des femmes dans le Comité Exécutif des Associations d'utilisateurs d'eau (WUA) même si elles ne sont pas officiellement membres. Une telle situation ne donne pas le droit de vote aux femmes mais elle leur permet d'exprimer les soucis des fermières et des cultivatrices comme, par exemple, les horaires de disponibilité de l'eau. Les femmes célibataires, les veuves et les femmes des foyers marginalisés se sentent plus à l'aise en abordant des membres femmes du Comité pour exprimer leurs problèmes et les femmes sont, en plus, plus efficaces pour la collecte des contributions pour l'usage de l'eau et pour résoudre les conflits au sein du WUA.

Toutefois, les croyances dominantes concernant les comportements masculins et féminins appropriés, par exemple prendre la parole dans une réunion publique devant des mâles plus âgés, limitent la participation active des femmes dans le contexte agraire sud asiatique. Dans le plan d'irrigation Chhattis Mauja au Népal, les femmes ont déclaré qu'elles n'ont jamais participé aux réunions de l'Association d'utilisateurs d'eau pour exprimer leurs soucis et leurs besoins. Plusieurs de ces femmes trouvent plus de facilités à « voler » l'eau plutôt qu'à participer à des structures institutionnelles formelles (Zwarteveen et Neupane 1996). Les usagers urbains de l'irrigation dans plusieurs villes africaines préfèrent ne pas officialiser leurs activités parce que, pour plusieurs d'entre eux, il s'agit d'une activité opportuniste et pour d'autres (dont une majorité de femmes) c'est une activité illégale. Des femmes urbaines pauvres en Gambie et en Zambie cultivant des jardins de groupe sur des terrains dont elles ne possèdent pas la propriété (récupérés sur des lits de rivières) ont un accès limité aux robinets d'eau et utilisent donc les eaux usées rejetées par les usines de traitement.

Alors que l'accès à l'irrigation constitue clairement une source de pouvoir et de conflit, le rôle des facilitateurs externes, qui sont sensibles à l'aspect genre, dans le renforcement des capacités et des processus de communication afin d'encourager l'articulation des obligations et des droits, est quant à lui très critique. Des exemples de «la construction sociale» de l'irrigation dans la communauté des Andes de l'Equateur illustrent l'importance de la prise de décision impliquant divers groupes sociaux (Boelens et Appolin 1999). Les Outils du secteur de l'irrigation développés par la FAO (2001) ont mis à la disposition des ingénieurs, des agences gouvernementales, des ONGs et des cadres de planification participative qui peuvent améliorer la performance des plans d'irrigation tout en renforçant la position des femmes rurales et des groupes défavorisés. En plus, plusieurs organisations de la société civile commencent à utiliser

les « modèles » des associations d'eau dans lesquels la participation des femmes et d'autres groupes marginalisés a fait la différence dans la gestion durable de l'eau pour l'agriculture et dans les négociations sur les changements à apporter aux législations, essentiellement, pour ne plus lier l'accès à l'eau à la propriété de la terre.

Références

Agarwal, B, 1994. *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge: Cambridge University Press.

Ahmed, S, 1999. "Changing gender roles in irrigation management: Sadguru's lift-irrigation co-operatives," *Economic and Political Weekly*, 34(51), pp. 3596-3606.

Boelens, R. and F. Appolin, 1999. *Irrigation in the Andean Community: A Social Construction*. An audio-visual resource published in English and Spanish by IWMI, Colombo. Available at: iwmipublications@cgiar.org

Chancellor, F., Hasnip, N. and D. O'Neill, 1999. Gender-sensitive Irrigation Design (Part 1), OD143, HR Wallingford Ltd., OX10 8BA, UK.

Cleaver, F, 1998. "Incentives and informal institutions: Gender and the management of water," *Agriculture and Human Values*, 15, pp. 347-360.

Deere, C.D. and M. Leon, 1998. "Gender, land and water: From reform to counter-reform in Latin America," *Agriculture and Human Values*, 15, pp. 375-386.

FAO 2001. Irrigation Sector Guide Socio-Economic and Gender Analysis Programme (SEAGA), Available at: <http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/IrrigationEn.pdf>

Hide, J. and J. Kamani, 2000. Informal Irrigation in the Peri-Urban Zone of Nairobi, Kenya, OD/TN 98, HR Wallingford, OX10 8BA, UK.

van Hove, E. and B. van Koppen, 2005. *Beyond fetching water for livestock: A gendered sustainable livelihood framework to assess livestock-water productivity*. (iwmi@cgiar.org).

van Koppen, B, 1998. "Water rights, gender and poverty alleviation: Inclusion and exclusion of women and men smallholders in public irrigation infrastructure development," *Agriculture and Human Values*, 15, pp. 361-374.

Prabhu, M, 1999. "Marketing Treadle Pumps to Women Farmers in India," *Gender and Development*, 7(2), pp. 25-34.

Upton, M. 2004. *The role of livestock in economic development in poverty reduction*. Pro Poor Livestock Policy Initiative. Working Paper no. 10, FAO

World Bank, 1996. *Toolkit on Gender in Agriculture*, Washington DC: World Bank Gender Analysis, Poverty and Social Policy Department (www.worldbank.org).

Zwarteveen, M, 1997. "Water: from basic need to commodity: A discussion on gender and water rights in the context of irrigation", *World Development*, (25) 8.

Zwarteveen, M. and N. Neupane, 1996. '*Free-riders or victims: women's non-participation in irrigation management in Nepal's Chhattis Mauja Irrigation Scheme*', Colombo: International Water Management Institute, Research Report no. 7.

Autres Ressources

Adato, M. and Meinzen-Dick, R. 2002. *Assessing the impact of agricultural research on poverty using the sustainable livelihoods framework*. FCND Discussion Paper 128. APTD Discussion Paper 89. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Ahlers, R. and S. Vlaar, 1995. *Up to the Sky: A Study on Gender Issues in Irrigation in Cambodia in the Provinces of Takeo and Pre Veng*, Ede (Netherlands): SAWA.

Babaker, B. and Abderrahmane, 1997. *Gender and participation in agricultural development planning: Lessons from Tunisia*, FAO.

Available at: www.fao.org/GENDER/Static/CaseSt/Tun/tun-e.thm

Bastidas, E.P, 1999. *Gender Issues and Women's Participation in Irrigated Agriculture: The Case of Two Private Irrigation Canals in Carchi, Ecuador*. (iwmi@cgiar.org)

By considering women as a heterogeneous group among the different water user groups, this report seeks to understand the factors that influence the involvement of *mestizo* (mixed race) women in irrigated agriculture in two private irrigation canals in the province of Carchi, Ecuador. After an introduction to the study area, this report describes the users, their needs, and the different water uses of the two irrigation systems. Further, the degree of women's involvement in irrigated agriculture is defined. Finally, factors that limit women's involvement in irrigated agriculture and their participation in water user associations are identified. A typology based on "household life stage" and household composition is used to explain women's involvement in irrigated agriculture. Water user's relation to the resource and women's previous rural/urban background are analyzed for the different types of households. Women's participation in agriculture was higher in female-headed households. In households where the couple had small children, women's participation in agriculture was limited by family obligations. In households where an old couple lived by themselves, women were either too old or too sick to participate as they used to in agricultural activities. Finally, in households where the couple had no small children, women preferred to engage in other activities where they could control their income. It was also found that women with a rural background are more likely to participate in agricultural activities than those with an urban background. The study suggests that it is only by taking a closer look at the intra-household dynamics and urban/rural background that affect women in each of the different types of households, that we can properly explain women's involvement in irrigated agriculture.

Bell, C, 2002. *Water for Production: An Overview of the Main Issues and Collection of Supporting Resources*, BRIDGE Report No. 64, Brighton: Institute of Development Studies.

This report provides key considerations and recommendations for development organizations working on water management issues. Further areas of research are also outlined. It also provides supporting resources to help agencies increase gender awareness in this sector and related sectors, including best practices, lessons learned, check lists produced by a variety of development organisations to aid gender awareness in the water sector.

Available at: <http://www.ids.ac.uk/bridge/>

Beyani, C, 2001. Key Issues; background papers. In: UNIFEM (eds.) *Women's land and property rights in situations of conflict and reconstruction*. A reader based on the February 1998 Inter-Regional Consultation in Kigali, Rwanda, New York: UNIFEM.

Bernal, V, 1988. *Losing ground: women and agriculture in Sudan's irrigated schemes: Lessons from a Blue Nile village*, in J. Davidson (ed.) *Agriculture, Women and Land. The African Experience*, pp 131-156, Boulder: Westview.

Boelens, R. and F. Appolin, 1999. *Irrigation in the Andean Community: A Social Construction*. An audio-visual resource published in English and Spanish by IWMI, Colombo.

This training kit and video provide insights into participatory processes used in gender-balanced, community-based rural development. The kit documents detailed steps involved in the inclusive planning of a technical irrigation project, and highlights how initial investments in infrastructure determine water rights for both women and men. Although the documentation notes that there are no blanket prescriptions, it does point out that: "an irrigation system is much more than a physical facility; it is a social construction. Therefore it is indispensable to undertake processes of research, capacity building and communication that will make it possible to inter-relate the participatory construction of infrastructure with the creation and consolidation of their organization, and with the system of rights and obligations."

Available at: iwmipublications@cgiar.org

Boelens, R. and M. Zwartveen, 2002. "Gender dimensions of water control in Andean irrigation," in Boelens, R. and P. Hoogendam eds. (2002) *Water Rights and Empowerment*, Assen (the Netherlands): Koninklijke Van Gorcum.

Bravo-Baumann, H, 2000. *Gender and livestock; Capitalisation of experiences on livestock projects and gender*. Working document, Swiss Agency for Development and Cooperation, Berne.

Chancellor, F., Hasnip, N. and D. O'Neil, 2000. *Gender Sensitive Irrigation Design*. Oxford: H R Wallingford Consultants (for DFID).

These six reports detail the findings of a research project into smallholder irrigation in southern Africa. The objective was to improve smallholder irrigation through greater gender-sensitivity in design and operation. The approach employed was to identify the gender-based constraints and opportunities in existing irrigation developments, investigate their origins and formulate strategies to reduce negative impacts and increase positive ones.

Cipollini, E, 2005. *Rapport d'évaluation sur la Performance de certains Groupements d'Intérêt Collectif d'irrigation en Tunisie, Projet de développement agricole et rural intégré Siliana – Tunisie*, Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Easton, P, and R. Margaret, 2000. "Seeds of Life: Women and Agricultural Biodiversity in Africa," in *Indigenous Knowledge Notes*, World Bank, August 23rd.

FAO, 1997. *Gender and Participation in Agricultural Development Planning: Key Issues from Ten Case Studies*.

Wide ranging case study examples from Africa, Asia and Latin America including national policy making, local level planning and projects focusing on livestock, forestry and conservation. The document covers entry points, tools and methods, capacity building, gender information, linkages and institutionalization. Summarizes key lessons learned and gives a list of best practice guidelines.

Available at: www.ifpri.org/2020/nw/report/2020nw-rp02.pdf

FAO, 1999. *Participation and Information: The Key to Gender Responsive Agricultural Policy*.

This document is a synthesis of several documents (including 10 case studies) which gives an overview of issues including: types of agricultural planning; tools and methods to analyse diversity; social and economic trends - impact on rural women's livelihoods and work. This document can be considered as a good introduction to the debate around policy making and planning.

http://www.fao.org/sd/seaga/index_ar.htm

Available at: www.fao.org/docrep/x2950e/x2950e00.htm

FAO, 2001. *Socio Economic and Gender Analysis (SEAGA) Irrigation Sector Guide*

The purpose of the guide is to support participatory planning of irrigation schemes and the integration of socio-economic and gender issues in the planning process. The ultimate aim is to improve irrigation scheme performance, while strengthening the position of rural women and disadvantaged groups. SEAGA is an approach to development based on an analysis of the socio-economic factors and participatory identification of women's and men's priorities and potentials. The objective of the SEAGA approach is to close the gaps between what people need and what development delivers.

The SEAGA approach has three guiding principles:

- 1) Gender roles are key;
- 2) Disadvantaged people are priority;
- 3) Participation is essential.

The Irrigation Sector Guide Irrigation is just one piece of the complete SEAGA Package. Three Handbooks are available that describe specific tools. The "Field-level Handbook" is written for development practitioners who work directly with local communities. The "Intermediate-level Handbook" is for those who work in institutions and organizations that link macro-level policies to the field level, including government ministries, trade associations, educational and research institutions and civil society groups. The "Macro-level Handbook" is for planners and policy makers, at both national and international levels. All three handbooks draw upon the concepts and linkages described in detail in the "SEAGA Framework and Users Reference".

Available at: <http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/IrrigationEn.pdf>

Hamdy A, 2002. *Role of Gender Issues in Water Resources Management and Irrigated Agriculture*, Proceedings of the CIHEAM/MAIBARI Special Session in the First Regional Conference on Perspectives of Arab Water Cooperation: Challenges, Constraints and Opportunities, Cairo.

Jackson C, 1998. "Gender, irrigation and environment: Arguing for agency," *Agriculture and Human Values*, 15, pp. 313-324.

Kabeer, N. and Tran Thi Van Anh, 2000. *Leaving the Ricefields but not the Countryside: Gender Livelihood Diversification and Pro-Poor Growth in Rural Vietnan*, Occasional Paper No. 13, Geneva: UNRISD.

Khadouja, M, 2005. *Law, Gender and Irrigation Water Management*, Faculté des Sciences Juridique, Politiques et Sociales, Ariana, Tunisia.

Van Koppen, B, 1998. *More Jobs per Drop: Targeting Irrigation to Poor Women and Men*. Amsterdam: The Royal Tropical Institute (KIT).

This book analyzes the role of governmental and non-governmental irrigation agencies in including or excluding poor men and especially poor women as right holders, using a review of literature from across the world plus two in-depth field studies on irrigation support for rice cultivation. In Southwest

Burkina Faso, where rice cultivation is a female cropping system, a state-financed rice valley development project is studied. In Bangladesh, where irrigated rice cultivation is a male cropping system, the focus is on NGO-supported ownership of private pumps by groups of functionally landless women who sell the water as well as using it to irrigate their own household land. This empirical basis is then used to identify factors that are critical to effective targeting of organizational, technical and financial support by agencies.

van Koppen, B, 1999. *Sharing the Last Drop: Water Scarcity, Irrigation and Gendered Poverty Eradication*, International Water Management Institute, Colombo, Sri Lanka.

van Koppen, B, 1999. "Targeting irrigation support to poor women and men," *International Journal of Water Resources Development*, 15(1/2), pp.121-140.

van Koppen, B, 2002. *A Gender Performance Indicator for Irrigation: Concepts Tools and Applications*, IWMI Research Report 59, Colombo: IWMI. <http://cgiar.org/iwmi/reps.htm>.

van Koppen, B, 2003. *Towards a Gender and Water Index*, Colombo: IWMI, E-Conference Paper, Available at: <http://www.genderwateralliance.org/english/econference.asp>.

van Koppen, B. and S, Mahmud, 1996. *Women and Water Pumps in Bangladesh: The impact of participation in irrigation groups on women's status*. London: Intermediate Technology Publications.

Koopman, J., Kweka, R., Mboya, M. and S.M. Wangwe, 2001. *Community participation in traditional irrigation scheme rehabilitation projects in Tanzania: Report of a collaborative research project*. Dar es Salaam: Irrigation Section, Ministry of Agriculture and Cooperatives.

This report presents the results of a collaborative research project involving Irrigation Section staff, the Economic and Social Research Foundation of Dar es Salaam, and villagers in three research sites in Tanzania. The research aimed at learning how government and NGOs can better support community participation in the rehabilitation projects and in the formation of irrigators' organizations. The research found compelling evidence that the participation of many different groups (men, women, owners, tenants) in the planning and implementation of rehabilitation projects and in the formation of irrigators' organisations enhances the technical, social, economic and environmental sustainability of irrigation schemes. It also found that the costs and benefits of rehabilitation are very unevenly distributed among farmers, but village-led efforts to increase equity, especially by giving landless groups more secure access to land, can significantly increase participation in the rehabilitation and the operation of schemes, which in turns improves the prospects for their sustainability.

Lorenzo Cotula, 2002. *Gender and Law: Women's Rights in Agriculture*, FAO Legislative Study No. 76.

This study analyses the gender dimension of agriculture-related legislation, examining the legal status of women in three key areas: rights to land and other natural resources; rights of women agricultural workers; and rights concerning women's agricultural self-employment activities, ranging from women's status in rural cooperatives to their access to credit, training and extension services.

Available at:

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/Y4311E/Y4311E00.HTM

Lokur-Pangare, V, 1998. *Gender Issues in Watershed Development and Management in India*. Agricultural Research and Extension Network, Paper 38, London: Overseas Development Institute. Available at: <http://www.genderandwateralliance.org/reports>

Merrey, D. and S. Baviskar, 1998. (eds.), *Gender Analysis and Reform of Irrigation Management: Concepts, cases and gaps in knowledge*, Colombo: IWMI.

Nirundon, Tapachai, 1990. *Women's participation in irrigation management: A case study of housewives in Huay Aeng Tank Irrigation Project, Thailand*. (unpublished thesis)

Housewives have played important role in the irrigation management particularly in vegetable and dry season cropping. Housewives have an opportunity to manage irrigation water only when their husbands were absent. Recommendations were: To provide education and information to the farmer housewives on objectives of the irrigation project and importance of the role of farmers. The RID official should encourage the farmer housewives to participate more in the meeting on irrigation water use. Opportunity should be given to housewives to participate in decision making on irrigation management.

Available at: (Wageningen UR Library)

http://sfx.library.wur.nl:9003/sfx_local?sid=SP:AR&id=pmid:&id=&issn=&isbn=&volume=&issue=&spage=&pages=&date=1990&title=&atitle=Women%20participation%20in%20irrigation%20management%3a%20A%20case%20study%20of%20housewives%20in%20Huay%20Aeng%20Tank%20irrigation%20project%2e&aurlast=Nirundon-Tapachai&pid=%3CAN%3E96079951%3C%2FAN%3E%3CAU%3ENirundon%20Tapachai%3C%2FAU%3E%3CDT%3EMonograph%3bNumerical%20Data%3bThesis%20or%20Dissertation%3bSummary%3bNon%20Conventional%3C%2FDT%3E

Patcharin, Laphanum, 1992. "Role of women in Northeast Thailand on water management: A case study at Banphua, Tambon Phralap, Amphoe Muang, Khon Kaen province, *Khon Kaen University Journal*, pp. 3-4. Available at: (Wageningen UR Library)

http://sfx.library.wur.nl:9003/sfx_local?sid=SP:AR&id=pmid:&id=&issn=&isbn=&volume=&issue=&spage=&pages=&date=1997&title=&atitle=%5bRole%20of%20women%20in%20Northeast%20of%20Thailand%20on%20water%20management%3a%20A%20case%20study%20at%20Banphua%2c%20Tambon%20Phralap%2c%20Amphoe%20Muang%2c%20Khon%20Kaen%20province%5d%2e&aurlast=PatcharinLaphanun&pid=%3CAN%3E2000064268%3C%2FAN%3E%3CAU%3EPatcharin%20Laphanun%3C%2FAU%3E%3CDT%3EMonograph%3bSummary%3bNon%20Conventional%3C%2FDT%3E

Razavi, S. (ed.) 2003. *Agrarian Change, Gender and Land Rights*, Oxford: Blackwell Publishing and Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.

Sarkar, S, 2001. "Water Women" *NewsReach*, the in-house journal of PRADAN. Available from: PRADAN: 3, Community Centre, Niti Bagh, New Delhi 110 049, India, E-mail: pradhan@ndb.vsnl.net.in [also revised version in Ahmed, S. (ed.) 2005, *Flowing Upstream: Empowering Women through Water Management Initiatives in India*, Delhi: Foundation Books and Ahmedabad: Centre for Environment Education.

Schenk-Sandbergen, L. and O. Choulamany-Khamphoui, 1995. *Women in Rice Fields and Offices: Irrigation in Laos – Gender-specific case studies in four villages*, Heiloo.

Shah, A, 1998. "Developing Rainfed Agriculture: Implications for Women," in C. Datar (ed.) *Nurturing Nature: Women at the Centre of Natural and Social Regeneration*, Bombay: Earthcare Books.

Pulley, T.A., Lateef, S. and A. Shrestha, 2003. *Building Gender Responsive Water User Associations in Nepal*. Manila: ADB. Available at: <http://www.adb.org/gender>

Sims-Feldstein, H. and Jiggins, J, 1994. (eds.), *Tools for the Field: Methodologies Handbook for Gender Analysis in Agriculture*. West Hartford: Kumarian Press.

Svendsen, M., Merrey, D.J. and T. Shah, no date. *Hydro-politics in the developing world: A Southern Africa perspective.*

Available online at: www.iwmi.cgiar.org and www.tralac.org/scripts

Zwarteveen, M. 1997. *A Plot of One's Own: Gender Relations and Irrigated Land Allocation Policies in Burkina Faso.* Available at: www.iwmi.cgiar.org

Zwarteveen, M. and R. Meinzen-Dick, 2001. "Gender and property rights in the commons: examples of water rights in South Asia," *Agriculture and Human Values*, vol. 18, pp. 11-25.

van der Vleuten, N, 2001. "(Up)lifting water and women or lip service only? The gender dimension of a lift irrigation programme," in R. K. Murthy (ed.) *Building Women's Capacities: Interventions in Gender Transformation*, New Delhi: Sage Publications.

Wilde V., 1999. *"The Responsive Planner: A Framework for Participatory Gender Responsive Agricultural Development.*

This document is part of FAO work based on analysis of lessons learned and the key weaknesses identified - that gender responsive agricultural planning is still limited to short term pilot projects with a strong focus on field level staff and methods. Policy makers and planners at macro levels have been neglected on the whole. The framework (draft) is based on best practices from public and private sectors.

Available at: www.fao.org/docrep/007/ad904e/ad904e0d.htm or idrinform.idrc.ca/archive/corpdocs/117290/quitobook.pdf

Woroniuk, B. and J. Schalkwyk, 1998. *Irrigation and Equality between Women and Men.* Stockholm: Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA).

This short 'tip sheet' or 'briefing note' highlights issues to look for when bringing a gender perspective to irrigation initiatives. It points out that a gender equality perspective is important in irrigation initiatives for at least three reasons:

- 1) Ensuring success of the initiative;
- 2) Ensuring environmental sustainability;
- 3) Ensuring that women benefit as well as men.

It documents a series of false, yet common, assumptions in irrigation planning and provides two concrete examples that demonstrate why attention to gender equality issues is important.

Ressources Espagnoles

17 casos de experiencias exitosas de mujeres productoras usuarias de INDA, Chile,

<http://www.es.genderandwater.org/page/2317>

http://www.es.genderandwater.org/redir/content/download/2342/30172/file/Pdf_17casos_INDAP.pdf

This report is about successful experiences of women in agriculture and productive development as farmers, producers and exporters, supported by a governmental agency, which enabled them to overcome poverty and get a worthier life.

Arroyo, A. and R. Boelens. 1997. *Mujer campesina e intervencion en el riego Andino. Sistemas de riego y relaciones de genero, caso Licto, Ecuador.* Quito: Servicio Holandes de Cooperacion al Desarrollo (SNV), Central Ecuatoriana de Servicios Agricolas (CESA) and Sistema de Capacitacion en el Manejo de los Recursos Naturales Renovables (CAMAREN).

Participación y Género en la Planificación del Desarrollo Agrícola. preparado por Jeanne Koopman, Consultora, Servicio de la Mujer en el Desarrollo (SDWW), Dirección de la Mujer y la Población de la FAO. Disponible en:

<http://www.fao.org/sd/SPdirect/WPre0060.htm>

FAO, Oficina Regional para America Latina y El Caribe. La mujer en el desarrollo rural, various resources. Disponible en:

<http://www.fao.org/Regional/LAmerica/mujer/>

Etude de cas

Intégrer l'aspect genre dans la gestion participative de l'irrigation : Le cas AKRSP

Le Programme Aga Kan d'Appui Rural (AKRSP) fondé en 1983 en Inde est une organisation à but non lucratif qui oeuvre pour organiser les communautés rurales et les groupes marginalisés, tout particulièrement les femmes, pour renforcer leurs rôles et ce, à travers des interventions de gestion des ressources naturelles dans trois districts de Gujarat. L'élément central de ces efforts visant à renforcer les capacités est l'organisation de plusieurs institutions formelles et informelles au niveau du village dans lequel cadre l'AKRSP favorise la planification et des mécanismes participatifs pour le règlement des conflits ainsi que l'intégration de l'aspect genre. En plus, depuis le début des années 90, l'AKRSP a été systématiquement impliqué dans les plaidoyers politiques sur la gestion participative de l'irrigation ainsi que dans l'organisation des agriculteurs pour qu'ils gèrent leurs propres systèmes d'irrigation à travers des associations d'utilisateurs d'eau et des coopératives d'irrigation. Impliquer les femmes dans de tels efforts constitue un développement récent qui provient de l'AKRSP qui a repensé au besoin d'aborder les soucis d'équité entre les deux sexes dans la gestion participative de l'irrigation dès le début, et provenant aussi partiellement des efforts continus en matière de transformation organisationnelle soucieuse de l'aspect genre. Ces processus créatifs ont été fortement facilités par le deuxième directeur de l'AKRSP, un homme engagé qui s'est consacré aux inégalités entre les deux sexes. Dans ce processus, l'AKRSP a invariablement essayé de démystifier les perceptions courantes selon lesquelles l'agriculture et l'irrigation sont principalement des activités masculines en illustrant le rôle prédominant des femmes rurales dans un système agricole plus large qui comprend l'irrigation.

Les aperçus sur les différences entre les deux sexes ont été tirés d'exercices participatifs avec des sociétés d'irrigation à partir de canaux prévus dans le programme d'AKRSP et dominés par les *adivasi* (peuple indigène au sud de Gujarat). Shilpa Vasavada (2000) affirme que les femmes sont impliquées dans plusieurs activités d'irrigation comme par exemple la maintenance du canal, le détournement des champs, l'arrosage et/ou la supervision de jour et de nuit et la gestion des conflits sur les champs et le long des canaux. Mais malgré ces rôles, les femmes n'ont pas leurs mots à dire lors de la prise de décision puisqu'elles ne sont que des membres symboliques des sociétés.

L'irrigation participative et l'état

En 1995, le gouvernement de Gujarat a adopté une politique de gestion participative de l'irrigation nécessitant la participation des agriculteurs dans la planification, l'exécution et la

gestion des petits et moyen projets d'irrigation. Le gouvernement a aussi cherché la coopération des ONG en tant que catalyseurs pour la mise en œuvre de cette politique. Un cadre légal pour impliquer les ONG et les agriculteurs a été établi et des objectifs ambitieux ont été tracés pour couvrir, à l'arrivée de l'année 2003, 50% de la surface totale irrigable planifiée par la gestion participative de l'irrigation.

Toutefois, à l'exception des efforts limités d'une poignée d'ONG comme l'AKRSP très peu de choses ont été réalisées en termes de passation de la responsabilité de la distribution de l'eau au niveau tertiaire pour les fermiers. La raison principale pour cela est la réticence de l'administration quant au partage du pouvoir de décision avec les agriculteurs ou à l'abandon des pratiques de quêtes de location qui sont endémiques aux systèmes de gestion publique. Des efforts ont été déployés entre 1996 et 1997 pour initier une formation participative au profit de l'administration chargée de l'irrigation pour changer les attitudes et les comportements, mais cette tentative a fait face à une grande résistance et a été enfin abandonnée.

AKRSP: aborder les soucis en matière de genre

En même temps, des discussions ont été initiées au sein de l'AKRSP concernant le besoin d'intégrer l'aspect genre dans l'irrigation. Plusieurs personnes travaillant pour l'organisation reconnaissent les principes de l'égalité entre les deux sexes mais trouvent difficile d'intégrer de tels soucis comme un « complément » aux projets déjà existants. La tâche d'organiser les agriculteurs (hommes) est en elle-même un travail énorme mais il y avait en plus la réticence gouvernementale vis à vis de tout partage de pouvoir et encore plus d'aborder l'aspect genre. Ce n'est qu'en 1997-1998 que de vraies opportunités se sont présentées à l'AKRSP pour intégrer l'aspect genre dans les nouveaux projets du canal faisant des efforts pour impliquer les femmes dès le début du projet.

L'appui aux efforts déployés par AKRSP pour encourager l'adhésion des femmes aux sociétés de gestion participative de l'irrigation a été apporté, ce qui n'a rien d'étonnant, par les hommes *adivasi*. Les interviews avec des hommes *adivasi* dans un échantillon de sociétés de gestion participative de l'irrigation ont révélé que ces hommes sont tout à fait conscients des capacités propres aux femmes à gérer les conflits mieux que les hommes et à être disciplinées dans les travaux agricoles et à appliquer les règles (Vasavada, 2000). Les hommes affirment que les femmes sont plus sincères dans la collecte des cotisations pour l'irrigation et dans l'épargne au niveau du foyer. Dans les cas où les femmes ont été formées pour superviser le canal elles s'avèrent plus efficaces que les hommes à surveiller le gaspillage de l'eau et assurer que chacun respecte son rôle en l'irrigation.

En plus de ces impacts directs de l'implication des femmes dans la prise de décision en matière d'irrigation, le cas l'AKRSP montre que l'eau du canal a de multiples usages pour les femmes comme l'hygiène personnelle, la lessive et la vaisselle et aussi pour le bétail. L'on reconnaît de plus en plus que ces besoins doivent être pris en considération lors de la conception des systèmes d'irrigation et l'adoption des règles régissant l'accès à l'eau par les sociétés de gestion participative de l'irrigation. Mais de tels efforts ne peuvent être durables que si les aspects genre dans la gestion participative de l'irrigation sont placés dans le contexte plus large de l'équité où

les besoins en eau des gens dépourvus de terre et des autres parties concernées sont aussi pris en compte.

Pour résumer, voila certaines conclusions clés tirées de la stratégie AKRSP:

- Comme point de départ, l'AKRSP a systématiquement entrepris la formation et la sensibilisation sur l'aspect genre au profit de son personnel à tous les niveaux pour changer les attitudes et les perceptions vis-à-vis des rôles et des capacités de la femme dans la gestion des ressources naturelle.
- Il est essentiel d'avancer sur les pas de ces efforts, les femmes, par exemple, dans d'autres villages du projet avaient déjà géré avec succès des plans d'irrigation avant que l'AKRSP ne pense à impliquer les femmes dans la gestion participative de l'irrigation.
- Le renforcement des capacités est important. Ceci comprend l'exposition à d'autres organisations de développement dans lesquelles les femmes gèrent de manière efficace des interventions d'irrigation.
- Les femmes doivent être impliquées dès le début de façon à ce qu'elles assistant au processus de négociation avec l'administration chargée de l'irrigation plutôt que d'attendre que les sociétés d'irrigation commencent à fonctionner pour aborder la question de l'équité.
- Pour faciliter et encourager la participation des femmes à la gestion participative de l'irrigation il est nécessaire non seulement de convaincre les femmes mais aussi de les impliquer dans d'autres interventions de développement qui abordent leurs propres besoins comme par exemple l'épargne et les groupes de crédit. La formation de groupes forts, mixtes et pour femmes seulement, fait partie de la réussite de l'AKRSP dans ses efforts à impliquer les femmes dans la gestion participative de l'irrigation.

La réussite de l'AKRSP montre que les ONG devraient expliquer le fonctionnement des modèles qui défient les critères légaux d'adhésion liant les droits à l'eau avec la possession des terres. De tels modèles doivent montrer que l'implication des femmes n'est pas une question de renforcer leur rôle uniquement mais aussi de gérer l'irrigation au sein de la communauté d'une manière plus efficace, plus efficiente et plus équitable afin de mieux influencer la politique et la législation.

Source: Extrait de: Vasavada, Shilpa, 2005. "Mainstreaming gender concerns in participatory irrigation management: The role of AKRSP(I) in South Gujarat," dans Sara Ahmed (ed.) *Flowing Upstream: Empowering Women through Water Management Initiatives in India*, Ahmedabad: Centre for Environment Education and New Delhi: Foundation Books.

3.8. Genre, eau et l'environnement⁶

Introduction

Les différents rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans l'utilisation et la gestion des ressources en eau sont étroitement liés au changement environnemental et au bien-être. Ceci est vrai pour la manière dont les hommes et les femmes affectent l'environnement à travers leurs activités économiques et ménagères et comment les changements environnementaux qui en résultent affectent le bien-être des gens. Comprendre ces différences constitue une partie essentielle des politiques qui visent à de meilleurs résultats aux niveaux de l'environnement, de la santé et du bien-être.

Les relations et les défis homme/femme dans la gestion environnementale

Les femmes jouent un rôle critique dans le domaine de l'environnement et surtout dans la gestion des plantes et des animaux dans les forêts, les régions arides et les marécages (voir l'encadré ci-dessous). Les femmes rurales maintiennent une relation étroite avec les ressources naturelles, la collecte et la production des produits alimentaires, la biomasse combustible, la médecine traditionnelle et les matières premières. Les femmes et les enfants pauvres peuvent faire la collecte des sauterelles, des larves, des œufs et des nids de oiseaux pour nourrir leurs familles. (Van Est, 1997). Au Burkina Faso, par exemple, les femmes rurales dépendent des fruits, des feuilles et des racines des plantes locales pour nourrir leurs familles en complément aux graines comme le millet et le sorgho. Plus de 800 espèces de plantes sauvages comestibles ont été cataloguées à travers la zone du Sahel seulement (Easton et Ronald, 2000, PNUE, 2004).

Les femmes et les marécages en Afrique de l'Ouest

Les marécages constituent des écosystèmes fondamentaux pour la vie en Afrique de l'Ouest. Pendant des siècles, les gens ont compté sur les marécages pour des services tels que la nourriture, l'eau, les ressources naturelles et le transport. Pour les femmes, les écosystèmes marécageux et leurs produits constituent des sources de revenu dans les zones rurales. Les principales activités économiques entreprises par les femmes dans les marécages sont :
Les ressources sauvages constituent des matériaux pour les ustensiles et la construction et contribuent à améliorer le régime alimentaire et la santé, la sécurité alimentaire, la génération de revenus et l'expérimentation génétique.

La pêche est pratiquée tout le long de l'année utilisant différents équipements pour les différentes saisons. L'inondation des marécages à cause des barrages, des diversions et du changement climatique réduit les revenus de la pêche.

L'agriculture comprend la culture sèche du sorgho et du millet, la culture saisonnière inondée du riz, la culture du retrait des eaux (principalement le dolique) et la culture irriguée. Le riz étant le produit le plus important cultivé dans les zones inondées saisonnièrement.

Le pâturage de saison sèche pour les moutons, les chèvres et les bovins, qui a lieu lorsque l'arrivée dans une zone déterminée se fait durant la saison sèche.

Dans les centres urbains, les femmes traitent les produits de la pêche. Elles procèdent surtout au fumage du poisson et à l'élevage des huîtres. Plusieurs organisations féminines ont, récemment, commencé à s'impliquer dans l'agriculture urbaine (potagers).

⁶ Ce chapitre analyse les interconnexions entre l'aspect genre, l'eau et l'environnement en insistant spécifiquement sur les défis et le moyen d'intégrer la diversité homme/femme dans le processus de gestion environnementale.

Source: Diop, M. D., 2004.

Etant donné que leurs connaissances sont transmises à travers les générations, les filles et les femmes acquièrent souvent une compréhension approfondie de leur environnement et plus particulièrement de sa biodiversité. Leur expérience leur donne les compétences pointues nécessaires à la gestion de l'environnement. Les femmes ont un rôle très important à jouer dans la préservation de l'environnement et dans la gestion des ressources naturelles pour réaliser une production écologiquement durable (PNUE, 2004).

Malgré les relations spéciales qu'on attribue aux femmes avec la nature, l'on devrait se rappeler que tout le monde dépend de l'environnement et tout le monde devrait être responsable de l'usage durable de l'eau et d'autres ressources naturelles.

Les défis

Participation publique à la prise de décision

La participation publique à la gestion environnementale est considérée, de plus en plus, comme une composante vitale des politiques environnementales. Plusieurs conférences internationales qui ont eu lieu dans les années 90 y compris la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio de Janeiro, 1992) et la 4^{ème} Conférence Mondiale sur les Femmes (Pékin, 1995) ont reconnu la contribution de la femme à la gestion environnementale et ont suggéré des actions pour renforcer le rôle de la femme dans la prise de décision. Toutefois, les femmes ont été impliquées de manière limitée dans la formulation, la planification et l'exécution des politiques environnementales et ce, aussi bien au niveau local qu'international. Lorsque les femmes contribuent effectivement à la gestion environnementale, cela se fait souvent au niveau local. Par exemple, les femmes au Bangladesh, au Mexique, en Russie et en Ukraine sont impliquées dans la planification et la gestion des ressources en eaux douces à travers les groupes et les coopératives des femmes. Elles mobilisent les communautés et les ressources pour protéger et conserver les stocks d'eau propre et accessible.

Vulnérabilité de l'environnement

Les impacts de la dégradation environnementale sur la vie quotidienne des gens ne sont pas les mêmes pour les hommes que pour les femmes. Lorsque l'environnement se dégrade, les activités quotidiennes des femmes comme la collecte des combustibles et de l'eau nécessitent plus de temps leur laissant moins de temps pour des activités productives. Lorsque l'eau devient rare, les femmes et les enfants dans les zones rurales doivent faire des distances plus longues pour trouver l'eau. Dans les zones urbaines, ils doivent faire la queue pendant de longues heures dans les points d'eau communaux.

Malgré leurs efforts, les femmes qui vivent dans les zones arides ont tendance à être classées parmi les plus pauvres et n'ont absolument aucun moyen pour entraîner de vrais changements. Elles sont souvent exclues et ne peuvent participer aux projets de développement et de conservation de la terre, aux activités agricoles et aux politiques affectant directement leur subsistance. Les hommes prennent la plupart des décisions relatives à l'élevage et au bétail et même dans les ménages dirigés par des femmes, les hommes interviennent dans le processus de prise de décision à travers les membres de la famille étendue. Néanmoins, à cause de l'importance de la contribution des femmes, la lutte contre la dégradation des zones arides nécessite une approche qui inclut l'homme et la femme.

Accès et contrôle des ressources

Dans plusieurs pays, les droits sont liés à l'état civil de la femme, les veuves ou les femmes divorcées perdent souvent leurs droits. Même dans les pays où la loi garantit l'accès égal à la terre pour l'homme et la femme, les femmes peuvent ignorer leurs droits, les coutumes peuvent aussi exclure les femmes d'une propriété effective. Au Burkina Faso, au Cameroun et au Zimbabwe, par exemple, les femmes ont le droit d'être propriétaire de terre et d'arbres mais, en pratique, les hommes contrôlent presque tout en matière de propriété.

Une telle propriété incertaine influe sur l'utilisation des ressources naturelles par différents groupes. Les femmes, les pauvres et autres groupes marginalisés sont moins enclins à investir du temps et des ressources ou à adopter des pratiques agricoles durables eu niveau environnemental dans des terres qui ne leur appartiennent pas. A l'est de la République Démocratique du Congo, les chercheurs ont trouvé que les hommes plantent, en général, des arbres dont la récolte est permanente comme le café dans les terres dont la propriété est sûre. Les cultures vivrières des femmes sont reléguées aux terres louées, en pente raide et sous l'effet de l'érosion. A cause de la propriété incertaine, les femmes ne sont pas du tout encouragées à s'investir dans la conservation du sol.

Ces restrictions aux droits fonciers des femmes entravent leur accès à d'autres ressources et informations. Comme elles ne peuvent pas utiliser la terre en nantissement pour obtenir des crédits, les femmes ont des difficultés à adopter les nouvelles technologies et à employer des gens quand nécessaire. En plus, les femmes risquent de ne pouvoir accéder à d'autres services comme les programmes de vulgarisation et de formation. Les agents de vulgarisation agricole ont toujours mis l'accent sur les agriculteurs de sexe mâle même quand les hommes travaillent loin des champs et que les femmes sont les principales cultivatrices. (Population Reference Bureau, 2002).

Gestion de la ligne de partage des eaux

Les femmes participant, quelques fois, à la gestion de la ligne de partage des eaux par exemple en préservant la forêt pour réduire l'érosion du sol, en inondant et en ensablant les réservoirs et les voies d'eau. Toutefois, les programmes de formation sur les aspects techniques et scientifiques du développement de la ligne de partage des eaux s'adressent, généralement, aux hommes. En définitive, ceci signifie que les femmes ne possèdent pas les compétences nécessaires ni la connaissance et surtout pas la confiance pour participer à la prise de décision au niveau de la communauté et pour assumer des rôles de leader dans la gestion et le développement de la ligne de partage d'eau (Pangare 1998, FAO 2003). L'analyse homme/femme ne fait pas partie de la plupart des projets de développement des lignes de partage d'eau.

De même, l'impact du déplacement des populations locales pour entreprendre de grands projets de barrage a été rarement analysé en adoptant une perspective genre (Baruah 1999, FAO 2003). Dans certains cas, les planificateurs sont, en fait, conscients des coûts engendrés par le fait d'occulter l'aspect genre lors de la conception des plans de relogement mais agissent rarement en conséquence. Pour le projet du barrage Narmada à Gujarat en Inde, des populations ont été délogées de la zone inondée. Les femmes font face, aujourd'hui, à des difficultés pour collecter les ressources forestières et de la biomasse dont elles ont besoin pour leur subsistance. Toute l'eau disponible a été canalisée vers le barrage et les terres attenantes sont devenues inaccessibles aux populations locales (FAO, 2003).

Vers l'intégration de l'aspect genre

La position de la femme dans la conservation de la biodiversité peut être rehaussée à travers les types suivants d'actions pour intégrer l'aspect genre dans la planification environnementale:

- Améliorer la collecte des données sur l'utilisation, la connaissance, l'accès et le contrôle des ressources par les hommes et par les femmes. Faire une collecte d'informations réparties selon le sexe constitue la première étape vers le développement de programmes et de politiques réceptifs à l'aspect genre.
- Former les employés et les directeurs sur la relation étroite entre les questions homme/femme, les ressources en eau et les conséquences environnementales.
- Etablir des procédures pour incorporer une perspective genre dans la planification, la supervision et l'évaluation des projets environnementaux.
- Offrir des opportunités aux femmes pour qu'elles participent à la prise des décisions relatives aux politiques et programmes environnementaux à tous les niveaux, y compris la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation. Les femmes ont besoin des canaux officiels pour exprimer leurs soucis environnementaux et contribuer aux décisions politiques. Plusieurs pays ont adopté des mesures de discrimination positives à cet effet.
- Renforcer l'engagement à tous les niveaux: local, national et international pour intégrer l'aspect genre dans les politiques et les programmes qui mèneront vers un développement plus équitable et plus durable. Au niveau international, l'Organisation Féminine pour l'Environnement et le Développement (WEDO) a initié "Action Femmes 21" lors de la conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio, 1992), ainsi qu'une version plus récente, "Action 2015 – les femmes pour une planète plus saine et plus pacifique" à l'occasion du Sommet Mondial pour le Développement Durable (Johannesburg, 2002).
- Incorporer une perspective genre dans les politiques environnementales nationales à travers une déclaration qui démontre l'engagement de l'Etat, un document de référence pour le personnel technique travaillant sur les programmes nationaux et un cadre d'action pour développer la capacité des femmes et des hommes à aborder les questions d'aspect genre.

Références

Economic Commission for Africa (CEA), 1999. *Evaluation Report: Women and Environment*. Sixth Regional Conference on Women: Half-way evaluation concerning the implementation of recommendations of Dakar platform and Beijing Action Plan. Available at: <http://www.uneca.org/publications1.htm>

Population Reference Bureau, 2002. *Women, men, and environmental change: the gender dimensions of environmental policies and programs*. Washington, DC. Available at: www.measurecommunication.org or www.prb.org

Rathgeber, Eva, 2003. *Dry Taps... Gender and Poverty in Water Resource Management*. Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). www.fao.org

United Nations Environment Program (UNEP); 2004. *Women and the Environment: Policy series briefing*. DEP/0527/NA, May 2004/03-63959 <http://www.unep.org>

Women and Development Commission, 2004. *Gender and Environment*. Available at: www.dgcd.be/fr/themes/gender/cfd.html

Autres Ressources

Braidotti, Rosi, Charkiewics, Ewa, Häusler, Sabine and Saskia Wierenga, 1994. *Women the Environment and Sustainable Development: Towards a Theoretical Synthesis*. London: Zed Books.

Dankelman, Irene, 2003. *Gender, Environment and Sustainable Development: Theoretical Trends, Emerging Issues and Challenges*. Review Paper. Santo Domingo: INSTRAW.

FAO, 2003. *The State of Food Insecurity in the World*. Available at: www.fao.org

IUCN, 2003. *Maximizing conservation in protected areas: guidelines for gender consideration*. IUCN San José and Population Reference Bureau, Washington, D.C.

Lin, Carol Yong Ooi, 2001. "Gender impact of resettlement: The case of Babagon Dam in Sabah, Malaysia," *Gender, Technology and Development*, 5(2), pp. 223-244.

The resettlement of the Kadazandusun indigenous community of Kampung Tampasak in Penampang, Sabah, to construct the Babagon dam has altered the lives of the community. Women, men and children in the resettled community have begun to experience increased social, economic, cultural and psychological stresses, which are accentuated by the compulsory acquisition of their ancestral lands and resources. Resettlement has resulted in a restructuring of gender relations, livelihoods, value systems and culture. The study shows that the burden of change is far greater for women who have even less access to the benefits of 'development' than do men. There is need for greater involvement of indigenous communities in resettlement efforts supported by more adequate state and community resources.

Maathai, W, 2004. *The Green Belt Movement*. Available at: <http://www.greenbeltmovement.org/biographies.htm>

Nierenberg, Danielle, 2002. *Correcting Gender Myopia: Gender Equity, Women's Welfare and the Environment*. Worldwatch Paper 161, Washington, DC: Worldwatch Institute.

Rocheleau, D., Thomas-Slayter, B. and D. Edmunds, 1995. "Gendered Resource Mapping: Focusing on Women's Spaces in the Landscape," *Cultural Survival Quarterly*, 18(4), pp. 62-8.

UNEP, 2000. *Success Stories: Gender and the Environment*. Nairobi: United Nations Environment Programme.

UNEP, 2004. *Report of the Global Women's Assembly on Environment*. First Meeting, United Nations Environment Programme, UNEP/DPDL/WAVE/1. Nairobi: United Nations Environment Programme.

WEDO, 2003. *Untapped Connections: Gender, Water and Poverty*. New York: WEDO. Available at: http://www.wedo.org/sus_dev/untapped1.htm

WEDO, 2003. *Common Ground: Women's Access to Natural Resources and the United Nations Millennium Development Goals*. New York: WEDO.

Zhou, Wei Wen, 1996. "Water resources and development of women in arid regions in northern China," *Natural Resources Forum*, 20(2), pp. 105-109.

The paper describes the difficult situation faced by women living in arid areas of China, based on field research in Hebei and Shanxi provinces. The causes and effects of poverty in the targeted areas are

composés d'hommes alors que les femmes dirigent des bateaux de plus petite taille et des pirogues. De plus en plus de femmes entreprennent la pêche avec un équipement rudimentaire, se frayant un chemin le long de la côte pour collecter les crustacés et les algues. Dans les communautés vivant traditionnellement de la pêche, les femmes sont chargées des tâches qui nécessitent des compétences et du temps et qui ont lieu sur la terre ferme comme la fabrication et la réparation des filets, le traitement du produit de la pêche et sa commercialisation.

Les aspects genre de la pêche

Dans plusieurs pays, c'est surtout les femmes qui entreprennent la pêche dans les eaux intérieures. En Afrique, elles pêchent sur les rivières et les étangs. En Asie, là où les poissons et les crustacés font partie intégrante du régime alimentaire de plusieurs cultures, les femmes travaillent dans la pêche artisanale et commerciale. Dans certaines parties de l'Inde, les femmes pratiquent la pêche des crevettes dans les eaux arrêtées. Au Laos et en Thaïlande, les femmes pratiquent la pêche dans les canaux. Aux Philippines, les femmes empruntent des pirogues pour pêcher dans les lagunes côtières. Les femmes ont aussi assumé un rôle clé dans la croissance rapide de l'aquaculture. Elles effectuent souvent la plus grande partie du travail en nourrissant et en récoltant les poissons et les crustacés, elles traitent aussi les produits de la récolte. Les femmes au Lesotho et dans d'autres pays sud africains ont participé au programme de la FAO "L'aquaculture pour le développement de la communauté locale" et sont devenues à la tête de petits bassins familiaux. Les poissons produits dans ces bassins sont soit consommés par la famille ou vendus pour acheter d'autres produits alimentaires. Les femmes âgées et les enfants font souvent la collecte des crustacés le long des côtes pour augmenter les revenus de la famille et améliorer son alimentation (FAO, 2004).

Dans certaines régions, les femmes sont devenues de grands promoteurs dans le secteur de la pêche. Au sein de l'Union Européenne, par exemple, les femmes contrôlent 39 % de l'industrie de la pêche, gérant et contrôlant des sommes d'argent importantes et générant des bénéfices substantiels pour leurs ménages et leurs communautés (Aguilar, 2002).

Questions clés concernant l'aspect genre et la pêche

Le manque de documents et références sur le rôle des femmes dans la pêche peut être expliqué par plusieurs facteurs. Primo, les objectifs de la production continuent de dominer les politiques nationales. Ainsi, la recherche continue d'être dirigée vers la composante prise de poissons (à dominance mâle) plutôt que vers la composante traitement et commercialisation (à dominance féminine). Secundo, la recherche est souvent insensible à l'aspect genre et n'arrive pas à se figurer un tableau réel des moyens d'existence. Cette situation est aggravée par des chercheurs qui sont souvent incapables d'inclure les femmes dans les entretiens et les discussions pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont persuadés que les hommes sont les mieux placés pour parler au nom de la famille. Tertio, au niveau national, les données sur la pêche sont souvent fusionnées avec le secteur de l'agriculture et il n'existe pas de données réparties par sexe ce qui rend le travail d'extraire les informations relatives à la pêche particulièrement compliqué et celles relatives au genre encore plus difficiles.

La division du travail dans le secteur de la pêche selon le sexe signifie que les femmes sont spécialement présentes dans les activités en aval (y compris les activités de préfinancement de la pêche), mais elles sont rarement présentes dans l'activité principale qu'est la pêche proprement dite. Néanmoins, la baisse des prises et la dégradation de la situation économique des communautés vivant de la pêche ont des impacts sur les femmes actives dans le secteur de la pêche.

Le problème de l'accès direct aux ressources est complexe: très souvent, il n'y a pas de vraie raison culturelle qui empêche les femmes de pratiquer la pêche à part le fait qu'elle soit une activité physique et difficile et est par conséquent jugée plus adaptée aux hommes. Il serait aussi déplacé et inconfortable aux femmes de se trouver pendant des jours d'affilée sur un chalutier de pêche dominé par des hommes. Il est possible de trouver des femmes actives dans certaines pêcheries côtières ou sur des lagunes comme à Sao Tomé, en Gambie et au Sénégal. Mais même si elles sont propriétaires de pirogues, les femmes peuvent employer des hommes pour pêcher afin de compléter leurs réserves de poissons lors de la saison basse. Ceci pose donc le problème de comment contrôler les hommes qui essaient, quelques fois, de les escroquer en déchargeant leurs prises sur d'autres plages ou en abandonnant leurs pirogues ou filets dans d'autres lieux. Des exemples de la communauté Tanji en Gambie et les communautés Ipatu-Jebba au Nigéria montrent que les femmes ont exprimé leur besoin d'avoir une jetée pour obliger les hommes à décharger le poisson dans les points désignés (Horemans et Jallow, 1997).

Bennett et al. (2004) ont noté la différenciation homme/femme quant au contrôle de la propriété et des biens lorsque les femmes gagnent plus que les hommes. Ces femmes réinvestissent souvent leurs ressources dans le secteur de la pêche non seulement parce qu'elles considèrent ces ressources comme un patrimoine familial mais aussi parce qu'elles espèrent devenir les premiers destinataires des prises de poissons. Mais l'expérience a montré que les femmes se trouvent souvent dans une situation de non gain à cause de leur manque de contrôle et leur absence des postes de prise de décision.

Les chercheurs (Bennett et al., 2004) ont dégagé le problème de la capacité d'influencer la gestion de ces ressources. Les femmes accèdent rarement au processus de gestion bien que leurs activités en aval dépendent aussi de ces ressources. Effectivement, les femmes sont rarement représentées dans les institutions officielles de gestion de la pêche ou dans les conseils locaux des villages qui gèrent les ressources de la pêche. Dans le cas du Niger, suite à un projet pour l'égalité entre les hommes et les femmes, deux femmes ont été finalement admises dans le Conseil des sages du village. Cela a démontré que l'accès aux ressources et aux finances est d'importance secondaire par rapport à l'accès aux structures du pouvoir et de l'information. Un tel accès peut s'avérer un outil très puissant pour les personnes qui entreprennent des activités commerciales. Au Sénégal, plusieurs femmes pêcheurs occupent une position ostensiblement plus puissante que celle des hommes. Elles possèdent souvent les capitaux et les moyens de production et les hommes sont leurs employés. Les problèmes surgissent au niveau de la capacité des femmes à exercer leur pouvoir d'une façon fructueuse et d'accéder aux structures du pouvoir qui influencent les processus de prise de décision relatifs à la gestion de la pêche aux niveaux local, régional et national.

Mesures soucieuses de l'aspect genre dans le secteur de la pêche

Depuis le début de la Décennie Internationale de la Femme en 1975, des efforts ont été déployés pour améliorer les conditions de vie des femmes et corriger les déséquilibres entre hommes et femmes. Cette approche a mis l'accent sur:

- Apporter une éducation formelle, des cours d'alphabétisation et des services de formation et de vulgarisation;
- Apporter une éducation informelle en matière de l'éducation des enfants, des installations sanitaires et de l'alimentation;

- Introduire des technologies et des méthodes améliorées pour soulager les femmes et augmenter leur efficacité;
- Développer des opportunités pour plus d'activités génératrices de revenus et d'accès aux crédits; et
- Encourager les femmes à s'engager dans les activités de la communauté, dans la prise de décisions, la mise en œuvre et le contrôle des projets.

De telles activités d'appui ont été dirigées vers les projets de pêche au profit des femmes dans les communautés vivant de la pêche. Les projets de pêche ont contribué au développement des femmes et leur contribution au leadership et à la prise des décisions qui affectent leur futur et celui de la communauté.

Améliorations dans l'infrastructure

Une partie de l'assistance a été dirigée vers l'amélioration de la technologie et des installations disponibles aux femmes. L'amélioration de l'infrastructure routière et du marché dans plusieurs pays africains a soulagé les femmes lors de la commercialisation et la distribution des produits de la pêche. Une partie du développement de l'infrastructure a été dirigée spécialement vers les femmes. Les améliorations ont raccourci les distances et les délais des transactions, ce qui rend les opérations effectuées par les femmes plus efficaces et dégage du temps pour que les femmes puissent s'occuper de leurs familles. Cette efficacité a augmenté les revenus des femmes qui sont dépensés principalement pour les denrées alimentaires et autres besoins du ménage. Les appuis techniques et financiers sont des éléments très importants pour les activités domestiques, sociales et économiques. L'appui peut être sous forme de recherche technologique, de formation et de vulgarisation, de services bancaires ou de facilités de crédit.

Initiatives de gestion

Un autre moyen pour impliquer activement les pêcheurs femmes consiste à introduire des initiatives de gestion dans les zones de la pêche utilisées spécifiquement par les femmes. Par exemple, mettre en œuvre des stratégies de gestion dans les palétuviers, les marécages sableux et les lagunes le long de la côte peut aider les femmes dans l'identification des types d'espèces disponibles, les changements qui les affectent et comment faire face à ces problèmes. Elles seront capables de contribuer à la résolution des problèmes identifiés en prenant des actions individuelles.

Construction de réseaux

Les femmes peuvent aussi contribuer activement aux réseaux nationaux et régionaux des praticiens qui travaillent dans le domaine de la gestion communautaire. A travers un tel forum, il peut y avoir des voies pour l'échange des informations et des expériences gagnées sur le terrain.

Recherche

Les domaines de recherche qui pourraient contribuer à l'amélioration de l'équilibre homme/femme dans le secteur de la pêche sont :

- Evaluation des besoins du pays et particulièrement dans les aspects genre de la gestion des activités de la pêche;
- Documentation de la connaissance traditionnelle, des institutions et des compétences sur la participation des femmes au secteur de la pêche;
- Evaluation et documentation des systèmes de gestion d'usage et comment ces systèmes ont été modifiés;

- Les tendances de la pêche et les modèles de consommation des produits de la mer dans les communautés rurales côtières;
- Développement d'indicateurs de réussite à partir de projets de gestion déjà mis en oeuvre
- Un inventaire des espèces cibles et modèles de distribution au niveau local; et
- Evaluation des facteurs qui affectent l'abondance des poissons, la distribution et la façon de régler les problèmes identifiés.

Références

Aguilar, L, 2002. *Fisheries and Aquaculture in Coastal Zones: Gender makes the Difference*. Geneva: IUCN Briefing Notes.

Horemans, B.W, and A.M. Jallow (eds.), 1997. *Report of the Workshop on Gender Roles and Issues in Artisanal Fisheries in West Africa*, December 11-13 1996, Lomé. Cotonou: Programme for the Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa. IDAF/WP/97.

Available at: http://www.worldfishcenter.org/Pubs/Wif/wifglobal/wifg_cont_gender.pdf

Veitayaki, Joeli and Irene Noaczek, 2003. Filling the Gaps: Indigenous Researchers, Subsistence Fisheries and Gender Analysis, *SPC Women in Fisheries Information*, Bulletin #13, Available at: <http://www.spc.int/coastfish/News/WIF/WIF13/Veitayaki.pdf>

Bennett, Elisabeth. Valette, Hélène Rey. Mäiga, Kassoum Yacouba. and Modesta Medard, 2004. *Room to maneuver: gender and coping strategies in the fisheries sector*. Available at: http://www.onefish.org/servlet/BinaryDownloaderServlet?filename=1114519604671_Englishversion_report.doc&refID=247648

Autres Ressources

Aramanza Mandanda, 2003. *Commercialization and Gender Roles among Lake Victoria Shore Fishing Communities of Uganda*. Department of Women and Gender Studies Makerere University, Kampala, Uganda. Available at: http://www.wougnat.org/Documents/CommercialisationGenderRolesLakeVictoria.doc#_Toc59246071

Houndékon, B.R., Tempelman, D.E. and A.M. Ijff, 1990. *Report of round table meeting on women's activities and community development in artisanal fisheries (projects) in West Africa*. IDAF Working Paper #30, Cotonou: Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa (IDAF) Project.

ICSF, 1997. *Women First: Report of the Women in Fisheries Programme of ICSF in India – vol. 1*, Chennai: International Collective in Support of Fishworkers (Samudra Dossier, Women in Fisheries Series No. 2).

Satia, B.P. and C.Z. Wétouhossou, (eds.) 1996. *Report of the Working Group on Women's Key Role and Issues Related to Gender in Fishing Communities*. IDAF Working Paper

79, Cotonou: Programme for the Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa (IDAF).

Siar, S. V. and L. M. Caneba, 1998. "Women and the question of sustainable development in a Philippine fishing village," *International Journal of Sustainable Development and World Ecology*, 5(1), pp. 51-58.

Touray, I, 1996. *Study on Women's Organisations in Brufut and Gunjur Communities and the Factors that Favour or Impede their Sustainability in the Gambia*. IDAF Working Paper # 88, Cotonou: Programme for the Integrated Development of Artisanal Fisheries in West Africa.

Ressources Espagnoles

Condiciones de trabajo adversas y un futuro incierto enfrenta mujeres trabajadoras en las plantas procesadoras de pescado, chilenas. (no date, author)

In this report it is explained in a quantitative way how workers, especially women, have bad working conditions in an industry that has grown extensively in the last years mainly in their production for exports.

Disponible en:

http://www.icsf.net/jsp/publication/samudra/pdf/spanish/issue_22/art09.pdf

Trabajadoras versus modelo exportador: Las estrellas sin Brillo (no date, author)

La agroindustria y la salmonicultura son los sectores más dinámicos de la economía chilena. Sus utilidades alcanzan cifras que hipnotizan a los promotores del libre mercado. Sin embargo, sus cuantiosos retornos se explican por el bajo costo de la mano de obra que utilizan. Sus empleados, principalmente mujeres, son sometidos a tratos inhumanos, que vulneran los derechos más básicos consagrados en el Código del Trabajo.

Disponible en:

<http://www.clasecontraclase.cl/scripts/documentos-descargar.php?id=108>

El papel de la mujer en la pesca. Comisión Europea. (no date)

The study addressed the promotion of equal opportunities and rights for men and women. The rationale for the study was to analyse gender mainstreaming in fisheries development by:

- Examining the roles of women in the fisheries sector of the communities dependent on fisheries
- Providing an analysis of the obstacles and the potential related to women's contribution to the socio-economic development and diversification of these communities; and
- Identifying ways and means for the promotion of equal opportunities for women in the fisheries sector.

Disponible en:

http://europa.eu.int/comm/fisheries/doc_et_publ/liste_publi/studies/women/summary_es.pdf

http://europa.eu.int/comm/fisheries/doc_et_publ/liste_publi/studies/women/index.htm (English)

Red Latinoamericana de las mujeres del sector pesquero.

This website promotes the sharing of information, experiences, knowledge and aims to develop specific projects related with women participation in this sector.

Disponible en:

<http://mujeres.infopesca.org/articulos.htm>

Beltrán Turriago, Claudia Stella *El rol de la mujer colombiana en la pesca y la acuicultura*. Disponible en: <http://www.laneta.apc.org/cgi-bin/WebX?230@229.G0WiaPGuxlc^0@.ee738e8>

Morales Flood de Ramos, Dra. María Esther, *La mujer en la industria pesquera y acuicola ecuatoriana*. Disponible en: <http://mujeres.infopesca.org/articulos/art003.htm>

Ayala Galdós, María Estela. *Situación de la mujer peruana en la pesca* Disponible en: <http://mujeres.infopesca.org/articulos/art002.htm>

Fernández, Sonia. *La mujer en el sector pesquero uruguayo* . Disponible en: <http://mujeres.infopesca.org/articulos/art001.htm>

"*Diagnóstico sobre la situación del trabajo femenino en el sector pesquero y acuicola argentino - Región Patagónica*". Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/publicaciones/pdf/pub_argentina.PDF

"*Estudio de la Situación de la Mujer en el Sector Pesquero Uruguayo*". Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/publicaciones/pdf/pub_uruguay.pdf

"*Informe Preliminar de la Segunda Reunión de Puntos Focales de la Red Latinoamericana de las Mujeres del Sector Pesquero - Acuicola*". Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/publicaciones/pdf/pub_informe_final.pdf

"*Primera Reunión de Puntos Focales de la Red Latinoamericana de las Mujeres del Sector Pesquero - Acuicola*" - Informe Final - 5 y 6 de octubre del 2000. Disponible en: http://mujeres.infopesca.org/novedades/nov_1_resumen.htm

Sites web principaux

FAO The Food and Agriculture Organization of the United Nations leads international efforts to defeat hunger. The gender and food security page offers information on diverse subjects: agriculture, division of labor, environment, forestry, nutrition, fisheries, rural economies, population, and education.
www.fao.org/Gender/

ICSF-Women Program The International Collective in Support of Fishworkers (ICSF) is an international non-government organization that works towards the establishment of equitable, gender-just, self-reliant and sustainable fisheries, particularly in the small-scale, artisanal sector. ICSF draws its mandate from the historic International Conference of Fishworkers and their Supporters (ICFWS), held in Rome in 1984, parallel to the World Conference on Fisheries Management and Development organized by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).
www.icsf.net

3.10 Genre et gestion des zones côtières ⁸

Introduction

La conservation et la gestion durable de la zone marine côtière nécessitent une compréhension claire des différences et des inégalités entre les femmes et les hommes qui ont souvent des besoins et des intérêts différents dans leur relation avec les ressources aquatiques. L'accès à ces ressources et leur contrôle, les avantages qui en découlent et la prise de décision associée sont différenciés selon le genre.

Les problèmes d'égalité homme/femme relatifs aux zones côtières

Sur les côtes comme dans plusieurs autres environnements, l'homme et la femme jouent des rôles économiques et sociaux importants mais différents. Il y a, effectivement, des différences dans les modes d'utilisation des ressources, d'accès à la terre, des ressources naturelles, des équipements, du travail, du capital, des revenus extérieurs, de l'éducation et du contrôle que les hommes et les femmes exercent sur ces ressources (Anon, 1998 in van Ingen et al., 2002).

Une des différences les plus décrites et traitées entre le travail des femmes et des hommes dans les zones côtières est l'aspect ségrégationniste de l'industrie de la pêche. Les études montrent que les hommes ont tendance à pratiquer la pêche au large ou dans les eaux fluviales alors que les femmes pratiquent la pêche tout près des côtes. Les femmes sont plus impliquées que les hommes dans les activités qui suivent la pêche elle-même et particulièrement dans les pêcheries de petite taille. Ces différences sont importantes puisque les tâches effectuées par les femmes ont souvent été occultées par les analyses économiques et n'ont pas bénéficié du même niveau d'investissements (par exemple en termes d'appui technologique, de crédits ou de formation). Les activités économiques de la femme sont aussi peut être plus difficiles à classer par catégories par rapport aux activités effectuées par les hommes. Les femmes tendent à jongler avec des activités multiples (comme le fait de combiner l'aquaculture, la culture d'un potager et le fumage des poissons) alors que le travail des hommes est souvent axé sur un seul groupe d'activités reliées entre elles.

Les femmes et les hommes ont aussi un accès différent à la terre et à l'eau et un contrôle différent sur cette terre et cette eau dans les zones côtières. Il peut y avoir des conflits sur les droits d'usufruit, des droits légaux ou sur l'occupation informelle et l'occupation officielle. Les femmes accèdent, en général, à la terre à travers les membres de leur famille de sexe masculin (mari, père ou frère), plutôt que de détenir un titre de propriété à leur propre nom. L'occupation est un élément très important puisqu'il est déterminant en matière de prise de décisions officielles relatives à l'utilisation de la terre, du droit de consultation pour la conception des plans de développement et d'accès aux services d'appui comme les crédits.

Les décisions en matière de gestion des zones côtières sont souvent prises sans la perspective des parties prenantes féminines et des spécialistes. Les femmes sont encore minoritaires dans les processus de prise de décisions politiques parce qu'elles ont tendance à accéder moins que

⁸ Résumé: Une perspective de l'aspect genre dans la gestion côtière aide à comprendre les différences entre le travail de la femme et celui de l'homme dans les zones côtières en termes de contrôle, de gestion et d'accès aux ressources.

les hommes aux autorités officielles et aux structures locales de prise de décisions y compris les instances de gestion côtière.

En termes de risques environnementaux, il est important de souligner la vulnérabilité grandissante des zones côtières, surtout pour certaines femmes, par exemple le tsunami de l'Océan Indien qui a eu lieu à la fin de l'année 2004 a eu des effets différents sur les hommes et les femmes à cause de la division trop prononcée du travail et des activités productives et reproductives dans la zone touchée. Les hommes sont, traditionnellement, chargés de la pêche et de la commercialisation alors que les femmes sont responsables de la transformation des poissons. C'est pour cette raison que plus d'hommes se trouvaient dans l'eau alors que les femmes se trouvaient sur les côtes ce qui a engendré un très grand nombre de décès parmi les femmes et les enfants. Et pourtant, les efforts d'aide et de réhabilitation continuent d'être orientés vers les hommes plus que les femmes. Pour trouver une réponse efficace, il est important de comprendre et de mesurer les différences entre les deux sexes. Une analyse de la composition des survivants dissociée de l'âge et du genre homme/femme ainsi que des contraintes de réhabilitation des moyens de survie aussi bien des hommes que des femmes facilitera l'obtention d'une réponse durable (AFPIC, 2005).

Vulgarisation de l'aspect genre

Améliorer la gouvernance et la planification

- Les planificateurs peuvent emprunter des outils de l'analyse du genre afin de travailler avec les femmes et les hommes sur la collecte des informations relatives la différence entre les deux sexes dans l'utilisation des ressources, l'accès à la prise de décision et aux priorités de la communauté. Il est important de ne pas stéréotyper les intérêts des hommes et des femmes. Les informations dissociées du genre homme/femmes doivent être collectées et incorporées dans les plans et les projets côtiers. Quand les priorités des femmes ne sont pas incluses dans les projets ou les programmes, elles arrêtent très souvent d'y prendre part.
- Il est également important d'étendre l'accès de la société civile à la gouvernance côtière. Les problèmes démographiques et les problèmes hommes/femmes apportent de nouveaux partenaires de la société civile dans le cercle de la gouvernance côtière aux niveaux local, national et international. Néanmoins, le renforcement des compétences peut s'avérer nécessaire pour bien utiliser cet accès. A titre d'exemple, le Centre de Développement Tambuyog à Palawan aux Philippines a organisé des sessions de formation sur le leadership, la prise de parole en public, les plaidoyers et la sensibilisation environnementale au profit des femmes rurales engagées dans des activités de gestion côtière.

Changer l'utilisation et la gestion des ressources

- Afin d'anticiper les impacts d'une politique donnée, il est nécessaire de disposer d'une analyse politique et d'informations relatives à la question de la variété sociale homme/femme en matière d'usage et d'accès aux ressources, de statistiques sur la structure démographique des ménages, de la migration, des marchés, de l'emploi et de la prise de décision. Avec de telles informations, il est peu probable que les politiques des zones côtières aient un impact négatif sur les femmes en général et sur les ménages dirigés par des femmes.
- Les connaissances en matière de variété sociale homme/femme devraient être utilisées pour la gestion des ressources côtières. Les femmes, dans leur usage des ressources, possèdent souvent des connaissances sur la biodiversité marine, côtière et des estuaires différentes de celles des hommes. Dans plusieurs pays, ce sont plutôt les femmes qui sont engagées dans la pêche fluviale. En Afrique, les femmes pratiquent la pêche dans les rivières et les étangs. Dans certaines parties de l'Inde, les femmes pratiquent la pêche des crevettes dans les eaux arrêtées.

Au Laos et en Thaïlande, les femmes pratiquent la pêche dans les canaux. Aux Philippines, les femmes empruntent des pirogues pour pêcher dans les lagons côtiers. La collecte des crustacés, des algues marines et des plantes côtières comestibles pour les hommes et le bétail incombe aux femmes, aux enfants et aux femmes âgées qui possèdent une connaissance biologique très utile.

Projets de restauration des habitats

Etant des utilisatrices quotidiennes des ressources, les femmes peuvent aussi identifier facilement les changements des habitats, l'abondance et la distribution des espèces et peuvent même identifier les facteurs relatifs à ces changements. Les femmes peuvent aussi contribuer à toutes les formes de restauration des habitats. Le point initial pour la plupart des initiatives de gestion a été l'introduction d'activités pratiques dans lesquelles la communauté est impliquée. Ceci est ensuite étendu pour couvrir d'autres initiatives de gestion. La restauration des habitats peut comprendre la replantation des palétuviers, la replantation du corail, la replantation de la végétation des rives et d'autres activités dans ce genre. La restauration à ce niveau peut alors inciter l'implication dans des questions de gestion plus larges. Dans la zone côtière sénégalaise, plusieurs initiatives concernant la restauration du palétuvier ont été effectuées avec des villageoises en coopération avec des organisations régionales et internationales comme l'IUCN et Wetlands International. L'implication des femmes dans la restauration et la maintenance des marécages en utilisant leurs connaissances en matière de biodiversité dans les écosystèmes côtiers concernés va aussi être bénéfique à tous les ménages vivant sur les côtes et va permettre une gestion durable de la zone côtière.

Références

Diamond, N., Squillante, L. and Hale, L. Z. Cross, 2004. *Currents: Navigating Gender and Population Linkages for Integrated Coastal Management*. The University of Rhode Island's Coastal Resources Center. Available at: www.crc.uri.edu/download/WIL_0051.PDF

FAO, 1998. "Integrated Coastal Area Management and Agriculture, Forestry & Fisheries." *Environment and Natural Resources Service*. Available at: <http://www.fao.org/sd/epdirect/epre0048.htm> .

Woroniuk, B. and J. Schalkwyk, 1998. *Coastal zone management and equity between men and women*. Canadian International Development Agency (CIDA). Available at: [www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/\\$file/12zones.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/$file/12zones.pdf)

van Ingen, T, Kawau, C. and S. Wells, 2002: *Gender Equity in Coastal Zone Management: Experiences from Tanga, Tanzania*. IUCN Eastern Africa Regional Programme.

Autres Ressources

Aguilar, L. and Castañeda, I, 2001. *About Fishermen, Fisherwomen, Oceans and Tides: A Gender Perspective in Marine-coastal Zones*. San José, Costa Rica: IUCN-ORMA.

FAO, 2004. *Gender and food security*. Fact sheet on Fisheries. Available at: <http://www.fao.org/Gender/en/fish-e.htm>

Macalister, E, 2002. *“The Role of Women in Fisheries”*. DG Fish. European Union. TENDER FISH/2000/01-LOT No 1 Final report 1443/R/03/D Available at:
www.eu.int/comm/fisheries/doc_et_publ/liste_publi/studies/women/index.htm

Mheen-Sluijer, van der J. and S. Sen, 1994. *Meeting Information Needs on Gender Issues in Aquaculture*. Field Document No. 33. ALCOM. Harare, Zimbabwe. Available at:
<http://www.fao.org/fi/alcom/alcompub.htm>

Key Web Sites

The **Women’s Aquatic Network** is a private, non-profit organization incorporated in 1985 in the District of Columbia to bring together women and men with interests in marine and aquatic policy, research, legislation, and other areas. WAN facilitates the interaction of women and men with interests in marine and aquatic affairs in an atmosphere that encourages information exchange; identifies individuals, groups, organizations, programs, and/or employment opportunities that could benefit members in their field(s) of interest and expertise and provides a forum for discussion of topical issues in marine and aquatic affairs.

www.womensaquatic.net/

The Coastal Resources Center at the University of Rhode Island is dedicated to advancing coastal management worldwide. In addition to assisting in the development and implementation of coastal management programs in Rhode Island and the United States, the Center is active in countries throughout the world promoting the sustainable use of coastal resources for the benefit of all.

www.crc.uri.edu/comm/htmlpubs/ic/

The International Center for Research on Women (ICRW) was created in 1976 to fill gaps in understanding the complex realities of women's lives and their role in development. ICRW is a private, nonprofit organization dedicated to improving the lives of women in poverty, advancing equality and human rights, and contributing to broader economic and social well-being. ICRW accomplishes this, in partnership with others, through research, capacity building and advocacy on issues affecting women's economic, health and social status in low- and middle-income countries.

<http://www.icrw.org/>

Etude de cas

3.11. Genre, variation climatique et catastrophes reliés à l’eau

Introduction

Les variations climatiques naturelles à travers le monde engendrées par les changements climatiques induits par l’Homme ont placé les sociétés, et plus particulièrement les femmes, les pauvres et les personnes vulnérables dans une situation de risque élevé⁹. Dans la mesure où la sécheresse de même que les inondations sont perçues comme des manifestations climatiques fréquentes et normales de notre climat, leur impact est aggravé du fait des interventions

⁹ La variation naturelle du climat se réfère aux variations des quantités et la distribution des précipitations, tandis que les changements induits par l’homme peuvent être causés par l’émission de gaz à effet de serre, à l’origine du réchauffement de la planète.

humaines tels que la surexploitation des nappes phréatiques, ou la constructions de digues dans les zones sujettes aux inondations ; ceci a pour conséquence d'accroître la densité de la population et de changer le propriétés des terres du fait d'une agriculture intensive, la déforestation, ainsi que les installations des hommes dans des zones propices aux situations aléatoires. Dans les zones fréquemment frappées par les inondations et la sécheresse, les femmes et les hommes ont développé des stratégies complexes d'adaptation, différenciées par genre, afin de faire face aux changements climatiques saisonniers, telles que la mobilité spatiale, les migrations ainsi que des mesures institutionnelles de gestion des ressources d'eau, des terre, des récoltes ainsi que des mesures de diversification du cheptel (Moench et Dixit 1994, Yamin et al. 2005).

Comprendre le genre, la vulnérabilité et les catastrophes

Bien que la pauvreté fasse partie intégrante de la vulnérabilité –toutes les personnes en situation de pauvreté sont vulnérables- la réciproque n'est pas vérifiée (ActionAid 2005: 7). La vulnérabilité est un concept plus dynamique que la pauvreté dans le sens qu'elle prend en compte le degré de changement de la probabilité de perte causée par une exposition aux catastrophes, ou l'inégalité des risques encourus par les individus, les communautés et les systèmes. L'élaboration du contexte de changement climatique *au quotidien*, en dépassant « la géographie des vulnérabilités » (Fordham 1999) prend en considération le rôle pré défini, et l'imbrication des systèmes d'espaces naturels et sociaux dans la structuration de la vulnérabilité. Ceux-ci incluent la localisation et la nature des habitations, les systèmes d'information et de communication, les schémas de capital social et la capacité des différents groupes ou des individus à sécuriser les revenus alternatifs et de garantir un flux de ressources-financières, sociales et politiques- afin de maintenir un revenu de sécurité (Twigg 2001)

Les femmes en situation de pauvreté à travers le monde, les enfants ainsi que les personnes âgées portent de manière disproportionnée le poids de leur vulnérabilité, ce qui les place dans des catégories à haut risque, et ce même parmi les communautés marginalisées par caste, groupe ethnique, race ou religion (Wisner et al. 2004). Le travail différentiel des femmes, leur manque de contrôle sur les ressources productives ainsi que le manque d'accès aux mécanismes communs tels que les systèmes de crédit, la (micro) assurance, ou les aptitudes de survie (tels que nager dans les zones prédisposées aux inondations), de même qu'une mobilité restreinte (tels que la pratique du *pardah* ou l'obligation de vivre retirée du monde) accroît sur leur personne l'impact de la catastrophe. Aussi, les droits des femmes sont souvent violés dans les processus de catastrophes lorsque les efforts de réhabilitation, de secours et d'allègement ne prennent pas en compte les effets différentiels du dégât causé, les capacités et les besoins à travers les diverses catégories sociales (Ariyabandu and Wickramasinghe 2003: 45).

L'impact différentiel des inondations et des sécheresses sur les relations de genre

Les sécheresses ont un impact direct sur les revenus des ruraux tels que l'incapacité de cultiver et la réduction des résidences, ce qui mène à l'exode rural, la famine et des cas extrêmes de déshydratation ; certaines conséquences indirectes surviennent, telles que dans un cas de pénurie en eau, où se manifestent des propagations de maladies et des eaux non potables et donc non adaptables à la consommation humaine, l'assainissement et l'hygiène. Par ailleurs, les inondations sont un phénomène fréquent dans de nombreuses parties du monde, et certaines d'entre elles, telles que les inondations périodiques d'origine fluviales, peuvent avoir un impact positif : le maintien des écosystèmes et de la biodiversité dans les deltas et les plaines inondables, assurant la migration des poissons, le remplissage des nappes phréatiques, le transport fluvial et l'accès aux sols fertiles. Au cours des dernières décennies, les effets de la

croissance démographique, l'absence de plans d'urbanisation, la déforestation, l'élimination des marécages, et de nombreuses mesures inadéquates ont entraîné des inondations –et plus spécialement dans des inondations rapides en zone urbaine- qui ont eu des conséquences désastreuses sur les revenus, l'utilisation des terres, les maisons ainsi que les infrastructures publiques dans les pays en développement au même titre que dans les pays développés. Malgré l'absence de données décomposées par sexes en matière d'impact des inondations et des sécheresses, on observe actuellement une augmentation des matériaux aussi bien qualitatifs qu'empiriques en terme d'impact différentiel de genre, qui peut être résumé comme suit :

Les impacts économiques :

Accroissement du temps investi dans le travail impayé

- Les femmes passent davantage de temps et dépensent plus d'énergie dans l'approvisionnement en l'eau dans les zones propices aux inondations, ce qui affecte leur disponibilité en temps pour travailler (Enarson 2000).
- La charge de travail des femmes est accrue suite aux inondations car elles doivent aider dans l'accomplissement des tâches domestiques, les réparations, le nettoyage, la maintenance, et cela en sus de leur travail quotidien (Nasreen 2000).

Perte en actifs et en droits :

- Les agricultrices perdent en sécurité alimentaire lorsque les inondations détruisent leurs terres, leurs graines stockées ainsi que leur bétail.
- Les familles peuvent être contraintes de vendre leurs actifs ou mettre en gage les bijoux des femmes.
- Les schémas de consommation alimentaire et l'accès aux nourritures peuvent être différenciés en fonction du genre.

Réduction des opportunités disponibles pour accomplir un travail productif

- En zone rurale autant qu'en milieu urbain, et tous deux sujets aux inondations, les ouvrières peuvent perdre en terme de rémunération de leur travail car les champs et leurs lieux de travail ne sont pas accessibles (Enarson et Morrow 1998).
- Les femmes qui ne migrent pas souvent se retrouvent à entreprendre les travaux d'assistance propre au gouvernement en cas de sécheresse, travaux ardues et à effet néfaste sur leur santé (Fernando et Fernando 1997).
- L'émigration saisonnière et à longue distance des hommes ajoute au fardeau des femmes le fait de devoir gérer des terres sans même avoir accès à une sécurité de paiement leur bail ainsi que leurs ressources critiques.

Impacts sociaux

Education

- Les inondations prolongées ont un impact important sur les taux de scolarisation et de maintien des inscrits dans le système scolaire.
- Dans les zones où les écoles sont affectées par les inondations, celles-ci restent fermées jusqu'à ce qu'il y ait une réduction de la quantité d'eau ; les écoles situées dans les hauteurs peuvent être utilisées comme des refuges temporaires pour les communautés.

Santé, hygiène, distribution d'eau et assainissement

- Durant les périodes de sécheresses, l'eau disponible est limité en quantité pour assurer l'hygiène personnelle, ce qui affecte les aptitudes des femmes à prendre des bains régulièrement, et plus particulièrement durant leur période menstruelle.

- La difficulté d'accès à des systèmes d'assainissement suite aux inondations compromet la situation des femmes, et plus précisément celle des femmes âgées qui doivent moins manger et boire afin de réduire la lourde tâche qui leur incombe de devoir chercher une structure adéquate pour uriner ou déféquer, ce qui accroît les problèmes causés par les maladies infectieuses. Les jeunes filles dans certaines communautés refuges sont souvent confiées à des groupes afin de bénéficier de plus de sécurité dans un environnement incertain.
Conflits et violences de genre
- Une augmentation des conflits entre femmes dans les files d'accès de l'eau dans des zones souvent touchées par la sécheresse a été bien développée dans certaines études (cf.: www.utthangujarat.org).
- Les femmes marginalisées, telles que les *dalits* et les *adivasis* en Inde sont victimes d'harcèlement sexuel et sont souvent poussées dans les métiers du sex.

Les stratégies adaptables : l'élaboration de la résilience communautaire

D'un point de vue historique, les femmes et les hommes dans les communautés sensibles aux sécheresses et aux inondations ont amélioré leurs stratégies et leurs mécanismes de réaction afin de préparer leurs familles, protéger leurs biens et s'assurer un revenu minimum de sécurité. Ceux-ci incluent le stockage des engrais et la préparation de nourriture séchée afin de subvenir aux besoins alimentaires des familles durant les inondations, pouvant servir aussi pour des cultures postérieures, ou encore le développement des initiatives de gestion pour la conservation des ressources naturelles autour des sols et l'eau. La diversification des sources de revenus, que ce soit dans les activités des micro entreprises n'ayant pas attiré à l'agriculture ou encore aux migrations saisonnières, est également considérée comme une stratégie importante pour la génération de revenus en vue des périodes de sécheresse ou d'inondation. (Little et al. 2004, Verhagen et Bhatt 2003). Les mises à l'épreuve des inondations, tels que le traitement des toits en fonction des précipitations dans les vallées semi-arides de la Jordanie, les hautes plaines d'Afrique de l'Est et les Sud et Sud Est asiatique ont eu un impact significatif sur la sécurité en eau des ménages (www.idrc.ca/en/env-91395-201-1-DO_TOPIC).

Les ONGs ainsi que d'autres organisations de la société civile jouent un rôle important pour faciliter l'accès des communautés et aux ménages aux aptitudes, biens et ressources indispensables pour faire face au changement et restructurer la composition de leur revenu. De même, la mobilisation des femmes et la formation de Groupes d'Entraide afin d'encourager l'épargne, l'accès à la micro finance et à la micro assurance avant et après le déclenchement d'une catastrophe, s'est révélée très avantageuse pour de nombreuses femmes qui auraient été obligé autrement de gager leurs bijoux ou vendre leur bétail. Au Zimbabwe, l'Association pour les Clubs de Femmes, en partenariat avec Oxfam sont parvenus à aider de nombreuses femmes dans le monde rural à diversifier leur revenus, développer de nouvelles compétences et soutenir les fonds renouvelables des micros crédits (www.oxfamamerica.org/emergency/art3158.html).

De plus, de nombreuses ONG contribuent à faciliter la participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles des institutions à l'échelle communautaire, à renforcer leurs compétences de direction dans la procuration d'assistance dans les situations de catastrophes et l'élaboration du lien avec les revenus, et à promouvoir les droits et la sécurité humaine.

Le rôle de l'Etat dans l'assistance en cas de désastre

Même si le Cadre d'Action de Hyogo (ISDR 2005) appelle à l'intégration de la perspective de genre sur tous les plans, la réponse en matière de politiques et de processus de prise de décision en matière de gestion des risques de catastrophes sont, dans plusieurs pays, de court terme -de même, l'assistance fournie en cas de catastrophe liée aux inondations à travers des programmes de vivres-contre-travail ou des compensations pour les foyers affectés par les inondations. Par ailleurs, ces efforts sont caractérisés par la corruption et de faibles planifications, et ce malgré les montants considérables payés aux agences de gestion des catastrophes. La participation de la société civile, et plus particulièrement les professionnels sensibles à la question du genre pouvant identifier les besoins différentiels en terme de genre, mais aussi les priorités ainsi que les capacités avant et après les catastrophes sont importants. (cf. <http://www.gencec.interconnection.org/contact.htm>). Les initiatives telles que le Dialogue sur l'Eau et le Climat lancé en 2001 par un consortium d'agences internationales, regroupait différents intervenants et se concentrait principalement sur comment gérer les ressources en eau dans un monde sujet à de nombreuses variations hydrauliques (cf. <http://waterandclimate.org>). : <http://waterandclimate.org>).

Références

- Ariyabandu, M.M. and M. Wickramasinghe, 2003. *Gender Dimensions in Disaster Management: A Guide for South Asia*, Colombo: ITDG (Intermediate Technology Development Group) South Asia Publications. Available from: ITDG South Asia, 5 Lionel Edirisinghe Mawatha, Kirulapone, Colombo 5, Sri Lanka.
- Enarson, E, 2000. *Gender and Natural Disasters*. In-focus Programme on Crisis Response and Reconstruction, Working Paper No. 1. Geneva: ILO.
- Enarson, E. and B.H. Morrow (eds.), 1998. *The Gendered Terrain of Disaster: Through Women's Eyes*, Westport, CT: Greenwood Publications.
- Fernando, P. and V. Fernando (eds.), 1997. *South Asian Women: Facing Disasters, Securing Life*. Colombo: ITDG Publications for Duryog Nivaran Available at: <http://www.duryognivaran.org> and <http://www.itdg.org>
- Fordham, M., 1999. "The intersection of gender and social class in disaster: balancing resilience and vulnerability," *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 17(1). Pp 15-36.
- International Strategy for Disaster Reduction (ISDR), 2005. *Hyogo Framework for Action 2005-2015: Building the Resilience of Nations and Communities to Disasters*. Geneva: International Strategy for Disaster Reduction. Available at: www.unisdr.org
- Little, P.D, M. Priscilla Stone, T. Mogue, A. Peter Castro and W. Negatu, 2004. "Churning" on the Margins: How the Poor Respond to Drought in South Wollo, Ethiopia. BASIS Brief No. 21 Available at: <http://www.basis.wisc.edu>
- Malekar, A., 2000. "Silence of the Lambs: Landlords exploit the drought-hit dalit women" Available at: <http://www.the-week.com/20june04/events1.htm>

Moench, M. and A. Dixit (eds.), 2004. *Adaptive Capacity and Livelihood Resilience: Adaptive Strategies for Responding to Floods and Droughts in South Asia*. Boulder, CO and Kathmandu (Nepal): Institute for Social and Economic Transition. Available at: www.i-s-e-t.org

Nasreen, M., 2000. "Coping mechanisms of rural women in Bangladesh during floods: A gender perspective." In N. Ahmed and H. Khatun (eds.), *Disasters: Issues and Gender Perspectives*, Department of Geography and Environment, University of Dhaka.

Twigg, J., 2001. *Sustainable Livelihoods and Vulnerability to Disasters*, London: Benfield Greig Hazard Research Centre. Available at: <http://www.benfieldhrc.org>

Verhagen, J. and M. Bhatt, 2002. *Community-Based Disaster Risk Mitigation: A Case Study in the Semi-Arid Areas of Gujarat* presented at ADB Conference on Water and Poverty. Dhaka, Bangladesh.

Wisner, B, P. Blaikie, T. Cannon and I. Davis, 2004. *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disaster*, London and New York: Routledge.

Yamin, F, A. Rahman and S. Huq, 2005. "Vulnerability, Adaptation and Climate Disasters: A Conceptual overview," *IDS Bulletin*, 36(4). Pp 1-14.

Autres Ressources

Actionaid International, 2005. *Participatory Vulnerability Analysis: A step-by-step Guide for Field Staff*. Available at: <http://www.actionaid.org>

Aguilar, L., 2004. *IUCN Fact sheet: Climate Change and Disaster Mitigation – Gender Makes the Difference*.

Fact sheet about the linkages of the gender equity approach in climate change and disaster mitigation initiatives, supported in lessons learned in international initiatives.

[Download Document in Spanish](#)

[Download Document in English](#)

Ariyabandu, Madhavi, M. and Maithree Wickramasinghe, 2003. *Gender Dimensions in Disaster Management: A Guide for South Asia*, Colombo: ITDG (Intermediate Technology Development Group) South Asia Publications. Available from: ITDG South Asia, 5 Lionel Edirisinghe Mawatha, Kirulapone, Colombo 5, Sri Lanka.

This resource guide looks at the specific vulnerabilities and capacities of women and men and the gender and social dynamics of disaster situations which are not often visible. The book is targeted at policy makers and development practitioners in South Asia, whose contribution is vital for effective disaster risk management and sustainable development in the sub-continent.

Bradshaw, Sarah, 2004. *Socio-Economic Impacts of Natural Disasters: A Gender Analysis*. United Nations Sustainable Development and Human Settlements Division, Chile, CEPAL-Series Manuales 32.

This work analyses the socioeconomic effects of Hurricane Mitch (Honduras and the Pacific Coast, 1998) using a gender approach and proposes new indicators to analyse crisis situations that could show in a better way the situation of inequity of women compared to men.

CARE, 2002. *Flood Impact on Women and Girls in Prey Veng Province, Cambodia*. Funded by DIPECHO and carried out for CARE by IDP Education Australia and CARE, Cambodia.

Enarson, E. et al., 2003. *Working with Women at Risk: Practical Guidelines for Assessing Local Disaster Risk*. International Hurricane Centre, Florida International University. Available at: <http://www.fiu.edu/~lsbr/women>

Masika, Rachel (ed.), 2002. *Gender, Development and Climate Change*. Oxfam Focus on Gender. Oxfam, UK.

Pro-Vention, 2004. “*Social Vulnerability and Capacity Analysis (VCA): An Overview*”, Discussion paper prepared for the Pro-vention Consortium Workshop at the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC), 25-26 May, Geneva. Available at: <http://www.provention.org>

United National Environment Programme (UNEP), 2005. *Mainstreaming Gender in Environmental Assessment and Early Warning*.

This report seeks to help the understanding of key questions relating to gender mainstreaming into UNEP's early warning and assessment programme. It analyses key issues in the areas of gender and the environment as they relate to water, poverty, security, conflict, early warning, disaster and vulnerability to environment change.

Available at:

<http://www.earthprint.com/show.htm?url=http://www.earthprint.com/cgi-bin/ncommerce3/CategoryDisplay?cgrfnbr=141335&cgmenbr=27973&orgnbr=100&home=yes>

Ressources Espagnoles

Alegría, María Angélica, sin dato. *Desastres naturales, análisis de la capacidad de respuesta comunitaria desde una perspectiva de género*. Disponible en: <http://www.aprchile.cl/modules.php?name=News&file=article&sid=368>

Alegría, María Angélica, 2005. *Desastres naturales, análisis de cómo enfrentarlos desde la capacidad comunitaria con una perspectiva de género*. Paper presented at the 3rd IWA International Conference on Efficient Use and Management of Water, March 15–17, Santiago. Disponible en: <http://www.ita.upv.es/efficient/sessions/listado.php?vn=1&cd=3C>

Bradshaw, Sarah, and Ángeles Arenas, 2004. *Análisis de género en la evaluación de los efectos socioeconómicos de los desastres naturales*. UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Series Manuales 33, División de Desarrollo Sostenible y Asentamientos Humanos, Unidad Mujer y Desarrollo, COOPERACIÓN ITALIANA, Santiago de Chile, Chile. Disponible en: http://www.aprchile.cl/pdfs/genero_desatres_cepal.pdf

De la Región Arabe:

Saad, Samia Galal. 2001. *Environmental management and Natural Disasters mitigation: Middle Eastern gender perspective*, EGM/NATDS/

Available at: www.un.org/esa/sustdev/csd13/documents/bgground_2pdf

Mohammad, Baqie Badawi. No date. *Famine, women, creative acts and gender dynamics in Manawashai, Darfur, Western Sudan.*

Available at: www.jendajournal.com/vol2.1/muhammad.html

Sites web principaux

Durvog Nivaran

A Sanskrit word meaning disaster mitigation, this web-site advocates alternate perspectives on disasters and looks into their social dimensions. The site contains research on the issues of livelihoods and disasters, case studies containing best practices on community based disaster risk reduction from South Asian countries, information on the publications of the network, and a photo gallery depicting various disaster situations.

<http://www.duryognivaran.org>

The Intermediate Technology Development Group

This web-site contains information on ITDG's approach to strengthen the ability of poor people to use technology to cope with threats from natural disasters, environmental degradation and civil conflict by: strengthening the ways that people who live in fragile environments cope with the environmental degradation which threatens their livelihood opportunities; improving vulnerable communities' ability to prepare for, survive and rebuild homes and livelihoods after natural disasters; preventing and managing conflicts over scarce natural resources and competition for common property resources.

<http://www.itdg.org/>

Gender and Disaster Network:

This is an education project initiated by women and men interested in gender relations in disaster contexts. The network intends to document and analyse women and men's experiences before, during and after disasters, situating gender relations in a broader political, economic, historical and cultural context.

<http://www.anglia.ac.uk/geography/gdn>

The British Columbia Provincial Emergency Programme web-site has made this entire workbook on disaster preparedness and response among women's services available on-line. "It Can Happen to your Agency – Tools for Change: Emergency Management for Women's Services prepared by the B.C. Association of Specialised Victim Assistance and Counselling Programmes focuses on how women's service agencies can prepare to meet the problems and increased demands for services that will accompany any disaster.

http://www.pep.bc.ca/management/Women_in_Disaster_Workbook.pdf

CRID: Regional Disaster Information Center maintains an international collection of Spanish and English-language documents, with a growing collection of gender and disaster writing. See: www.crid.or.cr/

RADIX: Radical Interpretations of Disaster Includes gender-sensitive analysis of disaster vulnerability, response, and prevention.

www.anglia.ac.uk/geography/radix http://online.northumbria.ac.uk/geography_research/radix

3.12. Genre et renforcement des capacités

Introduction

Renforcer les capacités des différentes parties concernées est essentiel pour intégrer l'aspect genre à tous les niveaux du secteur de l'eau. Les femmes à la base n'ont souvent pas la capacité de participer d'une manière significative à la planification, à l'exécution, au fonctionnement et à la maintenance des programmes de ressources en eau, d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires. Les institutions du secteur de l'eau sont, généralement, dominées par les hommes au niveau de la gestion. Des programmes bien gérés pour le renforcement des capacités féminines sont nécessaires pour équilibrer cette situation alors que les programmes ciblant les hommes sont nécessaires pour les sensibiliser aux besoins spécifiques des femmes pauvres.

Toutefois, le renforcement des compétences doit aller au delà des individus. El-Awar (2003) définit le renforcement des capacités comme étant «un processus par lequel les individus, les groupes, les institutions, les organisations et les sociétés rehaussent leurs capacités à identifier et à relever les défis de développement d'une manière durable ». Dans plusieurs pays, il y a un besoin de renforcer les capacités des institutions du secteur de l'eau. Plusieurs pays n'ont même pas la capacité de dépenser le budget alloué aux programmes relatifs à l'eau et aux installations sanitaires. Le renforcement des capacités institutionnelles est particulièrement demandé pour les parties concernées dans les secteurs de ressources en eau et des installations sanitaires pour traduire les intentions politiques en programmes concrets qui intègrent l'aspect genre.

Renforcement des capacités et intégration de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau

La vision contemporaine du renforcement des capacités va au delà de la perception conventionnelle qui se limite à la formation. Elle comprend la création d'un environnement favorable à travers des cadres politiques, des réformes institutionnelles et le développement des ressources humaines.

Le concept d'insertion de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau est en train de gagner du terrain dans le secteur de l'eau renforçant l'intérêt que portent les agences gouvernementales, les ONGs, les donateurs et les agences d'appui technique aux approches genre. Néanmoins, la compréhension du concept et la capacité de sa mise en œuvre dans les politiques et au sein des organisations nationales et locales se font à un pas très lent et nécessitent beaucoup d'efforts et de temps.

Plusieurs professionnels du secteur de l'eau ont fait des études d'ingénieur et manquent d'expérience en matière d'incorporation des approches genre et d'égalité sociale dans leur travail. Ainsi, le renforcement des compétences fournit des outils concrets pour intégrer les perspectives genre dans leur travail par le biais de méthodes de formation et d'enquêtes socio-économiques soucieuses de l'aspect genre.

Partout dans le monde en voie de développement, les femmes ont moins de chance que les hommes pour accéder à l'éducation. Par conséquent, elles sont sous-représentées au niveau institutionnel et les femmes à la base trouvent des difficultés à participer à la prise de décision ou à entreprendre des tâches de fonctionnement ou de maintenance rémunérées. Des programmes bien conçus pour le renforcement des compétences sont nécessaires pour corriger cette situation. Le renforcement des compétences ciblant les femmes à la base devrait être perçu comme un processus et non comme un effort qui se fait une fois. Un tel processus demande des programmes de formation appropriés pour développer les compétences qui ne nécessitent pas un degré d'alphabétisation, repose sur les besoins exprimés par les femmes et est entrepris par des formateurs bien formés et sensibles à la question homme/femme. Très souvent, la formation sur le fonctionnement et la maintenance est assurée pour des personnes qui n'ont en pas besoin et les femmes qui sont formées ne bénéficient pas d'une formation professionnelle pratique.

Mais même lorsque les programmes de formation sont bien conçus, une attention particulière doit être accordée à leur application. Les programmes doivent être prévus à des horaires et dans des lieux qui conviennent aux femmes et les supports de formation doivent être appropriés et accessibles aux stagiaires. En Afrique du Sud, pour assurer la bonne maintenance des projets d'eau, le Trust Mvula a exigé que tous les comités d'eau comprennent 30%, au moins, de femmes. Les membres des comités ont été formés en maintenance et ont été consultés lorsque des modifications devaient être apportées en matière de conception, d'emplacement et de technologie. Ce processus a été adopté par le Ministère des eaux et des forêts.

Dans plusieurs villages de Gujarat en Inde, les pompes manuelles fournies par le Conseil l'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées de Gujarat (GWSSB) sont les eules sources d'eau potable. Toutefois, le GWSSB a rencontré des difficultés, de plus en plus grandes, pour assurer la maintenance de ces pompes, et dans certains cas il fallait jusqu'à 6 emaines pour répondre aux réclamations présentées. Encouragé par ses membres qui pensaient qu'ils pouvaient mieux assurer la maintenance des pompes, SEWA a lancé un appel d'offre pour couvrir 41 pompes manuelles. Néanmoins, le GWSSB n'a pas permis aux femmes de prendre part au programme de formation parce qu'elles n'avaient pas le niveau d'éducation minimum requis. SEWA a fait appel à une ONG pour former le premier lot de mécaniciens spécialisés dans les pompes manuelles. Ceci n'a pas marqué la fin de la lutte des femmes puisque les villageois avaient encore moins confiance dans les compétences des femmes que dans celles des ingénieurs du GWSSB. Avec l'appui de SEWA, ces mécaniciens formés sur le as ont pu gagner la confiance du GWSSB et le village n'a pu compter que sur leurs onnaissances. Aujourd'hui ces mécaniciens profanes assurent la maintenance de plus de 1500 pompes et arrivent à réparer les pannes dans un délai de deux jours par rapport aux 6 semaines le délai qu'il fallait auparavant.

Source: Verhagen et SEWA, 2002.

Acteurs clés

Plusieurs acteurs clés jouent un rôle crucial dans le renforcement des compétences et l'insertion de l'aspect genre dans le secteur de l'eau. Au niveau international, les organisations internationales, les agences, les donateurs et les ONGs jouent un rôle important pour apporter un appui à la création de l'environnement favorable à la gestion intégrée des ressources en eau. Les institutions internationales comme l'Alliance Genre Eau (GWA) et le Centre International pour l'Eau et les Installations Sanitaires (IRC), appuient activement le développement du savoir et des ressources locales pour faciliter la dissémination des connaissances et des informations.

Les ONGs sont impliquées dans le renforcement des capacités des membres de la communauté. Bien que beaucoup de bonnes pratiques aient pu voir le jour grâce à l'expérience des ONGs, leur couverture reste toujours faible à cause de la reproduction toujours limitée des programmes.

Au niveau national, le besoin de renforcer les capacités devient de plus en plus évident et plusieurs pays, comme par exemple l'Inde et le Népal sont en train de mettre en place des instituts spécialisés de formation pour le secteur de l'eau. Mais de tels instituts ont une couverture limitée et ne touchent pas les parties concernées aux niveaux intermédiaire et communautaire.

Les outils de renforcement des capacités pour l'insertion de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau

Les outils de renforcement des capacités pour l'appui de l'insertion de l'aspect genre dans la gestion intégrée des ressources en eau peuvent être utilisés pour évaluer la capacité du personnel et identifier les points faibles qui nécessitent le développement des compétences. *Les outils de développement institutionnels* aident les institutions comme les ministères, les départements et les ONGs à développer des outils pour l'insertion de l'aspect genre au niveau institutionnel. Ces outils peuvent être utilisés pour s'assurer que les politiques et les stratégies internes sont reflétées dans les recrutements, les programmes de formation et les pratiques générales des institutions. Des indicateurs devraient être développés pour superviser la réalisation des objectifs tracés.

Les outils de développement des capacités sociales démontrent à quel point la décentralisation et le renforcement du rôle des communautés locales peuvent être bénéfiques aux femmes et aux filles. Ces outils montrent que les opportunités offertes aux femmes pour prendre part activement à la gestion des projets rehaussent leurs capacités à participer au développement des projets et de la communauté.

Au Bangladesh et dans le cadre d'un petit projet sectoriel pour le développement des ressources en eau, le renforcement des capacités sociales a permis aux femmes des familles d'agriculteurs, de pêcheurs et de familles sans terre un accès facile à des postes institutionnels et il a multiplié leurs chances d'accéder à la Coopérative de gestion d'eau (WMCA). Il leur a permis un quota de 30% dans cette Coopérative et a permis à une femme de devenir membre du premier Comité de gestion.
Source: Begum, 2002.

Les outils d'apprentissage participatif mettent à disposition des outils créatifs pour examiner des questions relatives à la planification, l'exécution et l'évaluation d'activités de développement qui concernent les pauvres, hommes et femmes. Ils mettent en question les préjugés relatifs aux connaissances et au savoir des gens et utilisent une gamme diversifiée d'approches comme la visualisation, les entretiens et le travail de groupe. Le thème commun étant la promotion de l'apprentissage interactif, la connaissance partagée et l'analyse flexible et structurée. Ces outils ont prouvé leur efficacité dans plusieurs secteurs et plusieurs situations aussi bien au nord qu'au sud.

Références

Abrams, Len, no date. *Capacity Building for water supply and sanitation development at local level*. A paper delivered at the Second UNDP Symposium on Water Sector Capacity Building, Delft, Netherlands.

Available at: http://www.thewaterpage.com/capacity_building.htm#5

Begum, Shamsun Nahar, 2002. *Gender, Water and Poverty, Experiences from Water Resource Management Projects in Bangladesh*. Paper presented at a Regional Workshop on Water and Poverty, September 22-26, 2002, Dhaka, Bangladesh

Available at: http://www.genderandwateralliance.org/english/mainstreaming_Dhaka.asp

El Awar, Faraj, 2003. *Capacity Development Approaches and Tools for Water Demand Management (WMD) Implementation in the Middle East and North Africa*. Paper written for the International Development Research Centre (IDRC, Canada) for WDM II Consultative Meeting 18-19 January 2004, Cairo, Egypt.

Available at:

http://www.idrc.ca/uploads/user-S/10983457021Capacity_Development_Report.doc

Gender and Water Alliance, 2003. *The Gender and Water Development Report: Gender Perspectives on Policies in the Water Sector*. GWA, the Netherlands.

Available at: <http://www.genderandwater.org/page/690>

Verhagen, Joep and the Self-Employed Women's Association (SEWA), 2001. *SEWA's Barefoot Water Technicians in Sabarkantha*. Part 1 of Women's Struggle for Water, a series of notes and posters on SEWA's Water Campaign. Ahmedabad, India: SEWA.

Autres Ressources

Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), pas de date, *Rapport de l'atelier de définition de cadre méthodologique de recherche en approche genre dans le secteur de l'Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA)*

Cet atelier constitue une étape importante dans le processus d'appropriation des outils de recherche en approche Genre dans le secteur de l'eau, l'hygiène et de l'assainissement pour les personnes ressources du CREPA.

CREPA, pas de date, *la politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau : un guide méthodologique et technique*.

C'est un rapport final sur le séminaire de sensibilisation des cadres féminins à la problématique de l'eau potable et de l'assainissement. Ce rapport met en exergue la participation communautaire dans tout programme dans le secteur eau.

Disponible au: Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), Ouagadougou, Burkina Faso.

Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), pas de date. *Rapport de l'atelier de définition de cadre méthodologique de recherche en approche genre dans le secteur de l'Approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement (AEPHA)*

Cet atelier constitue une étape importante dans le processus d'appropriation des outils de recherche en approche Genre dans le secteur de l'eau, l'hygiène et de l'assainissement pour les personnes ressources du CREPA.

Disponible au: Centre Régionale pour l'Eau Potable et Assainissement (CREPA), Ouagadougou, Burkina Faso.

CREPA, Ouagadougou, pas de date, *La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau : un guide méthodologique et technique*. Disponible au: CREPA, Ouagadougou, Burkina Faso.

CREPA, Ouagadougou, *Rapport final: séminaire de sensibilisation des cadres féminins à la problématique de l'eau potable et de l'assainissement*.

Il met en exergue la participation communautaire dans tout programme dans le secteur eau.

Disponible au: CREPA, Ouagadougou, Burkina Faso.

Ressources Anglaises

Alaerts, G.J, F.J.A. Hartvelt & F.-M. Patorni, 1999. *Capacity building as knowledge management: purpose, definitions and instruments*, eds. Water sector capacity building: concepts and instruments. Proceedings of the second UNDP symposium on water sector capacity building, Delft.

Akerkar, Supriya, 2001. *Gender and Participation, Overview Report*, BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK.

This report looks at convergences between approaches to gender and to participation, how these have been played out, and how they have been or could be constructively integrated into projects, programmes, policies, and institutions. A background is given on the concepts of gender and participation, why there has not been more interaction in the past, and attempts for learning across these two approaches. The report also, looks at efforts to combine participatory methodologies and gender in projects and describes ways in which the two have been used to influence policy and to what extent measures have been institutionalised.

Blanco, Lara and Giselle Rodríguez, 2000. *Practising What We Preach: Management and Decision-Making Processes with Equity*. Towards Equity Series, No.7. San José: World Conservation Union and Arias Foundation.

Boezak, Sonja, Ra'ida Al-Zubi, Paola Brambilla, Elena Krylova and Emma Bell, 2002. *Report N° 65 on Gender Websites*, prepared for the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK.

This compilation of websites was commissioned by the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC). The websites listed cover the five thematic areas that SDC's work focuses on: social development; conflict prevention; governance; work and income; and natural resources and the environment. Included are sites in English, French, Spanish and Russian. Websites that cover a range of issues are categorised under the social development section, so check this section for more websites on conflict prevention, governance, work and income, and natural resources and the environment.

Canadian International Development Agency (CIDA), no date. *Accelerating Change: Resources For Gender Mainstreaming*. Available at: 200 Promenade du Portage Gatineau, Quebec, K1A 0G4, Tel: (819) 997-5006 Toll free: 1-800-230-6349 Fax: (819) 953-6088, E-mail: info@acdi-cida.gc.ca

This Manual is the tangible resource that emerged from the proceedings of the Technical Workshop on Gender Mainstreaming, Sanur, Indonesia, February 2000. This Manual is an attempt to capture many of the lessons learned during the workshop and to reflect on the depth and breadth of experience that participants brought to the table. It is intended to be a practical resource for those engaged in mainstreaming gender equality in a variety of contexts. It should be taken as a toolkit of concepts, insights, frameworks and strategies drawn from the exchanges at the workshop. One of the most important realizations to emerge from the workshop was that there is no right answer that will apply to

every society. Nevertheless, sharing successes, failures, and all those experiences that fall in between, will lead to the strengthening of capacities for those engaged in the pursuit of gender mainstreaming wherever the Manual is used.

Centre for Strategic and International Studies (CSIS) and Sandia National Laboratories (SNL), 2005. *Addressing Our Global Water Future: A White Paper by The CSIS and SNL*. Washington D.C: SNL, U.S. Department of Energy's National Nuclear Security Administration and CSIS.

This White Paper addresses the growing global challenges of dealing with the devastating effects of increasing water scarcity and declining water quality. The second section deals with building capacities and building solutions, the paper analysed the effective integrated water resource management and the community participation. The principles of this approach can be applied at any level and at any scale, depending on the circumstances. As such, participatory, integrated water projects can improve gender equality, foster democratic institutions, and improve tenuous or uncertain cross-border relations.

Available at: http://www.sandia.gov/water/docs/CSIS-SNL_OGWF_9-28-05.PDF

El Anwar, Faraj, 2004. *Capacity Development Approaches and Tools for Water Demand Management: Implementation in the Middle East and North Africa*, A paper prepared for the Water Demand Management II Consultative Meeting, January 18-19, 2004, Cairo, Egypt.

Guijt, Irene, 1996. *Questions of Difference: PRA, Gender and Environment – A Training Guide*. London: International Institute for Environment and Development

Gender and Water Alliance, 2003. *Gender Mainstreaming in Integrated Water Resources Management: Training Of Trainers Package*.

This training package is intended for managers, planners and trainers who are concerned with policy development and implementation of integrated water resources management programs and projects. The main objective of this training package is to provide program and project staff with a sufficiently detailed account of the gender approach in integrated water resources management to help them in implementing their activities.

Available at: http://www.cap-net.org/captrainingmaterialsearchdetail.php?TM_ID=101

GWA, 2003. *Tapping into Sustainability: Issues and Trends in Gender Mainstreaming in Water and Sanitation*. A Background Document for the Gender and Water Session, Third World Water Forum, Kyoto, Japan.

Available at: <http://www.genderandwater.org/page/156>

Hill, C.L.M, 2003. *Guide for Gender-Disaggregated Data in Agriculture and Rural Development*, FAO, SEAGA.

This is a manual of facilitation materials for building capacity of those involved in producing agricultural data and statistics.

Available at: <http://www.fao.org/sd/seaga/downloads/En/GDDEn.pdf>

Keller, Bonnie, Anne-Lise Klausen and Stella Mukasa, 2000. *The challenge of working with gender, experiences from Danish-Ugandan development cooperation*, Danish Ministry of Foreign Affairs (Danida).

This study on Danish-Ugandan development co-operation was commissioned by Danida as a contribution to the five-year follow-up of the Fourth Global Conference on Women held in Beijing, 1995. It recognises that many other countries are grappling with similar issues and that experiences can be usefully shared in order to achieve the goals of gender equality and economic empowerment. This publication stresses opportunities and challenges, rather than 'best practices.' It describes and analyses experiences, pitfalls encountered, achievements and challenges for the future, with particular reference to three Danish-supported programmes in Uganda. Focused skills transfer is necessary to ensure that efforts devoted to capacity building for gender analysis and gender planning are directly applicable to the specific working contexts of those who participate in training activities. Creating linkages between

programmes and institutions will promote more efficient use and co-ordination of the resources invested in gender training.

Available at: http://www.siyanda.org/docs_genie/danida/challenge.pdf

Lacirignola, Cosimo, Atef Hamdy and Mladen Todorovic, no date. *Regional Action Programme on Water Resources Management: An Overview of Actions towards Better Water Use in Mediterranean Agriculture*, Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM).

The Regional Action Program on "water resources management" (RAP-WRM) represents a part of a larger programme developed by Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) and its four institutes within the framework of EU activities. The overall objectives of the whole programme are human resources development, institutional capacity building and the improvement of regional cooperation in the agricultural sector through training, promotion of research and communication of scientific and technical information, with particular emphasis on sustainable agriculture and the transition to a more open and competitive market economy.

Available at: <http://ressources.ciheam.org/om/pdf/b44/03001793.pdf>

Lidonde, R.A, D. de Jong, N. Barot, B.S. Nahar, N. Maharaj and H. Derbyshire, 2003. *Advocacy Manual for Gender & Water Ambassadors*, GWA, Delft, Netherlands. Guidelines for lobbying, speeches, and conferences, training module and case studies.

Available at: <http://ww.genderandwater.org/english/advocacy.asp>

Liao, Mary E, 2004. *Gender and Water Demand Management: Diagnostic Study (Regional Water Demand Initiative for the Middle East and North Africa project)*, Cairo: International Development Research Centre (IDRC).

The overall purpose of this Diagnostic Study is to review gender and water demand management issues in the countries of the Middle East and North Africa (MENA) region, and to explore ways in which gender may be mainstreamed within the WaDimena project. The review seeks to justify the importance of gender issues and relevance to water demand management in Middle East and North Africa region, to identify the most salient and relevant theoretical methodological research gaps in gender and water demand management. It also seeks to provide an analysis of needs and priorities at the level of research, policy and development support needed to further the agenda of gender and water demand management and to identify means to alleviate the gaps and address the priorities for gender and water demand management in MENA region.

Available at: http://www.idrc.ca/wadimena/ev-66734-201-1-DO_TOPIC.html

Moser, Caroline O. N, 1993. *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. New York: Routledge.

Parker, A. Rani, 1993. *Another Point of View: A Manual on Gender Analysis Training for Grassroots Workers*. New York: UNIFEM.

Rose, Lidonde, 2001. *Gender and participation*. A paper presented at the 27th WEDC Conference held in Lusaka, Zambia.

It gives a background to the development of the Methodology for Participatory Assessment.

Available at: <http://www.lboro.ac.uk/wedc/papers/27/5%20-%20Institutional%20Issues/11%20-%20Lidonde.pdf>

Schalkwyk, J. 2000. *Exercises in Gender Mainstreaming*, Gender in Development, Monograph Series, UNDP Gender in Development Programme.

This set of five group exercises has been prepared for use in the GIDP Capacity Building Support Programme. The overall purpose of these exercises is to give workshop participants (generally gender

focal points) some experience and confidence in identifying relevant gender equality issues. The exercises are based on hypothetical “case studies” in different UNDP areas of policy interest (poverty, governance, human rights, post-conflict initiatives, water resources).

Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), 2005. *Gender and Training: Mainstreaming gender equality and the planning, realisation and evaluation of training programmes*, Berne, Federal Department of Foreign Affairs.

The paper provides detailed information and practical incentives for mainstreaming gender equality in the planning, realisation and evaluating of training programmes.

Available at: Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC), Federal Department of Foreign Affairs (DFA), 3003 Bern ; www.deza.admin.ch; Tel.: 031 322 44 12; Fax: 031 324 13 48; info@deza.admin.ch

Available in English, German, French and Spanish.

Thomas, H, J. Schalkwyk and Beth Woroniuk, 1996. *A Gender Perspective in the Water Resources Management Sector: Handbook for Mainstreaming*, Stockholm: Swedish International Development Cooperation Agency, Publications on Water Resources, No.6.

This handbook aims to develop awareness, commitment and capacity for integrating gender perspectives into water resources management. It includes an analysis of linkages between gender equality and water resources to guide sector analysis and policy development and help to set concrete measurable goals, and guidance for mainstreaming gender in different parts of the planning cycle (sector analysis, project formulation/appraisals, annual review and evaluations).

UNEP, 2003. *Empowering Women in Water Management and other Development Initiatives. A Training Manual: Focusing on Rainwater Harvesting*. Earth Care Africa Monitoring Institute, Nairobi, Kenya.

WEDC, 2001. *Practical Guide to Mainstreaming Gender in Water Projects: Guidelines for Water Engineers and Managers*, Loughborough University, UK.

User-friendly guide for engineers and managers, together with a training pack and set of case studies to enable design of projects that meet the needs of women and men.

Available at: wedc.lboro.ac.uk/projects/new_projects3.php?id=19

Zaldaña, Claudia, 2000. *In Unity There is Power: Processes of Participation and Empowerment*. Towards Equity Series No. 5. San José: World Conservation Union and Arias Foundation.

Ressources Espagnoles

Heiland, Stephanie, Betty Soto and Malin Ljunggren, 2003. *Género en Saneamiento Básico. Sistema Modular de Capacitación*.

Módulo de capacitación que focaliza el nivel institucional, para que los actores asuman una transversalización real del enfoque de género en los proyectos de agua y saneamiento, para la toma de conciencia, modificar actitudes y orientar decisiones que mejoren las condiciones de vida y de los hogares más pobres de áreas peri urbanas. Los contenidos son formativos y parten de los conceptos básicos que hacen al género, para introducir luego el género en saneamiento básico, el estado actual del género y las herramientas para transversalizar el enfoque de género en proyectos de agua y saneamiento.

Disponible en: www.anesapa.org/Centrode documentación/Documentos-sistemaModular

Pimentel, Noris, 2000. *Mujer y Medio Ambiente – Técnicas y ejercicios para el Trabajo*,

República Dominicana.

Una iniciativa con alto enfoque didáctico que contiene técnicas y ejercicios para trabajar el tema de mujer y medio ambiente, desde la perspectiva de género. Intenta dar respuesta a una necesidad planteada sobre todo por las mujeres que realizan capacitación sobre el tema de mujer y medio ambiente. El planteamiento parte de que la sociedad vive una marcada desigualdad entre hombres y mujeres, que ambos poseen sentidos y visiones diferentes frente a la naturaleza, los que debemos conocer para programar una intervención equilibrada.

Aguilar, Lorena, Ivania Ayales and Guiselle Rodriguez, 1997. *Género y Figura no son hasta la sepultura – Guía para la construcción de relaciones de equidad en iniciativas de desarrollo sostenible*. Unión Mundial para la Naturaleza (UICN), Área Social, Oficina regional para Meso América.

Presenta una iniciativa práctica para hacer un trabajo comunitario a nivel de proyecto con perspectiva de género en Centroamérica. Presenta una serie de diez instrumentos conceptuales para la integración del enfoque de género y el desarrollo sostenible. Incluye además técnicas de trabajo y algunos lineamientos para la construcción de una ética basada en valores y propósitos donde la concepción y la unión que se logre establecer entre género, sostenibilidad y participación, cobren gran relevancia. A pesar de los muchos aportes para la construcción de género, se ha avanzado mucho en el plano conceptual. El documento aporta en el plano metodológico e instrumental, y plantea tres lineamientos fundamentales: i) trabajo enfocado hacia relaciones ínter genéricas, ii) toma como punto de partida la reflexión grupal y iii) el/la facilitadora cobra sentido al leer el contexto y las relaciones entre los seres humanos.

Escalante, Ana Cecilia, María del Rocío Peinador, Lorena Aguilar, Ana Elena Badilla, 1999. *Ojos que no ven ... Corazones que sienten: Indicadores de equidad*, Unión Mundial para la Naturaleza, Fundación Arias Para la Paz y el Progreso Humano.

Esta publicación une las áreas de género y medio ambiente, a través de un proceso que pretende facilitar y apoyar a organizaciones e iniciativas de desarrollo rural de la región, asegurando la incorporación de la perspectiva de equidad de género en su quehacer institucional. Se enmarca en herramientas e instrumentos que permiten incorporar la perspectiva de equidad de género en el ciclo de un proyecto.

Fundación Arias para La Paz y el Progreso Humano, no date. *Manual de Capacitación para personal técnico de la Cooperación Holandesa: Derechos de las mujeres a la tierra, agua y recursos naturales, una visión latinoamericana* (version preliminar).

Aunque el manual es sintético se aprecia la amplitud del tema de los derechos humanos de las mujeres a la tierra, el agua y recursos naturales en los países de las regiones Andina y Centroamericana.

REPEM, no date. *Red de Educación Popular entre Mujeres – Talleres de formación: Género y Presupuestos*.

The Popular Education Network amongst Women of Latin America and the Caribbean, REPEM (Red de Educación Popular entre Mujeres), has dedicated one of its training manuals on macro and micro-economics to gender sensitive budgets. After contextualizing the issue within the framework of globalization and macroeconomic policies, Alma Espino analyzes the allocation of public funds from a gender perspective. Jeanine Anderson provides interesting and complementary analysis to traditional gender budget approaches by looking at women's social and political assets. Carmen Zabalaga provides insights on gender budget work at the municipal level in Bolivia and Irene Sarasúa takes us through a series of case studies worldwide, drawing on the existing gender budget literature.

Disponible en: http://www.idrc.ca/es/ev-66822-201-1-DO_TOPIC.html

Sites web principaux

Capacity Building for Integrated Water Resources Management (Cap-Net):

Cap-Net is an international network for capacity building in IWRM. It is made up of a partnership of autonomous international, regional and national institutions and networks committed to capacity building in the water sector.

<http://www.cap-net.org>

The Gender and Water Alliance (GWA):

The Capacity building program of the Gender and Water Alliance was organised to develop and implement new tailored and improved methodologies, tools and materials for training and capacity building.

<http://www.genderandwater.org>

Global Environment Monitoring System (GEMS):

Global Environment Monitoring System provides a modular approach to training in monitoring and water quality management. A training guide describes a series of courses that are offered through the GEMS Water Programme and our partners. The training programme is oriented toward assisting developing countries in setting up basic capabilities for water resources management or in modernizing existing programmes.

http://www.gemswater.org/capacity_building/index-e.html

World Bank Capacity Building Activities (WB):

Capacity building is central to the World Bank's support in the water supply and sanitation (WSS) sector. The World Bank's support to countries follows a learning-by-doing approach that combines capacity building, reforms, and investments. World Bank capacity building activities are targeted mainly at clients of the World Bank, i.e., policy makers and government officials. However, partners of the World Bank - such as development experts, media representatives, and representatives of bilateral and multilateral organizations, staff of nongovernmental organizations, and others - can also participate in many of the Bank's learning programs

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTWSS/0,,contentMDK:20262460~menuPK:533815~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:337302,00.html>

3.13 La planification et les outils de genre dans le secteur de l'eau¹⁰

Introduction

Un cadre d'étude pour les analyses de genre montre comment entreprendre cette analyse par étape, en aidant à dégager les problématiques, analyser les informations, et mettre au point les stratégies et les politiques qui contribuent à se pencher sur les réalités des femmes autant que des hommes. Un cadre d'analyse de genre contribue à analyser les différents rôles et responsabilités des femmes et des hommes, et la différence dans leur accès aux ressources et à les contrôler. L'analyse assiste les planificateurs et les décideurs à comprendre dans quelle

¹⁰ De nombreux outils pour la planification du genre dans le secteur l'eau sont expliqués brièvement et l'utilisation de tels outils sont analysés afin d'améliorer l'efficacité et l'impact des interventions, de même que les relations de genre.

mesure les politiques et les programmes peuvent être modifiés en vue d'encourager une participation égale des femmes et des hommes et d'être sûr qu'ils défendent le principe d'égalité des genres. Par ailleurs, elle peut contribuer à donner davantage de transparence sur comment certains programmes, projets ou politiques ont un impact négatif sur les femmes. La notion de genre devrait être intégrée le plus rapidement possible dans les cycles de programmes et de projets, dans la mesure où elle a un effet considérable sur la totalité du concept du programme ou du projet, et sa réalisation.

Une analyse de genre devrait donner les informations nécessaires à toute la mise au point d'une politique ou d'un programme. Une approche sensible à la question du genre n'est pas une activité isolée à mener à une seule étape du plan de développement. Une approche sensible à la question du genre démarre généralement avec un constat politique clair qui définit les objectifs d'une planification dans une perspective de genre; ensuite, elle doit être intégrée à travers un processus de planification, de mise en place et d'évaluation.

La Planification dans une perspective de Genre

La planification dans une perspective de genre se réfère au processus de planification des programmes et des projets de développement afin de les rendre plus sensible à la question du genre, en prenant en considération les implications dans les relations diverses de genre, les rôles et des besoins des différents hommes et femmes concernés. Ceci implique une sélection des approches les plus adéquates afin de rendre compte non seulement des besoins réels des hommes et des femmes, mais aussi l'identification de points essentiels de lutte contre l'inégalité des relations et des besoins stratégiques.¹¹

L'intégration de la question du genre dans la planification, la mise en place et l'évaluation des programmes ainsi que des projets ne sont pas fait dans le seul but d'impliquer les hommes et les femmes dans les projets, mais aussi pour s'assurer de leur participation active dans les différentes étapes des processus de planification, de mise en place et d'évaluation. En temps que participants et bénéficiaires des programmes, les femmes et les hommes devraient pouvoir tirer profit de la situation de manière égale. Aussi, ce processus entraîne une augmentation de l'efficacité et de la pérennité des programmes, et facilite le contrôle des objectifs liés à l'autonomisation des femmes, de même que la promotion de l'égalité des genres.

L'exclusion des femmes dans la formulation des projets et des programmes peut avoir des effets pervers. De même au Népal, le manque de prise en compte des besoins des femmes dans la planification des projets a pour conséquence l'alourdissement du fardeau des femmes. A travers toutes les communautés impliquées dans cette étude, les femmes se plaignent de l'augmentation sensible de leur temps passé à collecter de l'eau (approximativement quatre à cinq fois plus de temps) après avoir reçu les services améliorés de distribution d'eau. Ceci est lié aux bornes fontaines et aux puits en tube situés tout au long de la route, où les femmes étaient dans l'incapacité de prendre un bain ou de laver leurs affaires librement sans être épié par les passants masculins. En vue d'éviter cela, les femmes dans le village d'Hile et dans l'est du Népal portent l'eau jusque chez elles plusieurs fois par jour, investissant beaucoup de leur temps dans cette activité. Les femmes se sont également plaintes que les enquêteurs ne

¹¹ Kit explicatif du genre, Terminologie du Genre, PNUD.

les ont pas impliqué dans la mise au point et la localisation des bornes fontaines et des puits en tube.¹²

Les outils et la méthodologie pour la planification dans une perspective de Genre tels que les analyses de genre, le mapping sociale et la décomposition des données par sexes sont des outils qui facilitent les analyses qui s'intéressent à savoir dans quelle mesure les interventions ont répondu ou non aux différents besoins des femmes et des hommes. L'objectif d'utilisation des outils analytiques pour la planification dans une perspective de genre permet non seulement d'accroître le succès des programmes et des projets en les adaptant parfaitement aux besoins réels des femmes et des hommes, mais aussi en vue d'améliorer les statuts des femmes et accroître leur participation dans le processus de prise de décision à différentes échelles.

Les Acteurs Clés dans le Secteur

La planification prend place aux différents niveaux de ministères dans gouvernement et d'agences, d'organisations internationales, d'entreprises privées, d'ONGs, de groupes de femmes et chez certains ménages. Ce sont tous des acteurs clés au niveau du processus entier de planification. Il est important de prendre en compte la diversité, qui comprends les femmes et les hommes de même que les différentes tranches d'âges, classes, castes, ethnies, etc. certains groupes marginalisés peuvent être laissé en dehors du champs des interventions si des efforts spécifiques ne sont pas entrepris pour les intégrer.

Les planificateurs tentent de mettre au point des plans, des programmes, et des projets à l'échelle national, régionale, et aussi à l'échelle des districts qui sont compatibles avec les buts, les stratégies et les politiques entreprises par décideurs politiques. Les planificateurs peuvent être des économistes, des gestionnaires, des sociologues ou des experts techniques employés dans les unités de planification au sein de ministères ou ses diverses agences ou encore dans des ONGs et organisations nationales ou internationales. Des programmes à succès ont été pris en compte pour les besoins et intérêts des intervenants, et ont utilisé des approches participatives et une planification dans une perspective de genre dans les activités des programmes.

Les outils de planification pour l'intégration transversale du genre dans les secteurs de l'Eau

En s'intéressant aux relations de genre et en utilisant des outils sensibles au genre pour la planification peut contribuer à améliorer la planification et la gestion, et peut accroître le succès des programmes et des projets reliés à l'eau. Une attention particulière au genre est acceptable dans les secteurs de l'eau du fait que les femmes et les hommes ont des responsabilités, un accès à l'eau et un contrôle sur les ressources en eau différentes.

Des outils tels que les analyses de genre pour un programme et un projet spécifique peuvent accroître la compréhension du contexte socio économique et culturel du programme, en incorporant les intérêts et les besoins des femmes et des hommes ainsi que leurs priorités, connaissances, attitudes et pratiques différentes en terme de service relié à l'eau. De même l'introduction du système d' « utilisateur payeur » dans le système des services en eau peut avoir pour résultat un véritable fardeau pour les femmes, dans la mesure où elles ont

¹² Shibesh Chandra Regmi and Ben Fawcett, 1999. "Integrating gender needs into drinking water projects in Nepal", Gender and Development, . 7 (3): 2.

généralement la responsabilité de fournir l'eau, mais n'ont pas la principale source de revenu du ménage. De plus, les femmes peuvent bénéficier de formations, mais peuvent être empêchées de mettre en pratique leurs nouvelles qualifications et connaissances du fait des facteurs culturels et sociaux.

Le mapping social est un outil qui permet de fournir les informations sur la communauté compte tenu de sa composition, les ressources disponibles, les activités, l'accès et l'utilisation des ressources en eau. Le Mapping peut aider à identifier les personnes ayant accès, utilisent et contrôlent les ressources en eau, et ce en fonction du genre, de la classe, et le groupe ethnique notamment. Un tel outil peut accroître les contributions des membres de la communauté dans la mesure où ils sont experts à l'échelle locale. Il s'agit en effet d'un excellent outil permettant de recueillir des données décomposées par sexes qui peuvent renseigner sur les préférences pour les sources d'eau, la localisation et la conception des structures et des préférences culturelles en ce qui concerne l'assainissement. Le mapping social, en tant qu'outil exploratoire et de planification peut être utilisé par l'équipe travaillant sur le projet pour mettre en lumière les inégalités et les fossés existant quant à l'accès aux ressources en eau ainsi que l'évaluation des effets des interventions à l'échelle d'une communauté. Il s'agit d'un moyen très efficace pour engager dans le projet aussi bien les femmes que les hommes de la communauté.

La décomposition des données par sexes est un outil d'une grande utilité mais insuffisant dans son utilisation isolée. Sachant qu'il est reconnu que les préoccupations de genre sont à intégrer dans les statistiques nationales, les catégories de données recueillies doivent être analysées afin de garantir qu'elles reflètent bien les réalités des vies des femmes et des hommes de même que leurs relations. De même, la nécessité de créer des indicateurs à même de refléter le plus précisément possible le travail non rémunéré des femmes et le travail dans le secteur informel a été évoqué. Les statistiques standards officielles ont eu tendance à négliger de telles mesures, sous estimant par conséquent la contribution économique des femmes.¹³

La question des indicateurs sensibles au concept de genre est en relation avec le sujet des données décomposées par sexes, ce qui facilite le contrôle des changements et la mesure des bénéfices que tirent les femmes et les hommes des programmes et des politiques. Par exemple, les indicateurs sensibles au concept de genre peuvent mesurer l'efficacité des activités ciblées pour rendre compte des besoins des femmes et des hommes.

L'*histogramme* est en outre un autre outil qui permet d'avoir un aperçu général sur la communauté et d'identifier les faits historiques importants au sein de la communauté qui pourraient avoir affecté la gestion des ressources en eau et la pauvreté. Il permet aussi d'assister les communautés à analyser les facteurs influant sur leurs problèmes actuels. L'histogramme est un outil différent de l'analyse des tendances, dans la mesure où il couvre plusieurs événements (politiques, économiques, de même que les changements sociaux et les catastrophes naturelles) qui se sont manifestés dans le passé au sein de la communauté. Il est nécessaire de comprendre les dynamiques des changements sociaux et naturels qui, au cours des périodes, peuvent expliquer les facteurs à l'origine des problèmes actuels de la

¹³ Watch, H. and Hazel Reeves, 2000. Gender and Development: Facts and Figures, Report No.56, Bridge, Institute of Development Studies, UK.

communauté. Un tel outil nécessite l'implication de tous les membres de la communauté, et plus particulièrement les personnes, femmes et hommes, âgées.

Un «Carte de poche» permet au chercheur de collecter des données qualitatives socio économiques et décomposées par sexes, puis de les quantifier à l'échelle individuelle dans une communauté. De plus, il aide à identifier et à évaluer non seulement les besoins et les priorités des hommes et des femmes, mais aussi les bénéfices obtenus et les changements liés aux représentations dans positions de dirigeants.

La «classification selon le bien être » peut être utilisé pour aider une communauté à élaborer ses propres classifications socio économiques. Elle permet à la communauté aussi de mettre à jour ses propres indicateurs de bien être (en terme d'éducation, d'alimentation, d'eau, de santé, de statuts, d'actifs, d'infrastructure et d'emploi). Il s'agit en effet d'un bon outil qui permet l'autoévaluation et l'identification des pourcentages approximatifs des différents niveaux des groupes socio économiques. Cet outil est utile pour contrôler dans quelle mesure les femmes et les hommes en situation de pauvreté continuent à avoir une voix dans le processus de décision et l'accès aux ressources en eau.

Les approches sensibles au concept de genre ainsi que les outils pour la planification faite dans les secteurs de l'eau sont fondamentales pour atteindre les buts d'efficacité, d'équité sociale et d'égalité des genres. Les cibles telles que celles évoquées dans les Objectifs du Millénaire pour l'eau et l'assainissement sont peu probables d'être atteintes si elles n'intègrent pas une perspective de genre dans les activités de planification, de mise en place et de contrôle.

Les lignes directrices, les Ouvrages et les boîtes d'outils existent pour guider les planificateurs dans l'intégration des questions de genre à toutes les étapes du développement. Ces ressources nécessaires combinent des concepts généraux, des techniques, des outils et des modèles qui permettent d'aider à mettre en œuvre des approches équitables de genre dans la planification.

Références

Chandra Regmi, Shibesh and Ben Fawcett, 1999. "Integrating gender needs into drinking water projects in Nepal", *Gender and Development*, 7(3).

Gender and Development Training Centre, Netherlands Development Organisation (SNV), 2000. *Manual for the Participatory Gender Audit*. Haarlem, the Netherlands.

March, C. et al., 1999. *Key Concepts: A Guide to Gender Analysis Frameworks*. Oxford: Oxfam.

Moser, C, 1993. *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. London: Routledge,

Oxaal, Zoë and Sally Baden, 1997. *Gender and Empowerment: Definitions, Approaches and Implications for Policy*. Briefing paper prepared for the Swedish International Development

Cooperation Agency (SIDA), BRIDGE, Institute of Development Studies, Report no. 40. University of Sussex, Brighton, UK. Available at: www.ids.ac.uk/bridge

Watch, H. and Hazel Reeves, 2000. *Gender and Development: Facts and Figures*, Report No.56. Bridge, Institute of Development Studies, UK.

Autres Ressources

Aguilar, Lorena, 1999. *A Good Start Makes a Better Ending: Writing proposals with a Gender Perspective*. Towards Equity Series, No.1. World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

The author proposes a series of preconditions that contribute to the design of a project proposal containing the basic ingredients needed to facilitate the incorporation of a gender equity perspective.

Available at: <http://www.generoyambiente.org/busqueda/busqueda.php>

Aguilar, Lorena, Gustavo Briceño, and Iles Valenciano, 2000. *Seek and Ye Shall Find: Participatory Appraisals with a Gender Equity Perspective*, Towards Equity Series, No.2. World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

KIT/Oxfam, (2002). *Natural Resources Management and Gender: A Global Source Book*. (Critical reviews and annotated bibliographies series)

The book reflects experiences with mainstreaming gender and natural resources management. It examines diverse natural resources from different perspectives including security of women's rights to common property resources and land (West Africa), mainstreaming gender in water policy and institutions (India), gender responsive planning in wetland development (Uganda), empowering women in natural resource management (Pakistan) and development of gender policies for environmental policies (Mesoamerica). The chapters are complemented by an extensive annotated bibliography comprising books, journals, electronic documents and Web resources.

Available at: KIT (Royal Tropical Institute), P.O. Box 95001, 1090 HA Amsterdam, the Netherlands, E-mail: publishers@kit.nl, Website: www.kit.nl

Alfaro, María Cecilia, 1999. *Unveiling Gender: Basic Conceptual Elements for Understanding Equity*, World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

Alfaro Quesada, Cecilia, 2002. *If We Organize It We Can Do It: Project Planning with a Gender Perspective*. Towards Equity Series, No.3. World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

Atthill, Catherine, no date. *Toolkit: An Integrated Resource for Implementing the Gender Management System Series*. London: Commonwealth Secretariat.

The Gender Management System (GMS) is a holistic approach to gender mainstreaming developed by the Commonwealth Secretariat. It aims to bring about fundamental and lasting change in society as a whole by transforming the structures that create and perpetuate gender inequality. It starts with organisational change in government, institutions, civil society, the private sector and international governmental organisations. The aim of the GMS Toolkit is to help people responsible for gender mainstreaming, to enable them to put the Gender Management System Series of manuals into practice and provide a range of tools to make the manuals more accessible.

AusAID Guide to Gender and Development Water Supply and Sanitation, 2000. *Gender guidelines water supply and sanitation* supplement to the guide to gender and development, AusAID, (updated April 2005). Available at: www.ausaid.gov.au

Beck, Tony, 1999. *A Quick Guide to Using Gender-Sensitive Indicators*. London: Commonwealth Secretariat.

This guide is designed to assist the user in the selection, use and dissemination of gender sensitive indicators at the national level. It should be of particular use to governments that are establishing and using a Gender Management System and/or developing a national data base on gender-sensitive indicators as well as NGOs, women's groups, professional associations, the academic community and others interested in promoting gender equality.

Available at: <http://thecommonwealth.org/gender/index1.htm>

Beck, Tony, no date. *Using Gender- Sensitive Indicators: A Reference Manual for Governments and Other Stake holders*. London: Commonwealth Secretariat.

This reference manual is part of the Gender Management System (GMS) Series, which provides tools and sector-specific guidelines for gender mainstreaming. This manual is intended to be used in combination with the other documents in the series, particularly the Gender Management System Handbook, which presents the conceptual and methodological framework of the GMS. This reference manual has been produced to assist member governments in meeting their commitment to implementing the Plan of Action. It is designed to assist the users in the selection, use and dissemination of gender-sensitive indicators at the national level.

Brambilla, Paola, 2001. *Gender and Monitoring: A Review of Practical Experiences*, Paper prepared for the Swiss Agency for Development and Co-operation (SDC). BRIDGE, Institute of Development Studies University of Sussex, Brighton BN1 9RE, UK.

This report aims to provide a practical tool that can be used to integrate a gender approach into existing monitoring and evaluation mechanisms. This paper looks at how indicators can be made gender-sensitive, who should be involved in this process, and when during the project cycle. Case studies follow of implementation of such approaches at field level (projects and programmes), institutional and government level.

Available at: <http://www.ids.ac.uk/bridge/>

Canadian International Development Agency (CIDA), 1997. *Guide to Gender-Sensitive Indicators*.

This Guide explains why gender-sensitive indicators are useful tools for measuring the results of CIDA's development initiatives. It concentrates in particular on projects with an end-user focus, and shows how gender-sensitive indicators can and should be used in both gender integrated and WID-specific projects, and in combination with other evaluation techniques.

The key questions addressed here are: What are gender-sensitive indicators? Why should CIDA use them? What are the types of such indicators? What are their limitations? How can they be used at the branch and region/country levels and in particular in projects with an end-user focus?

A companion volume, *A Project level Handbook* is available as a quick reference guide for people working in the development field.

Available at:

[http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/\\$file/WID-HAND-E.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/$file/WID-HAND-E.pdf)
[http://w3.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/\\$file/WID-GUID-E.pdf](http://w3.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/$file/WID-GUID-E.pdf)

Dayal, R, C.A. van Wijk-Sijbesma, and N. Mukherjee, 2000. *METGUIDE: Methodology for Participatory Assessments with Communities, Institutions and Policy Makers: Linking Sustainability with Demand, Gender and Poverty*. (UNDP-World Bank, Water and Sanitation Programme).

Derbyshire, Helen, 2000. *Gender Manual: A Practical Guide for Development Policy Makers and Practitioners*. London: DFID.

This gender manual is designed to help non-gender specialists in recognising and addressing gender issues in their work. The intention is to demystify gender, make the concept and practice of gender

mainstreaming accessible to a wide audience, and clarify when to call in specialist help. The manual focuses on the processes of gender mainstreaming which are similar in all sectoral and regional contexts, and also similar, in some instances, to other processes of social development and organisational change.

Available at: <http://www.genie.ids.ac.uk/gem/>

Direction Générale de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques, Ouagadougou, 2005. *Implication de la femme dans la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE)*.

Le présent document constitue une source d'inspiration pour les acteurs opérant dans la gestion des ressources en eau.

Disponible au: www.eauburkina.bf

Fong, M.S., W. Wakeman and A. Bhushan, 1996. *Working on Gender in Water and Sanitation: Gender Toolkit Series No. 2*. (UNDP-World Bank, WSP).

Available at: <http://www.worldbank.org/gender/know/wstlkt4.pdf>

Gender and Development Training Centre, Netherlands Development Organisation (SNV), 2000. *Manual for the Participatory Gender Audit*. Haarlem, the Netherlands.

This manual, developed by Dutch NGO SNV (Netherlands Development Organisation), contains tools to carry out participatory gender audits of the organisation's programmes. It is a self-assessment methodology aiming at improving the organisation's performance with respect to gender equality and women's empowerment.

Available at: <http://www.snvworld.org/cds/rgGEN/Chapter%201/AuditManualEngDefinit.doc>

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. *Training of Trainers Package: Gender Mainstreaming in Integrated Water Resource Management*. Available at: <http://www.genderandwater.org/page/766>

GWA, no date. *Gender Scan*.

Gender Scan is a new tool that is a starting point for organizations implementing an internal change or strategic planning process or both, with regard to gender mainstreaming. It offers a step-by-step approach for an institutional self-assessment and includes a case study of its application.

Available at: <http://www.streamsofknowledge.net/toolbox4.html>

Gezellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), 1998. *Gender Training ToolKit*, German Technical Cooperation Self-help Fund Project.

This toolkit provides guidelines for participatory gender sensitization training, outlining key concepts in raising gender awareness. The premise upon which the guidelines are based is experiential learning. The toolkit incorporates different techniques, exercises, and games, often utilizing handouts, and prompts people to learn by analyzing and reflecting on their experience. It includes tools for gender sensitization, and for gender sensitive project planning.

National Commission on the Role of Filipino Women and the Canadian International Development Agency, 2002. *A Guidebook on Gender Mainstreaming. How Far Have We Gone?*

This guidebook is aimed primarily to help the agencies' Gender and Development (GAD) Focal Points, members of their technical working groups and other related GAD committees do their mainstreaming work. It presents the gender mainstreaming evaluation framework (GMEF) which can be used to track their progress and provides them with a holistic view of the gender mainstreaming process. It is also useful to technical people (e.g. planners, monitors, evaluators and analysts) who have a basic knowledge of GAD concepts.

Available at: <http://www.ncrfw.gov.ph/publication/publication.htm>

Rathgeber, Eva M., no date. "Water Management in Africa and the Middle East: Challenges and Opportunities", in *Women, Men, and Water-Resource Management in Africa*, IDRC.

This paper examines some of the concerns that have motivated African governments and donors to become involved with water projects. Although there is general recognition of the needs of communities for reliable water systems, it is argued that the different attitudes, perspectives, and needs of women and men with respect to water access and use have been given little focused attention by environmental planners and water-resource managers in Africa. More specifically, it is suggested that throughout the 1970s and 1980s, although concerted efforts were being made to increase water accessibility, little effort was made to integrate the economic roles of women into water-resource planning.

Available at: http://www.idrc.ca/fr/ev-9334-201-1-DO_TOPIC.html OR
http://www.idrc.ca/fr/ev-31108-201-1-DO_TOPIC.html

Rocheleau, D., B. Thomas-Slayter and D. Edmunds, 1995. "Gendered Resource Mapping: Focusing on Women's Spaces in the Landscape", *Cultural Survival Quarterly*, 18(4).

Rodríguez, Guiselle et al, 1999. *Taking the Pulse of Gender: Gender-sensitive Systems for Monitoring and Appraisal*, World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

Rodríguez Villalobos, Rocío, 1999. *Module 8: Sharing Secrets: Systematization from a Gender Perspective*, World Conservation Union and Arias Foundation, San José.

UNDP, 2003. *Mainstreaming Gender in Water Management: A Practical Journey to Sustainability*.

This extensive guide includes a useful section on gender mainstreaming within the Project Cycle.
Available at: <http://www.undp.org/water/genderguide/>

United Nations Environment Programme (UNEP), 1997. *UNEP Project Manual: Formulation, Approval, Monitoring and Evaluation*. UNEP, Nairobi.

Southern African Development Community (SADC), 1999. *Gender Mainstreaming at SADC: Policies, Plans and Activities*.

The gender plans, activities and policies in the region are outlined and the steps which have been taken by the various governments to establish institutional frameworks for gender mainstreaming.

Available from: SADC Gender Department, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana,
www.sardc.net

Thomas, Helen, Johanna Schalkwyk and Beth Woronuk, 1996. *A gender perspective in the water resources management sector: Handbook for mainstreaming*. Publications on Water Resources, No. 6 (Stockholm, Swedish International Development Cooperation Agency).

This handbook for mainstreaming contains specified questions to be asked at each stage of the project cycle which cover issues ranging from how consultation is designed, how specific indicators of gendered involvement are used, to whether budgets are allocated to ensure gender-equitable approaches. Such resources are to be welcomed although it should be emphasised that they will only be practical if used in a self-critical, reflective manner, adapted to specific contexts rather than utilised as routine checklists.

Available at:

<http://www.sida.se/shared/jsp/download.jsp?f=WaterRes6%5B1%5D.pdf&a=2527>

Thomas-Slayter, Barbara, Xavier Rachel Polestico, Andrea Esser, Octavia Taylor; and Elvina Mutua, 1995. *Manual for Socio-Economic and Gender Analysis: Responding to the Development Challenge*. Tototo Home Industries, Kenya, the Philippines University.

This manual is based on the socio-economic and gender analysis (SEGA) approach, which is an approach to development based on an analysis of the socio-economic factors and participatory identification of women's and men's priorities and potentials. SEGA aims to sensitize practitioners to visualize the interconnected processes of environment, social and economic change and to clarify the relevance of social factors (such as class, caste, gender, age, ethnicity and religion) in determining access to and control over resources. Such an understanding of the relationships among people, social structures, and resource bases, makes it easier to work with communities to change the conditions that hinder their development.

Available (at a price) from: Clark University, IDCE Graduate Program 950, Main Street, Worcester, MA 01610, Tel: 508-793-7201, Fax: 508-793-8820, Email: idcepub@clarku.edu
Available at: <http://clarku.edu/departments/idce/publications.shtml>

Tortajada, Cecilia, 2002. *Contribution of Women to the Planning and Management of Water Resources in Latin America*. Research Report.

Available at: <http://www.thirdworldcentre.org/home/akbiswas/www/epubli.html>

Wilde V. and Vaino-Mattila A, 1996. *Gender Analysis and Forestry Training*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

A complete training package, based on experience in Asia, with overview of importance of gender analysis; guidelines on planning and conducting training programmes; using RRA to develop case studies; training notes and materials, including case studies; lessons learned from the testing process. Practical and thorough - helpful for people with little training experience or to give ideas of where to start.

Available at: geap.ifas.ufl.edu/pgeapbib.html - siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/Toolkitgenderagri.pdf

Ressources Espagnoles

IDRC, CIED PERU, 2002. *Perspectiva de Género y Rol de la Mujer en la gestión de los recursos Hídricos en el Altiplano*.

Presenta diferentes experiencias sobre conceptos, metodologías y actividades que permiten la implementación de los proyectos de agua y saneamiento y de riego en las zonas andinas de Latinoamérica, resaltando las experiencias exitosas en la búsqueda de incorporar la perspectiva de género.

Disponible en: <http://www.ciedperu.org/Publicaciones/frapublica.htm>

GWA, WSP, 2005. *Construyendo una Visión para la Acción. Avances y desafíos de la transversalización del Enfoque de Género en la Gestión Integrada de los recursos Hídricos en America latina. Bolivia*.

Ofrece recomendaciones importantes para la construcción de una visión común en América Latina sobre la transversalización del enfoque de género en la gestión integrada de los recursos hídricos, visión que puede servir como un conjunto de lineamientos orientadores para las instituciones y organizaciones interesadas en contribuir a la construcción de una sociedad más justa, donde hombres y mujeres gocen del beneficio de una mejor calidad de vida.

Disponible en: <http://www.es.genderandwater.org/page/2209>

Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 2003. *Plan de Acción del BID para la integración de Género (Marzo 2003 - Junio 2005)*, Preparado por SDS/WID en colaboración con la Red de

Género del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) Departamento de Desarrollo Sostenible
Unidad de la Mujer en el Desarrollo Washington, D.C.

The Action Plan brings together the commitments of all operations divisions and relevant departments of the Bank in the development of actions that aim to improve equality between men and women. The likelihood of success implementing this Plan is high because it represents a collaborative agreement and shared commitment between different members of the institution, including the high levels of the Administration, professional staff and assistants involved in the design, supervision, monitoring and evaluation of operations supported by the Bank.

Disponible en: <http://www.iadb.org/sds/doc/PlandeAccionparaIntegraciongeneroS.pdf>

FAO, no date. *Participación y Género en la Planificación del Desarrollo Agrícola. preparado por Jeanne Koopman, Consultora, Servicio de la Mujer en el Desarrollo (SDWW), Dirección de la Mujer y la Población de la FAO.*

Disponible en: <http://www.fao.org/sd/SPdirect/WPre0060.htm>

FAO, no date. *Oficina Regional para America Latina y El Caribe. La mujer en el desarrollo rural, various resources.*

Disponible en: <http://www.fao.org/Regional/LAmerica/mujer/>

Etude de cas

3.14. Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes

Introduction

De nombreuses conventions, déclarations, plans d'action et engagements ont été élaborés dans le but d'autonomiser les femmes ; ces mesures ont été prises également pour garantir l'égalité entre hommes et femmes, l'égalité de leurs droits culturels et économiques, leurs droits fondamentaux, et un accès équitable et égal aux ressources et au processus de prise de décision. Au cours des trente dernières années, les secteurs de l'eau ont fait l'objet de nombreuses résolutions.

Bien que l'égalité des genres commence à être mise en place, intégrant une analyse croisée des institutions et des politiques orientées vers le secteur de l'eau, le processus demeure lent. Par ailleurs, la mise en oeuvre des nouvelles politiques équitables et inclusives de ces dix à vingt dernières années s'est heurtée à de nombreuses contraintes – allant du manque de volonté et d'engagement politique, au manque d'approches intégrant les notions de gestion de ressources en eau, à la poursuite de discrimination culturelle, économique, et politique contre les femmes et les jeunes filles.

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes (Gender-Responsive Budget Initiatives, (GRBI)) fournissent des outils concrets pour mettre pratique les conventions ainsi que les engagements.

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes ont été développées après la prise de conscience que les politiques macroéconomiques et les budgets décidés ne font pas aucunement mention au genre.¹⁴ La première budgétisation prenant en compte le genre a été appliqué dans le cadre de l'Australie en 1984. Les politiques macroéconomiques et les budgets ne reconnaissent pas l'existence d'un travail non rémunéré des femmes, et par conséquent ne prennent pas en compte, voire ne valorisent pas, leur contribution à l'économie nationale contrairement à celle des hommes. En effet, Le budget national représente le document clé pour n'importe quel pays et indique les priorités de développement du pays. Dans le cas où le budget national n'est pas sensible à la question du genre, il ne peut prendre en compte le rôle des femmes et leur contribution aux efforts de développement national, et ainsi néglige leurs besoins et priorités. Les hommes et les femmes à travers tous les pays détiennent des responsabilités et des rôles différents, et sont souvent victimes d'une inégalité en terme d'accès et de contrôle sur les ressources et le processus de prise décision; de ce fait, les budgets les affectent différemment.

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes (GRBI)

Les GRBIs analysent les politiques, le mode d'imposition, les recettes, les dépenses et les déficits dans une perspective de genre. Ils sont des outils qui permettent d'analyser les budgets, et d'évaluer les impacts différentiels et inégaux des programmes et stratégies décidés par les gouvernements sur les femmes, les hommes, les garçons et les jeunes filles. Les GRBIs ne sont pas des initiatives de séparation des budgets en faveur des femmes et des hommes. Ils impliquent une analyse des budgets intégrant la question du genre dans les priorités visées par les budgets. L'exercice facilite une analyse des budgets plutôt que la

¹⁴ Cf. travail de Diane Elson

simple formulation de ces derniers. Cette analyse peut par la suite constituer une base pour la formulation et les amendements aux budgets déjà votés. De plus, l'analyse ne se penche pas uniquement sur la parcelle du budget qui relève des questions des femmes et du genre. En effet, une analyse complète du budget dans une perspective de genre examine toutes les allocations sectorielles des gouvernements du fait de leur impact différentiel sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Ils peuvent aller plus loin en s'intéressant aux les sous groupes dans les catégories de genre et tranches d'âge (Budlender, 2000:1366).

Bien qu'une modification dans le budget du gouvernement constitue l'objectif final visé par la plupart des GRBIs, d'autres gains peuvent être dégagés parallèlement. Plus précisément, les GRBIs sont des moyens qui permettent d'accroître la démocratie en facilitant la participation publique et la transparence dans les finances et le processus de prise de décisions, et contribue à l'amélioration de la gouvernance. Les GRBIs permettent aux départements des gouvernements, aux organisations non gouvernementales et autres intervenants d'être responsabilisés, d'améliorer leur ciblage en terme de services, et de garantir que les ministères ainsi que les municipalités répondent aux priorités et besoins exprimés par les membres de leurs circonscription électorale ; ils contribuent enfin à assurer que les stratégies sont bien mises en œuvre en concordance avec les budgets alloués et assistent les intégrations des engagements gouvernementaux dans les conventions internationales. (Khosla, 2003 : 3).

Les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes dans les secteurs de l'eau

Intégrer la question de l'eau dans l'agenda des analyses budgétaires prenant en compte le genre contribue à stimuler une approche de développement durable et intégré des ressources en eau de même qu'une approche en terme de gestion ; en effet, les analyses budgétaires nécessitent une approche multisectorielle des intervenants. La demande de recours aux GRBIs a été alimentée par la frustration grandissante née de la lenteur dans la réactivité des hauts décideurs politiques ; elle s'explique aussi par la nécessité de mise en place d'agences permettant de communiquer les besoins des femmes en situation de pauvreté, de même que les iniquité de genre dans les différents secteurs. Le Programme de Maillage du Genre en Tanzanie (PMGT) confirme de manière éloquente le besoin des GRBIs dans son analyse du Budget National de la Tanzanie (2003-2004) dans une perspective de pauvreté et de genre. Selon le PMGT, les budgets nationaux fournissent les données les plus adéquates en terme de priorités des Etats. Le processus d'allocation de ressources limitées révèle les priorités gouvernementales, et permet de constater les bases électorales favorisées en conséquence par les décideurs politiques. Alors que les politiques et les grandes lignes budgétaires fournissent des standards de même qu'un ensemble d'orientations en terme d'objectif, les budgets sont l'expression de la volonté politique.¹⁵

Les Acteurs Clés dans le Secteur : qui peut entreprendre les GRBIs ?

Le gouvernement à différents niveaux ainsi que les ministères et départements qui leurs sont rattachés en collaboration avec les groupes de femmes et autres partenaires de la société civile, forment les acteurs clés dans les Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes. Dans certains pays où les GRBIs sont mises en oeuvre de manière dynamique et ont bénéficié du plus grand succès, l'exercice fut mené et coordonné par le ministère habilité, une agence pour les femmes ou une ONG et/ou un centre de recherche ou une université. En ce qui concerne les études de cas sur les GRBIs, il est possible de se référer au livre édité par le

¹⁵ <http://www.tgnp.org>

Secrétariat du Commonwealth¹⁶. Il ne s'agit pas d'études de cas sur les secteurs de l'eau, mais d'études portant sur d'autres secteurs et échelles de gouvernements où les analyses budgétaires sur les questions du genre ont été entreprises.

GRBIs en faveur de l'intégration de la question du genre dans le secteur

Les outils du GRBI tels que l'évaluation des bénéficiaires en fonction de la décomposition par sexe permettent d'apprécier les services publics en relation avec l'eau courante et l'assainissement, ainsi que leur relation avec les allocations budgétaires existantes. Dans certains cas de privatisation du secteur de l'eau, ils peuvent également fournir un appui à l'analyse des implications en terme de politiques de prix, et leur relation avec les revenus des hommes et des femmes ainsi que leur accès aux services publics. Ces outils peuvent également démontrer l'existence d'un besoin de redistributions budgétaires pour l'allocation de services en eau à ceux qui n'en bénéficient pas, ou à ceux qui sont défavorisés en terme d'accès.

Un tel exercice permet de mettre en valeur le manque ou la faible disponibilité de services pour les femmes et les hommes en situation de pauvreté, les femmes responsable de leur foyer, les femmes n'ayant pas de titre de propriété, les femmes et les hommes disposant de petites parcelles de terres, etc.

L'analyse décomposée de l'impact du budget sur le temps d'utilisation est un outil qui permet de montrer comment le temps utilisé par les femmes pour entreprendre certaines tâches qui seraient normalement accomplies par l'Etat représente une subvention faite à l'Etat. De même, les femmes compensent le peu de disponibilité des services en investissant davantage de leur temps à répondre aux besoins primaires exprimés par leurs familles et leurs enfants. Dans les cas où l'eau devient inaccessible, les femmes passent de longues heures à la collecter de sources plus lointaines _ revenant à la question du recyclage de l'eau ainsi qu'aux méthodes de conservation_ et allouent une plus grande part de leurs temps à essayer de répondre aux besoins de leurs foyers. L'évaluation en terme monétaire de ce temps investi par les femmes montre à quel point elles subventionnent de manière considérable un service que l'Etat a pour responsabilité de leur fournir.

L'analyse de la décomposition dans une perspective de genre de l'incidence des dépenses publiques en terme de bénéfice est un autre outil indispensable. Dans la mesure où la privatisation des secteurs de l'eau exclue les infrastructures d'eau et d'assainissement_ qui font principalement l'objet d'investissements publics et des prêts_ une analyse en terme de bénéficiaires des investissements publics démontre un biais des dépenses gouvernementales en faveur des riches. Les riches utilisent une grande quantité d'eau pour les parcours de golf, les piscines, les infrastructures industrielles, à l'inverse des femmes en situation de pauvreté qui consomment moins d'eau du fait de leurs besoins autres et de leur incapacité à payer pour l'eau.

L'analyse en terme de décomposition de l'incidence de l'impôt facilite l'étude de la politique d'imposition à l'échelle des marchés ainsi qu'à l'échelle individuelle. Au niveau de l'individu, le travail non rémunéré des femmes en terme de provision en eau et en gestion constitue à la fois un impôt sociale et économique. Même dans un contexte de privatisation de la gestion de l'eau, l'assainissement relève principalement de la responsabilité

¹⁶ Cf. <http://www.thecommonwealth.org/Templates/Colour.asp?NodeID=34006>

gouvernementale, qui finance ces investissements par le biais de ses recettes. Dans un contexte de marché, les femmes oeuvrant dans le secteur informel, et en tant que propriétaires de petites entreprises, payent des impôts, sans prendre en considération si les infrastructures en eau répondent ou non à leurs besoins.

Peu de GRBIs se sont concentrées sur les dimensions variées des secteurs de l'eau. De même, les budgets prenant en compte le genre peuvent être exploités pour fournir de l'eau ainsi que des services d'assainissement, un accès équitable à l'eau à des fins d'irrigation, ou l'Intégration Transversale du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). De même, les GRBIs en Afrique du Sud ont mis l'accent sur le manque de services de distribution d'eau à de nombreuses femmes en situation de pauvreté dans les zones rurales, allant de paire avec le manque généralisé d'autres services de base tels que l'électricité. Plus récemment, en Tanzanie, le PMGT a démontré la nécessité des GRBIs dans les analyses des budgets des Ministères de l'Eau et du Cheptel¹⁷. L'efficacité des GRBI dans les domaines tels que la violence envers le genre et le maintien de l'ordre, l'agriculture, les services de santé, l'éducation, l'imposition, les pensions, les politiques de subvention alimentaires, et la distribution des terres démontre son importance pour la GIRE.

Références

Budlender, Debbie, 2000. "The Political Economy of Women's Budgets in the South", *World Development*, 28(7). pp 1365-1378.

Elson, Diane, 2002. *Gender Responsive Budget Initiatives: Some Key Dimensions and Practical Examples*. Paper presented at the conference on "Gender Budgets, Financial Markets, Financing for Development", February 19th and 20th 2002, by the Heinrich-Böll Foundation, Berlin. Available at: http://www.idrc.ca/en/ev-66707-201-1-DO_TOPIC.html

Elson, Diane, 2002. "Integrating Gender into Government Budgets with a Context of Economic Reform", in Debbie Budlender, Diane Elson, Guy Hewitt and Tanni Mukhopadhyay, *Gender Budgets Make Cents: Understanding Gender-Responsive Budgets*. London: Commonwealth Secretariat.

Khosla, Prabha, 2003. *Water, Equity, and Money: The need for gender-responsive budgeting in water and sanitation*. The Netherlands Council of Women. Available at: http://www.gender-budgets.org/en/ev-80859-201-1-DO_TOPIC.html

Autres Ressources

ACFODE, 2005. *Gender Budget Training Manual*. Kampala, Uganda.

¹⁷ Pour plus d'information concernant les études de cas sur le PMGT ainsi que le GRBI avec le Ministère de l'Eau et du Cheptel, cf. section 7 de *Gender and Water Technical Overview Paper* Prabha Khosla, Christine van Wijk, Joep Verhagen, and Viju James. IRC. Décembre 2004. <http://www.irc.nl/page/15499>

The following is a Gender Budget Training Manual created by ACFODE of Uganda to guide trainers who are involved in building capacities of policy makers and other stakeholders at District and Sub-county levels in Gender Budgeting. The overall objective is to ensure that Plans and Budgets at Districts and Sub-counties address the needs of disadvantaged groups, especially women.

Available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-81782-201-1-DO_TOPIC.html

Coopoo, Sikhander. No date. *Women and Local Government Revenue*. Idasa, South Africa.

Available at: www.idasa.org.za/gbOutputFiles.asp?WriteContent=Y&RID=474

Budlender, Debbie, 2004. *Budgeting to Fulfill International Gender and Human Rights Commitments*. UNIFEM.

Available at: http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11141152661CEDAW_Southern_Africa_Brochure.pdf

Budlender, Debbie. and Guy Hewitt, 2003. *Engendering Budgets: A Practical Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets*. London: The Commonwealth Foundation.

The gender responsive budget programme is now a well-established initiative from the Commonwealth Secretariat, attracting considerable interest among governments, civil society and development agencies keen to participate in the programme. Work on gender responsive budget initiatives has already taken place in over twenty Commonwealth countries. This sourcebook will be of particular use to practitioners, researchers, government officials and NGOs.

Available at:

http://www.thecommonwealth.org/shared_asp_files/uploadedfiles/%7BFBF59912-40C3-47A6-89C2-F3E5A0EA9B74%7D_Engendering%20Budgets%20final%20doc.pdf

Budlender, Debbie, Diane Elson, Guy Hewitt and Tanni Mukhopadhyay, 2002. *Gender Budgets Make Cents: Understanding Gender-Responsive Budgets*. London: Commonwealth Secretariat.

This publication provides a comprehensive understanding of GRB initiatives and will be invaluable to governments, NGOs, donors and other agencies working to integrate a gender analysis into public expenditure policies and budgets. Divided into four sections, the book provides a conceptual and theoretical framework, traces the evolution of work in this area, assesses the role of different stakeholders and highlights lessons learned to date. A profile of known activities at country level shows how gender responsive budgets have been used as a pivotal tool with which to assess budgetary performance and impact.

Available at:

http://publications.thecommonwealth.org/publications/html/DynaLink/cat_id/33/category_details.asp

Budlender, Debbie and Guy Hewitt, 2002. *Gender Budgets Make More Cents. Country Studies and Good Practice*. London: Commonwealth Secretariat.

This book documents 'good practice' in gender budget work from across the globe. Practitioners share their first-hand experiences and in-depth knowledge of the why, where and how of gender responsive budget (GRB) initiatives. They reflect on both the challenges and successes of initiatives in the Andean region, Australia, Korea, Mexico, the Philippines, Rwanda, Scotland, South Africa and the United Kingdom. A chapter on the Commonwealth Secretariat's involvement in developing and implementing GRB initiatives is also included to suggest the role that can be played by external agencies at the national, regional, and international level. This book will be useful to people from multilateral and bilateral agencies and civil society, and inspire them to take forward gender budget work in their own country and organisation.

Available at:

http://publications.thecommonwealth.org/publications/html/DynaLink/cat_id/33/category_details.asp

Budlender, Debbie and Rhonda Sharp with Kerri Allen, 1998. *How to do a gender-sensitive budget analysis: Contemporary research and practice*. Canberra: AusAID and London: Commonwealth Secretariat.

This document draws data from countries which already have gender-sensitive budgets in place or those which are initiating them (Australia, South Africa, Mozambique, Tanzania, Tasmania, Sri Lanka, Barbados). It shows the diversity of approaches in different countries, and covers the issues, methods and strategies for the first year of implementing the exercise. It has a strong practical orientation, built on a sound research base, and includes theory, examples and discussion questions. The book is the basis for a series of structured workshops for civil servants from different departments.

Available at: <http://thecommonwealth.org/gender/index1.htm>

Hurt, Karen and Debbie Budlender, (eds.) 2000. *Money Matters Two. Women and the local government budget*. Idasa. South Africa.

Inter-Parliamentary Union, UNIFEM, UNDP, and WBI, 2004. *Parliament, the Budget and Gender*.

This reference tool/handbook, available in English, French and Arabic, is the sixth in a series produced by the Inter-Parliamentary Union (IPU) which seeks to advance parliament's own capacity to make a positive impact on the budget, and to equip parliament, its members and parliamentary staff with necessary tools to examine the budget from a gender perspective.

English available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-85201-201-1-DO_TOPIC.html

Arabic available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-85203-201-1-DO_TOPIC.html

French available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-85202-201-1-DO_TOPIC.html

Public Administration Research and Consultation Centre (PARC) and the Egyptian National Council for Women, No date. *Performance-based Budgeting from a Gender Perspective*

This resource book explains performance based budgeting and ways of integrating gender into those budgets. The book, produced in Arabic, also provides a number of examples and practical tools.

Arabic language available at: http://www.idrc.ca/gender-budgets/ev-86435-201-1-DO_TOPIC.html

Sen, Gita, 1999. *A Quick Guide to Gender Mainstreaming in Finance*. London: Commonwealth Secretariat. Available at:

http://unifem.undp.org/economic_security/macro_gender.html

Ressources Espagnoles

GTZ, UNIFEM, UNFPA, *Sin Fecha. Presupuestos Públicos y Género en América latina y el Caribe*, Disponible en: <http://www.presupuestoygenero.net/s28/>
<http://www.presupuestoygenero.net/s28/paginas/mapa.htm>

UNIFEM, 2003, *Documento Metodológico sobre el Análisis del Presupuesto Público con Enfoque De Género*.

Este documento, recoge la sistematización de experiencias de análisis de presupuesto y la propuesta metodológica obtenida a través de la adaptación de herramientas desarrolladas por UNIFEM-Región Andina en Bolivia, Ecuador, y Perú, durante el periodo 2001-2003.

Disponible en:

http://www.idrc.ca/uploads/userS/11000383911Documento_metodologico_Final_enviado_por_AyB.pdf

UNIFEM RA y FLACSO, 2005. Hacia la transparencia y la gobernabilidad con equidad. Presupuestos sensibles al género en la región andina. Quito, Ecuador.

Este libro documenta, en seis capítulos, el proceso que UNIFEM-RA siguió para impulsar esas iniciativas en Bolivia, Ecuador y Perú, mediante su programa DESafios, sobre derechos económicos y sociales (DES), y como una herramienta para lograr el empoderamiento de las mujeres mediante el ejercicio de esos derechos.

Disponible en: http://www.pnud.cl/pdf/discursos/dis_35.pdf

<http://www.docentes.up.edu.pe/EMoron/herram.pdf>

Sites web principaux

The Commonwealth Secretariat has been involved in issues of gender mainstreaming, gender equity and gender and macro-economic issues for many years. Their web site has a wealth of information on these subjects including on GRBIs. For additional information on macro-economics and gender-responsive budgets see:

<http://www.thecommonwealth.org/Templates/Colour.asp?NodeID=34005&int2ndParentNodeID=33895&int3rdParentNodeID=33899>

UNIFEM's Programme on Women's Economic Security and Rights.

For many years UNIFEM has been active providing financial and technical assistance for innovative programmes and strategies that promote women's human rights, political participation and economic security. The Programme economics and reducing women's poverty has supported extensive work on GRBIs in all world regions.

http://www.unifem.org/gender_issues/women_poverty_economics/

UNIFEM, The Commonwealth Secretariat and IDRC.

This Gender Responsive Budgets Initiatives (GRBI) website is a collaborative effort between the [United Nations Development Fund for Women \(UNIFEM\)](#), [The Commonwealth Secretariat](#) and Canada's [International Development Research Centre \(IDRC\)](#), to support government and civil society in analysing national and/or local budgets from a gender perspective and applying this analysis to the formulation of gender responsive budgets. The initiative strives to promote the global objectives and cross-regional information sharing through the formation/support of a network, further development of concepts, tools and training materials, global training of trainers, South-South exchanges, and collaboration with international and regional organizations.

http://www.idrc.ca/en/ev-64152-201-1-DO_TOPIC.html

This site is also available in French and Spanish.

Chapitre 4. L'intégration transversale du genre dans le cycle du projet¹⁸

Dans les programmes et projets de développement, le genre, la pauvreté et l'environnement sont souvent des considérations ajoutées après coup. Lorsque les questions de genre sont prises en compte dès la conception du projet, elles peuvent être plus facilement incorporées dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation. Les programmes qui ne tiennent pas compte dans toutes leurs phases des besoins différents des riches et des pauvres, des hommes et des femmes, risquent d'être inefficaces, inefficients et non durables. Ce chapitre présente un cycle de projet générique qui peut être adapté aux contextes locaux, et expose les aspects du genre qui doivent être considérés à chaque phase du cycle de projet. Les responsables de programmes nationaux, les bureaux d'études, les experts en genre et tous ceux qui s'intéressent au genre dans la mise en œuvre des projets peuvent utiliser ce cycle générique. Il est important que le projet indique clairement ses objectifs en matière de genre et d'équité.

Les questions suivantes doivent être posées :

- Comment les besoins des hommes et des femmes sont-ils reflétés ?
- Qui a-t-on consulté ?
- Qu'est-ce qui a été fait au niveau des consultations pour faciliter la contribution d'hommes et de femmes de classes sociales différentes ?
- Le plan du projet est-il fondé sur une bonne compréhension des différences sexospécifiques dans le groupe ciblé ?
- Le projet a-t-il pris en considération les changements prévisibles concernant le temps, le travail et les engagements financiers ?
- A-t-on identifié les indicateurs sexospécifiques permettant de clarifier les objectifs et de faciliter le suivi ?
- Comment procédera-t-on pour atteindre les objectifs d'égalité entre les sexes et de participation des femmes dans le projet ? A-t-on identifié des stratégies spécifiques ?
- A-t-on identifié les obstacles susceptibles d'entraver la participation des hommes et des femmes de toutes les catégories sociales, et a-t-on mis en place des stratégies pour les surmonter ?
- La structure de la direction du projet comporte-t-elle l'expertise nécessaire en matière de genre et de diversité ?
- A-t-on pris en considération les implications budgétaires de la diversité et du genre ?
- Le suivi prévoit-il la collecte de données ventilées par sexe sur la participation aux différents aspects du projet et sur les indicateurs choisis ? (adapté de SIDA, 1996)

Thèmes et questions à prendre en considération lors de l'intégration transversale du genre dans le cycle du projet

4.1. Identification du programme ou projet

Démarche 1 : l'Agence de soutien externe participe à l'identification du programme ou projet

¹⁸ Les sources pour ce chapitre sont indiquées dans la liste de références donnée à sa fin.

Ceci comprend l'évaluation des principaux programmes et tendances de développement, y compris ceux qui sont traités par les conférences et conventions mondiales.

Thèmes et questions

- Comment l'institution de soutien externe peut-elle renforcer le respect des engagements nationaux à la fois en matière d'égalité des sexes et de développement durable ?
- L'agence de soutien externe peut-elle aider à identifier les opportunités lorsque les efforts de promotion de l'utilisation durable des ressources (notamment l'eau) coïncident les efforts de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ?
- Le cadre général de la coopération est-il fondé sur l'analyse de l'impact des inégalités entre les sexes dans le domaine de l'environnement ?
- Les institutions gouvernementales responsables de l'égalité entre les sexes ont-elles participé à la définition des priorités ?
- Les organisations féminines et les défenseurs de l'égalité des sexes ont-ils participé à la détermination des priorités ?

Démarche 2 : Analyse des politiques

Thèmes et questions

- A-t-on pris en considération les questions de genre et de diversité dans l'analyse des politiques et des programmes nationaux existants dans le secteur de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ?
- Les programmes et investissements nationaux dans le GIRE sont-ils susceptibles d'offrir des bénéfices et des opportunités équitables aux femmes et aux hommes, en particulier aux femmes et hommes pauvres ?

Démarche 3 : Engagement de responsables gouvernementaux clés et d'autres parties prenantes dans un dialogue sur le cadre des politiques de développement national

Thèmes et questions

- Les institutions gouvernementales responsables de l'égalité entre les sexes ont-elles été impliquées et consultées ?
- Les organisations féminines et les défenseurs de l'égalité entre les sexes ont-ils été impliqués et consultés ?
- Y a-t-il eu des discussions avec les organisations ayant une expertise en matière de GIRE concernant leur disposition et leur capacité à traiter les questions de genre ?
- Des efforts ont-ils été déployés pour faire participer les femmes à tous les niveaux ?
- Dans les consultations au niveau de la base ?
- En tant que professionnelles de l'eau ?
- A tous les niveaux de gouvernance ?
- A-t-on procédé à l'analyse des obstacles à la participation des femmes et a-t-on élaboré des stratégies pour vaincre ces obstacles ?

Démarche 4 : Evaluation des questions de conception des projets au niveau des collectivités locales

Thèmes et questions

- Conception technique. A-t-on recherché l'avis des hommes et des femmes sur les options technologiques et les caractéristiques de la conception ?
- Contributions des utilisateurs. A-t-on déterminé les différences entre les hommes et les femmes, du point de vue de leur disposition et de leur capacité à contribuer au niveau du travail, du matériel ou du financement ?
- Considérations de temps/charge de travail. L'initiative va-t-elle augmenter la charge de travail des femmes/hommes/filles/garçons durant et après la construction ? Y a-t-il une augmentation de la demande en travail non rémunéré pour les femmes et les filles ? Y a-t-il conflit entre les différentes demandes ?
- Exploitation et maintenance. Comment se fait le partage des droits et des responsabilités de l'exploitation et de la maintenance entre les différentes catégories de femmes et d'hommes ? Cela reflète-t-il leur utilisation du système des services ?

4.2 formulation des programmes et projets

Démarche 5 : Evaluation des projets de renforcement des capacités institutionnelles

Thèmes et questions

Questions de genre dans les projets de renforcement des capacités.

- Quelle est la capacité existante des institutions et des individus à travailler dans une perspective de genre ?
- Quelle est la capacité des institutions et des individus à promouvoir la participation des femmes à tous les niveaux ?
- Quelle est la capacité des différentes catégories de femmes à participer dans les tâches diverses dans les domaines techniques, à des postes de prise de décisions et au niveau des communautés ?
- Existe-t-il des politiques pouvant guider les institutions ?

Démarche 6 : Considérations relatives au genre dans l'élaboration des projets

Thèmes et questions

- A-t-on identifié dans la pratique des écarts fondés sur le sexe en matière de droits d'usage de l'eau ?
- A-t-on analysé et abordé les schémas existants d'accès aux sources d'eau et de contrôle de ces sources ?
- A-t-on accordé l'attention nécessaire aux cadres juridiques et aux réformes institutionnelles de façon à promouvoir un accès aux ressources productives plus équitable pour les hommes et les femmes ?
- A-t-on procédé à l'évaluation des besoins, des rôles et des charges de travail des femmes et des hommes ?

Démarche 7 : Compréhension du contexte et des données de base

La participation à la conception du programme ou du projet devrait établir au départ une compréhension commune de la situation avec ses caractéristiques socioéconomiques, sexospécifiques et biophysiques.

Des données suffisantes, ventilées par sexe chaque fois que possible, doivent être collectées à ce stade pour établir la ligne de base du projet.

Il est recommandé de procéder à l'analyse des parties prenantes.

Thèmes et questions

En examinant les secteurs de l'eau, l'analyse a-t-elle pris en considération les besoins, ressources, et différentes priorités des communautés marginalisées en raison de leur caste, âge, handicap/capacité, classe, etc. ? Par exemple :

- Dans le cadre de l'utilisation et de la gestion actuelles de l'eau, les responsabilités et rôles différents des femmes et des hommes sont-ils documentés et compris (usage domestique et productif, usage agricole commercial, économie de subsistance, économie urbaine informelle, etc.) ?
- Comparer l'accès des hommes et des femmes de différentes classes socioéconomiques à toutes les ressources liées à l'eau et leur contrôle de ces ressources (droits à la propriété foncière et capitaux fixes, schémas d'héritage, crédit, etc.) ; offre au niveau de l'emploi (travail familial non rémunéré, emploi rémunéré, etc.).

Démarche 8 : Création d'une vision et définition des problèmes à aborder

Les causes sous-jacentes des problèmes sont souvent perçues différemment par différents groupes de parties prenantes comprenant des femmes et des hommes individuels. L'expérience des processus participatifs peut s'avérer utile pour une compréhension de la situation globale.

Durant le processus de définition des problèmes, les participants peuvent également étudier des expériences analogues, au niveau national ou international.

Thèmes et questions

- Qui sont les personnes consultées et de quelle façon ont-elles été impliquées dans le processus de consultation ?
- A-t-on consulté à la fois les hommes et les femmes ? A-t-on essayé de manière spécifique à impliquer des défenseurs de l'égalité des sexes et des spécialistes (universitaires, chercheurs, analystes politiques) ?
- Le processus de consultation a-t-il été organisé de manière à maximiser la contribution des femmes et des défenseurs de l'égalité des sexes ?

Démarche 9 : Identification de stratégies alternatives

Les diverses parties prenantes devraient explorer les stratégies alternatives, en vue d'intégrer les approches innovantes et les nouvelles opportunités et d'identifier les risques potentiels.

Thèmes et questions

En examinant les stratégies alternatives, il convient de prendre en considération les avantages possibles des stratégies qui encouragent la participation des femmes et favorisent la gestion durable des ressources en eau.

Démarche 10 : choix de la stratégie la plus prometteuse

Avant de décider de la stratégie à adopter, il est important d'envisager les implications du choix d'une stratégie ou d'une autre en termes d'impacts, d'opportunités et d'avantages et inconvénients.

Risques. Les interventions impliquent certains risques et peuvent avoir des effets positifs ou négatifs.

Opportunités. Les limites de l'intervention proposée peuvent inhiber la recherche de mesures d'atténuation des effets négatifs. La recherche d'opportunités peut préparer le terrain pour des solutions créatives.

Avantages et inconvénients. Il est important de comprendre les avantages et inconvénients comparatifs des différentes stratégies, ainsi que les coûts en opportunités.

Il faut également examiner la capacité des organisations, institutions et individus concernés à entreprendre les activités de manière efficace, efficiente et durable.

Thèmes et questions

- En évaluant les avantages et les inconvénients de chaque option, s'intéresse-t-on spécifiquement à ce que les femmes ne soient pas perdantes ?
- L'analyse des risques s'intéresse-t-elle aux différents effets positifs et négatifs pouvant affecter les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux ?
- A-t-on procédé à une analyse des opportunités de changement et du potentiel permettant à la fois de reconnaître la participation des femmes et de garantir des bénéfices équitables pour les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux ?
- Les ministères et institutions associés à l'initiative ont-ils la capacité d'identifier et de traiter les questions du genre ? Par exemple :
- Ont-ils accès aux informations relatives aux questions de genre dans le secteur ?
- Ont-ils les compétences leur permettant de formuler et d'analyser les questions relatives aux dimensions sexospécifiques du GIRE.

Démarche 11 : Définition des objectifs et des résultats attendus

Les participants devraient élaborer le support pour la conception du projet, à savoir un ensemble hiérarchisé d'objectifs, résultats, activités et contributions.

Thèmes et questions

- Etudier la pertinence d'objectifs spécifiques en matière de genre. Si l'on n'attend pas de résultats concrets dans ce domaine, le genre a tendance à « s'estomper ». Les efforts se concentrent généralement sur les résultats attendus tels qu'ils sont définis dans les documents de planification du projet.

Démarche 12 : Utilisation du cadre logique

Le cadre logique est une matrice qui résume les principaux éléments de la conception du programme et projet.

Thèmes et questions

- Les questions du genre sont-elles clairement énoncées dans le cadre logique ?
- A-t-on identifié des indicateurs spécifiques pour faire le suivi des résultats en matière de diversité et d'égalité entre les sexes ?
- Les indicateurs seront-ils ventilés par sexe ?

Démarche 13 : Détermination des activités

Une fois définis les résultats attendus, il faudra déterminer les activités permettant de les atteindre.

Thèmes et questions

- Quelles sont les activités nécessaires à la prise en compte des questions de genre ?
- Est-il nécessaire d'assurer une formation ?
- Est-il nécessaire d'explorer des questions particulières ou d'attirer des parties prenantes spécifiques ?
- L'expérience a montré qu'une planification rigoureuse est indispensable pour ne pas perdre de vue la perspective genre.

Démarche 14 : Déterminer les dispositions de gestion

Dans le cadre de la formulation du projet, il est essentiel de déterminer comment les activités seront menées de façon à ce que les objectifs du programme ou projet puissent être réalisés sans dépassement des limites de temps, de qualité et de coûts.

Thèmes et questions

- L'agence ou institution de mise en œuvre a-t-elle pris un engagement en faveur de l'égalité des sexes et de la réalisation de résultats positifs pour les femmes à travers le projet ?
- Les responsabilités et les attentes relatives aux aspects du projet liés au genre sont-elles énoncées clairement dans les documents, accords ou contrats du projet ?

Démarche 15 : Spécification des indicateurs pour le suivi et l'évaluation

Les indicateurs aident à déterminer dans quelle mesure un programme ou projet réalise les résultats espérés.

Au moyen du processus consultatif défini plus haut, les participants se mettent d'accord sur la manière de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs, et sur les indicateurs du succès.

Les arrangements de suivi et d'évaluation doivent être définis durant la formulation du programme ou projet et de ses objectifs.

Thèmes et questions

- Dans les projets impliquant des initiatives émanant de la collectivité locale, les femmes aussi bien que les hommes ont-ils participé à l'élaboration des indicateurs ?
- A-t-on prévu des indicateurs permettant de mesurer les progrès dans la réalisation d'objectifs spécifiques ayant trait à la participation des femmes, à la capacité des organisations à travailler dans une perspective de genre, à la réduction du temps nécessaire aux femmes pour se procurer l'eau, etc. ?

Démarche 16 : Identification des facteurs et risques externes

Les facteurs externes sont des événements ou des décisions qui échappent au contrôle des directeurs du programme ou du projet et qui affectent néanmoins la réalisation des objectifs, l'obtention des résultats attendus, la mise en œuvre des activités, et la mise à disposition et l'utilisation des contributions.

Thèmes et questions

La capacité des femmes à participer à l'initiative peut être influencée par divers facteurs qui échappent au contrôle des directeurs du programme, tels que les attitudes discriminatoires, la charge des enfants et les responsabilités domestiques, le niveau d'alphabétisation, le manque de temps etc.

Démarche 17 : Identification des obligations préalables

Afin de minimiser les risques, il convient de ne commencer les activités qu'une fois remplies certaines conditions.

Thèmes et questions

Il est important de vérifier si les conditions initiales relatives aux questions de genre ont été satisfaites. Par exemple, si le plan a prévu le recrutement d'un spécialiste du genre, le recrutement a-t-il été fait ?

4.3 Mise en œuvre

Démarche 18 : Assurance d'une bonne participation

- Les institutions gouvernementales responsables de l'égalité et de l'équité entre les sexes sont-elles représentées durant la mise en œuvre ?
- Les organisations ayant une expertise en matière de GIRE sont-elles représentées dans l'équipe du projet ?
- A-t-on donné aux femmes une chance de participer dans les domaines techniques et dans les postes de prise de décision ?
- Durant la période de construction, l'initiative augmente-t-elle pour les femmes/homme/filles/garçons la charge de travail non rémunéré au-delà de ce qui était prévu initialement ?

Démarche 19 : Suivi

Thèmes et questions

- Dans le cadre de la préparation des revues et rapports annuels, il convient d'analyser les changements importants intervenus durant l'année écoulée, par exemple :
 - Nouvelle législation, politiques gouvernementales ou engagements en matière d'égalité entre les sexes (pouvant porter sur la propriété foncière, le crédit, les politiques des ONG, etc.) ;
 - Nouveaux réseaux ou organisations de femmes ou changement de profil/capacité d'organisations existantes ;
 - Changements des conditions ou tendances économiques et sociales, qui affectent les priorités, les ressources et les besoins du secteur IWRM.
- Les données utilisées pour le suivi sont-elles ventilées par sexe ?

Démarche 20 : Evaluation

Thèmes et questions

- Les « termes de référence » de l'évaluation spécifient-ils clairement les questions de genre et les questions à aborder dans l'évaluation ?
- L'évaluation examinera-t-elle les résultats attendus/résultats du projet en tenant compte des différences entre les hommes et les femmes du point de vue des besoins et des priorités ?
- L'équipe d'évaluation a-t-elle l'expertise nécessaire pour aborder les questions de genre dans le contexte spécifique du projet (irrigation, approvisionnement en eau et assainissement, terres inondées, etc.) ?
- En procédant à l'évaluation, les évaluateurs ont-ils l'intention de :
 - ventiler les données par sexe ?
 - rechercher la contribution des femmes aussi bien que des hommes, et analyser les différences et les similitudes ?
- L'évaluation identifiera-t-elle les « leçons apprises » de l'adoption d'une perspective de genre dans le domaine de la gestion des ressources en eau, de façon à ce que ces leçons soient transmises à l'ensemble de l'organisation ?

Références

Fong, Monica S., Wendy Wakeman and Anjana Bhushan, 1996. World Bank Toolkit on Gender in Water and Sanitation: Gender Toolkit Series No. 2, Gender Analysis and Policy, Poverty and Social Policy Department; UNDP-World Bank Water and Sanitation Program, Transportation, Water and Urban Development Department.

Ministry of Foreign Affairs, DANIDA/S.Q., 1999. *Gender and Water Supply and Sanitation: Guiding Questions*. Working Paper, August. (mimeo)

Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), 1996. *A Gender Perspective in Water Resources Management Sector*. Stockholm.

Thomas, Helen, Johanna Schalkwyk and Beth Woroniuk., 1997. *Handbook for Mainstreaming: A Gender Perspective in the Water Resources Management Sector*. SIDA in close consultation with the Department for Natural Resources and the Environment.

Autres ressources

GTZ, 1998. *Gender Training Tool Kit*. Self-help Fund Project.

Ce toolkit donne des directives pour une formation participative de sensibilisation au genre, et fournit les concepts clés pour la prise de conscience en la matière. Ces directives se fondent sur l'apprentissage fondé sur expérience. Le toolkit inclut différentes techniques, exercices et jeux, utilise des documents photocopiés, et encourage à l'analyse et à la réflexion à partir de l'expérience vécue. Il comprend des outils pour la sensibilisation, et pour la planification de projets attentive au genre.

Disponible à :

<http://www.genie.ids.ac.uk/docs/gtz/Gen.trng.fin.doc>

UNDP (PNUD), (sans date). *Gender Mainstreaming Learning and Information Packs*
Bien que prévus pour être utilisés pour l'auto-formation et pour des ateliers consacrés à l'intégration transversale du genre, ces jeux de documents peuvent aussi être utilisés dans des ateliers consacrés à d'autres sujets, pour renforcer le potentiel d'intégration du genre. Chaque jeu contient des informations sommaires, ainsi que les notes pour le conférencier, des documents photocopiés, des exercices, une bibliographie et des liens pour les ressources Internet pertinentes.

Disponible à :

http://undp.org/gender/capacity/gm_info_module.html

Beyond Rhetoric: male involvement in gender and development policy and practice.
Gender Training with Men.

Il s'agit d'un ensemble d'articles comportant des réflexions et des conseils pour la formation en matière de genre à l'intention des hommes. Les expériences couvrent plusieurs pays et cultures.

Disponible à : <http://www.brad.ac.uk/acad/dppc/gender/mandmweb/seminar5.html>

WaterAid, 2002. *Indicators for a gender-sensitive approach to Sanitation Programmes and Services*. Disponible à:

http://www.wateraid.org/documents/g_indicators_san.pdf

WaterAid. 2002. *Indicators for a gender-sensitive approach to Water Supply Services*. Disponible à : http://www.wateraid.org/documents/g_indicators_water.pdf

Ressources en français

Van Wijk-Sybesma C, 1996. *La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau : un guide méthodologique et technique*. Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC)

Centre régional pour l'eau potable et assainissement (CREPA), 1992. *Rapport final du séminaire de sensibilisation des cadres féminins à la problématique de l'eau potable et de l'assainissement*. Bamako. CREPA, Bamako, Mali.

Ressources en espagnol

ANESAPA – PROAPAC – GTZ, 2003. *Género en Saneamiento Básico. Sistema Modular de Capacitación*.

Los contenidos son formativos y parten de los conceptos básicos que hacen al género, para introducir luego el género en saneamiento básico, el estado actual del género y las herramientas para transversalizar el enfoque de género en proyectos de agua y saneamiento.

Disponible à : [www.anesapa.org/Centrode documentación/Documentos-sistemaModular](http://www.anesapa.org/Centrode%20documentaci3n/Documentos-sistemaModular)

HIVOS – Unión Mundial para la Naturaleza, Fundación Arias Para la Paz y el Progreso Humano, 1999. *Ojos que no ven ... Corazones que sienten: Indicadores de equidad*. UICN, San José de Costa Rica

Esta publicación une las áreas de género y medio ambiente, a través de un proceso que pretende facilitar y apoyar a organizaciones e iniciativas de desarrollo rural de la región, asegurando la incorporación de la perspectiva de equidad de género en su quehacer institucional. Se enmarca en herramientas e instrumentos que permiten incorporar la perspectiva de equidad de género en el ciclo de un proyecto.

Programa de Agua y Saneamiento, América Latina y el Caribe, *Metodología e Instrumentos para su inclusión en Proyectos de Agua y Saneamiento*. World Bank Office, Lima, Peru.

Méthodologies et instruments pour l'intégration du genre dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Disponible à : [:http://www.aprchile.cl/pdfs/and_genero.pdf](http://www.aprchile.cl/pdfs/and_genero.pdf)

Chapitre 5. L'intégration transversale du genre dans les politiques et institutions du secteur de l'eau

Qu'est-ce qu'une politique du genre ?

Une politique du genre est une déclaration publique par laquelle un pays ou une organisation s'engage à prendre au sérieux les questions de genre ; c'est aussi un cadre pour ce que cela implique au niveau du travail de l'organisation. Une politique du genre dans la gestion des ressources en eau porte sur :

- Le travail de l'organisation : implication des femmes et des hommes dans la planification, la construction, l'exploitation, la maintenance et la gestion de l'eau pour l'usage domestique, l'irrigation, l'assainissement ou la protection de l'environnement.
- La culture interne et la dotation en effectifs de l'organisation – questions affectant le personnel masculin et féminin dans leur travail ; par exemple, les opportunités de recrutement, de promotion et de formation pour les hommes et les femmes, la discrimination et le harcèlement sexuels, et les questions telles que les soins aux enfants, le congé de paternité ou de maternité, et les dispositions concernant la sécurité des déplacements (Alliance Genre et Eau, 2003).

Pourquoi élaborer une politique du genre ?

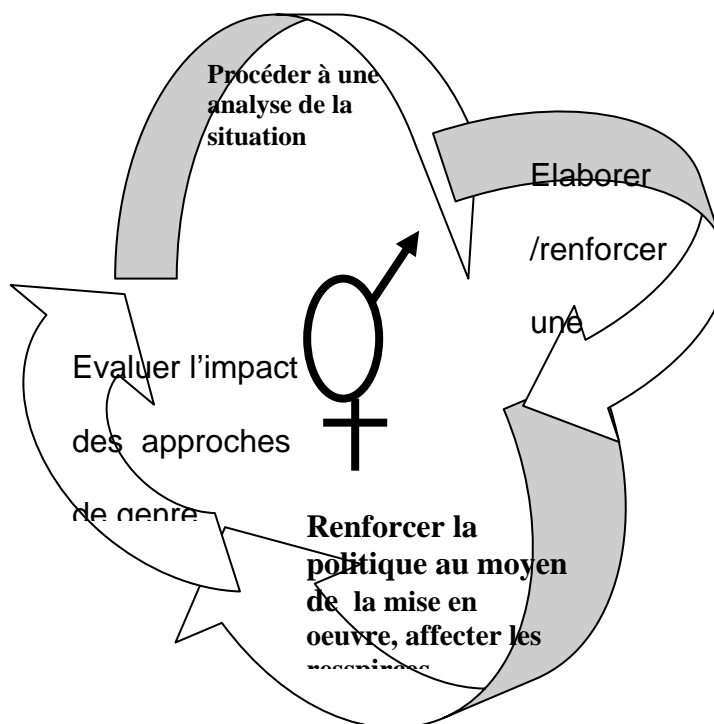
L'élaboration d'une politique du genre est un point de départ utile pour porter l'attention sur les questions de genre dans une organisation et ses activités. Pour les organisations qui ont déjà adopté des mesures sensibles au genre (par exemple en fournissant une formation et des directives au personnel), l'élaboration d'une politique du genre est l'occasion de renforcer et de formaliser les mesures prises et de préparer une stratégie pour l'avenir. Une politique du genre fournit :

- Une occasion précieuse pour impliquer le personnel et les principales parties prenantes dans une réflexion approfondie sur l'importance de l'équité sociale et entre les sexes dans le travail de l'organisation et sur ses implications pratiques ;
- Une déclaration publique de l'engagement de l'organisation à prendre au sérieux les questions de genre ;
- Un accord sur une action et des indicateurs du changement en matière de genre ;
- Un instrument de responsabilisation permettant d'évaluer la performance de l'organisation.

L'élaboration et la mise en œuvre d'une politique du genre nécessitent une stratégie continue de renforcement des capacités de tous les membres et partenaires de l'institution ou organisation.

L'élaboration d'une politique n'est pas un processus ponctuel. Il est important de reconsidérer les politiques du genre en place depuis quelque temps, d'évaluer la performance, de passer en revue les leçons apprises et d'élaborer et lancer des engagements politiques nouveaux. Le graphique ci-dessous montre comment la formulation d'une politique devrait être un processus continu.

La formulation des politiques doit être un processus continu



Les composantes d'une politique du genre

Une politique du genre efficace doit inclure les trois composantes suivantes :

- L'analyse de la situation – examen des questions de genre concernant les groupes bénéficiaires et l'organisation elle-même. Cette analyse comprend l'examen des connaissances, compétences, engagement et pratiques du personnel en matière de genre, et l'examen des questions de genre affectant le personnel (telles que les différences fondées sur le sexe en matière d'opportunités de promotion ou le harcèlement sexuel sur le lieu du travail).
- La politique elle-même : celle-ci doit être conçue sur la base d'une analyse de la situation et doit exposer les raisons pour lesquelles l'organisation accorde de l'importance aux questions du genre, sa vision en ce qui concerne la pratique sensible au genre, et les diverses façons dont cette compréhension va influencer son travail.
- Une stratégie ou plan d'action qui doit indiquer en détail la manière dont se fera la mise en œuvre au cours d'une période de temps donnée, en incluant les activités, budgets, responsabilités et indicateurs pour le suivi et l'évaluation.

Les documents sur les politiques sont généralement des documents publics, tandis que les stratégies et plans d'action sont des documents internes. Certaines organisations incluent des aspects de l'analyse de leur situation dans la documentation publique, d'autres ne rendent publique que la politique elle-même. Les politiques sont de longueur très variable, de deux à plusieurs pages selon ce que l'organisation choisit d'y inclure.

Habilitation des institutions

La mise en œuvre d'une politique dépend dans une large mesure du cadre institutionnel qui la soutient. Il est par conséquent nécessaire de s'intéresser à l'organisation elle-même. Le développement d'une compréhension, d'une aptitude et d'un engagement appropriés, ainsi que le traitement des questions d'inégalité entre les sexes dans une institution ou une organisation constituent un processus à long terme de changement interne qui nécessite des activités telles que le renforcement des capacités, l'affectation du budget, la définition des indicateurs et le suivi. Le tableau suivant résume les éléments les plus importants dans la mise en œuvre d'une politique sensible au genre au niveau d'une organisation.

Tableau : Eléments importants dans la mise en œuvre d'une politique sensible au genre au niveau de l'organisation

| Catégorie à explorer | Questions à envisager | Mesures à prendre pour changer l'organisation |
|---|---|--|
| PROGRAMME DE TRAVAIL | | |
| Politique et plans d'action Politiques du genre : Intérêt porté au genre dans toutes les politiques | <ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il une politique du genre ? • Quand et par qui a-t-elle été élaborée? • Utilise-t-elle des données ventilées par sexe ? Sa mise en œuvre fait-elle l'objet d'un suivi ? | S'il n'existe pas de politique du genre mais qu'il existe un désir de traiter les inégalités entre les hommes et les femmes, suivre les mesures préconisées plus haut. |
| Forces influant sur les politiques | <ul style="list-style-type: none"> • Quelle est l'attitude de la haute direction envers les questions de genre ? Qui sont les leaders d'opinion formels et informels ? • Quelles sont les agences extérieures ou les personnes qui ont une influence sur l'organisation ? • Quels sont les organismes de prise de décision ? | <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les meilleurs défenseurs de l'égalité et de l'équité entre les sexes - Engager tout le personnel et les directeurs concernés - Créer un environnement participatif et inclusif pour l'élaboration de la politique |
| Ressources humaines - personnel focal pour le genre - ensemble du personnel | <ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il une unité du genre ou une personne focale désignée ? • Que font-elles ? Avec quelles ressources ? Les autres membres du personnel sont-ils attentifs au genre ? | <ul style="list-style-type: none"> - Avoir des termes de référence clairs pour l'unité/personne focale - Etablir la formation en matière d'intégration du genre et le plaidoyer comme un processus continu avec des objectifs d'action. - Avoir la protection d'un soutien professionnel. |

| | | |
|--|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • La sensibilité à l'égard du genre est-elle incluse dans le profil de l'emploi et est-elle prise en compte dans l'évaluation professionnelle ? | <ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les unités focales en tant que partie intégrante des processus et programmes existants. |
| Ressources en finances et en temps - Initiatives d'égalité des sexes sur le terrain - Initiatives de renforcement des capacités du personnel - | <ul style="list-style-type: none"> • Y a-t-il un financement pour le renforcement des capacités en matière de genre ? • Y a-t-il un financement pour les actions sur le terrain en matière de genre ? | <ul style="list-style-type: none"> - Affecter des budgets pour le renforcement des capacités du personnel et pour les actions sur le terrain. - Allouer du temps pour les actions au niveau opérationnel. - Elaborer des indicateurs pour faire le suivi des progrès. |
| Procédures et outils de systèmes | <ul style="list-style-type: none"> • La prise en compte du genre est-elle incluse dans les systèmes et procédures de routine (systèmes d'information, évaluations, planification et suivi) ? • Le personnel a-t-il reçu des directives sur l'intégration transversale du genre ? | <ul style="list-style-type: none"> - Inclure le genre dans les systèmes et procédures - Elaborer des systèmes d'information ventilée par sexe - Inclure le genre dans les termes de référence et les interviews du personnel. - Avoir des indicateurs pour le suivi des progrès de la politique en matière de genre. - Elaborer des listes de contrôle et des directives. |
| Statistiques sur les effectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Quel est le nombre d'hommes et de femmes à chaque niveau de l'organisation et selon les rôles et les secteurs ? • Vérifier les politiques d'emploi et d'embauche | <ul style="list-style-type: none"> - Adopter des politiques de recrutement attentives au genre et non discriminatoires, même si la prise en compte du genre ne consiste pas à équilibrer le nombre d'hommes et de femmes. - Donner au personnel l'accès aux processus de prise de décision. |
| Besoins pratiques et stratégiques des hommes et des femmes | <ul style="list-style-type: none"> • L'organisation crée-t-elle un environnement sûr et commode pour les femmes et les | <ul style="list-style-type: none"> - analyser l'organisation du point de vue de sa sensibilité aux différents besoins des hommes et des femmes. - Examiner les actifs de l'organisation, tels que les |

| | | |
|----------------------------------|---|---|
| | hommes, par exemple pour le transport, les toilettes, les soins aux enfants, et la flexibilité des heures de travail ? | équipements, le mobilier, la conception et l'accessibilité des toilettes, etc. Conviennent-ils aux femmes et aux hommes ? |
| Culture de l'organisation | <ul style="list-style-type: none"> • Comment l'information se transmet-elle et dans quelle mesure les hommes et les femmes sont-ils inclus dans la chaîne de l'information ? • Quelles sont les principales valeurs communes ? Se rapportent-elles à l'égalité ? et plus particulièrement au genre ? • La prise de décision est-elle centralisée ou décentralisée ? • Quelles sont les attitudes envers le personnel masculin/féminin ? | <ul style="list-style-type: none"> - Adopter une culture de l'organisation qui met sur un pied d'égalité les perspectives féminines et masculines. - Enoncer de manière explicite les engagements de l'organisation en faveur du genre dans tous les programmes et politiques. - Décentraliser la prise de décision de façon à ce que les femmes et les hommes aient voix au chapitre dans la prise de décision de l'organisation. |
| Perceptions du personnel | <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les perceptions du personnel masculin et féminin sur la question du genre ? | - Organiser des programmes de renforcement de capacités et de sensibilisation en matière de genre, en particulier dans les cas où le genre est considéré comme une simple condition exigée par les donateurs, et non comme une valeur de l'organisation. |
| Politique et actions | <ul style="list-style-type: none"> • L'organisation a-t-elle une politique d'égalité des chances ? Que couvre cette politique ? Comment se fait sa promotion et sa mise en œuvre ? | <ul style="list-style-type: none"> - Etre attentif à l'égalité dans la structure, la culture et le recrutement du personnel de l'organisation ainsi que dans les programmes, les politiques et les procédures. - Procéder à une évaluation continue au moyen d'indicateurs sexospécifiques pour permettre une revue globale de la situation. |

Source : Adapté de Derbyshire, 2002.

Références

Derbyshire, Helen, 2003. *Gender Manual: A Practical Guide for Development Policy Makers and Practitioners*. Social Development Division, DFID, UK.

Gender and Water Alliance (GWA), 2003. *Policy Development Manual for Gender and Water Alliance Members and Partners*. Delft, Netherlands. Disponible à : <http://www.genderandwater.org>

GWA, 2003. *Gender Perspectives on Policies in the Water Sector*. Leicestershire, UK, Published by WEDC, Loughborough University, Leicestershire, UK, for the GWA. Publié par WEDC, Université de Loughborough, Leicestershire, Royaume Uni, pour l'Alliance Genre et Eau.

Ressources principales

Schreiner, Barbara, Barbara van Koppen and Kathy Eales., 2003. *Gender Mainstreaming in Water Policy and Legislation: the Case of South Africa*. Paper developed for the Gender in Court Session at the 3rd World Water Forum, Kyoto, Japan.

Status of Women, Canada., 1998. *Gender-Based Analysis: A guide for policy making*. Government of Canada, Revised. Disponible à : http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/gbaguide/index_e.html

Wakeman, Wendy, Susan Davis, Christine van Wijk and Alka Naithani, 1996. *Sourcebook for Gender Issues at the Policy Level in the Water and Sanitation Sector*. Water and Sanitation Collaborative Council.

Glossaire

L'Adaptation (les capacités et stratégies adaptables) se réfère aux capacités des systèmes de revenus avoir un impact sur ou à s'adapter aux changements en réduisant la vulnérabilité qu'ils encourrent ; celle-ci s'accomplit à travers les stratégies, telles que la diversification des sources de revenu par le développement d'aptitudes requises, de capacités ainsi que l'accès aux ressources de soutien tels que le micro crédit.

La catastrophe est une grave perturbation du fonctionnement de la communauté ou de la société, causant de fortes pertes en terme de ressources humaines, matérielles, économiques et environnementales, celles-ci dépassant les aptitudes de la communauté concernée à exploiter ses propres ressources. Le désastre est fonction du processus de risque : vulnérabilité+hasard

L'Autonomisation concerne les personnes- les femmes et les hommes- qui veulent disposer d'un contrôle sur leur vie : la fixation de leur propre agenda, l'accroissement de leur compétence, le renforcement de leur confiance en soi, le règlement des problèmes et le développement de leur autonomie. Certes, personne n'est en mesure de mandater l'autre : seul l'individu peut se donner le pouvoir de faire des choix ou de s'exprimer. Cependant, les institutions incluant les agences internationales de coopération peuvent soutenir les processus qui permettent d'éduquer les individus ou les groupes à renforcer leurs propres pouvoirs.

Le Genre est un ensemble de caractéristiques culturelles spécifique qui identifie les comportements sociaux des hommes et des femmes ainsi que la relation existante entre eux. Par conséquent, le concept du genre ne se réfère pas uniquement aux hommes et aux femmes, mais aussi au lien qui les unit, et à la façon dont ce lien se construit socialement. Dans la mesure où il prend en compte la relation, le concept du genre doit prendre en considération les hommes et les femmes. En comparaison au concept de race, de classe et d'ethnie, le genre est un outil analytique qui permet de comprendre les processus sociaux (Statut des Femmes, Canada, 1996)

L'Analyse du Genre est un moyen systématique d'observation des différents rôles des femmes et des hommes dans le développement, de même que leur impact différentiel dans leurs rôles pour le développement. L'analyse du genre pose essentiellement la question du « qui » : qui fait quoi, qui contrôle et qui a l'accès, qui bénéficie de quoi, pour les différents sexes suivant leur classe d'âge, leur religion, leur classe, leur appartenance ethnique, leur race et leur caste ? L'analyse de genre implique également qu'au sein des grands groupes démographiques, socio économiques et culturels, les données et les analyses sont organisées et regroupées par sexes. Une concentration sur le concept de genre – qui traite du cas des hommes et des femmes séparément, est indispensable pour comprendre toutes les étapes du processus de développement. Il est important de savoir comment une activité particulière, une décision ou un plan peut affecter les hommes différemment des femmes, et quelques femmes et hommes comparativement à d'autres femmes et hommes (Rani Parker, 1993). L'observation de la distribution des tâches se rapportant à la gestion de l'eau par rapport aux sexes et aux groupes d'âges montre par exemple sur quels aspects les projets en relation avec l'eau ont besoin d'être travaillés avec des femmes ou des hommes, dans la mesure où au sein des familles, différentes catégories de femmes et d'hommes, ont tendance à avoir différentes responsabilités, dans le pouvoir de prise de décision et de connaissance (van Wijk, 1998).

L'égalité des genres est un concept qui s'intéresse à savoir si les femmes et les hommes jouissent des mêmes statuts. L'égalité des genres signifie que les femmes et les hommes

profitent de conditions égales dans le plein exercice de leurs droits fondamentaux et dans leur potentiel de contribution au développement national, politique, économique, social et culturel, et dans leur participation au partage des bénéfices résultants. L'égalité des genres est de ce fait une valorisation par la société des similarités et des différences existantes entre hommes et femmes, ainsi que des rôles changeant qu'ils jouent, à savoir par exemple en terme de différence de leurs rôles dans la gestion des ressources en eau par exemple.

L'équité en terme de genre est un processus qui permet de garantir une justice envers les femmes et les hommes. Afin de garantir cette justice, des mesures doivent être régulièrement accessibles pour compenser les désavantages historiques et sociaux qui corrigent les actions des hommes et des femmes opérant sur le terrain. L'équité mène à l'égalité. Dans les secteurs de l'eau, l'équité en terme de genre requière souvent des politiques spécifiques qui mettent en avant les capacités de développement technique des femmes, leur embauche et leur promotion dans le domaine de la gestion des ressources en eau afin de rendre compte de leur désavantage historique dans le processus de prise de décision dans ces secteurs.

L'intégration transversale du genre est un processus aux femmes et aux hommes d'avoir accès aux implications de différentes sortes de plans d'action, comprenant la législation, les politiques et programmes dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie permettant aux expériences et aux intérêts des femmes et des hommes de prendre une dimension intégrale dans la formulation, la mise en place, le contrôle et l'évaluation des politiques et des programmes dans les sphères autant politiques, économiques et sociétales ; ceci se fait dans le but de permettre aux hommes et aux femmes de tirer profit de manière égale de ces politiques et programmes, et que le concept d'inégalité ne soit plus une préoccupation. Le but ultime est d'atteindre l'égalité en terme de genre [*en transformant le courant*] (ECOSOC, 1997, en ajoutant l'accent).

L'Aléatoire est un phénomène d'origine naturelle ou humaine susceptible de provoquer des dommages naturels, économiques, et de porter atteinte aux vies humaines et au bien être.

L'Intégration Transversale du Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (IWRM) est un processus qui encourage un développement coordonné et la gestion de l'eau, de la terre et des ressources reliées afin de maximiser le bien être résultant en terme économique et social, d'une manière équitable et sans compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux. (Partenariat Global en Eau/ Comité Technique Consultatif)

Le Croisement permet de reconnaître que les femmes subissent une discrimination et des violations de leurs droits fondamentaux, non seulement sur la base de leur genre, mais aussi du fait d'autres relations de pouvoirs s'expliquant par leur race, leur ethnie, leur caste, leur classe, leur age et une multitude d'autres raisons incluant le fait qu'elles soient indigènes.

L'Elasticité est la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société à résister au changement, afin de lui permettre d'atteindre un niveau acceptable en terme de fonctionnement et de structure.

Le Risque est le dommage attendu ou la perte causée du fait de la combinaison entre la vulnérabilité et le hasard. Les personnes sont considérées à risque dans la mesure où elles ne sont pas à même de faire face au désastre.

La vulnérabilité définit un ensemble de conditions et de processus résultant de facteurs physiques, sociaux, économiques et environnementaux, ce qui accentue la sensibilité d'une communauté aux effets du hasard.